100e ANNÉE
VOL. 100

N° 40
5205

123103-4

Gazette officielle de Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 5 octobre 1968

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi***, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Québec, Saturday, October 5, 1968

Rules

1. Address all communications to the Queen's Printer, Parliament Buildings, Québec.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to the Queen's Printer, and any overpayment refunded.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach the Queen's Printer not later than ***Wednesday*** noon; if Wednesday is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, the Queen's Printer reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify the Queen's Printer before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE / PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT
L'Imprimeur de la reine, ROCH LEFEBVRE, *Queen's Printer* — Québec

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $3 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 50 cents chacun.

Feuilles volantes: $2 la douzaine.

Abonnement: $10 par année à compter de janvier.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Imprimeur de la reine,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 13 mars 1968

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $3 per 100 words.

Single copies: 50 cents each.

Slips: $2 per dozen.

Subscriptions: $10 per year from January.

N.B.— Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertion. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by Queen's Printer personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer.

Parliament Buildings,
Québec, March 13, 1968

24070 — 14-38-o

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.

Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.

Lettres patentes

Ace Store Fixtures Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'août 1968, constituant en corporation: Léonard Levine, gérant, 1405, boulevard Normandie, Laval, Luc Chapleau, dessinateur, 1937, Place Arthur-Buies, et Franco Campanelli, menuisier, 8135, Bordeaux, app. 11, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce d'ornements en bois, de dispositifs et d'appareils servant à leur fabrication, des appliqués pour magasins, des encadrements en bois, de l'équipement de magasins et de toutes sortes d'autres objets, sous le nom de « Ace Store Fixtures Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193 3762-68

Agri réfrigération inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'août 1968, constituant en corporation: Paul-Émile Dionne, commerçant, Léona Poirier, ménagère, épouse dudit Paul-Émile Dionne, et Angelina Bois, ménagère, veuve de Gustave Dionne, tous trois de 91, 20e avenue, Saint-Michel, pour les objets suivants:

Letters Patent

Ace Store Fixtures Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Léonard Levine, manager, 1405 Normandie Boulevard, Laval, Luc Chapleau, designer, 1937 Place Arthur-Buies, and Franco Campanelli, carpenter, 8135 Bordeaux, Apt. 11, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in woodwork and woodworking devices, store fixtures, wooden frames, store equipment and all other things, under the name of "Ace Store Fixtures Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193-o 3762-68

Agri réfrigération inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul-Émile Dionne, trader, Léona Poirier, housewife, wife of the said Paul-Émile Dionne, and Angelina Bois, housewife, widow of Gustave Dionne, all three of 91, 20th Avenue, Saint-Michel, for the following purposes:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et en réfrigération, sous le nom de « Agri réfrigération inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3530-68

À La Capucine Antiquités, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'août 1968, constituant en corporation: Margaret Esther Sheila Donovan, secrétaire, fille majeure, 5429, Duquette, Montréal, Michael Dennis, 681, Grosvenor, Graham Nesbitt, 250, Clarke, app. 519, tous deux avocats, de Westmount, et Ronald Henry Renault, comptable, 7521, 23e avenue, Saint-Michel, pour les objets suivants:

Faire affaires comme antiquaires, sous le nom de « À La Capucine Antiquités, inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Adèle, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 2592-68

Ameublement M. Malo & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'août 1968, constituant en corporation: Michel Malo, vendeur de meubles, Lise Chantal Gaudreau, vendeuse, fille majeure, tous deux de 7, 10e avenue, app. 8, Laval, et Robert-B. Giroux, avocat, 777, Villeray, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Ameublement M. Malo & fils inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3744-68

Arnold Angers & Associates Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'août 1968, constituant en corporation: Arnold Angers, homme d'affaires, 852, avenue de Lauzon, Nicole Larouche, secrétaire, célibataire, 846, de Bourgogne, tous deux de Sainte-Foy, et Gilles Roy, pharmacien, Plaza Sillery, Sillery, pour les objets suivants:

Transiger et faire des affaires à titre de promoteurs financiers, courtiers et agents de change, sous le nom de « Arnold Angers & Associates

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Agri réfrigération inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193 3530-68

À La Capucine Antiquités, inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Margaret Esther Sheila Donovan, secretary, spinster of the full age of majority, 5429 Duquette, Montreal, Michael Dennis, 681 Grosvenor, Graham Nesbitt, 250 Clarke, Apt. 519, both advocates, of Westmount, and Ronald Henry Renault, accountant, 7521, 23rd Avenue, Saint-Michel, for the following purposes:

To carry on business as antique dealers, under the name of "À La Capucine Antiquités, inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Sainte-Adèle, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193 2592-68

Ameublement M. Malo & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Michel Malo, furniture salesman, Lise Chantal Gaudreau, saleswoman, spinster of the full age of majority, both of 7, 10th Avenue, Apt. 8, Laval, and Robert-B. Giroux, advocate, 777 Villeray, Montreal, for the following purposes:

To deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Ameublement M. Malo & fils inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193 3744-68

Arnold Angers & Associates Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Arnold Angers, businessman, 852 avenue de Lauzon, Nicole Larouche, secretary, spinster, 846 de Bourgogne, both of Sainte-Foy, and Gilles Roy, druggist, Plaza Sillery, Sillery, for the following purposes:

To carry on, transact and entertain the business of promoters, financiers, brokers and financial agents, under the name of "Arnold Angers &

Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193 3497-68

Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of the par value of $100 each and 2,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Sainte-Foy, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193-o 3497-68

L'Association des Représentants Professionnels du Meuble du Québec
Québec Professional Furniture Representatives Association

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de juillet 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Gilles C. Globensky, 173, Lavoisier, Marcel Lamarche, 1030, Condé, Roger Paquette, 201, des Peupliers, tous trois de Laval, Guy-C. Dufresne, 10410, Belvédère, Pierrefonds, Buddy Boris, 2165, Scott, Julien Côté, 5535, des Groseilliers, Irving Rabinovitch, 7460, Kingsley, app. 509, tous trois de Montréal, Guy Cossette, 734, Monette, Sainte-Thérèse, Hyman Brownstein, 315, Glengarry, Mont-Royal, David Brownstein, 1062, St-Aubin, Saint-Laurent, et Paul-F. Labrèche, 322, Preston Drive, Beaconsfield, tous agents de manufacturiers, pour les objets suivants:

Favoriser l'intérêt commun des membres comme agents de manufacturiers dans le commerce d'ameublement, sous le nom de « L'Association des Représentants Professionnels du Meuble du Québec — Québec Professional Furniture Representatives Association ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $500,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3143-68

L'Association des Représentants Professionnels du Meuble du Québec
Québec Professional Furniture Representatives Association

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of July, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Gilles C. Globensky, 173 Lavoisier, Marcel Lamarche, 1030 Condé, Roger Paquette, 201 des Peupliers, all three of Laval, Guy-C. Dufresne, 10410 Belvédère, Pierrefonds, Buddy Boris, 2165 Scott, Julien Côté, 5535 des Groseilliers, Irving Rabinovitch, 7460 Kingsley, Apt. 509, all three of Montreal, Guy Cossette, 734 Monette, Sainte-Thérèse, Hyman Brownstein, 315 Glengarry, Mount Royal, David Brownstein, 1062 Saint-Aubin, Saint-Laurent, and Paul-F. Labrèche, 322 Preston Drive, Beaconsfield, all manufacturers agents, for the following purposes:

To promote the common interests of its members as manufacturers agents in the furniture trade, under the name of "L'Association des Représentants Professionnels du Meuble du Québec — Québec Professional Furniture Representatives Association".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and own is of $500,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193 3143-68

Au Chapon d'Or inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'août 1968, constituant en corporation: Denis Safos, 9653, Notre-Dame, Nick Safos, Nicodimus Safos, tous deux de 3411, Ontario, et Pantelis Kalamboyias, 3351, Ontario, tous quatre restaurateurs, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des salles de rafraîchissements, restaurants, cafeterias et comptoirs à sandwiches, sous le nom de « Au Chapon d'Or inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9655,est, rue Notre-Dame, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193 3416-68

Au Chapon d'Or inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Denis Sagos, 9653 Notre-Dame, Nick Safos, Nicodimus Safos, both of 3411 Ontario, and Pantelis Kalamboyias, 3351 Ontario, all four restaurant keepers, of Montreal, for the following purposes:

To operate refreshment rooms, restaurants, cafeterias and sandwich bars, under the name of "Au Chapon d'Or inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 9655 Notre-Dame Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193-o 3416-68

R. A. Baillie Dental Laboratory Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'août 1968, constituant en corporation: Robert Archibald Baillie, technicien dentaire, 1019, rue Belec, LaSalle, Irwin Schnaiberg, clerc, 4835, avenue Montclair, Montréal, H. Laddie Schnaiberg avocat, 7460, chemin Kingsley, Sarah E. Toledano, 615, avenue Hudson, tous deux de Côte Saint-Luc, et Ginette Ayotte, 2022, rue Daniel, Jacques-Cartier, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Faire toutes et chacune des opérations des techniciens dentaires, sous le nom de « R. A. Baillie Dental Laboratory Inc. », avec un capital total divisé en 5,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193 3753-68

R. A. Baillie Dental Laboratory Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Archibald Baillie, dental technician, 1019 Belec Street, LaSalle, Irwin Schnaiberg, law clerk, 4835 Montclair Avenue, Montreal, H. Laddie Schnaiberg, advocate, 7460 Kingsley Road, Sarah E. Toledano, 615 Hudson Avenue, both of Côte Saint-Luc, and Ginette Ayotte, 2022 Daniel Street, Jacques-Cartier, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on any and all of the businesses of dental technicians, under the name of "R. A. Baillie Dental Laboratory Inc.", with a capital stock divided into 5,000 common shares with no par value and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193-o 3753-68

Beaulieu & Tessier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour d'août 1968, constituant en corporation: Félix Beaulieu, industriel, Suzanne Tessier, ménagère, épouse dudit Félix Beaulieu, et Paul Tessier, industriel, tous trois de Saint-Raphaël, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de matériaux de toutes sortes, sous le nom de « Beaulieu & Tessier inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Raphaël, district judiciaire de Montmagny.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3750-68

Beaulieu & Tessier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Félix Beaulieu, industrialist, Suzanne Tessier, housewife, wife of said Félix Beaulieu, and Paul Tessier, industrialist, all three of Saint-Raphaël, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and to deal in material of all kinds, under the name of "Beaulieu & Tessier inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Raphaël, judicial district of Montmagny.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193 3750-68

Bellevue Glass & Aluminum Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de juillet 1968, constituant en corporation: Daniel B. Chadwick, administrateur, 5, Place Bellerive, Laval, William J. McQuillan, avocat et conseil en Loi de la reine, 2875, avenue Douglas, et James T. Kennedy, avocat, 131, avenue Cornwall, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de portes, de fenêtres, de garages et autres articles, produits ou marchandises du même genre, en verre ou en aluminium, sous le nom de « Bellevue Glass & Aluminum Co. Ltd. », avec un capital total divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1345, rue Miron, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193 3296-68

Bellevue Glass & Aluminum Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of July, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Daniel B. Chadwick, executive, 5 Place Bellerive, Laval, William J. McQuillan, advocate and Queen's Counsel, 2875 Douglas Avenue, and James T. Kennedy, advocate, 131 Cornwall Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in and with glass and aluminum doors, windows, sidings and allied articles, goods, wares and merchandise, under the name of "Bellevue Glass & Aluminum Co. Ltd.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without par value and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 1345 Miron Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193-o 3296-68

Berphil inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieusenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de juillet 1968, constituant en corporation: Yvette Philion, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Paul Carter, Jean-Claude Bertrand, rentier, tous deux de 6373, Mignault, et Serge Fortin, étudiant, 1727, Pothier, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Berphil inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3081-68

Berphil inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of July, 1968, have been issued be the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvette Philion, housewife, wife contractually separate as to property of Paul Carter, Jean-Claude Bertrand, annuitant, both of 6373 Mignault, and Serge Fortin, student, 1727 Pothier, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Berphil inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193 3081-68

Bessette automobile inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'août 1968, constituant en corporation: J.-Reginald Bessette, garagiste, Paul Bessette, comptable, et Lauréat Tardif, comptable agréé, tous trois de Cowansville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce de véhicules automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Bessette automobile inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 450 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Cowansville, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3781-68

Bessette automobile inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-Reginald Bessette, garage-keeper, Paul Bessette, accountant, and Lauréat Tardif, chartered accountant, all three of Cowansville, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in motor vehicles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Bessette automobile inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and into 450 preferred shares shares of $100 each.

The head office of the company is at Cowansville, judicial district of Bedford.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193 3781-68

Le Béton Godin ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de juillet 1968, constituant en corporation: Jean-Paul Godin, constructeur, Jeannine Morais, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Paul Godin, tous deux de 2135, Alfred, et Georges Brossard, notaire, 2201, Lapinière, tous trois de Brossard, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce du béton et de ses sous-produits, sous le nom de « Le Béton Godin ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,800 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2201, boulevard Lapinière, Brossard, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3217-68

Le Béton Godin ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of July, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Paul Godin, builder, Jeannine Morais, housewife, wife contractually separate as to property of the said Jean-Paul Godin, both of 2135 Alfred, and Georges Brossard, notary, 2201 Lapinière, all three of Brossard, for the following purposes:

To manufacture and deal in concrete and its by-products, under the name of "Le Béton Godin ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $10 each and 3,800 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 2201 Lapinière Blvd., Brossard, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193 3217-68

Bimar inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'août 1968, constituant en corporation: Gaston Nadeau, 8105, Jean-Nicolet, Saint-Léonard, Mario Létourneau, 522, Lartigue, et Yves Bertrand, 190, Poitou, ces deux derniers de Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'huile et des autres combustibles servant au chauffage et de leurs produits et sous-produits, sous le nom de « Bimar inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3378-68

Gérard Blais & associés inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'août 1968, constituant en corporation: Marc Bourgeois, 4050, Jauron, Gilles Bertrand, 5640, Decelles, Jean Guy, 5400, de Louisbourg, et Claude Trudel, 350, Willowdale, app. 31, tous quatre avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme conseillers en administration, sous le nom de « Gérard Blais & associés inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3723-68

Blouin & Labranche inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'août 1968, constituant en corporation: Gérard Blouin, voyageur, Carmen Fisette, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gérard Blouin, tous deux de 141, Terrill, Yvan Labranche, commis, et Pierrette Dion, ménagère, épouse dudit Yvan Labranche, ces deux derniers de 321, 11e avenue nord, tous quatre de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Maintenir en opération un ou plusieurs magasins et entrepôts et exercer le commerce de vendeur et de distributeur de pièces d'automobiles, camions, tracteurs et autres véhicules à moteur, sous le nom de « Blouin & Labranche inc. ». avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $50 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3158-68

Bimar inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaston Nadeau, 8105 Jean-Nicolet, Saint-Léonard, Mario Létourneau, 522 Lartigue, and Yves Bertrand, 190 Poitou, the latter two of Laval, all three advocates, for the following purposes:

To trade in oils and other heating fuels together with their products and by-products, under the name of "Bimar inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares with a nominal value of $10 each and 300 preferred shares with a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193 3378-68

Gérard Blais & associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marc Bourgeois, 4050 Jauron, Gilles Bertrand, 5640 Decelles, Jean Guy, 5400 de Louisbourg, and Claude Trudel, 350 Willowdale, Apt. 31, all four advocates of Montreal, for the following purposes:

To act as administration counsellors, under the name of "Gérard Blais & associés inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193 3723-68

Blouin & Labranche inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard Blouin, traveller, Carmen Fisette, housewife, wife contractually separate as to property of the said Gérard Blouin, both of 141 Terrill, Yvan Labranche, clerk, and Pierrette Dion, housewife, wife of the said Yvon Labranche, the latter two of 321, 11th Avenue North, all four of Sherbrooke, for the following purposes:

To operate one or several stores and warehouses, and to act as salesmen and distributors of automobile parts, trucks, tractors, and other motor vehicles, under the name of "Blouin & Labranche inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $50 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193 3158-68

Théophile Bombardier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'août 1968, constituant en corporation: Théophile Bombardier, entrepreneur, Gilles Bombardier, gérant, tous deux de Valcourt, et Gilberte Bombardier, ménagère, épouse séparée de biens de Marcel Chabot, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 1405, rue Desnoyers, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire le commerce de moteurs, machines, skidoos, leurs parties et accessoires, et autres instruments et appareils, sous le nom de « Théophile Bombardier inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Valcourt, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3204-68

Gérard-A. Bouchard ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'août 1968, constituant en corporation: Gérard-Alfred Bouchard, commerçant, Rolande Goulet, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gérard-Alfred Bouchard, tous deux de 75, St-Alphonse, Saint-Bruno, et Grégoire Bouchard, prêtre, Normandin, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes espèces d'articles et marchandises, sous le nom de « Gérard-A. Bouchard ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 71, rue St-Alphonse, Saint-Bruno, district judiciaire de Roberval.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3650-68

Boutique Lilly Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'août 1968, constituant en corporation: Andrew Élias, marchand, Lilly Élias, ménagère, épouse commune en biens dudit Andrew Élias, et Ilona Jakab, femme seule, veuve, tous trois de 6626, Parkview Crescent, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Exploiter la confection et le commerce de toutes sortes d'articles vestimentaires et accessoires, sous le nom de « Boutique Lilly Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5238, chemin de la Reine Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193 3471-68

Théophile Bombardier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Théophile Bombardier, contractor, Gilles Bombardier, manager, both of Valcourt, and Gilberte Bombardier, housewife, wife separate as to property of Marcel Chabot and duly authorized by him for the presents, 1405 Desnoyers street, Sherbrooke, for the following purposes:

To deal in motors, machines, skidoos, parts and accessories thereof and other instruments and devices, under the name of "Théophile Bombardier inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Valcourt, judicial district of Bedford.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193 3204-68

Gérard-A. Bouchard ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard-Alfred Bouchard, trader, Rolande Goulet, housewife, wife contractually separate as to property of the said Gérard-Alfred Bouchard, both of 75 Saint-Alphonse, Saint-Bruno, and Grégoire Bouchard, priest, Normandin, for the following purposes:

To deal in all kinds of goods and merchandise, under the name of "Gérard-A. Bouchard ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 71 Saint-Alphonse street, Saint-Bruno, judicial district of Roberval.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193 3650-68

Boutique Lilly Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Andrew Élias, merchant, Lilly Élias, housewife, wife common as to property of the said Andrew Élias, and Ilona Jakab, feme sole, widow, all three of 6626 Parkview Crescent, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of clothing apparel and accessories, under the name of "Boutique Lilly Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $1 each and 3,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 5238 Queen Mary Road, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193-o 3471-68

Camping & Sports Modernes inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'août 1968, constituant en corporation: Gaston Gamache, 2921, rue Quevillon, Marc Gravel, 10190, D'Auteuil, tous deux de Montréal, et Mario Létourneau, 522, Lartigue, Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous vêtements et articles de sport, sous le nom de « Camping & Sports Modernes inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3778-68

Camping & Sports Modernes inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaston Gamache, 2921 Quevillon Street, Marc Gravel, 10190 D'Auteuil, both of Montreal, and Mario Létourneau, 522 Lartigue, Laval, all three advocates, for the following purposes:

To deal in all sports clothing and articles, under the name of "Camping & Sports Modernes inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193 3778-68

Centre des Arts Communicatifs inc. Communication Arts Centre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de juillet 1968, constituant en corporation: Morton Bell, 701, Bertrand Circle, Saint-Laurent, Stanley Cytrynbaum, 234, Sheraton Drive, Montréal-ouest, tous deux avocats, Dorothy Wick, secrétaire, épouse séparée de corps et de biens de Peter Wick, 3800 St-Kevin, et Gilda Abrams, secrétaire, fille majeure, 4947, Coronation, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter dans toutes ses phases, le commerce de productions audio-visuelles, sous le nom de « Centre des Arts Communicatifs inc.— Communication Arts Centre Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune, 5,000 actions privilégiées catégorie « A » de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées catégorie « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193 3620-68

Centre des Arts Communicatifs inc. Communication Arts Centre Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of July, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Morton Bell, 701 Bertrand Circle, Saint-Laurent, Stanley Cytrynbaum, 234 Sheraton Drive, Montreal West, both advocates, Dorothy Wick, secretary, wife separate as to bed and board of Peter Wick, 3800 St. Kevin, and Gilda Abrams, secretary, fille majeure, 4947 Coronation, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on in all its phases the business of audio visual productions, under the name of "Centre des Arts Communicatifs inc.— Communication Arts Centre Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each, 5,000 class "A" preferred shares of $1 each and 3,000 class "B" preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193-o 3620-68

Ci-Com Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de juillet 1968, constituant en corporation: Morton Bell, 701, Rond-point Bertrand, Saint-Laurent, Stanley Cytrynbaum, 234, Sheraton Drive, Montréal-Ouest, tous deux avocats, et Gilda Abrams, secrétaire, fille majeure, 4947, Coronation, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires dans la publicité à l'étalage dans toutes ses phases, sous le nom de « Ci-Com Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune, 5,000 actions privilégiées, classe « A » de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées, classe « B », de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPTE BOUCHARD.

26193 3612-68

Ci-Com Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of July, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Morton Bell, 701 Bertrand Circle, Saint-Laurent, Stanley Cytrynbaum, 234 Sheraton Drive, Montreal West, both advocates, and Gilda Abrams, secretary, fille majeure, 4947 Coronation, Montreal, for the following purposes:

To carry on in all its phases the business of display advertising, under the name of "Ci-Com Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each, 5,000 class "A" preferred shares of $1 each and 3,000 class "B" preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193-o 3612-68

Gilles Clairoux inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour d'août 1968, constituant en corporation: Yves-A. Perron, avocat, 3542, Henriette, Laval, Colette Plouffe, 12053, avenue Bois de Boulogne, Montréal, et Lucille Sénécal, 2279, Westgate, Jacques-Cartier, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire le commerce de recouvrement de planchers de toute nature, sous le nom de « Gilles Clairoux inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 2426-68

Gilles Clairoux inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yves-A. Perron, advocate, 3542 Henriette, Laval, Colette Plouffe, 12053 Bois de Boulogne Avenue, Montreal, and Lucille Sénécal, 2279 Westgate, Jacques-Cartier, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To carry on business in floor coverings, under the name of "Gilles Clairoux inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193 2426-68

Club de Voile Deux-Montagnes inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'août 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Provost, comptable agréé, 725, Davaar, Outremont, Marcel Letourneau, artiste graphique, 5600, Des Roses, Montréal-Nord, Guy Morrissette, courtier d'assurances, 757, rue Mont-Royal est, et Pierre Brossard, agent d'immeubles, 1259, rue Berri, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club sportif et promouvoir en particulier le sport de la navigation à voile ainsi que tous les autres sports aquatiques, sous le nom de « Club de Voile Deux-Montagnes inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $250,000.

Le siège social de la corporation est à Vaudreuil-sur-le-Lac, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3469-68

Club de Voile Deux-Montagnes inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jean Provost, chartered accountant, 725 Davaar, Outremont, Marcel Letourneau, graphic artist, 5600 Des Roses, Montreal-North, Guy Morrissette, insurance broker, 757 Mount-Royal St. East, and Pierre Brossard, real estate agent, 1259 Berri St., the latter two of Montreal, for the following purposes:

To form and operate a sports club, and especially to promote the sport of sailling as well as all other water sports, under the name of "Club de Voile Deux-Montagnes inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $250,000.

The head office of the corporation is at Vaudreuil-sur-le-Lac, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193 3469-68

Contact Chair Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de juillet 1968, constituant en corporation: Arthur Yanofsky, 5872, Ferncroft, Asher Kahn, 489, Dufferin, tous deux avocats, de Hampstead, Julia Bean, 7873, Birnam, and Delphine Matthew, 455 ouest, rue Sherbrooke, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Contact Chair Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune, 4,000 actions classe « A » de $10 chacune et 5,000 actions classe « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193 3335-68

Contact Chair Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of July, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Arthur Yanofsky, 5872 Ferncroft, Asher Kahn, 489 Dufferin, both advocates, of Hampstead, Julia Bean, 7873 Birnam, and Delphine Matthew, 455 Sherbrooke West, the latter two secretaries, filles majeures, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Contact Chair Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of $1 each, 4,000 class "A" shares of $10 each and 5,000 class "B" shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193-o 3339-68

Le Coq auto inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de juillet 1968, constituant en corporation: Marcel Maltais, commerçant, Marthe Bisaillon, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Marcel Maltais, tous deux de rang St-Dominique, et Jean-Marc Gauthier, vendeur, 74, rue Jacques-Cartier, tous trois de Jonquière, pour les objets suivants:

Exploiter des garages et faire le commerce des automobiles, camions, remorques, motocyclettes et véhicules automobiles de toutes sortes, sous le nom de « Le Coq auto inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est rang St-Dominique, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3149-48

Delauro inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'août 1968, constituant en corporation: Jean Marier, 2530, Chassé, Pierre LaRue, 3034, de la Retraite, tous deux de Sainte-Foy, et Jacques Delisle, 1240, de Samos, Sillery, tous trois avocats, pour les objets suivants:

L'acquisition, l'administration, la mise en gage et l'aliénation d'actions ou d'autres valeurs mobilières, sous le nom de « Delauro inc. », avec un capital divisé en 20,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est 215, Caron, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3806-68

Desnor construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'août 1968, constituant en corporation: Georges Desjardins, 4590, Bellechasse, Gilles Normandin, 6266, 31e avenue, tous deux entrepreneurs, et Gérard Beaudry, comptable, 6599, 26e avenue, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Desnor construction inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3623-68

R. S. Deternet inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Le Coq auto inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of July, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Maltais, trader, Marthe Bisaillon, housewife, wife contractually separate as to property of the said Marcel Maltais, both of St-Dominique Range, and Jean-Marc Gauthier, salesman, 74 Jacques-Cartier St., all three of Jonquière, for the following purposes:

To operate garages, and to deal in automobiles, trucks, trailers, motorcycles and motor vehicles of all kinds, under the name of "Le Coq auto inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at St-Dominique Range, Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193 3149-68

Delauro inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Marier, 2530 Chassé, Pierre LaRue, 3034 de la Retraite, both of St. Foy, and Jacques Delisle, 1240 de Samos, Sillery, all three advocates, for the following purposes:

To acquire, administer, pledge and transfer shares or other securities, under the name of "Delauro inc.", with a capital stock divided into 20,000 common shares of no nominal value.

The head office of the company is at 215 Caron, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193 3806-68

Desnor construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges Desjardins, 4590 Bellechasse, Gilles Normandin, 6266, 31st Ave., both contractors, and Gérard Beaudry, accountant, 6599, 26th Ave., all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Desnor construction inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193 3623-68

R. S. Deternet inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of August, 1968, have been issued by the

patentes, en date du 15e jour d'août 1968, constituant en corporation: Fernand Racine, industriel, 20, Joseph-Paiement, Dollard-des-Ormeaux, Albert Samson, voyageur, 12028, Poincaré, et Roger Lajeunesse, avocat, 10585, de Poutrincourt, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de nettoyage et de lavage d'extérieurs de bâtiments, d'automobiles et de machinerie de toute nature, sous le nom de « R. S. Deternet inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6152, boulevard Gouin ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3576-68

Domaines Monaco inc.
Monaco Estates Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'août 1968, constituant en corporation: Alfred Gagliardi, industriel, Nicole Gagliardi, secrétaire, célibataire, tous deux de 6900, St-Denis, Herbert Wax, ingénieur, 6420, Victoria, tous trois de Montréal, et Jack Wax, administrateur, 543, Chester, Mont Royal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Domaines Monaco inc.— Monaco Estates Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193 3687-68

Domec Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'août 1968, constituant en corporation: J.-René Hart, homme d'affaires, Fleurette Carrier, ménagère, épouse dudit J.-René Hart, tous deux de 3350, de Courval, et Huguette Pronovost, sténographe, fille majeure, 3140, Père Bressani, tous trois de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Domec Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3350, de Courval, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3786-68

Fernand Dufresne inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Fernand Racine, industrialist, 20 Joseph-Paiement, Dollard-des-Ormeaux, Albert Samson, traveler, 12028 Poincaré, and Rober Lajeunesse, advocate, 10585 de Poutrincourt, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business cleaning and washing buildings, automobiles and machinery of all kinds, under the name of "R. S. Deternet inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 6152 Gouin Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193 3576-68

Domaines Monaco inc.
Monaco Estates Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Alfred Gagliardi, industrialist, Nicole Gagliardi, secretary, spinster, both of 6900 St. Denis, Herbert Wax, engineer, 6420 Victoria, all three of Montreal, and Jack Way, executive, 543 Chester, Mount Royal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Domaines Monaco inc.— Monaco Estates Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193-o 3687-68

Domec Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-René Hart, businessman, Fleurette Carrier, housewife, wife of the said J.-René Hart, both of 3350 de Courval, and Huguette Pronovost, stenographer, spinster of the full age of majority, 3140 Père Bressani, all three of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Domec Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 3350 de Courval, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193 3786-68

Fernand Dufresne inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of July, 1968, have been issued by

patentes, en date du 12e jour de juillet 1968, constituant en corporation: Fernand Dufresne, industriel, Carmen Thibodeau, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Fernand Dufresne, tous deux de 146, des Frênes ouest, et Paul-Émile Maheux, administrateur agréé, 135, des Saules ouest, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de l'huile à chauffage, moteurs, pièces et accessoires de système de chauffage, sous le nom de « Fernand Dufresne inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 146, des Frênes ouest, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3201-68

Enseignes Ruel & frères inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de juillet 1968, constituant en corporation: Gilles Coulombe, avocat, 874, Kennedy nord, L.-Léopold Desrochers, commis, 1573, O'Reilly, et Nicole Gingras, secrétaire, fille majeure, 777, Victoria, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'enseignes et affiches lumineuses ou autres, sous le nom de « Enseignes Ruel & frères inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 780 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1314, rue Cabana, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3324-68

Les Entreprises de Rénovation Chagnon ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'août 1968, constituant en corporation: Olivette Laramée, ménagère, épouse commune en biens de Jacques Chagnon, 12173, rue Demontigny, Pointe-aux-Trembles, Francine Bourbonnais, ménagère, épouse séparée de biens de Robert Chagnon, 10570, Lille, app. 3, et Marcel Dalphond, vendeur, 4980, rue St-Zotique, app. 2, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Les Entreprises de Rénovation Chagnon ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3745-68

the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Fernand Dufresne, industrialist, Carmen Thibodeau, housewife, wife contractually separate as to property of the said Fernand Dufresne, both of 146 des Frênes West, and Paul-Émile Maheux, chartered administrator, 135 des Saules West, all three of Québec, for the following purposes:

To deal in heating fuel, motors, heating system parts and accessories, under the name of "Fernand Dufresne inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 146 des Frênes West, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193 3201-68

Enseignes Ruel & frères inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of July, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Coulombe, advocate, 874 Kennedy North, L.-Léopold Desrochers, clerk, 1573 O'Reilly, and Nicole Gingras, secretary, spinster of the full age of majority, 777, Victoria, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business dealing in signs and posters, luminuous or otherwise, under the name of "Enseignes Ruel & frères inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 780 preferred shares of $50 each.

The head office of the company is at 1314 Cabana St., Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193 3324-68

Les Entreprises de Rénovation Chagnon ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Olivette Laramée, housewife, wife common as to property of Jacques Chagnon, 12173 Demontigny Street, Pointe-aux-Trembles, Francine Bourbonnais, housewife, wife separate as to property of Robert Chagnon, 10750 Lille, Apt. 3, and Marcel Dalphond, salesman, 4980 St-Zotique Street, Apt. 2, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general building constructors and contractors and to deal in all kinds of material, under the name of "Les Entreprises de Rénovation Chagnon ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Michel, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193 3745-68

Fillion location inc.
Fillion Leasing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'août 1968, constituant en corporation: Adrien-R. Paquette, avocat, 212, Bloomfield, Outrement, Gilberte Baron, 5154, Jeanne-Mance, et Gisèle Tourville, 3261, Forest Hill, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du transport des passagers et des marchandises par voie de terre, sous le nom de « Fillion location inc.— Fillion Leasing Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lachine, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3562-68

Formi-Prix inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'août 1968, constituant en corporation: W. Warren Lynch, 33, Park, Lennoxville, Yves Messier, 725, Cambrai, tous deux avocats, et Lise Brien, secrétaire, fille majeure, 1556, Gauvin, ces deux derniers de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements, tissus et chaussures de toutes sortes, sous le nom de « Formi-Prix inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune, 1,000 actions privilégiées classe « A » de $1 chacune et en 73,000 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Georges-Est, district judiciaire de Beauce.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3540-68

Franco-World Trading Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de juillet 1968, constituant en corporation: Charles Benizri, homme d'affaires, 4740, Linton, Yvonne Benizri, ménagère, épouse séparée de biens de Ruby Ostrofsky, 4105, Bourret, et Danielle Scano, ménagère, épouse commune en biens de Joseph Benizri, 10670, L'Acadie, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter la fabrication et le commerce consistant partiellement d'articles vestimentaires, cosmétiques, bijouterie et articles d'ornement, antiquités, machinerie, fournitures et outillage, sous le nom de « Franco-World Trading Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193 3282-68

Fillion location inc.
Fillion Leasing Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Adrien-R. Paquette, advocate, 212 Bloomfield, Outremont, Gilberte Baron, 5154 Jeanne-Mance, and Gisèle Tourville, 3261 Forest Hill, the two latter secretaries, spinsters of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business transporting passengers and merchandise by land, under the name of "Fillion location inc.— Fillion Leasing Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Lachine, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193 3562-68

Formi-Prix inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: W. Warren Lynch, 33 Park, Lennoxville, Yves Messier, 725 Cambrai, both advocates, and Lise Brien, secretary, spinster of the full age of majority, 1556 Gauvin, the latter two of Sherbrooke, for the following purposes:

To deal in clothing, fabrics and footwear of all kinds, under the name of "Formi-Prix inc.", with a total capital stock of $75,000 divided into 1,000 common shares of $1 each, 1,000 class "A" preferred shares of $1 each and 73,000 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Saint-Georges-Est, judicial district of Beauce.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193 3540-68

Franco-World Trading Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of July, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Charles Benizri, businessman, 4740 Linton, Yvonne Benizri, housewife, wife separate as to property of Ruby Ostrofsky, 4105 Bourret, and Danielle Scano, housewife, wife common as to property of Joseph Benizri, 10670 L'Acadie, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in merchandise consisting in part of wearing apparel, cosmetics, jewellery and ornamental items, antiques, machinery, furnishings and equipment, under the name of "Franco-World Trading Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193-o 3282-68

Garage Taillon & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'août 1968, constituant en corporation: Marcel Taillon, garagiste, Laurette Corbeil, ménagère, épouse commune en biens dudit Marcel Taillon, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 56, Legault, et Pierre Taillon, technicien en mécanique, 139, Themens, tous trois de Saint-Jérôme, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines, camions, tracteurs, machines agricoles, instruments aratoires, bateaux et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Garage Taillon & fils inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 56, rue Legault, Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3678-68

Garage Taillon & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Taillon, garage-keeper, Laurette Corbeil, housewife, wife common as to property of said Marcel Taillon, and duly authorized by him for the presents, both of 56 Legault, and Pierre Taillon, mechanical technician, 139 Themens, all three of Saint-Jérôme, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles, motors, machines, trucks, tractors, agricultural machines, farm implements, boats and all their accessories and parts, under the name of "Garage Taillon & fils inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and into 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 56 Legault Street, Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193 3678-68

Geoffrion incorporée
Geoffrion Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'août 1968, constituant en corporation: André Geoffrion, ébéniste, Yolande Charbonneau, ménagère, épouse dudit André Geoffrion, tous deux de 4740, Chapman, et Maurice LaRivière, ébéniste, 2589, Cuvilier, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme ébénistes et menuisiers, sous le nom de « Geoffrion incorporée — Geoffrion Incorporated », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10837, Place Moisan, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3624-68

Geoffrion incorporée
Geoffrion Incorporated

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Geoffrion, cabinet-maker, Yolande Charbonneau, housewife, wife of the said André Geoffrion, both of 4740 Chapman, and Maurice LaRivière, cabinet-maker, 2589 Cuvilier, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as cabinet-makers and joiners, under the name of "Geoffrion incorporée — Geoffrion Incorporated", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 10837 Place Moisan, Montreal-North, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193 3624-68

Granby Blasting Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de juillet 1968, constituant en corporation: Gilles Coulombe, avocat, 874, Kennedy nord, Léopold Desrochers, commis, 1573, O'Reilly, et Nicole Gingras, secrétaire, fille majeure, 777, Victoria, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce de forage et dynamitage, sous le nom de « Granby Blasting Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune, 375 actions privilégiées « A » de $100 chacune et en 1,500 actions privilégiées « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 423, rue Québec, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3322-68

Granby Blasting Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of July, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Coulombe, advocate, 874 Kennedy North, Léopold Desrochers, clerk, 1573 O'Reilly, and Nicole Gingras, secretary, spinster of the full age of majority, 777 Victoria, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on a drilling and blasting business in all its specialties, under the name of "Granby Blasting Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each, 375 preferred "A" shares of $100 each and into 1,500 preferred "B" shares of $1 each.

The head office of the company is at 423 Québec Street, Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193 3322-68

Gravier tamisé Valmont inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'août 1968, constituant en corporation: Yves Robichaud, entrepreneur, Solonge Bellemare, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Yves Robichaud, tous deux de 4037, Chanoine Moreau, Trois-Rivières, Henri Simard, entrepreneur, et Ginette Simard, gérante, fille majeure, ces deux derniers de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, pour les objets suivants:

Exploiter une entreprise d'extraction-tamisage, achat et vente de sable et gravier de construction, sous le nom de « Gravier tamisé Valmont inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Notre-Dame-du-Mont-Carmel, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3553-68

Habitat Laurentides inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour d'août 1968, constituant en corporation: Arne Christiansen, Saint-Sauveur-des-Monts, Mario Martel, Piedmont, tous deux agents, et Aline Bonin, secrétaire, épouse séparée de biens de Jean-Marc Bonin, 388, Parent, Saint-Jérôme, pour les objets suivants:

Exploiter une compagnie de construction et d'immeuble, sous le nom de « Habitat Laurentides inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $10 chacune et 380 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Sauveur-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193 1375-68

Hector Hébert inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'août 1968, constituant en corporation: Hector Hébert, marchand, Françoise Benoît, ménagère, épouse commune en biens dudit Hector Hébert, tous deux de Havre-Aubert, et Mario Hébert, étudiant en droit, Moncton, province du Nouveau-Brunswick, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements et tissus de tous genres, sous le nom de « Hector Hébert inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Havre-Aubert, district judiciaire de Gaspé.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3570-68

Gravier tamisé Valmont inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yves Robichaud, contractor, Solange Bellemare, secretary, wife separate as to property of said Yves Robichaud, both of 4037 Chanoine Moreau, Trois-Rivières, Henri Simard, contractor, and Ginette Simard, manager, spinster of the full age of majority, the latter two of Notre-Dame-du-Mont-Carmel, for the following purposes:

To operate a sifting-extraction, purchasing and selling of building sand and gravel business, under the name of "Gravier tamisé Valmont inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Notre-Dame-du-Mont-Carmel, judicial district of Trois-Rivières.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193 3553-68

Habitat Laurentides inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Arne Christiansen, Saint-Sauveur-des-Monts, Mario Martel, Piedmont, both agents, and Aline Bonin, secretary, wife separate as to property of Jean-Marc Bonin, 388 Parent, Saint-Jérôme, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Habitat Laurentides inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $10 each and 380 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Sauveur-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193-o 1375-68

Hector Hébert inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Hector Hébert, trader, Françoise Benoît, housewife, wife common as to property of said Hector Hébert, both of Havre-Aubert, and Mario Hébert, law student, Moncton, Province of New-Brunswick, for the following purposes:

To deal in clothing and fabrics of all kinds, under the name of "Hector Hébert inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Havre-Aubert, judicial district of Gaspé.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193 3570-68

Hôtel Windsor de Rivière-du-Loup limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'août 1968, constituant en corporation: Louis-Cyrice April, hôtelier, Gisèle Fournier, ménagère, épouse dudit Louis-Cyrice April, tous deux de 7, Albert, et Roger Roy, hôtelier, 31, Iberville, tous trois de Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Hôtel Windsor de Rivière-du-Loup limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3718-68

Les Immeubles D. L. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de juillet 1968, constituant en corporation: Roger Lachapelle, courtier en immeubles, Mary Windle, ménagère, épouse dudit Roger Lachapelle, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 51, rue Richelieu, Noranda, Ludger Durocher, entrepreneur général, et Marguerite Boutin, ménagère, épouse dudit Ludger Durocher, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, ces deux derniers de Taschereau, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Immeubles D. L. inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 25,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 75,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3203-68

Les Immeubles R. Girard inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de juillet 1968, constituant en corporation: Roland Girard, entrepreneur, Janine Vaillancourt, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Roland Girard, tous deux de 1507, 15e avenue, Dolbeau, et Lucien Nadeau, agent, 62, Parizeau, Mistassini, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Les Immeubles R. Girard inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1507, 15e avenue, Dolbeau, district judiciaire de Roberval.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3473-68

Hôtel Windsor de Rivière-du-Loup limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis-Cyrice April, innkeeper, Gisèle Fournier, housewife, wife of said Louis-Cyrice April, both of 7 Albert, and Roger Roy, innkeeper, 31 Iberville, all three of Rivière-du-Loup, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Hôtel Windsor de Rivière-du-Loup limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193 3718-68

Les Immeubles D. L. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of July, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Lachapelle, real estate broker, Mary Windle, housewife, wife of said Roger Lachapelle, and duly authorized by him for the presents, both of 51 Richelieu Street, Noranda, Ludger Durocher, general contractor, and Marguerite Boutin, housewife, wife of said Ludger Durocher, and duly authorized by him for the presents, the latter two of Taschereau, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Immeubles D. L. inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 25,000 common shares of $1 each and into 75,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193 3203-68

Les Immeubles R. Girard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of July, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roland Girard, contractor, Janine Vaillancourt, housewife, wife contractually separate as to property of said Roland Girard, both of 1507, 15th Avenue, Dolbeau, and Lucien Nadeau, agent, 62 Parizeau, Mistassini, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Les Immeubles R. Girard inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 1507, 15th Avenue, Dolbeau, judicial district of Roberval.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193 3473-68

Importations Roger Pier ltée
Roger Pier Imports Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de juillet 1968, constituant en corporation: Pierrette Boilie, secrétaire, épouse de Jean-Marc Boilie, 9178, 12e avenue, Saint-Michel, Ruth De Kinder, secrétaire, épouse de Louis De Kinder, 10184, rue Marquette, Montréal, et Jean-Marc Poulin, avocat, 11765, rue Alexandre-Lacoste, Montréal, pour les objets suivants:

Importer, exporter, acheter, vendre, remiser tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Importations Roger Pier ltée — Roger Pier Imports Ltd. », avec un capital total de $500,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune, 4,890 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $100 chacune et en 10,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 2990-68

Importations Roger Pier ltée
Roger Pier Imports Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of July, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierrette Boilie, secretary, wife of Jean-Marc Boilie, 9178, 12th Avenue, Saint-Michel, Ruth De Kinder, secretary, wife of Louis De Kinder, 10184 Marquette street, Montreal, and Jean-Marc Poulin, advocate, 11765 Alexandre-Lacoste Street, Montreal, for the following purposes:

To import, export, purchase, sell, store all products, articles and merchandise, under the name of "Importations Roger Pier ltée — Roger Pier Imports Ltd.", with a total capital stock of $500,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each, 4,890 class "A" preferred shares of a nominal value of $100 each and 10,000 class "B" preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193 2990-68

Jo-Jo Distributors Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour d'août 1968, constituant en corporation: Joseph Neufeld, administrateur, 2185, Capitaine-Bernier, Montréal, Alan M. Stein, 5042, Ponsard, Montréal, James Khazzam, 44, avenue Sunnyside, Westmount, tous deux avocats, et Samuel Stein, avocat et conseil en Loi de la reine, 196, chemin Harland, Hampstead, pour les objets suivants:

La fabrication, la distribution et le commerce de bonbons, chocolats et friandises de toutes sortes, sous le nom de « Jo - Jo Distributors Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193 3594-68

Jo-Jo Distributors Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph Neufeld, executive, 2185 Capitaine-Bernier, Montreal, Alan M. Stein, 5042 Ponsard, Montreal, James Khazzam, 44 Sunnyside Avenue, Westmount, both advocates, and Samuel Stein, advocate and Queen's Counsel 196 Harland Road, Hampstead, for the following purposes:

To manufacture, distribute and deal in candies, chocolates and confectionery of every description, under the name of "Jo - Jo Distributors Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193-o 3594-68

Ph. Lanctôt & fils transport ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de juillet 1968, constituant en corporation: Philorum Lanctôt, entrepreneur, Rang Saint-Pierre-Nord, Marcel Lanctôt, Rang Saint-Pierre-Sud, et Yvon Lanctôt, Rang Saint-Pierre-Nord, ces deux derniers camionneurs, tous trois de Saint-Constant, pour les objets suivants:

Exploiter des entreprises de camionnage, sous le nom de « Ph. Lanctôt & fils transport ltée », avec un capital total de $150,000, divisé en 15,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Ph. Lanctôt & fils transport ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of July, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Philorum Lanctôt, contractor, Saint-Pierre-North Range, Marcel Lanctôt, Saint-Pierre Range South, and Yvon Lanctôt, Saint-Pierre Range North, the latter two truckers, all three of Saint-Constant, for the following purposes:

To operate trucking businesses, under the name of "Ph. Lanctôt & fils transport ltée", with a total capital stock of $150,000, divided into 15,000 common shares of a nominal value of $10 each.

Le siège social de la compagnie est Rang Saint-Pierre-Nord, Saint-Constant, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3308-68

Laredo inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'août 1968, constituant en corporation: Michel Dagenais, avocat, 383, chemin Ste-Catherine, Outremont, Jean-Marc Richer, notaire, 87, Les Peupliers, Laval, et Ange-Marie Boivin, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 6460, Ernest-Lavigne, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Laredo inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3564-68

Librairie Mille-Isles inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de juillet 1968, constituant en corporation: Georges Wurtèle, avocat, 32, Blainville est, Réal Bourgeois, courtier d'assurances, 7, boulevard Brazeau, tous deux de Blainville, et Vital Guénette, notaire, 727, boulevard Ste-Thérèse ouest, Sainte-Thérèse-Ouest, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, éditeurs, papetiers, lithographes, graveurs, relieurs et libraires, sous le nom de « Librairie Mille-Isles inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Blainville, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3380-68

G. W. Line ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'août 1968, constituant en corporation: George William Line, homme d'affaires, Hilda (Barbara Eleaner) Thorpe, secrétaire, épouse commune en biens de George William Line, tous deux de 2470, Richard, Shawinigan, et George Austin Line, machiniste, 7, Alliance, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter la fabrication et le commerce de marchandises, articles et effets de toutes sortes et descriptions, sous le nom de « G. W. Line ltée », avec un capital-actions divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

The head office of the company is at Saint-Pierre Range North, Saint-Constant, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193 3308-68

Laredo inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Michel Dagenais, advocate, 383 Sainte-Catherine Road, Outremont, Jean-Marc Richer, notary, 87 Les Peupliers, Laval, and Ange-Marie Boivin, secretary, spinster of the full age of majority, 6460 Ernest-Lavigne, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Laredo inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193 3564-68

Librairie Mille-Isles inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of July, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges Wurtèle, advocate, 32 Blainville East, Réal Bourgeois, insurance broker, 7 Brazeau Blvd., both of Blainville, and Vital Guénette, notary, 727 Ste-Thérèse Blvd. West, Sainte-Thérèse-West, for the following purposes:

To carry on business as printers, publishers, stationers, lighographers, engravers, book-binders and librarians, under the name of "Librairie Mille-Isles inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Blainville, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193 3380-68

G. W. Line ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: George William Line, businessman, Hilda (Barbara Eleaner) Thorpe, secretary, wife common as to property of the said George William Line, both of 2470 Richard, Shawinigan, and George Austin Line, machinist, 7 Alliance, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares and merchandise of all kinds or descriptions, under the name of "G. W. Line ltée", with a capital stock divided into 10,000 common shares without par value and 2,000 preferred shares with a par value of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 777, 4e rue, Shawinigan, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193 3772-68

Les Loisirs de Piedmont inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'août 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Georges Hotte, industriel, Rollande Forget, maître de poste, épouse commune en biens de Roland Forget, Georgette Boyer, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Raymond Boyer, Marthe Beaulne, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Goerges Beaulne, Simone Boulé, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens d'Adélard Boulé, Jean Vandal, estimateur, et André Forget, agent d'assurances, tous de Piedmont, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Les Loisirs de Piedmont inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Piedmont, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3673-68

Longueuil Plastering Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'août 1968, constituant en corporation: Jean-Marc Houle, plâtrier, 760, Marmier, Longueuil, Roch Carignan, métallurgiste, 1948, De Lorimier, et Charles Morin, industriel, 1565, Parc Lafontaine, app. 406, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de matériaux employés par les entrepreneurs généraux et les constructeurs, sous le nom de « Longueuil Plastering Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 760, rue Marmier, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3704-68

Mac Donald Rambler Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de juillet 1968, constituant en corporation: Roméo R. Mac Donald, Normand Mac Donald et Robert Mac Donald, tous trois gérants-vendeurs, de 4382, Souvenir, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles neuves ou usagées, moteurs, machines et tous leurs accessoires et

The head office of the company is at 777, 4th Street, Shawinigan, judicial district of Saint-Maurice.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193-o 3772-68

Les Loisirs de Piedmont inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Georges Hotte, industrialist, Rollande Forget, postmaster, wife common as to property of Roland Forget, Georgette Boyer, housewife, wife contractually separate as to property of Raymond Boyer, Marthe Beaulne, housewife, wife contractually separate as to property of Georges Beaulne, Simone Boulé, housewife, wife contractually separate as to property of Adélard Boulé, Jean Vandal, appraiser, and André Forget, insurance agent, all of Piedmont, for the following purposes:

The organization of a recreational activities, under the name of "Les Loisirs de Piedmont inc.".

The amount to which is limited the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $100,000.

The head office of the corporation is at Piedmont, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193 3673-68

Longueuil Plastering Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Marc Houle, plasterer, 760 Marmier, Longueuil, Roch Carignan, metallurgist, 1948 De Lorimier, and Charles Morin, industrialist, 1565 Parc Lafontaine, Apt. 406, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of materials used by general contractors and builders, under the name of "Longueuil Plastering Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is 760 Marmier Street, Longueuil, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193 3704-68

Mac Donald Rambler Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of July, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roméo R. Mac Donald, Normand Mac Donald and Robert Mac Donald, all three managers-salesmen, of 4382 Souvenir, Laval, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in new or used automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under

parties, sous le nom de « Mac Donald Rambler Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4747, rue Jean-Talon est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3446-68

Magasin Goodman inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'août 1968, constituant en corporation: Paul Goodman, marchand, Mont-Rolland, Harry Hyman Schwartz, professeur, 93, 14e rue, Roxboro, et Israel Goodman, chauffeur, 2042, rue Veniard, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Exploiter des ateliers et magasins de vêtements et tissus, sous le nom de « Magasin Goodman inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est Place Lafontaine, Lafontaine, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3638-68

Magesco inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'août 1968, constituant en corporation: Claude Lefebvre, 605, Fontainebleau, Jean-Claude Mercure, 697, Auteuil, tous deux de Laval, et Jacques Mochon, 9129, Louisianne, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Magesco inc. », avec un capital total de $1,001,100, divisé en 100 actions ordinaires de $1 chacune, 1,000 actions privilégiées classe « A » de $1 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » de $1,000 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3608-68

Modern Jazz Agency Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de juillet 1968, constituant en corporation; Jean-Paul Gagnon, avocat, 656, Filiatrault, Yvonne Millar, 2205, St-Marc, app. 33, et Marilyn P. Woods, 2080, Lincoln, app. 8, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une agence de placement, sous le nom de « Modern Jazz Agency Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

the name of "Mac Donald Rambler Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 4747 Jean-Talon Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193 3446-68

Magasin Goodman inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul Goodman, merchant, Mont-Rolland, Harry Hyman Schwartz, professor, 93, 14th St., Roxboro, and Israel Goodman, chauffeur, 2042 Veniard St., Saint-Laurent, for the following purposes:

To operate shops and stores dealing in wearing apparel and woven goods, under the name of "Magasin Goodman inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Place Lafontaine, Lafontaine, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193 3638-68

Magesco inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Lefebvre, 605 Fontainebleau, Jean-Claude Mercure, 697 Auteuil, both of Laval, and Jacques Mochon, 9129 Louisianne, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Magesco inc.", with a total capital stock of $1,001,100, divided into 100 common shares of $1 each, 1,000 class "A" preferred shares of $1 each and 1,000 class "B" preferred shares of $1,000 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193 3608-68

Modern Jazz Agency Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of July, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Paul Gagnon, advocate, 656 Filiatrault, Yvonne Millar, 2205 St-Marc, Apt. 33, and Marilyn P. Woods, 2080 Lincoln, Apt. 8, the two latter secretaries, spinsters of the full age of majority, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate an investment agency, under the name of "Modern Jazz Agency Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 500, rue St-Jacques ouest, suite 800, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3334-68

Montpetit & frère limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'août 1968, constituant en corporation: Roger Montpetit, entrepreneur, Marielle Parker, ménagère, épouse commune en biens dudit Roger Montpetit, tous deux de Sainte-Martine, Rosaire Montpetit, entrepreneur, et Cécile Tanguay, ménagère, épouse commune en biens dudit Rosaire Montpetit, ces deux derniers de Saint-Étienne-de-Beauharnois, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Montpetit & frère limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Martine, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3684-68

Fernand Murphy construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'août 1968, constituant en corporation: Jean-Jacques Ouellette, comptable agréé, 2705, Hameury, Laval, Fernand Murphy, entrepreneur, et Cécile Dubreuil, ménagère, épouse séparée de biens dudit Fernand Murphy, ces deux derniers de 89, chemin du Lac, Léry, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Fernand Murphy construction inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune, 250 actions privilégiées de classe "A" de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de classe « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 2386-68

Nancine Ladies Wear Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'août 1968, constituant en corporation: Jess Pearson, marchand, Lily Bleichman, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jess Pearson, tous deux de 1313, 100e avenue, Laval, et Alvin Pearson, confectionneur, 570, Brunet, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Exploiter la confection et le commerce de vêtements, articles vestimentaires de toutes sortes, sous le nom de « Nancine Ladies Wear Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

The head office of the company is at 500 St. James St. West, suite 800, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193 3334-68

Montpetit & frère limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Montpetit, contractor, Marielle Parker, housewife, wife common as to property of said Roger Montpetit, both of Sainte-Martine, Rosaire Montpetit, contractor, and Cécile Tanguay, housewife, wife common as to property of said Rosaire Montpetit, the latter two of Saint-Étienne-de-Beauharnois, for the following purposes:

To carry on business as general building constructors and contractors, under the name of "Montpetit & frère limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Sainte-Martine, judicial district of Beauharnois.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193 3684-68

Fernand Murphy construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Jacques Ouellette, chartered accountant, 2705 Hameury, Laval, Fernand Murphy, contractor, and Cécile Dubreuil, housewife, wife separate as to property of the said Fernand Murphy, the latter two of 89 Chemin du Lac, Léry, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Fernand Murphy construction inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 5,000 common shares of $10 each, 250 preferred class "A" shares of $100 each and 250 preferred class "B" shares of $100 each.

The head office of the company is at LaSalle, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193 2386-68

Nancine Ladies Wear Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jess Pearson, merchant, Lily Bleichman, housewife, wife separate as to property of the said Jess Pearson, both of 1313, 100th Avenue, Laval, and Alvin Pearson, manufacturer, 570 Brunet, Saint-Laurent, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Nancine Ladies Wear Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193 3719-68

Pavillon Chrétien (1968) inc.
Christian Pavilion (1968) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'août 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Frederic Busing, 6, Place Redpath, Claude-Bertrand-Renaud de Mestral, 6381, avenue Monkland, Willard Keith Pottinger, 586, rue Bourgeoys, tous trois de Montréal, Emrys MacKay Jenkins, 411, avenue Tiffin, Saint-Lambert, William Edward Kurschinski, 935, 48e avenue, Lachine, tous cinq ministres du culte, Adrien Brunet, 2715, chemin Côte Ste-Catherine, et Soterios Athanasoulas, 2455, chemin Côte Ste-Catherine, ces deux derniers prêtres, de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir l'unité chrétienne, sous le nom de « Pavillon Chrétien (1968) inc.— Christian Pavilion (1968) Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 2973-68

Piscines d'Hawaii ltée
Hawaiian Pools Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'août 1968, constituant en corporation: John Costin, 5717, Brookside, Côte Saint-Luc, Theodore H. Polisuk, 71, chemin Hampstead, Hampstead, tous deux avocats, et André Mélançon, gérant d'un studio de santé 1345, boulevard St-Louis, Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exploiter des piscines, établissements de bains, studios de santé, salons d'amaigrissement et autres facilités semblables ou s'y rapportant, sous le nom de « Piscines d'Hawaii ltée — Hawaiian Pools Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-ministre des institutions financières compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193 3720-68

Pizza Gerry inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'août 1968, constituant en corporation: Gérard Trudel, gérant de ventes, Geneviève Rochette, ménagère, épouse séparée de biens dudit Gérard Trudel, tous deux de 6885, Place du Roi, Charlesbourg, et Jacques Normand, agent de la gestion financière, 61, de la Colombière ouest, Québec, pour les objets suivants:

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193-o 3719-68

Pavillon Chrétien (1968) inc.
Christian Pavilion (1968) Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor 10f the Province, to incorporate a corporation without share capital: Paul Frederic Busing, 6 Place Redpath, Claude-Bertrand-Renaud de Mestral, 6381 Monkland Ave., Willard Keith Pottinger, 586 Bourgeoys St., all three of Montreal, Emrys MacKay Jenkins, 411 Tiffin Ave., Saint-Lambert, William Edward Kurschinski, 935, 48th Ave., Lachine, all five ecclesiastical ministers, Adrien Brunet, 2715 Côte Ste-Catherine Road, and Soterios Athanasoulas, 2455 Côte Ste-Catherine Road, the latter two priests, of Montreal, for the following purposes:

To promote Christian unity, under the name of "Pavillon Chrétien (1968) inc.— Christian Pavilion (1968) Inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193 2973-68

Piscines d'Hawaii ltée
Hawaiian Pools Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: John Costin, 5717 Brookside, Côte Saint-Luc, Theodore H. Polisuk, 71 Hampstead Road, Hampstead, both advocates, and André Mélançon, health studio manager, 1345 St. Louis Boulevard, Trois-Rivières, for the following purposes:

To operate swimming pools, bathing facilities, health studios, reducing salons and similar or related facilities, under the name of « Piscines d'Hawaii ltée — Hawaiian Pools Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193-o 3720-68

Pizza Gerry inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard Trudel, sales manager, Geneviève Rochette, housewife, wife separate as to property of said Gérard Trudel, both of 6885 Place du Roi, Charlesbourg, and Jacques Normand, financial management agent, 61 de la Colombière West, Québec, 10r the following purposes:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Pizza Gerry inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 250 actions classe « A » d'une valeur nominale de $20 chacune, 1,250 actions classe « B » d'une valeur nominale de $20 chacune et en 500 actions privilégiées d'une valeur nominale de $20 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3826-68

Place d'Escompte Jan Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'août 1968, constituant en corporation: Jack Lightstone, avocat conseil en Loi de la reine, 4505, boulevard Édouard Montpetit, Muriel Fishman, secrétaire, célibataire, 5185, avenue Victoria, tous deux de Montréal, et Martin A. Aster, avocat, 6525, chemin Côte Saint-Luc, app. 305, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Exploiter un magasin à rayons, sous le nom de « Place d'Escompte Jan Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $10 chacune et 1,800 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4282, ouest, rue Dorchester, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193 3577-68

Les Placements Maschal ltée
Maschal Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de juillet 1968, constituant en corporation: Jean Gagnon, avocat, 715, Closse, Saint-Lambert, Hélène Séguin, 10187, Garnier, Montréal, et Louise Bédard, 8090, Dalpeith, Anjou, ces deux dernières sténographes, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Les Placements Maschal ltée — Maschal Investments Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 50 actions ordinaires de $100 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lachute, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 2858-68

Placements M. G. B. inc.
M. G. B. Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'août 1968, constituant en corporation: Annette Dandurand, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 48, Brodeur, Pierre-A. Lamarre, notaire, 168,

To carry on business as restaurant keepers, under the name of "Pizza Gerry inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 250 class "A" shares of a nominal value of $20 each, 1,250 class "B" shares of a nominal value of $20 each and into 500 preferred shares of a nominal value of $20 each.

The head office of the company is at Charlesbourg, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193 3826-68

Place d'Escompte Jan Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jack Lightstone, advocate and Queen's Counsel, 4505 Édouard Montpetit Boulevard, Muriel Fishman, secretary, spinster, 5185 Victoria Avenue, both of Montreal, and Martin A. Aster, advocate, 6525 Côte Saint-Luc Road, Apt. 305, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of a departmental store, under the name of "Place d'Escompte Jan Inc", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $10 each and 1,800 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 4282 Dorchester Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193-o 3577-68

Les Placements Maschal ltée
Maschal Investments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of July, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Gagnon, advocate, 715 Closse, Saint-Lambert, Hélène Séguin, 10187 Garnier, Montreal, and Louise Bédard, 8090 Dalpeith, Anjou, the latter two stenographers, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, building and investment company, under the name of "Les Placements Maschal ltée — Maschal Investments Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 50 common shares of $100 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Lachute, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193 2858-68

Placements M. G. B. inc.
M. G. B. Investments Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Annette Dandurand, secretary, spinster of the full age of majority using her rights, 48 Brodeur, Pierre-A. Lamarre, notary,

Querbes, tous deux de Dorion, et Gilles Bernatchez, comptable, 17A, Ste-Madeleine, Vaudreuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de gestion et de placement, sous le nom de « Placements M. G. B. inc.— M. G. B. Investments Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Ile-Perrot, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3611-68

Le Plâtrier de St-Georges inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'août 1968, constituant en corporation: Henri Poulin, 51, 22e rue, Roger Doyon, 422, 1re avenue, tous deux hommes d'affaires, et Louisette Fortin, secrétaire, fille majeure, 321, 19e rue, tous trois de Saint-Georges-Est, pour les objets suivants:

Manufacturer, faire le commerce et la pose de briques de toutes sortes, terre cuite, tuile et céramique, sous le nom de « Le Plâtrier de St-Georges inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 51, 22e rue, Saint-Georges-Est, district judiciaire de Beauce.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3479-68

Plaza Sports Den Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'août 1968, constituant en corporation: Marcel Lafond, comptable, Ruth Auerback, ménagère, épouse dudit Marcel Lafond, tous deux de 4940, Édouard-Montpetit, app. 7, Montréal, et Cresto Malakos, vendeur, 12434, Richer, Pierrefonds, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous articles se rapportant aux sports, sous le nom de « Plaza Sports Den Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et 39 actions privilégiées de $1,000 chacune.

Le siège social de la compagnie est Victoria Towers, 801, carré Victoria, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193 3523-68

André Poupard inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de mai 1968, constituant en corporation: Joseph Mendelson, avocat, 5622, Jellicoe, Celia Rudner, secrétaire, épouse de Jack Rudner, 5723, Melling, tous deux

168 Querbes, both of Dorion, and Gilles Bernatchez, accountant, 17A Ste-Madeleine, Vaudreuil, for the following purposes:

To carry on business as a management and investment company, under the name of "Placements M. G. B. inc.— M. G. B. Investments Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Ile-Perrot, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193 3611-68

Le Plâtrier de St-Georges inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporting: Henri Poulin, 51, 22nd Street, Roger Doyon, 422, 1st Avenue, both businessmen, and Louisette Fortin, secretary, spinster of the full age of majority, 321, 19th Street, all three of Saint-Georges-Est, for the following purposes:

To manufacture and deal in, and engage in the laying of bricks of all kinds, terra-cotta, tile and ceramic, under the name of "Le Plâtrier de St-Georges inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 51, 22nd Street, Saint-Georges-Est, judicial district of Beauce.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193 3479-68

Plaza Sports Den Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Lafond, accountant, Ruth Auerback, housewife, wife of the said Marcel Lafond, both of 4940 Édouard-Montpetit, Apt. 7, Montreal, and Cresto Malakos, salesman, 12434 Richer, Pierrefonds, for the following purposes:

To deal in all articles related to sports, under the name of "Plaza Sports Den Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each and 39 preferred shares of $1,000 each.

The head office of the company is at Victoria Towers, 801 Victoria Square, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193-o 3523-68

André Poupard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joleph Mendelson, advocate, 5622 Jellicoe, Celia Rudner, secretary, wife of Jack Rudner, 5723 Melling, both of Côte Sainte-Luc,

de Côte Saint-Luc, et Martin Gross, avocat, 1105, Ridgewood Drive, Laval, pour les objets suivants:

Exploiter et gérer un service à l'usage des bureaux, magasins, manufactures, institutions industrielles, commerciales et professionnelles de toutes sortes et descriptions, sous le nom de « André Poupard inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune, 2,000 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune, 350 actions privilégiées première catégorie d'une valeur au pair de $100 chacune et 2,000 actions privilégiées deuxième catégorie d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193 3318-68

President Health Studios Ltd.
Les Studios de santé President ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'août 1968, constituant en corporation: Conrad Choquette, gérant de studio de santé, Liliane Pelchat, gérante de studio de santé, épouse dudit Conrad Choquette, tous deux du 9185, avenue du Plateau, Charlesbourg, et Yvon Pelchat, gérant, d'un studio de santé, 51, Sous-le-fort, Québec, pour les objets suivants:

Exploiter des studios de santé et des salons d'amaigrissement et fournir des aménagements à cet effet pour hommes et femmes, sous le nom de « President Health Studios Ltd. — Les Studios de santé President ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193 3721-68

Pro-Na inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour d'août 1968, constituant en corporation: J.-Bernard Hudon, entrepreneur, Odette Bertrand, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens dudit J.-Bernard Hudon, tous deux de route rurale numéro 1, Iberville, et Raymond Villeneuve, entrepreneur, 3408, Dandurand, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux, sous le nom de « Pro-Na inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 3,600 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3408, rue Dandurand, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3582-68

and Martin Gross, advocate, 1105 Ridgewood Drive, Laval, for the following purposes:

To operate and conduct a service for the use of offices, stores, factories, industrial, commercial and professional concerns of all kinds and descriptions, under the name of "André Poupard inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 class "A" shares of a par value of $1 each, 2,000 class "B" shares of a par value of $1 each, 350 first preferred shares of a par value of $100 each and 2,000 second preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193-o 3318-68

President Health Studios Ltd.
Les Studios de santé President ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Conrad Choquette, health studio manager, Liliane Pelchat, health studio manageress, wife of the said Conrad Choquette, both of 9185 du Plateau Avenue, Charlesbourg, and Yvon Pelchat, health studio manager, 51 Sous le Fort, Québec, for the following purposes:

To operate health studios, reducing salons and facilities for both men and women, under the name of "President Health Studios Ltd. — Les Studios de santé President ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193-o 3721-68

Pro-Na inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-Bernard Hudon, contractor, Odette Bertrand, secretary, wife contractually separate as to property of the said J.-Bernard Hudon, both of Rural Route number 1, Iberville, and Raymond Villeneuve, contractor, 3408 Dandurand, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, under the name of "Pro-Na inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares with a nominal value of $10 each and 3,600 preferred shares with a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 3408 Dandurand street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193 3582-68

Quincaillerie St-Camille inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de juin 1968, constituant en corporation: Adélina Morin Poulin, femme commerçante, Clément Poulin, comptable, Renald Poulin, et Michel Poulin, ces deux derniers magasiniers, tous quatre de Saint-Camille-de-Lellis, pour les objets suivants:

Faire le commece de tous articles de quincaillerie, sous le nom de « Quincaillerie St-Camille inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Camille-de-Lellis, district judiciaire de Montmagny.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3560-68

Quincaillerie St-Camille inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Adélina Morin Poulin, trader, Clément Poulin, accountant, Renald Poulin, and Michel Poulin, the latter two store-keepers, all four of Saint-Camille-de-Lellis, for the following purposes:

To carry on business dealing in hardware, under the name of "Quincaillerie St-Camille inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Camille-de-Lellis, judicial district of Montmagny.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193 3560-68

Résidence Champagnat d'Iberville inc.
Champagnat Home of Iberville Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de juillet 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Fernand Bergeron, médecin, 50, avenue Laberge, Henri Choinière, avocat, 240, 15e avenue, Marcel Chouinard, représentant, 580, 3e rue, Nazaire Larivière, tavernier, 844, 1re rue, Bernard Mercier, contremaître, 833, rue St-Georges, J.-Michel Monat, magasinier, 202, 12e avenue, tous six d'Iberville, et Maurice-M. Gamache, courtier en assurances, 805, Richelieu, Saint-Jean, pour les objets suivants:

Administrer une ou des maisons ou foyers d'hébergement à coûts modiques destinés à recevoir des personnes âgées, sous le nom de « Résidence Champagnant d'Iberville inc.— Champagnat Home of Iberville Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $1,000,000.

Le siège social de la corporation est à Iberville, district judiciaire d'Iberville.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3044-68

Résidence Champagnat d'Iberville inc.
Champagnat Home of Iberville Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of July, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, to incorporate a corporation without share capital: Fernand Bergeron, doctor, 50 Laberge Avenue, Henri Choinière, advocate, 240, 15th Avenue, Marcel Chouinard, representative, 580, 3rd Street, Nazaire Larivière, tavern-keeper, 844, 1st Street, Bernard Mercier, foreman, 833 St-Georges Street, J.-Michel Monat, stock-keeper, 202, 12th Avenue, all six of Iberville, and Maurice-M. Gamache, insurance broker, 805 Richelieu, Saint-Jean, for the following purposes:

To manage one or several homes at low rates, for the aged, under the name of "Résidence Champagnat d'Iberville inc.— Champagnat Home of Iberville Inc.".

The amount to which is limited the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $1,000,000.

The head office of the corporation is at Iberville, judicial district of Iberville.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193 3044-68

Rochevert Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de juillet 1968, constituant en corporation: Jean-Guy Rocheleau, chimiste, 280, Sommervale Gardens, Pointe-Claire, Jacques Riel, commis de bureau, 399, rue Richard, Jacques-Cartier, William John Evert, chimiste industriel, Pavillon « A » suite 207, Havre des Iles, Laval, et Gisèle Pharand, professeur, veuve de Claude Reboux, 2345, Villeray, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce et l'industrie de toutes sortes d'articles, appareils, attaches, objets et choses en bois, métal, plastique, tissu et cuir, sous le nom de « Rochevert Inc. », avec un capital-actions divisé en 10,000 actions sans valeur au pair.

Rochevert Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of July, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Guy Rocheleau, chemist, 280 Sommervale Gardens, Pointe-Claire, Jacques Riel, office clerk, 399 Richard Street, Jacques-Cartier, William John Evert, industrial chemist, Pavillon "A", Suite 207, Havre des Iles, Laval, and Gisèle Pharand, teacher, widow of Claude Reboux, 2345 Villeray, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of wood, metal, plastic, fabric and leather articles, appliances, fixtures, objects and things, under the name of "Rochevert Inc.", with a capital stock divided into 10,000 shares without par value.

Le siège social de la compagnie est à Pavillon « A », suite, 207, Havre des Iles, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193 3452-68

Rosemont photo inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'août 1968, constituant en corporation: Jacques Champagne, agent d'assurances, Claude Champagne, étudiant, tous deux de 10739, Grande-Allée, et Thomas Ducharme fils, notaire, 4237, St-Hubert, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme lithographes, sous le nom de « Rosemont photo inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3476-68

S & L auto limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'août 1968, constituant en corporation: Oswald Simard, industriel, 674, Chabanel, Chicoutimi, Rodrigue Larouche, commerçant, 1448, boulevard St-Jean-Baptiste, Rivière-du-Moulin, et Gaétane Grenon, secrétaire, fille majeure, 1940, Roussel, Chicoutimi-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous les accessoires, pièces et parties neuves ou usagées, sous le nom de « S & L auto limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3615-68

Ste-Anne Cafeteria Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de juillet 1968, constituant en corporation: Paul-E. Laurin, marchand, Éliette Larente, ménagère, épouse dudit Paul-E. Laurin, tous deux de 18, rue St-Hyacinthe, Sainte-Anne-de-Bellevue, Pierre Laurin, operateur, et Louise Legault, infirmière, épouse dudit Pierre Laurin, ces deux derniers de 21, Montée Préjean, Pointe-du-Moulin, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Ste-Anne Cafeteria Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

The head office of the company is at Pavillon "A", Suite 207, Havre des Iles, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193-o 3452-68

Rosemont photo inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Champagne, insurance agent, Claude Champagne, student, both of 10739 Grande-Allée, and Thomas Ducharme Jr., notary, 4237 St-Hubert, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as lithographers, under the name of "Rosemont photo inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193 3476-68

S & L auto limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Oswald Simard, industrialist, 674 Chabanel, Chicoutimi, Rodrigue Larouche, trader, 1448 Saint-Jean-Baptiste Boulevard, Rivière-du-Moulin, and Gaétane Grenon, secretary, spinster of the full age of majority, 1940 Roussel, Chicoutimi-Nord, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles, motors, machines and accessories, parts and pieces new or used, under the name of "S & L auto limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193 3615-68

Ste-Anne Cafeteria Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of July, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul-E. Laurin, merchant, Éliette Larente, housewife, wife of the said Paul-E. Laurin, both of 18 St-Hyacinthe St., Sainte-Anne-de-Bellevue, Pierre Laurin, operator, and Louise Legault, nurse, wife of the said Pierre Laurin, the latter two of 21 Montée Préjean, Pointe-du-Moulin, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Ste-Anne Cafeteria Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 18, rue Hyacinthe, Sainte-Anne-de-Bellevue, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 2674-68

The head office of the company is at 18 St-Hyacinthe St., Sainte-Anne-de-Bellevue, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193 2674-68

So-Bel Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'août 1968, constituant en corporation: Paul Havas, agent d'immeubles, 40, place Rugby, Montréal-ouest, Saul Stermer, administrateur, 5762, Ferncroft, Hampstead, et Mendel Stermer, électricien, 4845, Côte Ste-Catherine, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « So-Bel Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193 3470-68

So-Bel Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul Havas, real estate developer, 40 Rugby Place, Montreal West, Saul Stermer, executive, 5762 Ferncroft, Hampstead, and Mendel Stermer, electrician, 4845 Côte St. Catherine, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "So-Bel Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193-o 3470-68

Société des Initiatives Domiciliaires

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de juillet 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Lise Carignan, secrétaire, épouse de Yvon Robert, 9717, Iberville, Roland Milette, notaire, 8989, boulevard Gouin est, tous deux de Montréal, et Michèle Galarneau, secrétaire, fille majeure, 283, rue Laporte, Laval, pour les objets suivants:

Grouper les personnes intéressées à la construction de maisons à loyer modique, sous le nom de « Société des Initiatives Domiciliaires ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $1,000,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3072-68

Société des Initiatives Domiciliaires

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of July, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Lise Carignan, secretary, wife of Yvon Robert, 9717 Iberville, Roland Milette, notary, 8989 Gouin Blvd. East, both of Montreal, and Michèle Galarneau, secretary, spinster of the full age of majority, 283 Laporte St., Laval, for the following purposes:

To group together the persons interested in the construction of moderate rental houses, under the name of "Société des Initiatives Domiciliaires".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $1,000,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193 3072-68

La Société Zoologique de La Mauricie inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'août 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Ernest Chamberland, biologiste, 230, Matton, Trois-Rivières-Ouest, Denis Déry, vétérinaire, 700, Hertel, Gérard-L. Bellevance, chiropraticien, 2550, Nérée-Beauchemin, Thérèse Martin, ménagère, épouse de Maurice Fournier, 1806, Guimont, Germaine Brière, institutrice, épouse de Lionel Lanctôt, 320, Désilets, Jean-Pierre Bourassa, biologiste, 614, St-Chistophe, tous cinq de Trois-Rivières, Alice Masse, ménagère, épouse

La Société Zoologique de La Mauricie inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Ernest Chamberland, biologist, 230 Matton, Trois-Rivières West, Denis Déry, veterinary, 700 Hertel, Gérard-L. Bellevance, chiropractor, 2550 Nérée-Beauchemin, Thérèse Martin, housewife, wife of Maurice Fournier, 1806 Guimont, Germaine Brière, professor, wife of Lionel Lanctôt, 320 Désilets, Jean-Pierre Bourassa, biologist, 614 St-Christophe, all five of Trois-Rivières, Alice Masse, housewife, wife

de Jean-Jacques Martin, Pointe-du-Lac, et Henri Proulx, publiciste, 362, Arcand, Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

L'étude, la recherche et la promotion de l'histoire naturelle qui traite des animaux, sous le nom de « La Société Zoologique de La Mauricie inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $40,000.

Le siège social de la corporation est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3467-68

Le Spécialiste de l'Habit inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de juin 1968, constituant en corporation: Gaétan Gentilcore, 4805, De Castille, Montréal-Nord, Jean-Noël Cloutier, 3307, Adam, Montréal, tous deux marchands, et A.-Arnold Lechter, avocat, 5764, Blossom, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements et merceries pour hommes et enfants, sous le nom de « Le Spécialiste de l'Habit inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5912, St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 2941-68

Station Buisson inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'août 1968, constituant en corporation: Jean-Paul Buisson, garagiste, boulevard Pie XII, Laurent Lavergne, commerçant, 223, St-Georges, et Claudette Bellemare, secrétaire, fille majeure, 418, Boulard, tous trois de Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Station Buisson inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3491-68

Station-Service Manseau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'août 1968, constituant en corporation: Pierre Béliveau, comptable, 32, Alice, Victoriaville, Gaston Tardif, comptable agréé, 2, Belleau, Arthabaska, et Jean Gagnon, avocat, 26, Kirouac, Warwick, pour les objets suivants:

of Jean-Jacques Martin, Pointe-du-Lac, and Henri Proulx, publicist, 362 Arcand, Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

The study, research and promotion of natural history dealing with animals, under the name of "La Société Zoologique de La Mauricie inc.".

The amount to which is limited the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $40,000.

The head office of the corporation is at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193 3467-68

Le Spécialiste de l'Habit inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaétan Gentilcore, 4805 De Castille, Montreal North, Jean-Noël Cloutier, 3307 Adam, Montreal, both traders, and A.-Arnold Lechter, advocate, 5764 Blossom, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To deal in clothing and small wares for men and children, under the name of "Le Spécialiste de l'Habit inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 5912 St-Hubert, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193 2941-68

Station Buisson inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Paul Buisson, garage-keeper, Pie XII Boulevard, Laurent Lavergne, trader, 223 St-Georges, and Claudette Bellemare, secretary, spinster of the full age of majority, 418 Boulard, all three of Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Station Buisson inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193 3491-68

Station-Service Manseau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Béliveau, accountant, 32 Alice, Victoriaville, Gaston Tardif, chartered accountant, 2 Belleau, Arthabaska, and Jean Gagnon, advocate, 26 Kirouac, Warwick, for the following purposes:

Exploiter des stations-service et faire le commerce d'automobiles, camions, moteurs, machines et tous leurs accessoires, pièces et parties, sous le nom de « Station-Service Manseau inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Manseau, district judiciaire de Nicolet.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3605-68

Stratton Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'août 1968, constituant en corporation: Seymour D. Steinman, 4823, avenue Harvard, Montréal, Jacques Ducros, 2, Elmview Drive, Dollard-des-Ormeaux, tous deux avocats, Mariette Dupré, 6550, 19e avenue, et Claire Lagacé, 4330, ouest, rue Sherbrooke, ces deux dernières secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Agir à titre de bailleurs et administrateurs en immeubles, sous le nom de « Stratton Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193 3746-68

Studio Aristocrate inc.
Studio Aristocrat Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de mai 1968, constituant en corporation: Marcel Cédilot, perruquier, 2708, boulevard de la Concorde, Laval, David Kirshenblatt, avocat, 5636, avenue Greenwood, et Anne Zifkin, secrétaire, fille majeure, 7925, chemin Kingsley, ces deux derniers de Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Exploiter la confection et le commerce de perruques, toupets et autres artifices capillaires ou faciaux, sous le nom de « Studio Aristocrate inc. — Studio Aristocrat Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193 3547-68

Trans Canada Air Photo Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour d'août 1968, constituant en corporation: Bruno Bernard, 3408, Carré Roland, Pierre Lesage, 2773, Louisbourg, tous deux de Sainte-Foy, et René Amyot, 1407, Oak, Sillery, tous trois avocats, pour les objets suivants:

To operate service stations, and to deal in automobiles, trucks, motors, machines, and all their accessories, parts and pieces, under the name of "Station-Service Manseau inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Manseau, judicial district of Nicolet.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193 3605-68

Stratton Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Seymour D. Steinman, 4823 Harvard Avenue, Montreal, Jacques Ducros, 2 Elmview Drive, Dollard-des-Ormeaux, both advocates, Mariette Dupré, 6550, 19th Avenue, and Claire Lagacé, 4330 Sherbrooke Street West, the latter two secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To act as real estate lessor and administrator, under the name of "Stratton Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 900 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193-o 3746-68

Studio Aristocrate inc.
Studio Aristocrat Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Cédilot, wig-maker, 2708 de la Concorde Boulevard, Laval, David Kirshenblatt, advocate, 5636 Greenwood Avenue, and Anne Zifkin, secretary, spinster of the full age of majority, 7925 Kingsley Road, the latter two of Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To manufacture and deal in wigs, toupees and other cranial and facial artifices, under the name of "Studio Aristocrate inc. — Studio Aristocrat Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193-o 3547-68

Trans Canada Air Photo Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Brono Bernard, 3408 Roland Square, Pierre Lesage, 2773 Louisbourg, both of Sainte-Foy, and René Amyot, 1407 Oak, Sillery, all three advocates, for the following purposes:

Faire le commerce de tous genres de photographies, ainsi que de toutes sortes d'accessoires et appareils photographiques, sous le nom de « Trans Canada Air Photo Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 2656-68

Yves Trudeau limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'août 1968, constituant en corporation: Serge Bourque, avocat, Gertrude Murray, secrétaire, veuve de Guy Murray, et Marie Nassa, secrétaire, fille majeure, tous trois de 1155, Dorchester ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneur général en construction, d'administrateur d'immeubles de tous types et de commerçant de produits pétroliers, sous le nom de « Yves Trudeau limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 10,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Anne-de-Bellevue, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3501-68

U. I. A. Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'août 1968, constituant en corporation: Sheldon Finkelstein, 5712, Wilderton, Pinja E. Blitt, 4505, Plamondon, tous deux de Montréal, et Bernard Gardner, 412, Northcote, Rosemère, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de conseillers et consultants en gestion, commerce et industrie, sous le nom de « U. I. A. Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de $1 chacune et 10,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4450, boulevard Notre-Dame, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193 3480-68

M. J. Wagner Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'août 1968, constituant en corporation: Mark J. Wagner, agent d'immeubles, 3097, 6e rue, Laval, Alexander Biega, avocat et conseil en Loi de la reine, 105, Upper Bellevue, Westmount, et Hendrik Kooiman, avocat, 396, Glengarry, Mont Royal, pour les objets suivants:

To deal in all kinds of photographs and all kinds of photographic accessories and cameras, under the name of "Trans Canada Air Photo Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193 2656-68

Yves Trudeau limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Serge Bourque, advocate, Gertrude Murray, secretary, widow of Guy Murray, and Marie Nassa, secretary, spinster of the full age of majority, all three of 1155 Dorchester west, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, real estate administrators, and to deal in petroleum products, under the name of "Yves Trudeau limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 30,000 common shares of a nominal value of $1 each and 10,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Sainte-Anne-de-Bellevue, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193 3501-68

U. I. A. Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Sheldon Finkelstein, 5712 Wilderton, Pinja E. Blitt, 4505 Plamondon, both of Montreal, and Bernard Gardner, 412 Northcote, Rosemère, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of management consultants, business and industrial consultants and advisers, under the name of "U. I. A. Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 30,000 common shares of $1 each and 10,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 4450 Notre-Dame Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193-o 3480-68

M. J. Wagner Realties Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Mark J. Wagner, realtor, 3097, 6th Street, Laval, Alexander Biega, advocate and Queen's Counsel, 105 Upper Bellevue, Westmount, and Hendrik Kooiman, advocate, 396 Glengarry, Mount Royal, for the following purposes:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « M. J. Wagner Realties Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193 3515-68

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "M. J. Wagner Realties Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193-o 3515-68

Water Technology Laboratory Inc.
Laboratoire de Technique des Eaux inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de juillet 1968, constituant en corporation: Roy Calvin Amaron, 1815, Denton, Arthur Carey Strafford Stead, 510, de L'Église, tous deux avocats, et Renée Tucker, secrétaire, épouse séparée de biens de Maurice Tucker, 1325, Kingsley, tous trois de Dorval, pour les objets suivants:

Exploiter des laboratoires scientifiques et techniques, sous le nom de « Water Technology Laboratory Inc.— Laboratoire de Technique des Eaux inc. », avec un capital-actions divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193 3145-68

Water Technology Laboratory Inc.
Laboratoire de Technique des Eaux inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of July, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roy Calvin Amaron, 1815 Denton, Arthur Carey Strafford Stead, 510 de l'Église, both advocates, and Renée Tucker, secretary, wife separate as to property of Maurice Tucker, 1325 Kingsley, all three of Dorval, for the following purposes:

To carry on the business of scientific and technical laboratories, under the name of "Water Technology Laboratory Inc.— Laboratoire de Technique des Eaux inc.", with a capital stock divided into 10,000 common shares without par value and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193-o 3145-68

Wester's Camps Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour d'août 1968, constituant en corporation: Raymond Wester, Louis Wester, Michel Wester et André Wester, tous quatre guides, de Lac-du-Cerf, pour les objets suivants:

Établir, entretenir et exploiter des restaurants, auberges, maisons de touristes, stations estivales et des camps de chasse et pêche, sous le nom de « Wester's Camps Ltd. », avec un capital total de $60,000, divisé en 600 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lac-du-Cerf, district judiciaire de Labelle.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 2999-68

Wester's Camps Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Wester, Louis Wester, Michel Wester, and André Wester, all four guides, of Lac-du-Cerf, for the following purposes:

To establish, maintain and operate restaurants, inns, tourist homes, summer resorts and fish and game camps, under the name of "Wester's Camps Ltd.", with a total capital stock of $60,000, divided into 600 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Lac-du-Cerf, judicial district of Labelle.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companis and Cooperatives.

26193 2999-68

Wildav Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de juillet 1968, constituant en corporation: Murray B. Spiegel, 63, chemin Banstead, Montréal-Ouest, Dov Kravetz, 4969, Isabella, tous deux avocats, et Francine Vegiard, secrétaire, célibataire, 3465, Hutchison, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits, d'articles et de marchandise, sous le nom de « Wildav Inc. », avec un capital total de $250,000,

Wildav Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of July, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Murray B. Spiegel, 63 Banstead Road, Montreal West, Dov Kravetz, 4969 Isabella, both advocates, and Francine Vegiard, secretary, spinster, 3465 Hutchison, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Wildav Inc.", with a total capital stock of $250,000, divided

divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune, 199,000 actions privilégiées classe « A » de $1 chacune et en 5,000 actions privilégiées, classe « B », de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193 3419-68

John G. Young (1968) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de juillet 1968, constituant en corporation: Claude-E. Leduc, 105, avenue Beverley, Mont Royal, Philip Goulston, 900, ouest, rue Sherbrooke, tous deux avocats, et Mariette Dupré, secrétaire, célibataire, 6550, 19e avenue, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter la fabrication et le commerce de machines, machinerie, pièces d'icelles, accessoires, instruments, dispositifs, fournitures, attaches et outillage de toutes sortes, sous le nom de « John G. Young (1968) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1732, ouest, rue Notre-Dame, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193 3459-68

Youville Stables Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de juillet 1968, constituant en corporation: Michael Rusko, 3500 rue Mountain, Robert Agard, 2265, rue Harvard, tous deux de Montréal, David Gregory, 218, avenue Morrison, Mont Royal, tous trois avocats, et Jennifer Denny, secrétaire, célibataire, 382, 43e avenue Lachine, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Youville Stables Construction Ltd. », avec un capital-actions divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 296, carré d'Youville, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions fiancières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193 2662-68

555 Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'août 1968, constituant en corporation: Sol Apel, 2657, rue Ekers, Peter Virag, 6907, avenue Lemieux, tous deux avocats, Frank Godine, avocat et conseil en Loi de la reine, 4800, chemin Côte des Neiges, et Rhoda Cohen, secrétaire, célibataire d'âge majeur, 6427, avenue MacDonald, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

into 1,000 common shares of $1 each, 199,000 class "A" preferred shares of $1 each and 5,000 class "B" preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at LaSalle, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193-o 3419-68

John G. Young (1968) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of July, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude-E. Leduc, 105 Beverley Avenue, Mount Royal, Philip Goulston, 900 Sherbrooke Street West, both advocates, and Mariette Dupré, secretary, spinster, 6550, 19th Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in machines, machinery, parts thereof accessories, instruments, devices, supplies, attachments and equipment of all kinds, under the name of "John G. Young (1968) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 1732 Notre-Dame Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193-o 3459-68

Youville Stables Construction Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of July, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Michael Rusko, 3500 Mountain Street, Robert Agard, 2265 Harvard Street, both of Montreal, David Gregory, 218 Morrison Avenue, Mount Royal, all three advocates, and Jennifer Denny, secretary, unmarried, 382, 43rd Avenue, Lachine, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Youville Stables Construction Ltd.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without par value and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 296 Youville Square, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193-o 2662-68

555 Restaurant Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, lettres patent, bearing date the 16th day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Sol Apel, 2657 Ekers Street, Peter Virag, 6907 Lemieux Avenue, both advocates, Frank Godine, advocate and Queen's Counsel, 4800 Côte des Neiges Road, and Rhoda Cohen, secretary, spinster of the full age of majority, 6427 MacDonald Avenue, all four of Montreal, for the following purposse:

Exploiter des salles de rafraîchissements, restaurants, cafeterias et comptoirs de sandwiches, sous le nom de « 555 Restaurant Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est Montréal, district judiciaire de Montréal.

Les ous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193 3693-68

To operate refreshment rooms, restaurants, cafeterias and sandwich bars, under the name of "555 Restaurant Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193-o 3693-68

Lettres patentes supplémentaires

The Barrie Memorial Hospital

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour d'août 1968, à la compagnie « The Barrie Memorial Hospital », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193 378-39 — 1437/6

Colonial Sportswear Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour d'août 1968, à la compagnie « Colonial Sportswear Ltd. », modifiant les privilèges et les restrictions attachés à ses actions privilégiées.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193 14643-59 — 1436/68

Joseph De Francesco inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour d'août 1968, à la compagnie « Taverne Cou Cou inc. », constituée par lettres patentes en date du 4e jour de mai 1962, changeant son nom en celui de « Joseph De Francesco inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 11799-62 — 1437/20

Léopold Dupuis inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour d'août 1968, à la compagnie « Paul-Émile Piché ltée », constituée par lettres patentes en date du 16e jour de mai 1967, changeant son nom en celui de « Léopold Dupuis inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 2198-67 — 1437/19

Economy 5-10-15¢ to $1.00 Stores, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Supplementary Letters Patent

The Barrie Memorial Hospital

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "The Barrie Memorial Hospital", modifying the provisions of its letters patent.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,

26193-o 378-39 — 1437/6

Colonial Sportswear Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Colonial Sportswear Ltd.", modifying the privileges and restrictions attached to its preferred shares.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193-o 14643-59 — 1436/68

Joseph De Francesco inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Taverne Cou Cou inc.", incorporated by letters patent dated the 4th day of May, 1962, changing its name to that of "Joseph De Francesco inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193 11799-62 — 1437/20

Léopold Dupuis inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Paul-Émile Piché ltée", incorporated by letters patent dated the 16th day of May, 1967, changing its name to that of "Léopold Dupuis inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193 2198-67 — 1437/19

Economy 5-10-15¢ to $1.00 Stores, Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of August, 1968,

patentes supplémentaires en date du 16e jour d'août 1968, à la compagnie « Economy 5-10-15¢ to $1.00 Stores, Limited », augmentant son capital de $20,000 à $60,000, le capital additionnel étant divisé en 40,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193 600-25 — 1436/11

Entreprises Heljean inc.
Heljean Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour d'août 1968, à la compagnie « Entreprises Heljean inc.— Heljean Enterprises Inc. », étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 14346-60 — 1436/13

Ubald Forest & Fils ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour d'août 1968, à la compagnie « Ubald Forest & Fils ltée », étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 12024-55 — 1436/15

Formec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour d'août 1968, à la compagnie « Formec inc. », 1° changeant ses 40,000 actions ordinaires d'une, valeur au pair de $10 chacune en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair; 2° augmentant son capital par la création de 30,000 nouvelles actions ordinaires sans valeur au pair.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 2338-66 — 1436/77

Charles-E. Gagnon ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 13e jour d'août 1968, à la compagnie « Charles-E. Gagnon ltée », 1° étendant ses pouvoirs; 2° modifiant les dispositions de ses lettres patentes; 3° changeant son siège social au numéro 1, Place Ville Marie, Montréal; 4° réduisant son capital de $26,000 à $17,000 par l'annulation de 90 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune; 5° divisant 160 actions privilégiées non émises d'une valeur au pair de $100 chacune en 1,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune; 6° augmentant son capital de $17,000 à $201,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 18,400 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 10019-62 — 1437/7

have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Economy 5-10-15¢ to $1.00 Stores, Limited", increasing its capital from $20,000 to $60,000, the additional capital stock being divided into 40,000 preferred shares of $1 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193-o 600-25 — 1436/11

Entreprises Heljean inc.
Heljean Enterprises Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Entreprises Heljean inc.— Heljean Enterprises Inc.", extending its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193 14346-60 — 1436/13

Ubald Forest & Fils ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Ubald Forest & Fils ltée", extending its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193 12024-55 — 1436/15

Formec inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Formec inc.", 1. changing its 40,000 common shares of a par value of $10 each into 40,000 common shares without par value; 2. increasing its capital by the creation of 30,000 new common shares without par value.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193 2338-66 — 1436/77

Charles-E. Gagnon ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Charles-E. Gagnon ltée", 1. extending its powers; 2. amending the provisions of its letters patent; 3. changing its head office to 1 Place Ville Marie, Montreal; 4. reducing its capital from $26,000 to $17,000 by the annullment of 90 preferred shares of par value of $100 each; 5. dividing 160 unissued preferred shares of a par value of $100 each into 1,600 preferred shares of a par value of $10 each; 6. increasing its capital from $17,000 to $201,000, the additional capital shares being divided into 18,400 preferred shares of a par value of $10 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193 10019-62 — 1437/7

Gerald J. Heffernan Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour d'avril 1968, à la compagnie « Gerald J. Heffernan Inc. », 1° réduisant son capital de $40,000 à $10,000, le capital annulé à être divisé en 300 actions privilégiées, classe « A », d'une valeur au pair de $100 chacune; 2° augmentant son capital de $10,000 à $110,000, le capital additionnel devant être divisé en 1,000 actions privilégiées, classe « A » d'une valeur au pair de $100 chacune; 3° modifiant les privilèges et les restrictions attachées à ses actions privilégiées, classe « B ».

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193 12099-59 — 1436/17

Gerald J. Heffernan Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Gerald J. Heffernan Inc.", 1. reducing its capital from $40,000 to $10,000, the capital stock annulled being divided into 300 class "A" preferred shares of the par value of $100 each; 2. increasing its capital from $10,000 to $110,000, the additional capital stock being divided into 1,000 class "A" preferred shares of the par value of $100 each; 3. modifying the privileges and restrictions attached to its class "B" preferred shares.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193-o 12099-59 — 1436/17

Hôtel Trahan incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour d'août 1968, à la compagnie « Hôtel Lacerte incorporé », constituée par lettres patentes en date de 10e jour de janvier 1947, changeant son nom en celui de « Hôtel Trahan incorporée ».

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 1433-47 — 1436/18

Hôtel Trahan incorporée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Hôtel Lacerte incorporé", incorporated by letters patent dated the 10th day of January, 1947, changing its name to that of "Hôtel Trahan incorporée".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193 1433-47 — 1436/18

Laurentide Chemicals Co. Inc.
Société Chimique Laurentide inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 31e jour de juillet 1968, à la compagnie « Laurentide Chemicals Inc. », constituée par lettres patentes en date du 7e jour de juillet 1958, 1° changeant son nom en celui de « Laurentide Chemicals Co. Inc. — Société Chimique Laurentide inc. », 2° étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 14004-57 — 1436/21

Laurentide Chemicals Co. Inc.
Société Chimique Laurentide inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of July, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Laurentide Chemicals Inc.", incorporated by letters patent dated the 7th day of July, 1958, 1. changing its name to that of "Laurentide Chemicals Co. Inc. — Société Chimique Laurentide inc."; 2. extending its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193 14004-57 — 1436/21

Marigot Investments Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9e jour d'août 1968, à la compagnie « Marigot Investments Limited », augmentant son capital par la création de 1,000,000 actions ordinaires sans valeur au pair ou valeur nominale.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193 3710-64 — 1436/83

Marigot Investments Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent bearing date the 9th day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Marigot Investments Limited", increasing its capital by the creation of 1,000,000 common shares without nominal or par value.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193-o 3710-64 — 1436/83

Multipak Ltd.
Multipak ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour de

Multipak Ltd.
Multipak ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province granted supplementary letters patent dated May 28, 1968, to "Multipak Inc.",

mai 1968, à la compagnie « Multipak Inc. », constituée par lettres patentes en date du 1er jour de juin 1961, 1° changeant son nom en celui de « Multipak Ltd. — Multipak ltée »; 2° subdivisant ses 20 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune; 3° changeant 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune en 2,000 actions ordinaires sans valeur au pair; 4° augmentant son capital par la création de 48,000 actions ordinaires additionnelles sans valeur au pair, la considération totale pour laquelle les 50,000 actions ordinaires sans valeur au pair pourront être émises en devant pas excéder la somme de $50,000; 5° réduisant son capital par l'annulation de 480 actions privilégiées non émises d'une valeur au pair de $100 chacune; 6° augmentant son capital par la création de 10,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 12815-61 — 1436/94

incorporated by letters patent dated June 1, 1961, 1. changing its name into that of "Multipak Ltd. — Multipak ltée"; 2. subdividing its 20 common shares of a par value of $100 each into 2,000 common shares of a par value of $1 each; 3. changing 2,000 common shares of a par value of $1 each into 2,000 common shares without par value; 4. incresging its capital by the creation of 48,000 additional capital shares without par value, the total consideration for which the 50,000 common shares without par value may be issued not exceeding the sum of $50,000; 5. reducing its capital by the annullment of 480 unissued preferred shares of a par value of $100 each; 6. increasing its capital by the creation of 10,000 preferred shares of a par value of $10 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193 12815-61 — 1436/94

Plow & Watters Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 27e jour d'août 1968, à la compagnie « Plow & Watters Holdings Ltd. », diminuant son capital de $350,000 à $217,000, le capital-actions annulé étant divisé en 132,620 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193 787-22 — 1437/12

Plow & Watters Holdings Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Plow & Watters Holdings Ltd.", reducing its capital from $350,000 to $217,380, the capital stock annulled being divided into 132,620 preferred shares of the par value of $1 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193-o 787-22 — 1437/12

Poirier, Bessette Compagnie, limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 8e jour d'août 1968, à « Poirier, Bessette Compagnie, limitée », changeant 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 2347-29 — 1436/85

Poirier, Bessette Compagnie, limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Poirier, Bessette Compagnie, limitée", changing 2,000 common shares of a par value of $100 each to 2,000 preferred shares of a par value of $100 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193 2347-29 — 1436/85

Standard Wiping Products Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour d'août 1968, à la compagnie « Standard Wiping Products Co. Ltd. », 1° diminuant son capital de $200,000 à $140,000, le capital-actions annulé étant divisé en 600 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune; 2° augmentant son capital de $140,000 à $250,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,100 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193 6806-49 — 1437/22

Standard Wiping Products Co. Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of August, 1968, have been issued b the Lieutenant-Governor of the Province to "Standard Wiping Products Co. Ltd.", 1. reducing its capital from $200,000 to $140,000, the capital stock annulled being divided into 600 preferred shares of the par value of $100 each; 2. increasing its capital from $140,000 to $250,000, the additionnal capital stock being divided into 1,100 preferred shares of the par value of $100 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

26193-o 6806-49 — 1437/22

Turcotte Lumber Val D'Or Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour d'août 1968, à la compagnie « Turcotte Lumber Val D'Or Limited », 1° subdivisant ses 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune en 4,000 actions classe « A » d'une valeur au pair de $50 chacune; 2° augmentant son capital de $200,000 à $500,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 2,000 actions classe « B » de $50 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 7730-49 — 1437/18

Turcotte Lumber Val D'Or Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Turcotte Lumber Val D'Or Limited", 1. subdividing its 2,000 common shares of a par value of $100 each into 4,000 class "A" shares of a par value of $50 each; 2. increasing its capital from $200,000 to $500,000, the additional capital shares being divided into 2,000 class "B" shares of $50 each and into 2,000 preferred shares of $100 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193 7730-49 — 1437/18

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 3027

Québec, le 18 septembre 1968.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications à la Section « E » (Électriciens) du décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par la Section « E » (Électriciens) du décret numéro 613 du 6 avril 1962 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, ont présenté au ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications à l'article XIII (Prestations de sécurité sociale) de ladite Section « E »;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 13 juillet 1968;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE ladite Section « E » (Électriciens) du décret numéro 613, soit modifiée comme suit:

1° L'alinéa 2° du paragraphe « *b* » de l'article 39 est remplacé par le suivant:

« 2° transmettre au comité paritaire l'original et trois copies de tout contrat de pension de retraite, de tout contrat de fiducie et de tout contrat d'assurance-vie collective aux fins de signature. Une copie attestée véritable par les parties contractantes, de tout contrat visé ci-avant doit être déposée sans délai chez le ministre du Travail et, respectivement, à la Régie des Rentes du Québec, chez l'inspecteur des compagnies de fidéicommis ou au bureau du surintendant des assurances. Après étude, les recommandations du ministère du Travail, de la Régie des Rentes du Québec, de l'inspecteur des com-

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 3027

Québec, September 18, 1968.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to Section "E" (Electricians) of the decree respecting the Construction Industry and Trades in the Montreal Region.

WHEREAS, pursuant to tc provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the contracting parties to the collective labour agreement made binding by Section "E" (Electricians) of Decree number 613 of April 6, 1962, as amended (Construction Industry and Trades in the Montreal Region) have petitioned the Minister of Labour to submit certain amendments to Article XIII (Social security benefits) of the said Section "E", to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision;

WHEREAS the petition was published in the *Québec Official Gazette* of July 13, 1968;

WHEREAS no objection was raised against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minster of Labour:

THAT said Section "E" (Electricians) of Decree number 613 be amended as follows:

1. Paragraph 2, subsection "*b*" of article 39 is superseded by the following:

"2. transmit to the Joint Committee the original and three copies of any retirement pension contract, trust contract and group life-insurance contract for signing purposes. A true copy of any such contract, certified by the contracting parties, shall be filed immediately with the Minister of Labour and with the Québec Pension Board, the Inspector of Trust Companies or with the office of the Superintendent of Insurance respectively. After study thereof, the recommendations of the Department of Labour, of the Québec Pension Board, of the Inspector of Trust Companies or

pagnies de fidéicommis ou du surintendant des assurances devront faire l'objet de modifications à tout contrat ainsi visé. »

2° Le paragraphe « *c* » de l'article 39 est remplacé par le suivant:

« *c*) La Régie des Rentes du Québec exerce une surveillance générale de la caisse de retraite et le surintendant des assurances exerce une surveillance générale de la caisse d'assurance-vie-collective. La Régie des Rentes du Québec et le surintendant des assurances, ou leur mandataire, ont droit de vérifier en tout temps les livres, comptes et archives du sous-comité de sécurité Sociale quant à la caisse de retraite et à la caisse d'assurance-vie collective, et, à cette fin, le comité paritaire, le sous-comité de sécurité sociale et leurs employés doivent leur donner accès à leurs livres, comptes et archives, et leur fournir tout renseignement qu'ils requièrent.

Chaque année, avant le 1er mars et chaque fois que la Régie des Rentes du Québec ou le surintendant des assurances le requiert, le sous-comité de sécurité sociale doit lui faire rapport de l'état de la caisse de retraite ou de la caisse d'assurance-vie collective, selon le cas, des recettes, des déboursés, des sommes versées en réclamation d'assurance-vie et tout autre renseignement qu'il exige. »

3° L'alinéa 4° du paragraphe « *j* » de l'article 40 est remplacé par le suivant:

« 4. Payer toute dépense raisonnable et nécessaire, les salaires, coûts et honoraires encourus par le sous-comité de sécurité sociale des électriciens en raison du maintien et du fonctionnement du régime de pension de retraite et les coûts et dépenses encourus par le comité paritaire de la Construction pour la perception, la vérification, l'enregistrement et la remise des cotisations au sous-comité de sécurité sociale. »

4° L'alinéa 4° du paragraphe « *k* » de l'article 40 est remplacé par le suivant:

« 4. Payer toute dépense raisonnable et nécessaire, les salaires, coûts et honoraires encourus par le sous-comité de sécurité sociale des Électriciens en raison du maintien et du fonctionnement de la caisse d'assurance-vie collective et les coûts et dépenses encourus par le comité paritaire de la Construction pour la perception, la vérification, l'enregistrement et la remise des cotisations au sous-comité de sécurité sociale. »

5° Les articles 58, 59, 60 et 61 sont remplacés par les suivants:

« *Article 58.* *a*) Un employé ou ancien employé est admissible aux prestations d'assurance-vie durant un mois civil, s'il a contribué au moins vingt dollars ($20) au fonds de sécurité sociale, pendant la période de douze (12) mois consécutifs compris parmi les vingt-trois (23) premiers des vingt-quatre (24) mois civls qui précèdent immédiatement ce mois, pour laquelle ses cotisations ont été les plus élevées.

Les cotisations de l'employé sont établies par le comité paritaire en tenant compte, en plus des cotisations effectivement encaissées, de toutes autres cotisations déduites de son salaire, mais non remises audit comité. Il faut toutefois qu'une preuve satisfaisante de la perception des contributions soit fournie au comité paritaire.

b) Une personne qui est invalide au sens des articles 61 à 64 demeure admissible à titre d'employé ou d'ancien employé invalide tant qu'elle satisfait aux conditions qui y sont prescrites.

of the Superintendent of Insurance shall result in amendments to any contract herein referred to."

2. Subsection "*c*" of section 39 is replaced by the following:

"(*c*) The Québec Pension Board has general supervision over the retirement fund and the Superintendent of Insurance has general supervision over the group life-insurance fund. The Québec Pension Board and the Superintendent of Insurance, or their representatives, may at all times check the books, accounts and records of the social security sub-committee dealing with the retirement and group life-insurance funds. For this reason, the Joint Committee and the social security sub-committee, and their employees, shall give them access to their books, accounts and records and give them any information they may require.

Prior to each March 1st and whenever the Québec Pension Board or the Superintendent of Insurance so requires, the social security sub-committee shall report to them on: the state of the retirement or group life-insurance fund, of the receipts, disbursements, amounts paid out in life-insurance claims and any other information they may require."

3. Paragraph 4, subsection "*j*" of article 40 is superseded by the following:

"4. To pay all reasonable and necessary expenses, salaries, costs and fees incurred by the Electricians' social security sub-committee with respect to the maintenance and operation of the retirement pension plan. Pay all costs and expenses incurred by the Construction Joint Committee with respect to the collection, checking, recording and remittance of assessments to the social security sub-committee."

4. Paragraph 4, subsection "*k*" of article 40 is replaced by the following:

"4. To pay all reasonable and necessary expenses, salaries, costs and fees incurred by the Electricians' social security sub-committee with respect to the maintenance and operation of the group life-insurance fund. Pay all costs and expenses incurred by the Construction Joint Committee with respect to the collection checking, recording and remittance of assessments to the social security sub-committee."

5. Articles 58, 59, 60 and 61 are superseded by the following:

"*Article 58:* (*a*) An employee or former employee is eligible for life-insurance benefits during one calendar month if he has contributed at least twenty dollars ($20) to the social security fund during the twelve (12) consecutive months contained in the first twenty-three (23) of the twenty-four (24) calendar months that immediately precede such month, for which his contributions were the highest.

Employee contributions are determined by the Joint Committee while taking into account all other contributions deducted from wages, besides contributions already deposited, but not forwarded to the Joint Committee. Satisfactory proof of collection shall be supplied to the Committee.

(*b*) A disabled person according to articles 61 to 64 is still eligible as employee or disabled former employee so long as he meets the requirements stipulated therein.

c) Un pensionné qui, immédiatement avant d'avoir droit à des prestations de retraite, était admissible aux prestations d'assurance-vie selon l'un ou l'autre des alinéas précédents, demeure admissible à ces prestations à titre de pensionné. Un pensionné ne peut devenir ou demeurer admissible autrement qu'en satisfaisant aux dispositions du présent paragraphe.

Article 59. À compter du 1er août 1968 et jusqu'à décision contraire, le montant des prestations d'assurance-vie est déterminé comme suit:

a) Dans le cas d'un employé ou d'un ancien employé admissible en vertu de l'alinéa 58 « *a* » décédé avant d'avoir 5 ans révolus le montant de la prestation au décès est de:

i. $3,000 si ses cotisations sont supérieures ou égales à $60;

ii. $2,000 si ses cotisations sont égales ou supérieures à $40 mais n'atteignent pas $60;

iii. $1,000 si ses cotisations sont égales ou supérieures à $20 mais n'atteignent pas $40;
au cours de la période de 12 mois, telle que définie à l'article 58 « *a* ».

b) Dans le cas d'un employé ou ancien employé admissible à titre d'invalide, décédé avant d'avoir 65 ans révolus, le montant de la prestation d'assurance est calculé de la façon prévue à l'article 59 « *a* », en choisissant une période de douze (12) mois parmi celles qui sont compatibles avec les exigences des articles 61 et suivants.

c) Dans le cas d'une personne admissible à titre de pensionné ou dans le cas de toute autre personne admissible qui décède lorsqu'elle a 65 ans révolus: $500.

Article 60. Dans le cas des cotisations versées pour des mois antérieurs au 1er août 1968, les dispositions des articles 58 et 59 en vigueur avant l'adoption du texte actuel de ces articles continuent à s'appliquer si elles sont plus avantageuses pour l'employé ou ses ayants-droit.

Article 61. a) Un employé ou un ancien employé est considéré comme invalide:

1. s'il est frappé d'invalidité totale alors qu'il était admissible suivant l'article 58 « *a* » et,

2. s'il dépose au sous-comité de sécurité sociale une demande écrite pour être considéré comme invalide dans les neuf (9) mois de la date où il a cessé d'être admissible comme employé ou ancien employé en vertu de l'article 58 « *a* », avec une preuve qui établisse son âge à la satisfaction du comité.

3. et s'il fait la preuve qu'il a été totalement et continuellement invalide depuis qu'il a été frappé d'invalidité totale et, à cette fin, s'il ne soumet aux examens médicaux que pourra exiger le sous-comité devant un ou des médecins qu'il désigera.

b) Si un employé ou un ancien employé décède avant d'avoir soumis sa demande écrite pour être considéré comme invalide, ses héritiers ou représentants légaux peuvent déposer telle demande par écrit, pourvu qu'elle soit faite dans les neuf (9) mois de la date où il a cessé d'être admissible comme employé ou ancien employé en vertu de l'article 58. Cette dernière devra toutefois être établie à la satisfaction du sous-comité qui aura droit d'exiger toute preuve qu'il jugera nécessaire ainsi que la communication de tout dossier ou rapport médical. »

Le greffier du Conseil exécutif,
26224-o JACQUES PRÉMONT.

(c) A pensionner who, immediately prior to being entitled to retirement benefits, was eligible for life-insurance benefits in accordance with one of the foregoing paragraphs, remains eligible to such benefits as pensionner. No pensionner may become or remain eligible other than by meeting the provisions of this subsection.

Article 59. Effective August 1, 1968 and until otherwise determined, the amount of life-insurance benefits is as follows:

(a) An employee or former employee eligible in pursuance of subsection "*a*", article 58 who passes away before reaching age 65 is entitled to the following death benefits:

i. $3,000 if his contributions are equal to or more than $60;

ii. $2,000 if his contributions are equal to or more than $40 but do not amount to $60;

iii. $1,000 if his contributions are equal to or more than $20 but do not amount to $40;
during the 12-month period stipulated in subsection "*a*" of article 58.

(*b*) For an employee or former employee who is eligible as a disabled person and who passes away before reaching age 65, the amount of insurance benefits is computed according to the provisions of subsection "*a*", article 59, while selecting a 12-month period among those that meet the requirements of articles 61 and the following.

(*c*) A person who is eligible as a pensionner or any other eligible person who passes away at age 65: $500.

Article 60: As for contributions turned over prior to August 1, 1968, the provisions of articles 58 and 59 that were in effect before the adoption of the present version of such articles, continue to apply should they be more advantageous for the employee or his beneficiaries.

Article 61. (*a*) An employee or former employee is considered disabled if:

1. he becomes totally disabled while eligible in accordance with subsection "*a*" of article 58; and

2. he files a formal application with the social security sub-committee to be considered as disabled within nine (9) months from the date he has ceased to be eligible as employee or former employee according to subsection "*a*" of article 58; supplies satisfactory proof of age to the committee; and

3. he proves his continuous and total disability since becoming totally disabled; undergo the physical examinations that the sub-committee may request, the examining physician(s) being chosen by the sub-committee.

(*b*) When an employee or former employee passes away before having filed his application to be considered as disabled, his heirs or executors may file such application within nine (9) months from the date that he has ceased to be eligible in pursuance of section 58. The non-eligibility date shall be proven to the sub-committee's satisfaction. The sub-committee may request any proof deemed necessary, including files or medical reports."

JACQUES PRÉMONT,
26224-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 3022

Québec, le 18 septembre 1968.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux employés d'institutions religieuses, d'enseignement et de fabriques paroissiales, région de Saint-Hyacinthe.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 1336 du 12 mai 1967, relatif aux employés d'institutions religieuses, d'enseignement et de fabriques paroissiales, région de Saint-Hyacinthe, ont présenté au ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 27 juillet 1968;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1336, soit modifié comme suit:

1° Les articles 5° à 10° inclusivement sont remplacés par les suivantes:

« 5° *a*) Le terme « salarié à temps complet » désigne tout salarié qui travaille le nombre d'heures prévu à sa classification.

b) Le terme « salarié à temps partiel » désigne tout salarié qui travaille un nombre d'heures inférieur à celui prévu à sa classification.

6° *a*) Le terme « employé permanent » désigne tout salarié qui a accompli chez un employeur, quarante-cinq (45) journées normales de travail ou l'équivalent en heures.

b) Le terme « salarié à l'essai » désigne tout salarié qui n'a pas accompli chez un employeur, quarante-cinq (45) journées normales de travail ou l'équivalent en heures.

7° *a*) Le terme « journée normale de travail » signifie sept heures et demie (7½) de travail effectuées en une journée (24 heures), s'il s'agit d'un salarié de bureau et de huit (8) heures, s'il s'agit de tout autre salarié.

b) Le terme « demi-journée normale » signifie trois heures trois quarts (3¾) de travail effectuées dans une journée, s'il s'agit d'un salarié de bureau et de quatre (4) heures de travail, s'il s'agit de tout autre salarié.

8° Le terme « sous-chef d'équipe » désigne tout salarié qui partage les responsabilités du chef d'équipe ou qui est appelé à remplacer en leur absence, soit le chef d'équipe, soit le chef de service.

9° Le mot « boucher » désigne tout salarié qui coupe, apprête et désosse les viandes, prépare les pièces pour la cuisson, vide et apprête les volailles et le poisson.

10° Les mots « pâtissier » ou boulanger » désignent tout salarié qui prépare ou fait cuire les pâtisseries, les gâteaux, le pain ou les différentes variétés de desserts ou exécute plusieurs de ces opérations. »

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 3022

Québec, September 18, 1968.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting Religious Institutions, Schools and Church Councils in the St. Hyacinthe region.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting Employees of Religious Institutions, Schools and Church Councils in the St. Hyacinthe Region (made binding by Decree number 1336 of May 12, 1967) have petitioned the Minister of Labour to submit certain amendments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision;

WHEREAS the petition was published in the *Québec Official Gazette* of July 27, 1968;

WHEREAS no objection was brought forth against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said Decree number 1336 be amended as follows:

1. Sections 5 through 10 are superseded by the following:

"5. (*a*) "Full-time employee" means any employee who works the number of hours stipulated for his classification.

(*b*) "Part-time employee" means any employee who works less than the number of hours stipulated for his classification.

6. (*a*) "Regular employee" means any employee who has completed forty-five (45) standard working days or the equivalent in hours with an employer.

(*b*) "Probationer" means any employee who has not completed forty-five (45) standard working days or the equivalent in hours with an employer.

7. (*a*) "Standard working day" means 7½ hours worked by office employees and 8 hours worked by any other employee in a 24-hour period.

(*b*) "Standard one-half working day" means 3¾ hours worked by office employees and four (4) hours worked by any other employee in a 24-hour period.

8. "Assistant shift leader" means any employee who shares the responsibility of the shift leader and is expected to replace either the shift leader or the service head when absent.

9. "Butcher" means any employee who cuts, prepares and bones meat; prepares cuts for cooking; eviscerates and prepares fowl and fish.

10. "Pastry cook" or baker" means any employee who prepares or bakes pastries, cakes, bread or various other desserts or performs many of the aforementioned operations."

2° Les mots suivants sont ajoutés à la fin de l'article 14°

« ou qui est appelé à remplacer le chef de service, en son absence. »

3° À l'article 15°, le terme « commis intermédiaire » est remplacé par le mot « commis ».

4° L'article 17° est remplacé par le suivant:

« 17° Le mot « cuisinier » désigne tout salarié qui prépare et fait cuire les aliments. »

5° L'article 22° est remplacé par le suivant:

« 22° *a*) Le mot « cuisinière » désigne toute salariée qui prépare et fait cuire les aliments.

b) Le terme « cuisinière, classe II » désigne toute salariée qui aide à la préparation des aliments et qui, de façon générale, travaille sous la responsabilité d'une cuisinière ou d'un cuisinier; la cuisinière, classe II, peut, en outre, être appelée à accomplir des travaux de cuisson d'aliments.

c) Les mots « pâtissière » ou « boulangère » désignent toute salariée qui prépare ou fait cuire les pâtisseries, les gâteaux, le pain ou les différentes variétés de desserts ou exécute plusieurs de ces opérations. »

6° Les articles 24 et 25 sont remplacés par les suivants:

« 24. Le mot « presseuse » désigne toute salariée qui fait fonctionner une presse automatique ou manuelle ou qui repasse à l'aide d'un fer.

25. Le terme « préposée à l'entretien ménager » désigne toute salariée affectée au nettoyage et au maintien de la propreté, à l'exception des travaux lourds. »

7° Les articles 26, 27 et 28 sont remplacés par les suivants:

« 26. Les dispositions du présent chapitre s'appliquent à tout le territoire compris dans l'article 1°.

Salaires hebdomadaires

27. *Salarié du sexe masculin:*

a) Chef d'équipe: $5 de plus que le taux maximal de sa catégorie.

b) Sous-chef d'équipe: $3 de plus que le taux maximal de sa catégorie.

c) Conducteur (mécanicien) de machines fixes:	*1968*	*1969*
1re classe	$101.00	$106.00
2e classe	97.00	102.00
3e classe	93.00	98.00
4e classe	89.00	94.00
d) Chauffeur	83.00	88.00
e) Comptable	120.00	125.00
f) Commis:		
1re année	80.00	85.00
2e année	83.00	88.00
3e année	86.00	91.00
g) Chef-cuisinier	95.00	100.00
h) Cuisinier:		
1er année	78.00	83.00
2e année	81.00	86.00
3e année	84.00	89.00
4e année	87.00	92.00
i) Boucher:		
1re année	78.00	83.00
2e année	81.00	86.00
3e année	84.00	89.00
4e année	87.00	92.00

2. The following words added to the end of section 14:

"or is expected to replace the service head when absent."

3. In section 15, the term "intermediate clerk" is replaced by "clerk".

4. Section 17 is replaced by the following:

"17. "Cook" means any employee who prepares and cooks food."

5. Section 22 is superseded by the following:

"22. (*a*) "Cook (female)" means any female employee who prepares and cooks food.

(*b*) "Cook (female), grade II" means any female employee who helps prepare food and who generally works under the supervision of a male or female cook. A female cook, grade II, can also be called upon to cook food.

(*c*) "Pastry cook (female)" or "Baker (female)" means any female employee who prepares or bakes pastries, cakes, bread or various other desserts or performs many of the aforementioned operations."

6. Sections 24 and 25 are replaced by the following:

"24. "Presser (female)" means any female employee who operates an automatic or manual clothes press or irons clothes.

25. "Cleaning woman" means any female employee who cleans and maintains cleanliness but does no heavy work."

7. Sections 26, 27 and 28 are superseded by the following:

"26. The provisions of this chapter apply to all the territory covered in section 1.

Weekly wages

27. *Male employees:*

(*a*) Shift leader: $5 above the maximum rate for his category.

(*b*) Assistant shift leader: $3 above the maximum rate for his category.

(*c*) Stationary engineman:	*1968*	*1969*
1st class	$101.00	$106.00
2nd class	97.00	102.00
3rd class	93.00	98.00
4th class	89.00	94.00
(*d*) Fireman	83.00	88.00
(*e*) Accountant	120.00	125.00
(*f*) Clerk:		
1st year	80.00	85.00
2nd year	83.00	88.00
3rd year	86.00	91.00
(*g*) Head cook	95.00	100.00
(*h*) Cook:		
1st year	78.00	83.00
2nd year	81.00	86.00
3rd year	84.00	89.00
4th year	87.00	92.00
(*i*) Butcher:		
1st year	78.00	83.00
2nd year	81.00	86.00
3rd year	84.00	89.00
4th year	87.00	92.00

j) Pâtissier, boulanger:		
1re année	$78.00	$83.00
2e année	81.00	86.00
3e année	84.00	89.00
4e année	87.00	92.00
k) Buandier:		
1re année	78.00	83.00
2e année	81.00	86.00
3e année	84.00	89.00
4e année	87.00	92.00
l) Chauffeur de véhicule:		
1re année	80.00	85.00
2e année	83.00	88.00
3e année	86.00	91.00
m) Préposé à l'entretien, classe I	87.00	92.00
n) Préposé à l'entretien, classe II	84.00	89.00
o) Préposé au service ou manoeuvre:		
1re année	76.00	81.00
2e année	79.00	84.00
3e année	82.00	87.00
p) Préposé au cimetière:		
1re année	76.00	81.00
2e année	79.00	84.00
3e année	82.00	87.00
28° *Salarié du sexe féminin:*		
a) Employée de bureau:		
1re année	60.00	65.00
2e année	64.00	69.00
3e année	67.00	72.00
b) Cuisinière:		
1re année	78.00	83.00
2e année	81.00	86.00
3e année	84.00	89.00
4e année	87.00	92.00
c) Cuisinière, classe II:		
1er année	69.00	74.00
2e année	72.00	77.00
3e année	75.00	80.00
4e année	77.00	82.00
d) Aide-cuisinière:		
1re année	60.00	65.00
2e année	63.00	68.00
3e année	65.00	70.00
e) Pâtissière, boulangère:		
1re année	78.00	83.00
2e année	81.00	86.00
3e année	84.00	89.00
4e année	87.00	92.00
f) Presseuse:.		
1re année	60.00	65.00
2e année	63.00	68.00
3e année	65.00	70.00
g) Préposée à l'entretien ménager:		
1re année	57.00	62.00
2e année	59.00	64.00
3e année	61.00	66.00»

8° Les articles 32 et 33 sont remplacés par les suivants:

« 32. *Systèmes de primes: a*) Tout salarié qui fait la totalité de son service entre 14 h et 8 h du matin doit recevoir, chaque fois, une prime d'un dollar ($1) en plus de son salaire normal.

(*j*) Pastry cook, baker:		
1st year	$78.00	$83.00
2nd year	81.00	86.00
3rd year	84.00	89.00
4th year	87.00	92.00
(*k*) Launderer:		
1st year	78.00	83.00
2nd year	81.00	86.00
3rd year	84.00	89.00
4th year	87.00	92.00
(*l*) Driver:		
1st year	80.00	85.00
2nd year	83.00	88.00
3rd year	86.00	91.00
(*m*) Maintenance man, class I	87.00	92.00
(*n*) Maintenance man, class II	84.00	89.00
(*o*) Service man or labourer:		
1st year	76.00	81.00
2nd year	79.00	84.00
3rd year	82.00	87.00
(*p*) Cemetery worker:		
1st year	76.00	81.00
2nd year	79.00	84.00
3rd year	82.00	87.00
28. *Female employees:*		
(*a*) Office employee:		
1st year	60.00	65.00
2nd year	64.00	69.00
3rd year	67.00	72.00
(*b*) Cook:		
1st year	78.00	83.00
2nd year	81.00	86.00
3rd year	84.00	89.00
4th year	87.00	92.00
(*c*) Cook, class II:		
1st year	69.00	74.00
2nd year	72.00	77.00
3rd year	75.00	80.00
4th year	77.00	82.00
(*d*) Cook's helper:		
1st year	60.00	65.00
2nd year	63.00	68.00
3rd year	65.00	70.00
(*e*) Pastry cook, baker:		
1st year	78.00	83.00
2nd year	81.00	86.00
3rd year	84.00	89.00
4th year	87.00	92.00
(*f*) Presser:		
1st year	60.00	65.00
2nd year	63.00	68.00
3rd year	65.00	70.00
(*g*) Cleaning woman:		
1st year	57.00	62.00
2nd year	59.00	64.00
3rd year	61.00	66.00"

8. Sections 32 and 33 are replaced by the following:

"32. *Bonuses:* (*a*) Every employee whose entire shift is between 2:00 p.m. and 8:00 a.m. shall be paid a $1 bonus for each shift.

b) Tout salarié qui fait une partie de son service entre 19 h et 7 h du matin doit recevoir, pour chaque heure de travail faite à l'intérieur de cette période, une prime de douze cents ($0.12) en plus de son salaire normal.

33. *Heures brisées:* Tout salarié soumis au système d'heures brisées à la demande de l'employeur, doit recevoir une prime de trente cents ($0.30) par heure brisée, en plus de son salaire normal, jusqu'à concurrence d'un dollar ($1) par jour. »

9° À l'article 37. les mots « au moins cinq (5) jours à l'avance » sont remplacés par les mots « au moins sept (7) jours à l'avance ».

10° L'article 38 est remplacé par le suivant:

« 38. *a*) Les salariés ont droit à une période de repos de quinze (15) minutes par demi-journée normale de travail. L'employeur doit accorder ces périodes de repos intercalaires aux salariés et ces derniers ne peuvent prendre ces périodes de repos ni au début, ni à la fin de la journée de travail, ni comme prolongement de la période de temps allouée pour les repas.

b) À l'occasion d'un changement d'équipe de travail, le salarié a droit à seize (16) heures de repos entre la fin et la reprise du travail, à défaut de quoi, il doit être rémunéré au taux normal majoré de cinquante pour cent (50%). »

11° L'article 41 est remplacé par le suivant:

« 41. *a*) Tout travail fait à la demande de l'employeur en plus de la journée normale ou de la semaine normale, est considéré comme travail supplémentaire.

b) Lorsqu'il y a du travail supplémentaire à faire, l'employeur doit l'offrir aux salariés disponibles, à tour de rôle, de façon à le répartir équitablement entre ceux qui font normalement ce travail. Cependant, dans les cas imprévus ou dans les cas d'urgence, l'employeur l'offre de préférence aux salariés sur place.

c) Tout salarié qui effectue du travail supplémentaire doit être rémunéré comme suit:

i. Au taux de salaire normal majoré de cinquante pour cent (50%), en règle générale;

ii. Au taux de salaire normal majoré de cent pour cent (100%), si le travail supplémentaire est effectué durant un jour férié et ce, en plus du paiement de l'indemnité du jour férié. »

12° L'article 43 est remplacé par le suivant:

« 43. *a*) Le premier jour de l'An, le lendemain du premier jour de l'An, l'Épiphanie, le lundi de Pâques, l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, l'Action de grâces, Noel et le lendemain de Noël sont des jours fériés chômés et payés.

b) Le salarié à temps partiel bénéficie des jours fériés chômés et payés ci-haut prévus. À cet effet, l'employeur doit lui-verser, à chaque semaine, en plus de son salaire, un montant égal à quatre et demi pour cent (4.5%) dudit salaire.

c) L'employeur doit répartir équitablement les jours fériés chômés et payés, entre les salariés d'un même département. »

13° L'article 44 est remplacé par le suivant:

« 44. *a*) Si l'un de ces jours fériés tombe un samedi, un dimanche, un jour de repos hebdomadaire ou pendant la période de congés payés annuels, le salarié ne perd pas son congé.

b) Le salarié absent par suite de maladie, à la date du jour férié, ne perd pas ce jour, à moins qu'il ait été absent pour cette raison, pendant la période de vingt et un (21) jours au centre de laquelle se situe le jour férié et payé.

(*b*) When part of his shift is between 7:00 p.m. and 7:00 a.m., the employee shall be paid a 12¢-an-hour bonus for each hour worked within this period.

33. *Split shift:* Every employee who, at his employer's request, works on a split shift shall be paid a 30¢-an-hour bonus for each hour so worked, up to a $1 maximum per day.

9. In section 37, the number "five (5)" is replaced by "seven (7)".

10. Section 38 is superseded by the following:

"38. (*a*) Employees are entitled to a 15-minute break for each standard half-day's work. The employer must grant such breaks to his employees and the employees may not take them at the beginning nor at the end of the working day nor as an extension of the time allowed for meals.

(*b*) When an employee changes shifts, he is entitled to sixteen (16) hours' rest between the end of one shift and the beginning of the other. Failing this, the employee shall be paid time and a half."

11. Section 41 will be replaced by the following:

"41. (*a*) Any time worked, at the employer's request, over and above the standard work day or week is considered as overtime.

(*b*) When overtime is to be worked, it shall be offered to employees available on a rotation basis so that it may be shared equitably between employees who usually perform such work. However, in unforeseen instances or in emergencies, the employer shall offer it preferably to employees who are already there.

(*c*) Every employee who works overtime shall be paid as follows:

i. time and a half, as a general rule;

ii. double time, plus holiday pay, whenever overtime is worked on a general holiday."

12. Section 43 is superseded by the following:

"43. (*a*) New Year's Day, January 2nd, Epiphany Day, Easter Monday, Ascension Day, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day and December 26th are general holidays with pay.

(*b*) Part-time employees are entitled to the above-mentioned general holidays with pay. Thus, the employer shall add 4.5% to each part-time employee's weekly wages.

(*c*) General holidays with pay shall be equitably distributed among the employees of a given department."

13. Section 44 is replaced by the following:

"44. (*a*) Should a general holiday fall on a Saturday, a Sunday, a weekly day-off or during the annual vacation with pay period, the employee does not lose such day.

(*b*) When a general holiday occurs in a period when an employee is absent because of illness, the employee does not lose such day. This does not apply when the employee has been away from work for twenty-one (21) days for the same reason and the general holiday which pay occurs in the middle of such 21 days.

c) Le salarié absent par suite d'un licenciement à la date du jour férié, ne perd pas ce jour à moins qu'il ait été absent pour cette raison, pendant la période de vingt et un (21) jours au centre de laquelle se situe le jour férié et payé. »

14° Le paragraphe suivant est ajouté à la fin de l'article 45:

« Après entente avec son employeur quant au moment de leur utilisation, le salarié peut accumuler, jusqu'à concurrence de trois (3), les jours fériés qui surviennent à l'intérieur de la période de trente et un (31) jours ci-haut prévue. »

15° L'article 46 est remplacé par le suivant:

« 46. À l'occasion d'un jour férié, le nombre d'heures de travail de la semaine pendant laquelle le salarié prend effectivement son congé, doit être diminué d'autant d'heures qu'il y en a dans une journée normale de travail de ce salarié. »

16° Les mots suivants sont ajoutés à la fin de l'article 47:

« ou motivés ultérieurement par une raison sérieuse. »

17° L'article 49 est remplacé par le suivant:

« 49. *a*) Ces jours fériés payés ne sont pas accordés, s'ils coïncident avec tout autre jour de congé ou avec le congé annuel prévus dans le présent décret.

b) Seuls les jours ouvrables durant cette période de congé sont payés.

c) Dans tous les cas, le salarié doit prévenir son employeur et produire, à sa demande, la preuve ou l'attestation de ces faits. »

18° Les alinéas suivants sont ajoutés au paragraphe « *a* » de l'article 52:

« i. Le salarié ayant moins de cinq (5) jours de congé, peut compléter une (1) semaine à ses frais.

ii. Le salarié embauché entre le 1er et le 15e jour du mois inclusivement, est considéré comme ayant un mois complet de service. »

19° Le paragraphe « *d* » suivant est ajouté à l'article 52:

« *d*) Le salarié qui, le 1er mai de l'année courante, justifie de vingt-cinq (25) ans de service ou plus, doit recevoir un congé dont la durée est de quatre (4) semaines rémunéré au salaire normal. »

20° À l'article 54, les mots « au plus tard le 30 avril de l'année en cours » sont remplacés par les mots « au plus tard le 1er avril de l'année en cours. L'ordre des départs doit être placé à l'endroit habituel d'affichage au plus tard le 15 avril de l'année en cours. »

21° L'article 56 est remplacé par le suivant:

« 56. La période des congés s'étend du 15 mai au 15 octobre, à moins d'une entente entre l'employeur et l'intéressé, pour le choix d'une autre période de l'année. »

22° L'article 61 est remplacé par le suivant:

« 61. *a*) À partir de la date de son embauchage, tout salarié a droit à un (1) jour ouvrable de congé payé de maladie, par mois de service.

b) Après cinq (5) ans de service, tout salarié la droit à un jour et quart (1¼) ouvrable de congé payé de maladie, par mois de service.

c) Tout salarié incapable de travailler, par suite d'un accident autre qu'un accident du travail survenu chez l'employeur, bénéficie des dispositions du présent article. »

(*c*) When a general holiday occurs in a period when an employee is absent because of a lay-off, the employee does not lose such day. This does not apply when the employee has been away from work for twenty-one (21) days for the same reason and the general holiday with pay occurs in the middle of such 21 days.

14. The following paragraph is added at the end of section 45:

"An employee may accumulate up to three (3) general holidays in such a 31-day period. Employer and employee shall agree beforehand on when such general holidays are to be taken."

15. Section 46 is superseded by the following:

"46. Whenever a general holiday occurs, the number of working hours in the week the employee takes such holiday shall be decreased by the number of hours in such employee's standard work day."

16. The following words are added to the edn of section 47:

"or is absent for any other good reason."

17. Section 49 is replaced by the following:

"49. (*a*) Such days off shall not be granted when they coincide with any other holiday or annual vacation provided for in this decree.

(*b*) Only working days are paid on such occasions.

(*c*) In all instances, the employee must notify his employer beforehand. When so requested, the employee shall corroborate such facts with proof."

18. The following paragraphs are added to subsection "*a*" of section 52:

"i. The employee who has less than five (5) days' vacation may complete one (1) week at his own expense.

ii. An employee who is hired between the 1st and the 15th of the month inclusively is considered as having a full month's service."

19. The following subsection "*d*" is added to section 52:

"(*d*) Every employee who, on May 1st of the current year, has twenty-five (25) years' service or more shall be entitled to four (4) weeks' vacation paid at regular rates."

20. In section 54, "April 30th of the current year" replaced by "April 1st of the current year. Vacation dates shall be posted in the usual place at least by April 15th of the current year."

21. Section 56 is superseded by the following:

"56. The vacation period runs from May 15th to October 15th, unless employer and employee agree on some other vacation period."

22. Section 61 is replaced by the following:

"61. (*a*) Beginning on his hiring date, every employee is entitled to one day's sick leave per month's service.

(*b*) After five (5) years' service, every employee is entitled to 1¼ day's sick leave per month's service.

(*c*) Every employee who becomes disabled because of some accident that did not occur in the employer's service, is entitled to the provisions of this section."

23° À l'article 62, les mots « jusqu'à concurrence de vingt-huit (28) jours » sont remplacés par les mots « jusqu'à concurrence de trente (30) jours."

24° Les paragraphes « *a* », « *b* » et « *c* » de l'article 65 sont remplacés par les suivants:

« *a*) *Repas:*

i. à l'unité	$ 0.80
ii. par semaine	13.00

b) *Logement:*

par jour	1.00
ii. par semaine	5.00

c) *Logement et pension:*

par semaine	16.00»

25° Les articles 76 et 77 sont remplacés par les suivants:

« 76. *Salaires hebdomadaires:*

	1968	*1969*
Zone I:		
Dans toutes les paroisses	$76.00	$78.00
Zone II:		
a) Dans toutes les paroisses	71.00	73.00
b) Dans toutes les paroisses	58.00	60.00
Zone III:		
Dans les paroisses à population supérieure à 1500 âmes	55.00	57.00
Dans les paroisses à population variant entre 1250 et 1500 âmes	51.00	53.00
Dans les paroisses à population variant entre 1000 et 1250 âmes	46.00	46.00
Dans les paroisses à population inférieure à 1000 âmes	44.00	44.00

77. *Salaires horaires:*

Zone I:		
Dans toutes les paroisses	1.75	1.75
Zone II:		
a) et *b*) Dans toutes les paroisses	1.75	1.75
Zone III:		
Dans toutes les paroisses	1.50	1.50»

26° À l'article 80 les mots « au taux de $1.50 l'heure » sont remplacés par les mots « au taux de $1.75 l'heure ».

27° Aux articles 81 et 82, les mots « au taux horaire de $1.25 » sont remplacés par les mots « au taux horaire de $1.50 ».

28° À l'article 91 les mots « une indemnité égale à dix (10) heures de travail, au taux horaire de sa zone qui est fixé à l'article 77 », sont remplacés par les mots « une indemnité égale à un sixième (1/6) de son salaire hebdomadaire, en plus de son salaire normal de sacristain ou bedeau ».

29° Au paragraphe « *d* » de l'article 95, les mots « justifie de douze (12) ans de service ou plus » sont remplacés par les mots « justifie de dix (10) ans de service ou plus ».

30° L'article 97 est remplacé par le suivant:

« 97. *Période des congés:* L'employeur et le sacristain ou bedeau s'entendront pour fixer la date du congé annuel. »

31° L'article 100 est remplacé par le suivant:

« 100. *Jours de congés payés pour cause de maladie:*

a) Après un (1) an de service, tout sacristain ou bedeau a droit à un (1) jour de congé payé de maladie par mois de service.

23. In section 62, the number "twenty-eight (28)" is replaced by "thirty (30)."

24. Subsections "*a*", "*b*" and "*c*" of section 65 are superseded by the following:

"(*a*) *Meals:*

i. per meal	$ 0.80
ii. per week	13.00

(*b*) *Lodging:*

i. per day	1.00
ii. per week	5.00

(*c*) *Board and lodging:*

per week	16.00"

25. Sections 76 and 77 replaced by the following:

"76. *Weekly wages:*

	1968	*1969*
Zone I:		
In all parishes	$76.00	$78.00
Zone II:		
(*a*) In all parishes	71.00	73.00
(*b*) In all parishes	58.00	60.00
Zone III:		
In parishes with a population over 1500	55.00	57.00
In parishes with a population between 1250 and 1500	51.00	53.00
In parishes with a population between 1000 and 1250	46.00	46.00
In parishes with a population under 1000	44.00	44.00

77. *Hourly wages:*

Zone I:		
In all parishes	1.75	1.75
Zone II:		
(*a*) and (*b*) In all parishes	1.75	1.75
Zone III:		
In all parishes	1.50	1.50"

26. In section 80, the hourly wage rate of "1.50" is replaced by "$1.75".

27. In sections 81 and 82, the hourly wage rate of "$1.25" is superseded by "$1.50".

28. In section 91, the words "remuneration therefore equivalent to ten (10) hours' work at the hourly rate in force in his zone, as established in section 77" replaced by "remuneration equal to one sixth (1/6) of his weekly wages, besides the regular wages set forth for sextons or vergers."

29. In subsection "*d*" of section 95, the number "twelve (12) is replaced by "ten (10)".

30. Section 97 is superseded by the following:

"97. *Vacation period:* The employer and verger or sexton shall agree upon the annual vacation dates."

31. Section 100 is replaced by the following:

"100. *Sick-leave:*

(*a*) After one (1) year's service, every sexton or verger shall be entitled to one (1) day's sick leave with pay per service month.

b) Tout sacristain ou bedeau qui n'utilise pas au complet les congés de maladie prévus au paragraphe « *a* » ci-dessus, peut accumuler la partie non utilisée jusqu'à concurrence de trente (30) jours civils; ces jours ne sont pas payables au départ. Les congés de maladie accumulés par tout sacristain ou bedeau à la date de l'entrée en vigueur du présent décret, sont conservés dans sa caisse de congés de maladie.

c) Tout sacristain ou bedeau conserve son ancienneté dans le cas d'absence-maladie:

i. Durant une période de douze (12) mois, dans le cas d'absence en raison de maladie occasionnée par son travail ou d'accident du travail;

ii. Durant une période de six (6) mois, dans le cas d'absence en raison de toute autre maladie.»

32° Le premier paragraphe de l'article 118 est remplacé par le suivant:

« 118. *Durée du décret:* Le présent décret entrera en vigueur à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeurera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1969. »

33° Le décret sera dorénavant désigné sous le titre de « Décret relatif aux établissements religieux, aux institutions d'enseignement et aux fabriques, région de Saint-Hyacinthe ».

34° Les mots « institutions religieuses » sont remplacés partout où on les rencontre dans le décret, par les mots « établissements religieux ».

Le greffier du Conseil exécutif,
26224-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 3026

Québec, le 18 septembre 1968.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux lignes de transport d'énergie électrique dans la province de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux lignes de transport d'énergie électrique dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 1575 du 14 juin 1967, ont présenté au ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 29 juin 1968;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1575, soit modifié comme suit:

1° Le nom de « Canadien Hoosier Engineering Co. Ltd. » est ajouté à la liste des parties contractantes de première part.

2° Le premier alinéa du paragraphe 2.01 de l'article 2 est remplacé par le suivant:

« Le présent décret s'applique à l'industrie de la construction et de l'entretien de lignes de transport d'énergie électrique et de postes à l'exclusion de: »

(*b*) Every sexton or verger who does not completely use up the sick-leave provided for in subsection "*a*" above may accumulate same up to a maximum of thirty (30) working days. Such days are not paid at separation time. The sick-leave accumulated by a sexton or verger on the effective date of this decree shall be credited to his record.

(*c*) Every sexton or verger retains his seniority right when absent due to illness, as follows:

i. for a 12-month period when absent due to a work accident or occupational disease;

ii. for a 6-month period when absent due to any other illness."

32. The first part of section 118 is superseded by the following:

"118. *Term of the decree:* The present decree shall become effective on the date it is published in the *Québec Official Gazette* and shall remain in force until December 31, 1969."

33. The present decree shall henceforth be known as "*Décret relatif aux établissements religieux, aux institutions d'enseignement et aux fabriques, région de Saint-Hyacinthe*", in French.

34. In the French text, the words "*institutions religieuses*" are superseded by "*établissements religieux*" wherever they may be found in the decree.

JACQUES PRÉMONT,
26224-o *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 3026

Québec, September 18, 1968.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting Electric Power Transmission Lines in Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting Electric Power Transmission Lines in Québec (made binding by Decree number 1575 of June 14, 1967) have petitioned the Minister of Labour to submit certain amendments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision;

WHEREAS the petition was published in the *Québec Official Gazette* of June 29, 1968;

WHEREAS no objection was raised against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said Decree number 1575 be amended as follows:

1. "The Canadian Hoosier Engineering Co. Ltd." is added to the list of contracting parties of the first part.

2. The first paragraph, subsection 2.01, section 2, is susperseded by the following:

"The present decree governs the construction and maintenance of electric power transmission lines and stations, except:"

3° Le paragraphe 2.02 est radié.

4° Le titre de l'article 3 est remplacé par le suivant:

« Article 3. *Définitions:* »

5° Les paragraphes 3.01, 3.02 et 3.03 de l'article 3 sont remplacés par les suivants:

3.01 *Lignes de transport d'énergie électrique ou lignes:* Ce terme désigne toute ligne qui transporte l'énergie électrique entre un point de génération et un poste de transformation ou entre deux postes de transformation et qui n'est pas une ligne de distribution.

3.02 *Poste de transformation:* Ce terme désigne tout ensemble fonctionnel où l'alimentation est de 35,000 volts ou plus, qui, par un appareillage permet de hausser ou d'obtenir un niveau de tension électrique, la transformation de l'énergie électrique ou les manoeuvres de sectionnement entre les réseaux ou les charges et qui n'est pas un poste de distribution. Un poste de transformation ne comprend pas le bâtiment qui l'abrite.

3.03 *a) Monteur « A »:* Ce terme désigne tout salarié qui, sous la surveillance générale d'un contremaître, est apte à accomplir par ses connaissances du métier et son état physique et accomplit en fait toutes les tâches nécessaires à la construction, au démantèlement ou à l'entretien de lignes de transport et de poste de transformation d'énergie électrique; il dirige aussi, au besoin, le travail de salariés de classifications inférieures exécutant des tâches connexes.

b) Monteur « B »: Ce terme désigne tout salarié, qui, sous la surveillance générale d'un contremaître ou d'un monteur « A », est apte à accomplir par ses connaissances du métier et son état physique, et accomplit en fait toutes les tâches nécessaires à la construction, au démantèlement ou l'entretien de lignes de transport et de postes de transformation d'énergie électrique, dans le but d'être qualifié monteur « A ».

c) Monteur « C »: Ce terme désigne tout salarié qui, sous la surveillance d'un contremaître ou d'un monteur « A », est apte par ses connaissances du métier et son état physique à aider et aide un monteur « A », ou « B », dans son travail, et dans le but de devenir plus expérimenté et d'être qualifié monteur « B ». »

6° L'article 4 est remplacé par le suivant:

« Article 4. *Taux de salaire:*

		1 janv. 1969
4.01 — Monteur « A »	$ 3.44	$ 3.70
4.02 — Monteur « B »	3.25	3.41
4.03 — Monteur « C »	2.94	3.09
4.04 — Apprenti-monteur	2.80	2.94
4.05 — Aide monteur à terre	2.80	2.94
4.06 — Aide	2.61	2.74
4.07 — Soudeur	3.27	3.43
4.08 — Mécanicien	3.27	3.43
4.09 — Conducteur d'engin très lourd	3.49	3.66
4.10 — Conducteur d'engin lourd	3.25	3.41
4.11 — Conducteur d'engin moyen	2.80	2.94
4.12 — Conducteur d'engin léger	2.61	2.74
4.13 — Charpentier	3.43	3.60
4.14 — Foreur de roc	2.67	2.80
4.15 — Boutefeu	2.80	2.94
4.16 — Gardien (par semaine)	82.00	86.00

Si un gardien est employé pendant moins de sept jours, il doit toucher un salaire minimum de douze dollars ($12) par période de garde. »

3. Subsection 2.02 is abrogated.

4. The heading of section 3 is replaced by the following:

"Section 3. *Definitions:*"

5. Subsections 3.01, 3.02 and 3.03 of section 3 are superseded by the following:

"3.01 "electric power transmission line" or "line" means any line carrying power between a source of energy and a transformer station or between two transformer stations. Such line is *not* a distribution line;

3.02 "transformer station" means any functional unit with a 35,000-volt feed or more where, by means of special apparatus, voltage is stepped-up, stepped-down or maintained at a specific level; electric power is transformed; circuit-breakers between various systems or loads are handled. Such station is *not* a distribution station and does not include the building housing it;

3.03 (*a*) lineman, Class "A" means any employee who, under the general supervision of a foreman, has the required trade knowledge and physical fitness to perform and does perform all work in connection with the construction, dismantling or maintenance of transmission lines and transformer stations; he also directs, as required, employees of subordinate classifications in their work and related duties;

(*b*) lineman, Class "B" means any employee who, under the general supervision of a foreman or of a Class "A" lineman, has the required trade knowledge and physical fitness to perform and does perform all work in connection with the construction, dismantling or maintenance of transmission lines and transformer stations, in view of qualifying as a Class "A" lineman;

(*c*) lineman, Class "C" means any employee who, under the general supervision of a foreman or of a Class "A" lineman, has the required trade knowledge and physical fitness to assist and does assist a Class "A" or "B" lineman in his work, in view of becoming more highly-skilled and of qualifying as a Class "B" lineman:"

6. Section 4 is replaced by the following:

"Section 4. *Wage rates:*

		Jan. 1, 1969
4.01 — Lineman, class "A"	$ 3.44	$ 3.70
4.02 — Lineman, class "B"	3.25	3.41
4.03 — Lineman, class "C"	2.94	3.09
4.04 — Apprentice lineman	2.80	2.94
4.05 — Groundman	2.80	2.94
4.06 — Helper	2.61	2.74
4.07 — Welder	3.27	3.43
4.08 — Mechanic	3.27	3.43
4.09 — Operator, extra heavy-duty equipment	3.49	3.66
4.10 — Operator, heavy-duty equipment	3.25	3.41
4.11 — Operator, medium-sized equipment	2.80	2.94
4.12 — Operator, light equipment	2.61	2.74
4.13 — Carpenter	3.43	3.60
4.14 — Rock driller	2.67	2.80
4.15 — Shot firer	2.80	2.94
4.16 — Watchman (per week)	82.00	86.00

When a watchman works less than seven days, he shall be paid at least twelve dollars ($12) for each watch period."

7° Les paragraphes 5.02 et 5.03 de l'article 5 sont remplacés par les suivants:

« 5.02 Du 1er avril au 31 octobre inclusivement, la durée maximale de la semaine de travail des salariés payés à l'heure est de cinquante (50) heures et la durée maximale de la journée normale de travail desdits salariés est de dix (10) heures étalées entre 7 h et 18 h.

5.03 Du 1er novembre au 31 mars inclusivement, la durée maximale de la semaine de travail des salariés payés à l'heure est de quarante-cinq (45) heures et la durée maximale de la journée de travail desdits salariés est de neuf (9) heures étalées entre 7 h et 17 h. »

8° L'article 6 est remplacé par le suivant:

« Article 6. *Heures supplémentaires:*

6.01 Tout travail accompli en dehors de la journée normale de travail définie aux articles 5.01, 5.02 et 5.03, à la demande expresse de l'employeur, entraîne une majoration de 50% du taux effectif pour les quatre (4) premières heures de travail continu et au double du taux effectif pour tout travail continu après ces quatre (4) premières heures jusqu'à achèvement dudit travail ou jusqu'au début de la journée normale suivante, selon les circonstances.

6.02 Tout travail exécuté durant les quatre (4) premières heures qui suivent les horaires quotidiens spécifiés aux articles 5.02 et 5.03, selon le cas, doit être payé au taux de salaire effectif majoré de 50%.

6.03 Dans le cas où des travaux sont effectués en vertu de contrat dont les offres ont été faites avant le 10 février 1968, tout travail exécuté les samedis entre 7 h et 19 h doit être payé au taux de salaire effectif majoré de 50%.

6.04 Dans le cas où des travaux sont effectués en vertu de contrat dont les offres ont été faites après le 10 février 1968, tout travail exécuté le samedi entre minuit le vendredi et midi le samedi entraîne une majoration de 50% au taux effectif les quatre premières heures de travail continu et une majoration de 100% au taux effectif pour tout travail continu après ces quatre (4) premières heures. Dans ces cas également, tout travail exécuté entre midi et minuit le samedi doit être payé au taux effectif majoré de 100%.

6.05 Tout travail exécuté le dimanche, le jour de l'An, le vendredi saint, le jour de la Saint-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération, le jour de la fête du Travail, le jour de Noël et le 26 décembre ou après 19 h le samedi dans les cas où l'article 6.03 s'applique doit être payé au taux effectif majoré de 100%. »

9° L'article 8 est remplacé par le suivant:

« Article 8. *Période de paye:*

8.01 Les salaires doivent être payés au moins à toutes les deux (2) semaines.

8.02 Cependant, à compter du 1er janvier 1969, les salaires doivent être payés à toutes les semaines.

8.03 Le bulletin de paye doit contenir les mentions suivantes:

1. Le nom de l'employeur;
2. Les noms et prénom du salarié;
3. La date du paiement et la période de travail qui correspond au paiement;
4. Le nombre d'heures normales;
5. Le nombre d'heures supplémentaires;
6. Le taux horaire de salaire;
7. Le montant du salaire brut;
8. La nature et le montant des retenues opérées;

7. Subsections 5.02 and 5.03 of section 5 are superseded by the following:

"5.02 From April 1st through October 31st, hours of work for hourly-paid employees shall not exceed fifty (50) a week and ten (10) a day, scheduled daily between 7:00 a.m. and 6:00 p.m.

5.03 From November 1st through March 31st, hours of work for hourly-paid employees shall not exceed forty-five (45) a week and nine (9) a day, scheduled daily between 7:00 a.m. and 5:00 p.m."

8. Section 6 is replaced by the following:

"Section 6. *Overtime:*

6.01 All time worked outside the standard hours of work stipulated in subsections 5.01, 5.02 and 5.03 at the employer's request, shall be paid at time and one one half for the first four (4) hours of continuous work and at double time after such four (4) hours, until work is completed or until the beginning of the following standard work day, whichever should come first.

6.02 Time and one half shall be paid for the first four (4) hours that follow the daily schedules specified in either subsection 5.02 or 5.03.

6.03 Time and one half shall be paid for all work performed on Saturdays between 7:00 a.m. and 7:00 p.m. on contracts that were tendered prior to February 10, 1968.

6.04 In the case of work carried out on contracts that were tendered after February 10, 1968, time and one half shall be paid for the first four (4) continuous hours' work between midnight Friday and noon Saturday and double time for any subsequent hour. Double time shall also be paid for all work performed between noon and midnight on Saturdays.

6.05 Double time shall be paid for all work performed on Sundays, New Year's Day, Good Friday, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, Christmas Day, December 26th or after 7:00 p.m. on Saturdays whenever subsection 6.03 applies."

9. Section 8 is superseded by the following:

"Section 8. *Pay period:*

8.01 Wages shall be paid at least every two (2) weeks.

8.02 Effective January 1, 1969, wages shall be paid weekly.

8.03 The earnings statement shall list the following particulars:

1. Employer's name;
2. Employee's given and family names;
3. Payment date and work period corresponding thereto;
4. Number of hours at straight time;
5. Number of overtime hours;
6. Hourly wage rate;
7. Amount of gross earnings;
8. Type and amount of deductions made;

9. Le montant du salaire net ».

10° L'article 10 est remplacé par le suivant:

« Article 10. *Indemnité de rappel:*

Le salarié qui est appelé de son domicile pour effectuer un travail en dehors de ses heures habituelles de travail doit recevoir, en plus de la rémunération à laquelle il a droit selon le paragraphe 5.04 *b*), une indemnité minimale égale à quatre heures au taux effectif majoré de 50% pour autant que ces heures ne précèdent pas ou ne suivent pas immédiatement ses heures habituelles. Il est entendu toutefois qu'il ne peut y avoir plus d'une indemnité pour un ou plusieurs rappels d'un salarié par période de quatre heures. »

11° L'article 13 est remplacé par le suivant:

« 13. *Chambre et pension:*

13.01 Une indemnité de $5.60 par jour de travail prévu doit être payée à chaque salarié qui doit travailler à l'extérieur de l'endroit pour lequel il a été embauché et qui est, de ce fait, normalement obligé de prendre chambre et pension. Un tel salarié doit recevoir dans ce cas une indemnité minimale de $28 par semaine de travail lorsque, pendant la semaine, il n'y a pas de travail prévu à cause d'un jour férié ou que le travail prévu est contremandé à cause d'intempéries. Toutefois, si un salarié ne se présente pas au travail le jour ouvrable précédant ou suivant les jours fériés ou d'intempéries, il perd droit à l'indemnité pour cette journée ouvrable et la ou les journées d'intempéries ou les jours de fêtes. Il perd aussi droit à l'indemnité s'il s'absente un jour ouvrable. Il est entendu que cette indemnité pour le jour ouvrable peut lui être quand même versée si le salarié s'est absenté pour des raisons valables.

13.02 L'employeur ne peut, dans le cas d'intempéries ou de fêtes légales, diminuer le montant de l'indemnité à laquelle un salarié a droit. Toutefois, si un salarié ne se présente pas au travail le jour ouvrable précédant ou suivant immédiatement les journées de fêtes légales ou d'intempéries, il perd droit à l'indemnité pour cette journée ouvrable et la ou les (journée(s) d'intempéries ou les jours de fêtes. Il perd aussi droit à l'indemnité s'il s'absente un jour ouvrable. Il est entendu que cette indemnité pour le jour ouvrable peut lui être quand même versée s'il s'est s'absenté pour des raisons valables.

13.03 À compter du 1er janvier 1969, l'indemnité journalière prévue à l'article 13.01 sera portée à six dollars ($6) et le minimum hebdomadaire prévu au même article sera porté à trente dollars ($30).

13.04 L'employeur n'a pas à verser l'indemnité de chambre et pension lorsque les salariés peuvent être logés dans un camp qu'il a fait aménager pour eux. Dans ces cas, les dispositions du tableau des normes du travail s'appliqueront.

13.05 Lorsqu'un salarié doit, à la demande de l'employeur, aller travailler dans un endroit dont l'éloignement entraîne la perte d'une (1) journée de travail, l'employeur convient de verser à l'intéressé:

a) Le prix du transport à partir du point de correspondance jusqu'à l'endroit en question et une indemnité égale à huit (8) heures au taux effectif de salaire applicable à son emploi;

b) Si le salarié n'est pas congédié pour juste motif au moment où son travail prend fin, le prix du transport à partir de l'endroit en question jusqu'au point de la première correspondance et une indemnité égale à huit (8) heures de salaire au taux effectif de salaire applicable à son emploi ».

9. Amount of take-home pay."

10. Section 10 is replaced by the following:

"Section 10. *Call-back pay:*

Besides the payment stipulated in subsection 5.04 (*b*), every employee who is called from his home to do emergency work outside his standard working hours, shall be paid for at least four (4) hours' work at time and one half, provided such work does not immediately follow or precede the standard working hours. This does not mean that an employee is to be paid twice for the same call-in."

11. Section 13 is superseded by the following:

"13. *Room and board:*

13.01 Every employee who is assigned to work outside the locality for which he was hired and who thus has to take up room and board, shall receive a $5.60 allowance for each scheduled work day. Such employee shall receive at least $28 a week whenever a general holiday occurs during the week or when the scheduled work is postponed because of inclement weather. Should an employee be absent from work on the days immediately preceding and following a general holiday or a bad weather day, he shall not be entitled to the allowance for such working day, general holiday(s) or bad-weather day(s). Allowance is also forfeited if the employee is absent from work on a working day. The allowance may be granted when absence from work is due to legitimate reasons.

13.02 Such allowance cannot be reduced for bad-weather days and general holidays. However, should an employee be absent from work on the days immediately preceding and following a general holiday or a bad-weather day, he shall not be entitled to the allowance for such working day, general holiday(s) or bad-weather day(s). Allowance eligibility is also forfeited if the employee is absent from work on a working day. The allowance may be granted when absence from work is due to legitimate reasons.

13.03 Effective January 1, 1969, the daily allowance provided for in subsection 13.01 shall be increased to six dollars ($6) and the weekly minimum also provided for therein shall be increased to thirty dollars ($30).

13.04 The allowance stipulated in subsection 13.01 shall not be granted when employees can find accomodation in a camp supplied by the employer. In such instance, the provisions of the Labour Standards Schedule shall apply.

13.05 When the employer requests that an employee work at a distance that entails losing one (1) working day, the employer shall indemnify the employee as follows:

(*a*) fare from the transfer point to the destination, plus the equivalent of eight (8) hours' pay at the regular wage rate for his classification;

(*b*) if the employee is not dismissed for good reason at the time his work is terminated, fare from the point of origin to the original transfer point, plus eight (8) hours' pay at the regular wage rate for his classification."

12° L'article 17 est remplacé par le suivant:
« Article 17. *Durée et renouvellement:*
Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1969. Il se renouvelle automatiquement d'année en année sauf si une des parties en donne avis contraire à l'autre entre le soixantième (60e) jour et le trentième (30e) jour de la date d'échéance. Un tel avis doit aussi être adressé au ministre du Travail. »

Le greffier du Conseil exécutif,
26224-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 3025

Québec, le 18 septembre 1968.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux lignes de distribution d'énergie électrique dans la province.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux lignes de distribution d'énergie électrique dans la province, rendue obligatoire par le décret numéro 1057 du 14 avril 1967, ont présenté au ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 29 juin 1968;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1057, soit modifié comme suit:

1° Le nom de « Canadian Hoosier Engineering Co. Ltd. », est ajouté à la liste des parties contractantes de première part.

2° Le nom de la partie contractante de deuxième part est remplacé par le suivant:
« La Fraternité Internationale des Ouvriers en Électricité, (F.T.Q.— C.T.C.), syndicats locaux 2091 et 2142 ».

3° L'article 1 est remplacé par le suivant:
1. *Champ d'application territorial:* Le champ d'application territorial s'étend à tout le territoire du Québec ».

4° Le paragraphe 2.04 de l'article 2 est remplacé par le suivant:
« 2.04 i. La coupe et l'émondage des arbres, arbustes et autres végétaux aux fins de dégagement de lignes de distribution d'énergie électrique.
ii. l'arrosage chimique aux fins de dégagement de lignes de distribution d'énergie électrique.
iii. tout travail de peinture sur une structure métallique servant de support aux lignes de distribution d'énergie électrique.
Les opérations énumérées ci-dessus ne sont assujetties que si elles sont exécutées à l'occasion de la construction ou de l'entretien des circuits et supports d'une ligne de distribution par les salariés de l'employeur qui fait cette construction ou cet entretien. »

12. Section 17 is replaced by the following:
"Section 17. *Term and Renewal:*
The present amendment decree becomes effective on the date it is published in the *Québec Official Gazette* and remains in force until December 31, 1969. It automatically renews itself from year to year unless one of the contracting parties gives the other notice to the contrary, no more than sixty (60) and no less than thirty (30) days prior to its expiry date. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour."

JACQUES PRÉMONT,
26224-o *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 3025

Québec, September 18, 1968.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting Electric Power Distribution Lines in Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting Electric Power Distribution Lines in Québec (made binding by Decree number 1057 of April 14, 1967) have petitioned the Minister of Labour to submit certain amendments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision;

WHEREAS the petition was published in the *Québec Official Gazette* of June 29, 1968;

WHEREAS, in compliance with the Act, the objections brought forth were duly considered;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said Decree number 1057 be amended as follows:

1. "The Canadian Hoosier Engineering Co. Ltd." is added to the list of contracting parties of the first part.

2. The contracting party of the second part is replaced by:
The International Brotherhood of Electrical Workers (Q.F.L. – C.L.C.), lodges 2091 and 2142.

3. Section 1 is superseded by the following:
"1. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction encompasses all of Québec".

4. Subsection 2.04 of section 2 is replaced by the following:
"2.04 i. the cutting and trimming of trees, shrubs and vegetation to free electric power distribution lines;

ii. the spraying of chemicals to free electric power distribution lines;
iii. all paint work on metal structures used to support electric power distribution lines;"

The abovementioned work is governed by this decree only when it is performed in connection with the construction and maintenance of circuits and supports for a distribution line by employees of the employer who carries out such construction or maintenance".

5° L'article 3 est remplacé par le suivant:

« 3. *Définitions:* Aux fins d'application du présent décret, les mots et les termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

3.01 « Ligne de distribution ou ligne »: Ce terme désigne toute ligne de transport d'énergie électrique dont le voltage est inférieur à 35,000 volts et tout poste dont le voltage du côté haute tension ne dépasse pas 35,000 volts.

3.02 « Poste » Ce terme désigne tout poste de transformation de tension ou de manoeuvre d'énergie électrique.

3.03 « Chef d'équipes de lignes » Ce terme désigne tout salarié possédant les qualifications de monteur « A », qui est appelé au besoin à remplir les fonctions du monteur « A » et qui a effectivement la charge et la surveillance des travaux compris dans le champ d'application professionnel du présent décret.

3.04 *a*) « Monteur de ligne « A »: Dans la construction, la démolition ou l'entretien de lignes de distribution et de postes, ce terme désigne toute personne qui, sous la surveillance générale d'un contremaître, accomplit des opérations complexes, entre autes, le réglage de la flèche et la pose de serre-fils, la pose de ferrures, l'inspection de structures, conducteurs et isolateurs, la fabrication de joints, le montage de charpentes de bois, en acier galvanisé ou autres matériaux, l'installation de barres omnibus, disjoncteurs, interrupteurs, transformateurs ou condensateurs et autres appareils de postes. Ce terme désigne aussi la personne qui accomplit un travail sur circuit aérien sous tension ou hors tension en se servant, selon les besoins, d'outils caoutchoutés ou d'outils haute tension et qui assiste le contremaître dans le travail d'équipe.

b) « Monteur de ligne « B » Ce terme désigne toute personne travaillant sous la surveillance générale d'un contremaître et sous la direction d'un monteur de ligne classe « A » qui exécute les travaux mentionnés au paragraphe « *a* » du présent article.

c) « Monteur de ligne « C » Ce terme désigne toute personne qui exécute des opérations moins complexes sur des lignes, sous la surveillance générale d'un contremaître et sous la direction immédiate d'un monteur de ligne classe « A » ou classe « B ». On ne doit jamais faire travailler seul un monteur de ligne « C » sur une ligne sous tension dont le voltage excède 600 volts.

d) « Aide-monteur à terre, apprenti-monteur » Ce terme désigne toute personne dont le travail s'exécute au niveau du sol sous la surveillance immédiate d'un contremaître ou d'un monteur de ligne et qui consiste à aider à l'érection, à l'enlèvement, au remplacement ou à la réparation des lignes de distribution et des postes, en accomplissant divers travaux manuels. L'apprenti-monteur peut de plus, de temps à autre, être appelé à accomplir des travaux faits par les monteurs de lignes classe « A », classe « B » ou classe « C », pour autant que ce même travail soit exécuté sur des lignes hors tension.

e) « Aide » Ce mot désigne dans la construction, la démolition et l'entretien de lignes de distribution et de postes, toute personne qui accomplit, sous l'étroite surveillance d'un contremaître ou d'un employé d'une classe supérieure, un travail qui ne relève pas d'une autre classification.

f) « Conducteur de camion de ligne » Ce terme désigne toute personne qui a la charge de la conduite d'un camion de ligne pour l'exécution

5. Section 3 is superseded by the following:

"3. *Definitions:* In this decree,

3.01 "distribution line" or "line" means any electric power-carrying line with a voltage under 35,000 volts and any sub-station with a high tension voltage not exceeding 35,000 volts;

3.02 "sub-station" means a sub-station where voltage is transformed and where electric power is handled;

3.03 "group leader" means any employee who is qualified as a class "A" lineman, may be required to perform a class "A" lineman's duties and who is in charge of and supervises all work covered in the professional jurisdiction of this agreement;

3.04 (*a*) "lineman, class "A" means anyone who, in the construction, dismantling or maintenance of power distribution lines or sub-stations, and under the general guidance of a foreman, carries out complex operations such as: properly sagging conductors; installing clamps and hardware; inspecting structures, conductors and insulators; making joints; erecting wooden, galvanized steel or other type structures; installing busbars, circuit breakers, switches, transformers or capacitors, as well as other sub-station equipment. The term also means anyone who performs aerial work on live or dead circuits, using "hot-line" or rubberized tools; assists the foreman in gang work;

(*b*) "lineman, class "B" means anyone working under the general guidance of a foreman and of a class "A" lineman and carrying out the operations mentioned in subsection "*a*" above;

(*c*) "lineman, class "C" means anyone who carries out simpler operations on lines, under the general guidance of a foreman and under the immediate guidance of a class "A" or "B" lineman. No class "C" lineman may work alone on a live line having a voltage above 600 volts;

(*d*) "groundman, apprentice-lineman" means anyone whose work is carried out at ground level under the immediate guidance of a foreman or lineman and consists in assisting in the erection, removal, replacement or repair of distribution lines and sub-stations by performing various manual tasks. From time to time, an apprentice-lineman may also be called upon to perform work usually done by class "A", "B" or "C" linemen, provided such work is done on dead lines;

(*e*) "helper" means anyone who, in connection with the construction, dismantling and maintenance of distribution lines or sub-stations and under the close supervision of a foreman or of a superior-class employee, performs work not belonging to another classification;

(*f*) "driver, line truck" means anyone who is in charge of operating a line truck used in connection with work covered in the professional jurisdiction

de travaux compris dans le champ d'applicatoni professionnel de ce décret et qui aide, au besoin, aux travaux effectués par les monteurs de ligne, et qui agit en qualité de commis de l'équipe.

g) « Conducteur de machinerie » Ce terme désigne toute personne dont le travail consiste à conduire ou à faire manoeuvrer toute machinerie à l'exception du camion de ligne.

h) « Émondeur » Ce mot désigne toute personne dont le travail consiste à couper et à émonder les arbres nuisibles aux lignes de distribution.

i) « Boutefeu » Ce terme désigne toute personne détentrice d'un certificat de boutefeu du Gouvernement du Québec, qui accomplit les tâches nécessaires à l'excavation du sol au moyen d'explosifs et qui conduit ou manoeuvre, au besoin, un marteau piqueur ou une foreuse portative. »

6° L'article 4 est remplacé par le suivant:

« 4. *Salaires horaires:* Les taux horaires minimaux de salaire qui doivent être payés sont les suivants:

		1er janv. 1969
Chef des équipes de ligne	$3.69	$3.95
Monteur de ligne « A »	3.54	3.80
Monteur de ligne « B »	3.39	3.56
Monteur de ligne « C »	3.14	3.30
Aide-monteur à terre, apprenti-monteur	2.91	3.05
Émondeur	3.14	3.30
Conducteur de camion de ligne	2.91	3.16
Chef d'équipe de creusage et mise en place des poteaux	3.39	3.56
Boutefeu	2.91	3.05
Conducteur de compresseur	2.91	3.05
Conducteur de machinerie	3.01	3.16
Aide	2.63	2.76»

7° L'article 5 est remplacé par le suivant:

« 5. *Durée du travail et horaires:*

5.01 La semaine normale de travail ne dépasse pas quarante (40) heures et elle est répartie sur cinq (5) journées normales de huit (8) heures chacune, du lundi au vendredi. Chaque journée normale de travail commence à 8 h et se termine à 17 h avec une (1) heure non rémunérée pour le repas du midi, normalement entre midi et 13 heures.

5.02 Dans tous les cas, les heures du début et de la fin du travail quotidien peuvent être changées, du consentement de l'employeur intéressé et de ses salariés en observant le nombre d'heures normales dans chaque journée.

5.03 Les heures normales de travail doivent être comptées à l'endroit où le travail est effectué.

5.04 Vu la nature de l'industrie couverte par le présent décret et le changement fréquent de chantiers, tout employeur doit payer à chaque salarié, sauf au conducteur de camion de ligne, une indemnité égale à une heure de travail par jour de travail prévu en plus de la rémunération pour les heures effectivement travaillées, pour autant que ce dernier se présente au travail pour chaque jour de travail prévu.

Si le salarié est appelé à travailler le samedi, le dimanche ou un jour férié, l'employeur doit lui accorder une indemnité égale à une heure de travail au taux effectif tout comme s'il s'agissait d'un jour de travail prévu. »

8° L'article 6, intitulé (*Heures supplémentaires*) est remplacé par le suivant:

of this decree; may help linemen in their work, as required may act as group clerk;

(*g*) "machine operator" means anyone whose work consists in driving or operating all types of equipment except line trucks;

(*h*) "trimmer" means any one whose work consists in cutting and trimming branches from trees to clear distribution lines;

(*i*) "shot firer" means anyone who holds a shot firer's certificate issued by the Québec Government; does all work required for earth excavation by means of explosives; may be required to operate a rock drill or a portable drill."

6. Section 4 is replaced by the following:

"4. *Hourly wage rates:* The following minimum hourly wage rates shall be paid:

		Jan. 1st 1969
Group leader	$3.69	$3.95
Lineman, class "A"	3.54	3.80
Lineman, class "B"	3.39	3.56
Lineman, class "C"	3.14	3.30
Groundman, apprentice-lineman	2.91	3.05
Trimmer	3.14	3.30
Driver, line truck	2.91	3.16
Group leader, digging and installation of poles	3.39	3.56
Shot firer	2.91	3.05
Compressor operator	2.91	3.05
Machine operator	3.01	3.16
Helper	2.63	2.76"

7. Section 5 is superseded by the following:

"5. *Hours of work and schedules:*

5.01 Standard hours of work shall not exceed forty (40) a week and eight (8) a day, scheduled between 8:00 a.m. and 5:00 p.m., Monday through Friday with one (1) hour off without pay for the noon meal, usually between noon and 1:00 p.m.

5.02 In all instances, the times for beginning and ending work may be altered after agreement between the employer and his employees, provided that standard working hours in a day be maintained.

5.03 Standard working hours shall be counted where the work is being carried out.

5.04 Because of the type of industry hereby covered and the constant changes of job sites, employers shall grant an additionedl hour's pay, besides payment for hours actually worked each scheduled work day to every employee save line truck drivers, provided the employee be at work on each scheduled work day.

Such additional hour's pay at straight time shall also be granted to any employee who is called in to work on Saturday, Sunday or a general holiday."

8. Section 6 (*Overtime*) is superseded by the following:

« 6. *Heures supplémentaires:*

6.01 Tout travail accompli en dehors de la journée normale de travail définie à l'article 5.01, à la demande expresse de l'employeur, entraîne une majoration de 50% du taux effectif pour les quatre (4) première heures de travail continu et une majoration de 100% du taux effectif pour tout travail continu après ces quatre (4) premières jusqu'à achèvement dudit travail ou jusqu'au début de la journée normale suivante, selon les circonstances.

6.02 Tout travail accompli en dehors de la semaine normale de travail le samedi jusqu'à midi doit être rémunéré au taux effectif majoré de 50% pour les quatre (4) première heures de travail continu et au taux effectif majoré de 100% pour tout travail continu après ces quatre (4) premières heures.

6.03 Tout travail accompli en dehors de la semaine normale de travail, le samedi entre midi et minuit et le dimanche doit être rémunéré au taux effectif majoré de 100%.

6.04 Les salariés ne doivent jamais être tenus de travailler durant une période excédant seize (16) heures sans repos d'une durée d'au moins huit (8) heures.

6.05 Durant toute période de travail supplémentaire à la suite d'une journée normale de travail de huit (8) heures, les salariés ont la permission de prendre une collation à toutes les quatre (4) heures, sans perte de temps. »

9° Le nouvel article 6-A suivant est ajouté:

« 6-A *Jours fériés:*

Le salarié au service de l'employeur depuis au moins trente (30) jours civils consécutifs précédant la Saint-Jean-Baptiste, la fête du Travail ou le jour de l'An, doit recevoir, même si on ne lui demande pas de travailler, une indemnité égale à huit (8) heures de travail à son taux effectif à l'occasion de ces jours fériés, à condition qu'il ait fait l'horaire normal le jour de travail prévu qui précède le jour férié et le jour de travail prévu qui suit ce jour.

Le salarié qui doit travailler le jour de l'An, le jour de la Saint-Jean-Baptiste ou le jour de la fête du Travail, doit être rémunéré au taux effectif majoré de 50% pour les heures faites entre 8 h et 17 h et au taux majoré de 100% pour les heures faites avant 8 h ou après 17 h.

Le salarié qui doit travailler un jour férié observé par la Commission hydroélectrique du Québec, à l'exception du jour de l'An, de la Saint-Jean-Baptiste ou de la fête du Travail, doit être rémunéré au taux effectif pour toutes les heures travaillées pendant ces jours fériés. »

10° L'article 7 est remplacé par le suivant:

« 7. *Indemnité de rappel:*

7.01 Le salarié payé à l'heure qui est rappelé de son domicile pour effectuer du travail en dehors des horaires établis à l'article 5, doit recevoir une indemnité minimale égale à quatre (4) heures au taux minimum pour autant que ces heures de travail ne précèdent pas ou ne suivant pas immédiatement les heures établies à l'article 5. L'application de la présente disposition ne peut donner lieu à plus d'une indemnité pour un ou plusieurs rappels d'un salarié par période de quatre (4) heures. »

11° L'article 8 est remplacé par le suivant:

« 8. *Indemnité d'intempéries:*

Si par suite d'intempéries le travail est arrêté au cours des heures normales de travail, les salariés doivent recevoir une indemnité minimale

"6. *Overtime:*

6.01 All time worked outside the standard hours of work stipulated in subsection 5.01, at the employer's request, shall be paid at time and one half for the first four (4) hours of continuous work and at double time after such four (4) hours, until work is completed or until the beginning of the following standard work day, whichever should come first.

6.02 When work is performed outside the standard work week, time and one half shall be paid for the first four (4) continuous hours' work up to noon Saturday and double time for any subsequent hour worked.

6.03 Double time shall be paid for all work performed outside the standard work week on Saturday between noon and midnight and on Sundays.

6.04 Employees shall not be expected to work more than sixteen (15) hours straight without an 8-hour rest period intervening.

6.05 Whenever overtime is worked after a standard 8-hour day, employees may take time off to eat every four (4) hours, without loss in pay."

9. The following new section 6-A is added:

"6-A *General holidays with pay:*

Employees who have been in an employer's service for at least thirty (30) consecutive calendar days prior to St. John the Baptist Day, Labour Day or New Year's Day, shall be paid for such days, even though they are not required to work, the equivalent of eight (8) hours at straight time. Such holiday pay shall be granted provided employees have worked the working day preceding and following each such general holiday.

Employees required to work on New Year's Day, St. John the Baptist Day or Labour Day shall be paid time and one half for all hours worked between 8:00 a.m. and 5:00 p.m. and double time before 8:00 a.m. or after 5:00 p.m.

Employees required to work on any general holiday observed by Hydro-Québec (except New Year's Day, St. John the Baptist Day and Labour Day) shall be paid double time for each hour worked on such days."

10. Section 7 is replaced by the following:

"7. *Call-back pay:*

7.01 Hourly-paid employees who are called from their home to work outside the standard working hours stipulated in section 5, shall be paid the equivalent of four (4) hours' work at the minimum rate, provided that such additional hours do not immediately precede or follow the standard working hours stipulated in section 5. However, the application of this clause cannot result in employees being paid twice for a same call-back."

11. Section 8 will be superseded by the following:

"8. *Wet-time pay:*

If, during standard working hours, work is stopped due to inclement weather, employees are entitled to a minimum of three (3) hours' pay at

égale à trois (3) heures au taux effectif. Ils doivent rester à la disposition de l'employeur durant cette même période et exécuter tous travaux connexes à leur travail.

À partir du 1er janvier 1969, lorsqu'il s'agit de travaux compris dans des contrats dont les appels d'offres auront été effectués après le 10 février 1968, si le travail est contremandé avant le début des heures normales de travail, les salariés qui se seront rendus au travail comme d'habitude avant d'avoir été avisés que le travail était contremandé, devront recevoir, en plus de la rénumération à laquelle ils ont droit selon l'article 5.04, une indemnité de deux (2) heures au taux effectif. Ils devront rester à la disposition de l'employeur et exécuter tous travaux connexes à leur travail. Si le travail est repris pendant la journée normale, l'indemnité minimale de deux heures continuera de s'appliquer à condition toutefois qu'il n'y ait jamais plus d'une indemnité pour des heures effectivement travaillées durant cette journée. »

12° L'article 11 est remplacé par le suivant:

« 11. *Chambre et pension:*

11.01 Une indemnité de $5.60 par jour de travail prévu doit être payée à chaque salarié qui doit travailler à l'extérieur de l'endroit pour lequel il a été embauché et qui est, de ce fait, normalement obligé de prendre chambre et pension. Un tel salarié doit recevoir dans ce cas une indemnité minimale de $28 par semaine de travail lorsque, pendant la semaine, il n'y a pas de travail prévu à cause d'un jour férié ou que le travail prévu est contremandé à cause d'intempéries. Toutefois, si un salarié ne se présente pas au travail le jour ouvrable précédant ou suivant les jours fériés ou d'intempéries, il perd droit à l'indemnité pour cette journée ouvrable et la ou les journées d'intempéries ou les jours de fêtes. Il perd aussi droit à l'indemnité s'il s'absente un jour ouvrable. Il est entendu que cette indemnité pour le jour ouvrable peut lui être quand même versée si le salarié s'est absenté pour des raisons valables.

11.02 *Indemnité de chambre et pension:* L'employeur n'a pas à verser l'indemnité de chambre et pension lorsque les salariés peuvent être logés dans un camp qu'il a fait aménagé pour eux.

11.03 À compter du 1er janvier 1969, l'indemnité quotidienne prévue au paragraphe 11.01 sera portée à $6 et le minimum hebdomadaire prévu au même article sera porté à $30. »

13° L'article 12 est remplacé par le suivant:

« 12. *Paiement du salaire:*

12.01 Les salaires doivent être payés à toutes les deux (2) semaines ou selon la coutume établie par l'employeur.

12.02 Cependant, à compter du premier (1er) janvier 1969, les salaires doivent être payés à toutes semaines.

12.03 Le bulletin de paie doit contenir les mentions suivantes:

1° le nom de l'employeur;
2° les nom et prénom du salarié;
3° la date du paiement et la période de travail qui correspond au paiement;
4° le nombre d'heures normales;
5° le nombre d'heures supplémentaires;
6° le taux horaire de salaire;
7° le montant du salaire brut;
8° la nature et le montant des retenues opérées;
9° le montant du salaire net. »

straight time. They shall remain at the employer's disposal during such time and shall perform all work connected with their regular work.

Effective January 1, 1969, on work included in contracts that will have been tendered after February 10, 1968, if work is postponed before the regular starting time, employees who have reported in for work as usual and who were not advised of the postponement shall receive at least two (2) hours' pay at straight time besides payment which is due them according to subsection 5.04. They shall remain at the employer's disposal and shall perform all work connected with their regular work. If work resumes during the standard work day, the two-hour minimum shall apply, provided that there be no pyramiding between it and the hours actually worked during the same day."

12. Section 11 is replaced by the following:

"11. *Room and board:*

11.01 Every employee who is assigned to work outside the locality for which he was hired and consequently has to take up room and board, shall receive an allowance of $5.60 for each scheduled work day. Such employee shall receive at least $28 a week whenever a general holiday occurs during the week or when the scheduled work is postponed because of inclement weather. Should an employee be absent from work on the days immediately preceding and following a general holiday or a bad weather day, he shall not be entitled to the allowance for such working day, general holiday(s) or bad-weather day(s). Allowance is also forfeited if the employee is absent from work on a working day. The allowance may be granted when absence from work is due to legitimate reasons.

11.02 *Room and board allowance:* The room and board allowance shall not be paid when employees can find accommodation in a camp supplied by the employer.

11.03 Effective January 1, 1969, the daily allowance provided for in subsection 11.01 will be increased to $6 and the weekly minimum also provided for therein shall be increased to $30".

13. Section 12 is superseded by the following:

"12. *Payment of wages:*

12.01 Wages shall be paid every two (2) weeks or according to the system used by the employer.

12.02 Effective January 1, 1969, wages shall be paid weekly.

12.03 The earnings statement shall list the following particulars:

1. employer's name;
2. employee's given and family names;
3. payment date and work period corresponding thereto;
4. number of hours at straight time;
5. number of overtime hours;
6. hourly wage rate;
7. amount of gross earnings;
8. type and amount of deductions made;
9. amount of take-home pay."

14° L'article 13 est remplacé par le suivant:

« 13. *Application:* Le présent décret sera mis à exécution par chaque Comité paritaire de la construction, formé en vertu de la Loi des décrets de convention collective, dans le champ d'application territorial du décret qu'il applique. Pour ce qui est des territoires non couverts par décrets, l'application du présent décret sera assurée par le Comité conjoint de l'industrie de la construction de la région de Montréal. »

15° L'article 14 est remplacé par le suivant:

« 14. *Durée et renouvellement:* Le présent décret entre en vigueur à compter de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1969. Il se renouvelle automatiquement d'année en année sauf si une des parties en donne avis contraire à l'autre entre le soixantième (60e) jour et le trentième (30e) jour de la date d'échéance. Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail ».

Le greffier du Conseil exécutif,

26224-o JACQUES PRÉMONT.

14. Section 13 is replaced by the following:

"13. *Enforcement:* Each construction industry parity committee, established under the Collective Agreement Decrees Act, shall enforce the present decree within the territorial jurisdiction it administers. The Construction Industry Joint Committee of the Region of Montreal shall ensure the enforcement of this decree in the territories that are not covered by decree."

15. Section 14 is superseded by the following:

"14. *Term and renewal:* The present decree becomes effective on the date it is published in the *Québec Official Gazette* and remains in force until December 31, 1969. It automatically renews itself from year to year thereafter, unless one of the contracting parties gives the other a written notice to the contrary, between the sixtieth (60th) and thirtieth (30th) day before the expiry date. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour."

JACQUES PRÉMONT,

26224-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 3024

Québec, le 18 septembre 1968.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans la région de Victoriaville.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 98 du 29 janvier 1948 et amendements, relatif aux coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames de la région de Victoriaville, ont présenté au ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 13 juillet 1968;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 98, soit modifié comme suit:

1° L'article 102 est remplacé par le suivant:

« 102. Tout travail est interdit les dimanches et les jours fériés suivants: le premier jour de l'An, le 2 janvier, l'Épiphanie, le jour de la Saint-Jean-Baptiste, la fête du Travail, le jour de Noël et le 26 décembre. ».

2° L'article 106 est remplacé par le suivant:

« 106. *Congé annuel payé: a)* Tout salarié ayant travaillé durant douze (12) mois consécutifs ou plus chez le même employeur ou dans le même salon, a droit chaque année à une (1) semaine de congé payé. L'indemnité afférente au congé est de deux pour cent (2%) du salaire gagné pendant la période de référence, y compris les montants reçus à titre de commission.

b) Tout salarié ayant travaillé durant cinq (5) années consécutives ou plus chez le même employeur ou dans le même salon, a droit chaque année à deux (2) semaines de congé payé.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 3024

Québec, September 18, 1968.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Hairdressing Trades in the Victoriaville region.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Hairdressing Trades in the Victoriaville region (made binding by Decree number 98 of January 29, 1948, as amended) have petitioned the Minister of Labour to submit certain amendments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision;

WHEREAS the petition was published in the *Québec Official Gazette* of July 13, 1968;

WHEREAS no objection was raised against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said Decree number 98 be amended as follows:

1. Section 102 is superseded by the following:

"102. No work may be performed on Sundays and the following general holidays: New Year's Day, January 2nd, Epiphany Day, St. John the Baptist Day, Labour Day, Christmas Day and December 26th."

2. Section 106 is replaced by the following:

"106. *Annual vacation with pay:* (*a*) Every employee who has worked twelve (12) consecutive months or more in an employer's service or in the same salon, is entitled to one (1) week's annual vacation with pay. Vacation pay equals two per cent (2%) of wages earned during the qualifying period, including amounts received as commissions.

(*b*) Every employee who has worked five (5) consecutive years or more with the same employer or in the same salon, is entitled to two (2) weeks' annual vacation with pay. Vacation pay

L'indemnité afférente au congé est de quatre pour cent (4%) du salaire gagné pendant la période de référence, y compris les montants reçus à titre de commission.

c) Tout salarié ayant travaillé durant dix (10) années consécutives ou plus chez le même employeur ou dans le même salon, a droit à une indemnité de six pour cent (6%) du salaire gagné pendant la période de référence, y compris les montants reçus à titre de commission.

d) Tout salarié ayant moins de douze (12) mois de service a droit à une demi-journée (½) de congé par mois de service et doit recevoir, à titre d'indemnité de congé, deux pour cent (2%) du salaire gagné y compris les montants reçus en commission, pendant la période de référence.

e) Lorsque le contrat de travail est résilié avant que le salarié ait pu bénéficier de la totalité du congé auquel il avait droit, l'employeur doit lui remettre immédiatement l'indemnité compensatrice de congé à laquelle il a droit.

f) La date des congés reste à la discrétion du salarié, sauf pour les périodes suivantes: les quinze (15) jours qui précèdent le premier jour de l'An et le jour de Pâques.

g) La période de référence s'étend du 1er juin d'une année au 31 mai de l'année suivante. »

3° À l'article 113, les prix minimaux fixés pour la coupe des cheveux ordinaire et en brosse pour adultes sont remplacés par les suivants:

	« *Zones I et II*
Coupe de cheveux ordinaire:	
pour adultes	$1.40
Coupe de cheveux en brosse:	
pour adultes	1.65 »

4° L'article 114 est remplacé par le suivant:

« 114. *Proportion des apprentis:* Dans tout salon de coiffure pour hommes, il peut y avoir un (1) apprenti par coiffeur classe « A », mais pas plus de deux (2) apprentis par salon. »

5° À l'article 118, le prix minimal fixé pour l'ondulation à l'eau est remplacé par le suivant:

	"*Zones I et II*
Ondulation à l'eau (mise en plis)	$1.75»

6° À l'article 118, les services et les prix minimaux suivant sont ajoutés:

	"*Zones I et II*
Teinture des cheveux avec mise en plis	$7.00
Shampooing cocktail	5.50»

Le greffier du Conseil exécutif,
26224-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 3016

Québec, le 18 septembre 1988.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du Comité paritaire de l'Industrie des Arts Grathiques de Québec et du district.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement du Comité paritaire de l'Industrie des Arts Graphiques de Québec et du district, autorisé par règlement

equals four per cent (4%) of wages earned during the qualifying period, including amounts received as commissions.

(*c*) Every employee who has worked ten (10) consecutive years or more with the same employer or in the same salon, is entitled to vacation pay equal to six per cent (6%) of wages earned during the qualifying period, including amounts received as commissions.

(*d*) Every employee who has less than twelve (12) months' service is entitled to one half-day's vacation per service month. Vacation pay shall equal two per cent (2%) of wages earned during the qualifying period, including amounts received as commissions.

(*e*) When the work contract is cancelled before the employee has been able to take his entire vacation due, the employer shall grant him the monetary compensation to which he is entitled.

(*f*) Employees may chose their vacation dates at any time of the year except the fifteen (15) days prior to New Year's Day and Easter.

(*g*) The qualifying period extends from June 1st of one year to May 31st of the following year."

3. In section 113, the prices listed there for regular haircuts and brush cuts for adults are replaced by the following:

	"*Zones I and II*
Regular haircut:	
adults	$1.40
Brushcut:	
adults	1.65"

4. Section 114 is superseded by the following:

"114. *Ratio of apprentices:* In each men's hairdressing salon, there may not be more than one (1) apprentice for each hairdresser class "A". However, there may not be more than two (2) apprentices per salon."

5. In section 118, the prices listed there for a setting is replaced by the following:

	"*Zones I and II*
Setting	$1.75"

6. The following services and minimum prices are added to section 118:

	"*Zones I and II*
Dyeing of hair, with setting	$7.00
"Cocktail" shampoo	5.50"

JACQUES PRÉMONT,
26224-o *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 3016

Québec, September 18, 1968.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the right to levy of the Joint Committee of the Graphic Arts Industry of Québec and district.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the right to levy of the Joint Committee of the Graphic Arts Industry of Québec and district (authorized by a by-law approved by

approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2373 du 7 décembre 1966, soit de nouveau prolongé jusqu'au 31 décembre 1968, aux mêmes taux et conditions.

Le greffier du Conseil exécutif,
26224-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 3011

Québec, le 18 septembre 1968.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du Comité paritaire de l'Automobile de Shawinigan.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement du Comité paritaire de l'Automobile de Shawinigan, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2530 du 20 septembre 1967, soit prolongé jusqu'au 1er décembre 1968, aux mêmes taux et conditions.

Le greffier du Conseil exécutif,
26224-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 3012

Québec, le 18 septembre 1968.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du Comité paritaire de l'Automobile de la région de Trois-Rivières.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement du Comité paritaire de l'Automobile de la région de Trois-Rivières, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2528 du 20 septembre 1967, soit prolongé jusqu'au 1er décembre 1968 aux mêmes taux et conditions.

Le greffier du Conseil exécutif,
26224-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 3014

Québec, le 18 septembre 1968.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du décret relatif à l'industrie de l'imprimerie dans la région de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), le décret numéro 922 du 4 mai 1965 et amendements, relatif à l'industrie de l'imprimerie dans la région de Québec, soit prolongé jusqu'au 31 décembre 1968.

Le greffier du Conseil exécutif,
26224-o JACQUES PRÉMONT.

Order in Council number 2373, dated December 7, 1966) be once again extended until December 31, 1968, at the same rates and under the same conditions.

JACQUES PRÉMONT,
26224-o *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 3011

Québec, September 18, 1968.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the right to levy of The Automobile Parity Committee of Shawinigan region.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the right to levy of the Automobile Parity Committee (authorized by a by-law approved by Order in Council number 2530, dated September 20, 1967) be extended until December 1, 1968, at the same rates and under the same conditions.

JACQUES PRÉMONT,
26224-o *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 3012

Québec, September 18, 1968.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the right to levy of the Automobile Parity Committee of Trois-Rivières region.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the right to levy of the Automobile Parity Committee of Trois-Rivières region (authorized by a by-law approved by Order in Council number 2528, dated September 20, 1967) be extended until December 1, 1968, at the same rates and under the same conditions.

JACQUES PRÉMONT,
26224-o *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 3014

Québec, September 18, 1968.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the decree respecting the Printing Industry in the Québec Region.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), Decree number 922 of May 4, 1965, as amended (Printing Industry in the Québec Region), be extended until December 31, 1968.

JACQUES PRÉMONT,
26224-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 3013

Québec, le 18 septembre 1968.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement de la Commission Conjointe des Coiffeurs pour Dames de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement de la Commission Conjointe des Coiffeurs pour Dames de Montréal, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1586 du 14 juin 1967, soit prolongé jusqu'au 2 avril 1969, aux mêmes taux et conditions.

Le greffier du Conseil exécutif,
26224-o JACQUES PRÉMONT.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 3013

Québec, September 18, 1968.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the right to levy of the Joint Commission of the Ladies' Hairdressing Trade of Montreal.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the right to levy of the Joint Commission of the Ladies' Hairdressing Trade of Montreal (authorized by a by-law approved by Order in Council number 1586, dated June 14, 1967) be extended until April 2, 1969, at the same rates and under the same conditions.

JACQUES PRÉMONT,
26224-o *Clerk of the Executive Council.*

Ministère du Travail

Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des Coiffeurs du Nord-Ouest du Québec, établi en exécution du décret numéro 1574 du 19 septembre 1962 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3020 du 18 septembre 1968, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 29 septembre 1968 au 29 septembre 1969; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1574 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de la liste de paye pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions ou bonis payés).

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1574 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1574 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis).

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

Department of Labour

Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decree Act (RSQ 1964, c. 143, the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Hairdressers' Parity Committee for North Western Québec (established in pursuance of decree number 1574 of September 19, 1962 and amendments), has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the following conditions. A by-law, approved by Order in Council number 3020, dated September 18, 1968, authorizes such levy.

1. *Dues*

The contribution period extends from September 29, 1968 to September 29, 1969. The levy is carried out as follows:

(*a*) Professional employers governed by the said Decree number 1574 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equal to ½ of 1% of their payroll for the employees subject to the said decree, (fixed salaries, percentages, allowances, commissions, or bonuses paid).

(*b*) Artisans governed by the said Decree number 1574 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equal to ½ of 1% of the wages established in the decree for the lowest-paid journeyman.

(*c*) Employees governed by the said Decree number 1574 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equal to ½ of 1% of their wages (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonueses).

2. *Collection of Dues*

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all the information requested by the said Parity Committee must be given. Every month, the professional employer shall complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 30 du moins suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapoprt trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des coiffeurs du Nord-Ouest du Québec, pour la période comprise entre le 29 septembre 1968 et le 29 septembre 1969.

COMITÉ PARITAIRE DES COIFFEURS DU NORD-OUEST DU QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 29 septembre 1968 et le 29 septembre 1969.

Recettes:	
Cotisations patronales	$1,350.00
Cotisations ouvrières	1,350.00
	$2,700.00
Déboursés:	
Salaire du secrétaire	$ 750.00
Salaires du personnel	45.00
Loyer et taxes	65.00
Frais judiciaires	60.00
Frais de vérification	70.00
Impression, papeterie, acc. de bureau	300.00
Poste, téléphone, télégramme	121.00
Intérêt, échange, agios	15.00
Abonnement et publicité	10.00
Frais de déplacements (membres du Comité)	245.00
Frais de délégation	880.00
Frais d'affiliation	18.00
Assurance-caution	10.00
	$2,589.00
Excédent des recettes sur les déboursés prévu	$ 111.00

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 5 octobre 1968. 26224-o

At the end of each week and on the Committee's behalf, the professional employer shall collect the levy by means of a check-off.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 30th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with those of his employees shall accompany said report. The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it deems it advisable to do so.

The levy imposed by the present by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without any previous formal notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his dues or supply necessary information, he will be given five (5) day's notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial Report*

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31, June 30, September 30 and December 31 of each year.

An estimate of receipts and disbursements of the Hairdressers' Parity Committee for North Western Québec, for the September 29, 1968 to September 29, 1969 period is given below.

HAIRDRESSERS' PARITY COMMITTEE FOR NORTH-WESTERN QUÉBEC

Estimate of receipts and disbursements for the period extending from September 29, 1968, to September 29, 1969.

Receipts:	
Employer's dues	$1,350.00
Employees' dues	1,350.00
	$2,700.00
Disbursements:	
Secretary's salary	$ 750.00
Staff's salary	45.00
Rent and taxes	65.00
Legal costs	60.00
Auditor's fees	70.00
Printing, stationery, office equipment	300.00
Postage, telephone, telegrams	121.00
Interest, exchange, agio	15.00
Subscription and advertising	10.00
Travelling expenses (Committee members)	245.00
Delegation expenses	880.00
Affiliation fees	18.00
Fidelity bond	10.00
	$2,589.00
Forecast surplus	$ 111.00

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, October 5, 1968. 26224-o

Avis de prélèvement

Le ministre du Travail, l'honorable Maurice Bellemare, donne avis par les présentes que le Comité Conjoint de l'Industrie de la Fabrication du Métal en feuille, établi en exécution du décret numéro 827 du 14 août 1958, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3021 du 18 septembre 1968, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er octobre 1968 au 1er juin 1969; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 827, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/8 de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions ou bonis payés).

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 827, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/8 de 1% du salaire gagné, pour tout travail effectué en regard des métiers visés par ledit décret. Tout employeur ou employeur professionnel qui pratique lui-même l'un ou l'autre des métiers visés par le décret numéro 827 est de plus considéré comme un artisan aux fins du présent règlement.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 827, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/8 de 1% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions ou bonis).

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité Conjoint met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité Conjoint. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité Conjoint à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité Conjoint le ou avant le mercredi précédant la date de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Sheet Metal Fabrication Industry (established in pursuance of Decree number 827 of August 14, 1958), has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the conditions mentioned below. A by-law, approved by Order in Council number 3021, dated September 18, 1968, authorizes such levy.

1. *Dues*

The contribution period extends from October 1, 1968 to June 1, 1969. The levy is carried out as follows:

(*a*) Professional employers governed by said Decree number 827, shall pay the Joint Committee an amount equivalent to 1/8 of 1% of their payroll for the employees subject to the said decree (fixed salaries, percentages, allowances, commissions or bonuses paid).

(*b*) Artisans governed by said Decree number 827, shall turn over to the Joint Committee an amount equivalent to 1/8 of 1% of wages earned for all work performed in the trades covered by the said decree. For the purposes of this by-law, every employer or professional employer who himself plies one of the trades covered by Decree number 827, is also considered as an artisan.

(*c*) Employees governed by said Decree number 827 shall turn over to the Joint Committee an amount equivalent to 1/8 of 1% of their wages (fixed salaries, percentages, allowances, commissions or bonuses).

2. *Collection of Dues*

To facilite the collection of such dues, the Joint Committee supplies professional employers with report forms on which all the information requested by the said Joint Committee must be given. Every month, the professional employer shall complete, sign and forward his report to the Joint Committee.

At the end of each week and on the Committee's behalf, the professional employer shall collect this levy by mans of a check-off.

The professional employer shall forward his monthly report to the Joint Committee on or before the Wednesday prior to the date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with those of his employees shall accompany the said report. The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it shall deem it advisable to do so.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisans and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his dues or supply necessary information, he shall be given five (5) days' notice so that he may fulfil his obligations towards the Joint Committee.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité Conjoint doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables du Comité Conjoint de l'Industrie de la fabrication du Métal en feuille, pour la période comprise entre le 1er octobre 1968 et le 1er juin 1969.

COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DE LA FABRICATION DE MÉTAL EN FEUILLE

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er octobre 1968 et le 1er juin 1969.

Recettes:	
Cotisations patronales	$ 19,000.00
Cotisations ouvrières	19,000.00
Pénalités et amendes	533.33
Intérêts sur placements	3,866.67
Impôt fédéral	1,866.67
Impôt provincial	1,033.33
Rentes du Québec	106.67
Fonds de pension	243.33
Sécurité sociale, remise au sous-sous-comité	463,333.33
	$508,983.33
Déboursés	
Salaire du secrétaire	$ 2,666.66
Salaires des inspecteurs	10,333.33
Frais d'inspection	2,600.00
Frais judiciaires	1,333.33
Frais de vérification	400.00
Impression, papeterie, acc. de bureau	1,000.00
Poste, téléphone, télégramme	33.33
Intérêt, échange, agios	16.67
Abonnement et publicité	26.67
Jetons de présence (membres du Comité)	566.67
Frais de déplacements (membres du Comité)	2,266.67
Frais de délégation	1,066.67
Assurances générales	133.33
Fonds de pension	486.67
Rentes du Québec	213.33
Impôt fédéral	1,866.67
Impôt provincial	1,033.33
Service: Comité Conjoint des Mat. Const.	9,200.00
Sécurité sociale, remis au sous-comité	463,333.33
	$498,576.59
Excédent des recettes sur les déboursés prévu	$ 10,406.74

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 5 octobre 1968. 26224-o

3. *Financial Report*

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Joint Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

An estimate of receipts and disbursements of the Joint Committee of the Sheet Metal Fabrication Industry, for the October 1, 1968, to June 1, 1969 period is given below.

JOINT COMMITTEE OF THE SHEET METAL FABRICATION INDUSTRY

Estimate of receipts and disbursements for the October 1, 1968, to June 1, 1969, period.

Receipts:	
Employers' dues	$ 19,000.00
Employees' dues	19,000.00
Penalties and fines	533.33
Interest on investments	3,866.67
Federal tax	1,866.67
Provincial tax	1,033.33
Québec Pension Plan	106.67
Pension fund	243.33
Social security turned over to the sub-committee	463,333.33
	$508,983.33
Disbursements:	
Secretary's salary	$ 2,666.66
Inspectors' salaries	10,333.33
Inspection expenses	2,600.00
Legal costs	1,333.33
Auditor's fees	400.00
Printing, stationery, office equipment	1,000.00
Postage, telephone, telegrams	33.33
Interest, exchange, agio	16.67
Subscription and advertising	26.67
Attendance fees (Committee members)	566.67
Travelling expenses (Committee members)	2,266.67
Delegation expenses	1,066.67
General insurance	133.33
Pension fund	486.67
Québec Pension Plan	213.33
Federal tax	1,866.67
Provincial tax	1,033.33
Services: Building Materials Joint Committee	9,200.00
Social security turned over to sub-committee	463,333.33
	$498,576.59
Forecast surplus	$ 10,406.74

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, October 5, 1968. 26224-o

Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'industrie de l'automobile de la région de Joliette, établi en exécution du

Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity

décret numéro 824 du 23 avril 1965, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3017 du 18 septembre 1968, le tout conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés régis par ledit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 8 octobre 1968 au 8 octobre 1969; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 824 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 824 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire moyen fixé par le Comité, soit une cotisation de $0.35 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 824 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile de la région de Joliette, pour la période comprise entre le 8 octobre 1968 et le 8 octobre 1969.

Committee of the Automobile Industry of Joliette and district (established in pursuance of decree number 824 of April 23, 1965 and amendments) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the method and rate hereafter described. A by-law, approved by Order in Council number 3017, dated September 18, 1968, authorizes this levy.

1. *Dues*

The contribution period extends from October 8, 1968, to October 8, 1969. The levy is carried out as follows:

(*a*) Professional employers governed by said Decree number 824 and amendments must pay the Parity Committee and amount equal to ½ of 1% of their payroll for the employees subject to the said decree.

(*b*) Artisans governed by said Decree number 824 and amendments must turn over to the Parity Committee an amount equal to ½ of 1% of the average wage set by the Committee, i.e., dues of 35¢ per week.

(*c*) Employees governed by said Decree number 824 and amendments must pay the Parity Committee an amount equal to ½ of 1% of their wages.

2. *Collection of Dues*

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all the information requested by the said Parity Committee must be given. Every month, the professional employer must complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

At the end of each week and on the Committee's behalf, the professional employer must collect this levy by means of a check-off.

The professional employer must forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with those of his employees must accompany the said report. The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it deems it advisable to do so.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his dues or supply necessary information, he will be given five (5) days' notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial Report*

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee must submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

An estimate of receipts and disbursements of the Parity Committee of the Automobile industry of Joliette and district for the period extending from October 8, 1968, to October 8, 1969, is given below.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE DE LA RÉGION DE JOLIETTE

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 8 octobre 1968 et le 8 octobre 1969.

Recettes:	
Cotisations patronales	$ 8,630.00
Cotisations ouvrières	8,630.00
Cotisations artisanales	4,550.00
Pénalités et amendes	400.00
Honoraires d'examen	300.00
Impôt fédéral	798.20
Impôt provincial	595.40
Rentes du Québec	170.04
Assurance-chômage	49.40
	$24,123.04
Déboursés:	
Salaire du secrétaire	$ 7,000.00
Salaires du personnel	4,160.00
Frais d'inspection	2,600.00
Honoraires: Bureau d'examinateurs	1,080.00
Frais: Bureau d'examinateurs	60.00
Loyer et taxes	488.75
Éclairage, chauffage, entretien	180.00
Frais judiciaires	350.00
Frais de vérification	250.00
Impression, papeterie, acc. de bureau	800.00
Poste, téléphone, télégramme	500.00
Intérêt, échange, agios	100.00
Abonnement et publicité	200.00
Jetons de présence (membres du Comité)	700.00
Frais de déplacements (membres du Comité)	350.00
Frais de délégation	600.00
Frais d'affiliation	200.00
Rentes du Québec	340.08
Assurance-chômage	98.80
Assurance-vie-santé	181.68
Assurance-caution	10.00
Assurances générales	18.00
Impôt fédéral	798.20
Impôt provincial	595.40
	$21,660.91
Excédent des recettes sur les déboursés prévu:	$ 2,462.13
Moins: Subvention à la Commission d'apprentissage:	1,000.00
Surplus prévu:	$ 1,462.13

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 5 octobre 1968. 26224-o

Avis de prélèvement

Le ministre du Travail, l'honorable Maurice Bellemare, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile du comté de Drummond, établi en exécution du décret numéro 2535 du 20 septembre 1967, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3018 du 18 septembre 1968, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

PARITY COMMITTEE OF THE AUTOMOBILE INDUSTRY OF JOLIETTE AND DISTRICT

Estimate of receipts and disbursements for the period extending from October 8, 1968, to October 8, 1969.

Receipts:	
Employers' dues	$ 8,630.00
Employees' dues	8,630.00
Artisans' dues	4,550.00
Penalties and fines	400.00
Examination fees	300.00
Federal tax	798.20
Provincial tax	595.40
Québec Pension Plan	170.04
Unemployment Insurance	49.40
	$24,123.04
Disbursements:	
Secretary's salary	$ 7,000.00
Staff's salary	4,160.00
Inspection expenses	2,600.00
Fees: Board of Examiners	1,080.00
Expenses: Board of Examiners	60.00
Rent and taxes	488.75
Lights, heat, maintenance	180.00
Legal costs	350.00
Auditor's fees	250.00
Printing, stationery, office equipment	800.00
Postage, telephone, telegrams	500.00
Interest, exchange, agio	100.00
Subscription and advertising	200.00
Attendance fees (Committee members)	700.00
Travelling expenses (Committee members)	350.00
Delegation expenses	600.00
Affiliation fees	200.00
Québec Pension Plan	340.08
Unemployment Insurance	98.80
Life, health insurance	181.68
Fidelity bond	10.00
General insurance	18.00
Federal tax	798.20
Provincial tax	595.40
	$21,660.91
Forecast surplus	$ 2,462.13
Less: Apprenticeship Commission subsidy	1,000.00
Forecast net surplus	$ 1,462.13

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, October 5, 1968. 26224-o

Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that *le Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile du comté de Drummond* (established in pursuance of Decree number 2535 of September 20, 1967), has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the conditions outlined below. A by-law, approved by Order in Council number 3018, dated September 18, 1968, authorizes such levy.

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er octobre 1968 au 30 septembre 1969; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 2535 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/3 de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 2535 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/3 de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit $60 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 2535 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/3 de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et ce celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables du Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile du comté de Drummond, pour la période comprise entre le 1er octobre 1968 et le 30 septembre 1969.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE DU COMTÉ DE DRUMMOND

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er octobre 1968 et le 30 septembre 1969.

1. *Dues*

The contribution period extends from October 1, 1968, until September 30, 1969. The levy is carried out as follows:

(*a*) Professional employers governed by said Decree number 2535 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to 1/3 of 1% of their payroll for employees subject to the said decree.

(*b*) Artisans governed by said Decree number 2535 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to 1/3 of 1% of the salary set forth in the Decree for the lowest-paid journeyman, i.e., $60 a week.

(*c*) Employees governed by said Decree number 2535 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to 1/3 of 1% of their wages.

2. *Collection of Dues*

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all the information requested by the said Parity Committee shall be given.

Every month, the professional employer shall complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

At the end of each week and on the Committee's behalf, the professional employer shall collect this levy by means of a check-off.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with those of his employees shall accompany the said report. The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it shall deem it admisable to do so

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his dues or supply necessary information, he will be given five (5) days' notice so that he may fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial Report*

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decree Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

An estimate of receipts and disbursements of le *Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile du comté de Drummond* for the October 1, 1968 to September 30, 1969 period is given below.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE DU COMTÉ DE DRUMMOND

Estimate of receipts and disbursements for the October 1, 1968 to September 30, 1969 period.

Recettes:		*Receipts:*	
Cotisations patronales	$ 4,500.00	Employers' dues	$ 4,500.00
Cotisations ouvrières	4,500.00	Employee's dues	4,500.00
Cotisations artisanales	1,400.00	Artisans' dues	1,400.00
Pénalités et amendes	150.00	Penalties and fines	150.00
Honoraires d'examen	100.00	Examination fees	100.00
Intérêt de banque	200.00	Bank interest	200.00
Impôt fédéral	520.00	Federal tax	520.00
Impôt provincial	420.00	Provincial tax	420.00
Rentes du Québec	81.00	Québec Pension Plan	81.00
Assurance-chômage	72.80	Unemployment Insurance	72.80
	$11,943.80		$11,943.80
Déboursés:		*Dirbursements:*	
Salaire du secrétaire	$ 5,720.00	Secretary's salary	$ 5,720.00
Frais d'inspection	2,700.00	Inspection expenses	2,700.00
Honoraires: Bureau d'examinateurs	800.00	Fees: Board of Examiners	800.00
Loyer et taxes	1,080.00	Rent and taxes	1,080.00
Éclairage, chauffage, entretien	100.00	Lights, heat, maintenance	100.00
Frais judiciaires	500.00	Legal costs	500.00
Frais de vérification	160.00	Auditor's fees	160.00
Impression, papeterie, acc. de bureau	350.00	Printing, stationery, office equipment	350.00
Poste, téléphone, télégramme	400.00	Postage, telephone, telegrams	400.00
Intérêt, échange, agios	75.00	Interests, exchange, agio	75.00
Abonnement et publicité	25.00	Subscription and advertising	25.00
Congés payés (remboursement)	100.00	Vacation pay (re-imbursement)	100.00
Jetons de présence (membres du Comité)	420.00	Attendance fees (Committee members)	420.00
Frais de déplacements (membres du Comité)	1,260.00	Travelling expenses (Committee members)	1,260.00
Frais de délégation	500.00	Delegation expenses	500.00
Cours de formation	450.00	Training courses	450.00
Rentes du Québec	162.00	Québec Pension Plan	162.00
Assurance-chômage	145.60	Unemployment Insurance	145.60
Assurance-caution	25.00	Fidelity bond	25.00
Assurances générales	350.00	General insurance	350.00
Impôt fédéral	520.00	Federal tax	520.00
Impôt provincial	420.00	Provincial tax	420.00
	$16,262.60		$16,262.60
Excédent des déboursés sur les recettes prévu à être comblé par la réserve	$ 4,318.80	Forecast deficit to be made up from the emergency fund	$ 4,318.80

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 5 octobre 1968. 26224-o

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, October 5, 1968. 26224-o

Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie de la boîte de carton de la province de Québec, établi en exécution du décret numéro 1884 du 12 novembre 1947 et amendements, a été autorisé, par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3019 du 18 septembre 1968, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er octobre 1968 au 1er octobre 1969; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1884 et amendements,

Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Paper Box Industry of the Province of Québec (established in pursuance of decree number 1884 of November 12, 1947 and amendments) has been authorized to levy dues on the professional employers and employees subject to the said decree, according to the following conditions. A by-law, approved by Order in Council number 3019, dated September 18, 1968, authorizes such levy.

1. *Dues*

The contributions period extends from October 1, 1968 to October 1, 1969. The levy is carried out as follows:

(*a*) Professional employers governed by said Decree number 1884 and amendments shall pay

doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire total payé à leurs salariés, y compris bonis, etc.

b) Les salariés régis par ledit décret numéro 1884 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur salaire total, y compris bonis, etc.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport, lesquelles doivent être remplies selon les règlements du Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient transmis au Comité à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire, à titre de prélèvement.

Le rapport de l'employeur professionnel, accompagné des cotisations doit être signé et adressé au Comité paritaire dans un délai de quinze (15) jours après l'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

Le Comité paritaire a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus au Comité paritaire de l'Industrie de la boîte de carton de la province de Québec, pour la période comprise entre le 1er octobre 1968 et le 1er octobre 1969.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA BOÎTE DE CARTON DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er octobre 1968 et le 1er octobre 1969.

Recettes:	
Cotisations patronales	$16,300.00
Cotisations ouvrières	16,300.00
Pénalités et amendes	252.00
Intérêts sur placements	632.00
Intérêts de banque	6.00
	$33,490.00

Déboursés:	
Salaire du secrétaire	$ 6,880.00
Salaires du personnel	9,360.00
Salaire inspecteur	4,140.00
Frais d'inspection	1,300.00
Loyer et taxes	1,840.00
Frais judiciaires	1,800.00
Frais de vérification	600.00
Impression, papeterie, accessoires de bureau	400.00
Poste, téléphone, télégramme	290.00
Intérêts, échanges, agios	30.00
Abonnement et publicité	50.00
Jetons de présence (membres du Comité)	980.00

the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the total wages paid their employees, including bonuses, etc.

(*b*) Employees governed by said decree number 1884 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their total wages, including bonuses, etc.

2. *Collection of Dues*

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms which should be completed according to the Parity Committee's regulations. The professional employer shall see that these forms be forwarded to the Committee every month.

At the end of each week, the professional employer shall collect the levy by means of a check-off.

The professional employer's report together with the accompanying dues shall be signed and forwarded to the Parity Committee within fifteen (15) days after the expiry date of the period for which it is required.

The Parity Committee has the authority to exact an attestation of the said report whenever it deems it advisable to do so.

3. *Financial Report*

In accordance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31, June 30, September 30 and December 31 of each year.

An estimate of receipts and disbursements of the Joint Committee of the Paper Box Industry of the Province of Québec, for the period extending from October 1, 1968 to October 1, 1969 is given below.

THE JOINT COMMITTEE OF THE PAPER BOX INDUSTRY OF THE PROVINCE OF QUÉBEC

Estimate of receipts and disbursements for the period extending from October 1, 1968, to October 1, 1969.

Receipts:	
Employers' dues	$16,300.00
Employees' dues	16,300.00
Penalties and fines	252.00
Interest on investments	632.00
Bank interest	6.00
	$33,490.00

Disbursements:	
Secretary's salary	$ 6,880.00
Staff's salary	9,360.00
Inspector's salary	4,140.00
Inspection expenses	1,300.00
Rent and taxes	1,840.00
Legal costs	1,800.00
Auditor's fees	600.00
Printing, stationery, office equipment	400.00
Postage, telephone, telegrams	290.00
Interest, exchange, agio	30.00
Subscription and advertising	50.00
Attendance fees (Committee members)	980.00

Frais de déplacements (membres du Comité)	$ 4,200.00	Travelling expenses (Committee members)	$ 4,200.00
Frais de délégation	1,000.00	Delegation expenses	1,000.00
Frais d'affiliation	110.00	Affiliation fees	110.00
Assurance-caution	25.00	Fidelity bond	25.00
Assurances générales	20.00	General insurance	20.00
	$33,025.00		$33,025.00
Excédent des recettes sur les déboursés prévu	$ 465.00	Forecast surplus	$ 465.00

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 5 octobre 1968. 26224-o

Deputy Minister of Labour.
DONAT QUIMPER,

Department of Labour,
Québec, October 5, 1968. 26224-o

Compagnies dissoutes

Abercorn Traders Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Abercorn Traders Ltd. », constituée en corporation le 7 avril 1960, à compter du 1er octobre 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 11073-60

Adelena Holding Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Adelena Holding Corporation », constituée en corporation le 15 juin 1964, à compter du 1er octobre 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 2731-64

Allclair Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, d'accepter l'abandon de charte de « Allclair Ltd. », constituée en corporation le 28 avril 1961, à compter du 1er octobre 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 12114-61

Allcan Bureau of Investigation Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Allcan Bureau of Investigation Inc. », constituée en corporation le 29 juin 1966, à compter du 1er octobre 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 881-66

Birch Lake Enterprises Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accep-

Companies Dissolved

Abercorn Traders Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Abercorn Traders Ltd.", incorporated on April 7, 1960, on and from October 1, 1968.

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
LS-PHILIPPE BOUCHARD,

26193 11073-60

Adelena Holding Corporation

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Adelena Holding Corporation", incorporated on June 15, 1964, on and from October 1, 1968.

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
LS-PHILIPPE BOUCHARD,

26193 2731-64

Allclair Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Allclair Ltd.", incorporated on April 28, 1961, on and from October 1, 1968.

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD,

26193 12114-61

Allcan Bureau of Investigation Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Com-Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Allcan Bureau of Investigation Inc.", incorporated on June 29, 1966, on and from October 1, 1968.

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
LS-PHILIPPE BOUCHARD,

26193 881-66

Birch Lake Enterprises Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased

ter l'abandon de charte de « Birch Lake Enterprises Limited », constituée en corporation le 10 juin 1950, à compter du 1er octobre 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 4400-60

Canadian Shoe Pattern Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Canadian Shoe Pattern Co. Ltd. », constituée en corporation le 30 septembre 1946, à compter du 1er octobre 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 6605-46

Champlain Hardware Supplies Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Champlain Hardware Supplies Ltd. », constituée en corporation le 20 juin 1961, à compter du 1er octobre 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 13207-61

Club Social des Employés de la St-Regis Consolidated Packaging Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Club Social des Employés de la St-Regis Consolidated Packaging Limited », constituée en corporation le 24 mai 1966, à compter du 1er octobre 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 1273-66

T. Dell'Elce Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « T. Dell'Elce Inc. », constituée en corporation le 8 septembre 1966, à compter du 1er octobre 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3609-66

Dorzada Corporation Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Dorzada Corporation Ltd. », constituée en corporation le 28 juin 1957, à compter du 1er octobre 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29193-o 11869-57

to accept the surrender of the charter of "Birch Lake Enterprises Limited", incorporated on June 10, 1950, on and from October 1, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193 4400-50

Canadian Shoe Pattern Co. Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Canadian Shoe Pattern Co. Ltd.", incorporated on September 30, 1946, on and from October 1, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193 6605-46

Champlain Hardware Supplies Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of « Champlain Hardware Supplies Ltd.", incorporated on June 20, 1961, on and from October 1, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29193 13207-61

Club Social des Employés de la St-Regis Consolidated Packaging Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Club Social des Employés de la St-Regis Consolidated Packaging Limited", incorporated on May 24, 1966, on and from October 1, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193 1273-66

T. Dell'Elce Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "T. Dell'Elce Inc.", incorporated on September 8, 1966, on and from October 1, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29193 3609-66

Dorzada Corporation Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Dorzada Corporation Ltd.", incorporated on June 28, 1957, on and from October 1, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193 11869-57

Les Entreprises Jefro ltée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Les Entreprises Jefro ltée », constituée en corporation le 15 mars 1962, à compter du 1er octobre 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29193-o 10609-62

Les Entreprises Jefro ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Les Entreprises Jefro ltée", incorporated on March 15, 1962, on and from October 1, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29193 10609-62

Garage Fortin & Cie (Matane) limitée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Garage Fortin & Cie (Matane) limitée », constituée en corporation le 24 août 1949, à compter du 14 septembre 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 6484-49

Garage Fortin & Cie (Matane) limitée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Garage Fortin & Cie (Matane) limitée", incorporated on August 24, 1949, on and from September 14, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29193 6484-49

Gardale Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Gardale Corp. », constituée en corporation le 4 mars 1959, à compter du 1er octobre 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 11253-59

Gardale Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Gardale Corp.", incorporated on March 4, 1959, on and from October 1, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193 11253-59

Grundy Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Grundy Investments Ltd. », constituée en corporation le 3 juillet 1959, à compter du 1er octobre 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 13999-59

Grundy Investments Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Grundy Investments Ltd.", incorporated on July 3, 1959, on and from October 1, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193 13999-59

Ligue des Citoyens d'Ayersville inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Ligue des Citoyens d'Ayersville inc. », constituée en corporation le 22 juin 1965, à compter du 1er octobre 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 2875-65

Ligue des Citoyens d'Ayersville inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Ligue des Citoyens d'Ayersville inc.", incorporated on June 22, 1965, on and from October 1, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193 2875-65

Saflor Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, d'accepter l'abandon de charte de « Saflor Enterprises Inc. », constituée en corporation le 4 novembre 1963, à compter du 1er octobre 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 4697-63

Saflor Enterprises Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Saflor Enterprises Inc.", incorporated on November 4, 1963, on and from October 1, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193 4697-63

Sam Starke Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Sam Starke Inc. », constituée en corporation le 15 janvier 1955, à compter du 1er octobre 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 10042-55

Les Transactions St-Laurent inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Les Transactions St-Laurent inc. », constituée en corporation le 21 juin 1965, à compter du 1er octobre 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 2452-65

Travel Togs Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Travel Togs Inc. », constituée en corporation le 15 avril 1946, à compter du 1er octobre 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 3509-46

Victorian Order of Nurses (Rouyn-Noranda) Branch
L'Ordre des Infirmières Victoria (Rouyn-Noranda) Succursale

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Victorian Order of Nurses (Rouyn-Noranda) Branch — L'Ordre des Infirmières Victoria (Rouyn-Noranda) Succursale », constituée en corporation le 13 février 1956, à compter du 1er octobre 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 13608-55

Video System Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, d'accepter l'abandon de charte de « Video System Inc. », constituée en corporation le 30 septembre 1955, à compter du 1er octobre 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26193-o 12506-55

Sam Starke Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Sam Starke Inc.", incorporated on January 15, 1955, on and from October 1, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193 10042-55

Les Transactions St-Laurent inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Les Transactions St-Laurent inc.", incorporated on June 21, 1965, on and from October 1, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193 2452-65

Travel Togs Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Travel Togs Inc.", incorporated on April 15, 1946, on and from October 1, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193 3509-46

Victorian Order of Nurses (Rouyn-Noranda) Branch
L'Ordre des Infirmières Victoria (Rouyn-Noranda) Succursale

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Victorian Order of Nurses (Rouyn-Noranda) Branch — L'Ordre des Infirmières Victoria (Rouyn-Noranda) Succursale", incorporated on February 13, 1956, on and from October 1, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193 13608-55

Video System Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Video System Inc.", incorporated on September 30, 1955, on and from October 1, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26193 12506-55

Sièges sociaux

Marlu Limited

Avis est donné que la compagnie « Marlu Limited », a déménagé son siège social de Granby à 9250, avenue du Parc, Montréal.

Le secrétaire-trésorier,
SIMON JACKSON.

26217 10453-61

Head Offices

Marlu Limited

Notice is given that "Marlu Limited", has transferred its head office from Granby, to 9250 Park Avenue, Montreal.

SIMON JACKSON,
Secretary-Treasurer.

26217-o 10453-61

Anel Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Anel Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 26 juin 1968, a établi son bureau dans la province de Québec, au numéro civique 2103 est, de la rue Jean-Talon, dans les cité et district de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est et sera considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Signé à Montréal, le 26e jour du mois de juin 1968.

(Sceau) *Le président,*
JEAN VIAU.

26213-o 2791-68

Caveben limitée

Avis est donné que la compagnie « Caveben limitée » constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies, en date du 5 décembre 1967 et ayant son siège social dans la ville de Montréal, a établi son bureau au numéro 3285 boul. Cavendish.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, le 17 juin 1968.

Le président,
PIERRE FOURNELLE.

26214-o 4907-67

Importations Roger Pier ltée
Roger Pier Imports Ltd.

La compagnie « Importations Roger Pier ltée — Roger Pier Imports Ltd. », ayant son siège social dans la ville de Montréal, a établi son bureau au no 2520 est de la rue Beaubien.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 20e jour de septembre 1968. *Le vice-président,*
JEAN RIVARD.

26215-o 2990-68

Matériaux de l'Outaouais inc.

Avis est donné que la compagnie « Matériaux de l'Outaouais inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 28 juin 1968, a établi son bureau à Ville-Marie, district de Témiscamingue.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré comme étant le bureau principal de la compagnie.

Daté à Ville-Marie, ce 28 juin 1968.

La secrétaire-trésorière,
MME ALICE ÉTHIER.

26216-o 3040-68

La Société Technique d'Aménagement Régional inc.

Avis est donné que la compagnie « La Société Technique d'Aménagement Régional inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 14 mai 1968, et ayant son siège social dans la cité de Montréal a établi son bureau au numéro 9666, de la rue Péloquin.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 3e jour de septembre 1968. *Le secrétaire,*
RAOUL ROUTHIER.

26219-o 1690-68

Anel Inc.

Notice is hereby given that "Anel Inc.", a company incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent dated June 26, 1968, and having its head office in the province of Québec, has established its office at civic number 2103 Jean Talon Street East, in the city and district of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Signed at Montreal, this 26th day of June, 1968.

(Seal) JEAN VIAU,
President.

26213-o 2791-68

Caveben limitée

Notice is hereby given that "Caveben limitée" incorporated by letters patent under the Companies Act, on December 5, 1967, and having its head office in the city of Montreal has established its office at 3285 Cavendish Boulevard.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, June 17, 1968.

PIERRE FOURNELLE,
President.

26214 4907-67

Importations Roger Pier ltée
Roger Pier Imports Ltd.

"Importations Roger Pier ltée — Roger Pier Imports Ltd.", having its head office in the city of Montreal, has established its office at No. 2520 Beaubien Street East.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 20th day of September, 1968. JEAN RIVARD,
Vice-president.

26215 2990-68

Matériaux de l'Outaouais inc.

Notice is hereby given that "Matériaux de l'Outaouais inc.", incorporated by letters patent under date of June 28, 1968 has established its head office at Ville-Marie, district of Témiscamingue.

As and from this date, the said office is considered by the company as being its principal office.

Dated at Ville-Marie, June 28, 1968.

MRS. ALICE ÉTHIER,
Secretary-Treasurer.

26216-o 3040-68

La Société Technique d'Aménagement Régional inc.

Notice is hereby given that "La Société Technique d'Aménagement Régional inc.", incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent dated May 14, 1968, has established its head office at 9666 Peloquin Street, in the city of Montreal.

As and from this date, the said office is considered by the company as being its principal office.

Given at Montreal, this 3rd day of September, 1968. RAOUL ROUTHIER,
Secretary.

26219-o 1690-68

Moléba Auto-Neige ltée

Avis est donné que la compagnie « Moléba Auto-Neige ltée », a changé son siège social du numéro 6241, boulevard Monk, Montréal, au numéro 80, rue Sainte-Marguerite, ville de Mercier.

Le secrétaire,
RENÉ BADAROUS.

26218-o 4841-66

Moléba Auto-Neige ltée

Notice is given that "Moléba Auto-Neige ltée", has transferred its head office from 6241 Monk Boulevard, Montreal, to 80 Sainte-Marguerite Street, city of Mercier.

RENÉ BADAROUS,
Secretary.

26218-o 4841-66

Westpark Country Club (1968) Ltd.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Westpark Country Club (1968) Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes accordées en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de la province, le 7e jour de mars 1968, et ayant son siège social dans la ville de Dollard des Ormeaux, a établi son siège social à 10, chemin Wilson.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la corporation comme étant son siège social.

Donné à Dollard des Ormeaux, dans la province de Québec, ce 10e jour de juillet 1968.

Le secrétaire,
ALFRED M. STEINER.

26220 194-68

Westpark Country Club (1968) Ltd.

Notice is hereby given that "Westpark Country Club (1968) Ltd.", a corporation incorporated by letters patent granted under Part III of the Companies Act, of the Province, on the 7th day of March, 1968, and having its head office in the town of Dollard des Ormeaux, has established its head office at 10 Wilson Road.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the corporation as being the head office of the corporation.

Dated at Dollard des Ormeaux, in the Province of Québec, this 10th day of July, 1968.

ALFRED M. STEINER,
Secretary.

26220-o 194-68

L'Association des Tireurs au Pistolet du Québec

Avis est donné que la compagnie « L'Association des Tireurs au Pistolet du Québec », constituée en corporation en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, en date du 17e jour de mars 1967 et ayant son siège social dans Montréal, district de Montréal, a établi son bureau au numéro 3700 de la rue Duquesne.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 26e jour de janvier 1968.

Le président,
F. LAPOINTE.

26236 244-67

Québec Handgunners Association

Notice is given that the company "Québec Handgunners Association", incorporated under the Companies Act (Part III) on the 17th day of March 1967, and having its head office in the city of Montreal, has established its head office at 3700 Duquesne Street.

From the date of the present notice, the said office is considered by the company to be the head office.

Given at Montreal, this 26th day of January 1968.

F. LAPOINTE,
President.

26236-o 244-67,

Constructec Inc.

Avis est donné que la compagnie « Constructec Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 31 juillet 1968, et ayant son bureau principal dans la Ville de Brossard, district de Montréal, a établi son bureau au numéro 7415, Mirabeau.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Sorel, ce 3 septembre 1968.

(Sceau) *Le président,*
JEAN GUERTIN.

26237-o 3445-68

Constructec Inc.

Notice is given that "Constructec Inc.", incorporated by letters patent bearing date July 31, 1968, and having its head office in the town of Brossard, district of Montreal, has established its office at number 7415 Mirabeau.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given in Sorel, September 3, 1968.

(Seal) JEAN GUERTIN,
President.

26237 3445-68

École de Sexologie de Montréal inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « École de Sexologie de Montréal inc. », incorporée par lettres patentes octroyées sous l'empire de la partie I de la Loi des compagnies en date du 19 août 1968, a été établie à 4649 Van Horne à Montréal dit district et qu'à compter de la date de cet avis ladite adresse civique sera considérée comme le siège social de la compagnie.

Montréal, le 18 septembre 1968.

Le secrétaire,
ANDRÉ PERREAULT.

26238-o 3418-68

École de Sexologie de Montréal inc.

Notice is given that the company "École de Sexologie de Montréal inc.", incorporated by letters patent granted under Part I of the Companies Act, dated August 19, 1968, has been established at 4649 Van Horne, in Montreal, said district and that from and after the date of this notice, the said civic address will be considered as the head office of the company.

Montréal, September 18, 1968.

ANDRÉ PERREAULT,
Secretary.

26238 3418-68

Ventes pour taxes

Cité de Montréal-Nord

Avis public est, par les présentes, donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère à l'Hôtel de Ville de Montréal-Nord, MERCREDI, le TRENTIÈME jour d'OCTOBRE 1968, à DIX heures de l'avant-midi, heure avancée, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Sales for Taxes

City of Montreal-North

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by auction at the Town Hall of the city of Montreal-North, WEDNESDAY, the THIRTIETH day of OCTOBER, 1968, at TEN o'clock in the forenoon, daylight saving time, to satisfy the payment of the municipal and school taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastre Cadastral	Subdivisions
René Gamache	8	926.
(avec bâtisse dessus érigée)		(with building thereon erected)
Raymond Maurice Desrosiers	8	938.
(avec bâtisse dessus érigée)		(with building thereon erected)
La Maison Moderne Ltée	15	2.
	16	1.
	17	1P.
(avec bâtisse dessus érigée)		(with building thereon erected)

Une partie du lot un (P. 1) subdivision du lot originaire dix-sept (17) cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet en la municipalité de la cité de Montréal-Nord, de figure irrégulière, bornée en front vers le nord-ouest par partie dudit lot 17-1 (boulevard Gouin) vers le nord-est par le lot 17-14 (rue Hector Lamarre) vers l'est par les lots 16-1 et 15-2, vers le sud-est par le lot 17-13 et vers le sud-ouest par partie du lot 18-671, 18P, et partie du lot 18-629, mesurant soixante-cinq pieds et soixante-quinze centièmes de pied (65.75′) et vingt et un pieds et un centième de pied (21.01′) en front sur le boulevard Gouin, quarante-huit pieds et quatre-vingt-huit centièmes de pied (48.88′) et quatre-vingt-six pieds et trois dixièmes de pied (86.3′) dans ses lignes nord-est et est, quatre-vingt-dix-neuf pieds et sept dixièmes de pied (99.7′) dans sa ligne sud-est, et cent trente-deux pieds et quatre-vingt-huit centièmes de pied (132.88′) dans sa ligne sud-ouest et contenant une superficie de douze mille cinq cent quarante-six pieds carrés et trente-cinq centièmes, mesure anglaise (12,546.35 p.c. m.a.).

Part of lot one (P. 1) subdivision of original lot seventeen (17) of the official cadastre of the parish of Sault-au-Récollet in the municipality of the city of Montreal-North, of irregular figure, bounded in front towards the northwest by part of said lot 17-1 (Gouin Blvd) towards the northeast by lot 17-14 (Hector Lamarre Street) towards the east by lots 16-1 and 15-2, towards the southeast by lot 17-13 and towards the southwest by part of lot 18-671, original 18P, and 18-629. Measuring sixty-five feet and seventy-five hundredths of a foot (65.75′) and twenty-one feet and one hundredth of a foot (21.01′) in front along Gouin Boulevard, forty-eight feet and eighty-eight hundredths of a foot (48.88′) and eighty-six feet and three tenths of a foot (86.3′) in its northeast and east lines, ninety-nine feet and seven tenths of a foot (99.7′) in its southeast line and one hundred and thirty-two feet and eighty-eight hundredths (132.88′) in its southwest line, and containing an area of twelve thousand five hundred and forty-six square feet and thirty-five hundredths, English measure (12,546.35 s.f. E.m.).

Olympia Development Co.	15	224.
Lionel Charlebois	20	P.

Une partie du lot originaire vingt (P. 20), cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet, en la municipalité de la cité de Montréal-Nord. De figure irrégulière. Borné vers le nord-ouest par les lots 20-1 et 20-2 vers le nord-est et le sud-est par partie dudit lot originaire 20, et vers le sud-ouest par partie du lot 22-56, et par partie du lot originaire 22. Mesurant quarante pieds et soixante-seize centièmes de pieds (40.76′) dans sa limite nord-ouest, cent soixante-six pieds (166′) dans sa limite nord-est, trente pieds (30′) dans sa limite sud-est et cent soixante-trois pieds (163′), plus ou moins, dans sa limite sud-ouest et contenant une superficie de mille quatre cent soixante-quinze pieds carrés plus ou moins, mesure anglaise (1,475 p.c. m.a.).

Part of original lot twenty (P. 20) cadastre of the parish of Sault-au-Récollet in the municipality of the city of Montreal-North. Of irregular form. Bounded towards the northwest by lots 20-1 and 20-2, towards the northeast and southeast by part of said original lot 20, and towards the southwest by part of lot 22-56 and part of original lot 22. Measuring forty feet and seventy-six hundredths of a foot (40.76′) in its northwest line, one hundred and sixty-six (166′) feet in its northeast line, thirty (30′) feet in its southeast line and one hundred and sixty-three (163′) feet, more or less, in its southwest line, and containing an area of one thousand, four hundred and seventy-five square feet, more or less, English measure, (1,475 s.f. E. m.).

Lionel Charlebois	20	1P.

Une partie du lot un (P. 1) subdivision du lot originaire vingt (20) cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet en la municipalité de la cité de Montréal-Nord. De figure trapézoïdale. Borné vers le nord-ouest par partie dudit lot 20-1 (Boul. Gouin) vers le nord-est par partie du lot 20-2, vers le sud-est par partie du lot originaire 20, et vers le sud-ouest par partie du lot 21-20, et vers le sud-ouest par partie du lot 21-1. Mesurant cinq pieds et quatre-vingt-quatorze centièmes de pied (5.94′) dans sa limite nord-ouest, cent pieds et soixante-sept centièmes de pied (100.67′) dans sa limite nord-est, cinq pieds et soixante-seize centièmes de pieds (5.76′) dans sa limite sud-est et quatre-vingt-dix-huit pieds et quarante-huit centièmes de pied (98.48′) dans sa limite sud-ouest et contenant une superficie de cinq cent quatre-vingt-cinq pieds carrés et soixante et un centièmes, mesure anglaise (585.61 p.c. m.a.).

Part of lot one (P. 1) subdivision of original lot twenty (20) of the official cadastre of the parish of Sault-au-Récollet in the municipality of the city of Montreal-North. Of trapezoidal form. Bounded towards the northwest by part of said lot 20-1 (Gouin Blvd) towards the northeast by part of lot 20-2, towards the southeast by part of original lot 20, and towards the southwest by part of lot 21-1. Measuring five feet and ninety-four hundredths of a foot (5.94′) in its northwest line, one hundred feet and sixty-seven hundredths of a foot (100.67′) in its northeast line, five feet and seventy-six hundredths of a foot (5.76′) in its southeast line, and ninety-eight feet and forty-eight hundredths of a foot (98.48′) in its southwest line and containing an area of five hundred and eighty-five square feet and sixty-one hundredths, English measure, (585.61 s.f. E. m.).

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastre Cadastral	Subdivisions
Lionel Charlebois	20	2P.
Une partie du lot deux (P. 2) subdivision du lot originaire vingt (20) cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet en la municipalité de la cité de Montréal-Nord. De figure trapézoïdale. Borné vers le nord-ouest par partie dudit lot 20-2 (Boul. Gouin) vers le nord et le sud-est par partie du lot originaire 20, et vers le sud-ouest par partie du lot 20-1. Mesurant douze centièmes de pied (0.12′) dans sa limite nord-ouest, quatre-vingt-seize pieds et soixante et onze centièmes de pieds (96.71′) dans sa limite nord, trente-cinq pieds (35′) dans sa limite sud-est, et quatre-vingt-dix-huit pieds et quarante-huit centièmes de pied (98.48′) dans sa limite sud-ouest et contenant une superficie de mille six cent quarante-trois pieds carrés et quatre-vingt-dix-huit centièmes, mesure anglaise (1,643.98 p.c. m.a.).		Part of lot two (P. 2) subdivision of original lot twenty (20) of the official cadastre of the parish of Sault-au-Récollet in the municipality of the city of Montreal North. Of trapezoidal form. Bounded towards the northwest by part of said lot 20-2 (Gouin Blvd) towards the north and the southeast by part of original lot 20, and towards the southwest by part of lot 20-1. Measuring twelve hundredths (0.12′) of a foot in its northwest line, ninety-six feet and seventy-one hundredths of a foot in its north line, thirty-five (35′) feet in its southeast line, ninety-eight feet and forty-eight hundredths of a foot (98.48′) in its southwest line and containing an area of one thousand six hundred and forty-three square feet and ninety-eight hundredths. English measure, (1,643.98 s.f. E.m.).
Lionel Charlebois	21	1P.
Une partie du lot un (P. 1) subdivision du lot originaire vingt et un (21) du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet en la municipalité de la cité de Montréal-Nord. De figure irrégulière. Borné vers le nord-ouest par partie dudit lot 21-1 et par partie du boulevard Gouin vers le nord-est par partie du lot 20-1, vers le sud-est et le sud-ouest par partie du lot originaire 22. Mesurant cinquante-quatre pieds et un dixième de pied (54.1′) et neuf pieds et neuf dixièmes de pied (9.9′) dans ses deux limites nord-ouest, quatre-vingt-dix-huit pieds et quarante-huit centièmes de pied (98.48′) dans sa limite nord-est, trente-trois pieds et huit dixièmes de pieds (33.8′) dans sa limite sud-est et soixante-dix-huit pieds et neuf dixièmes de pied (78.9′) dans sa limite sud-ouest et contenant une superficie de trois mille neuf cent quatre-vingt-seize pieds carrés et onze centièmes de pied, mesure anglaise (3,996.11 p.c. m.a.).		Part of lot one (P. 1) subdivision of lot twenty-one (21) of the official cadastre of the parish of Sault-au-Récollet in the municipality of the city of Montreal-North. Of irregular form. Bounded towards the northwest by part of said lot 21-1 and by Gouin Boulevard, towards the northeast by part of lot 20-1, towards the southeast and southwest by parts of said original lot 22. Measuring fifty-four feet and one tenth of a foot (54.1′) and nine feet and nine tenths of a foot (9.9′) in its northwest line, ninety-eight feet and forty-eight hundredths of a foot (98.48′) in its northeast line, thirty-three feet and eight tenths of a foot (33.8′) in its southeast line and seventy-eight feet and nine tenths (78.9′) in its southwest line, and containing an area of three thousand, nine hundred and ninety-six square feet and eleven hundredths of a foot, English measure, (3,996.11 s.f. E.m.).
Serafini Inc. (avec bâtisse dessus érigée)	23	91. (with building thereon erected)
Marconi Construction Ltée	27	245-3.
Enrico Sadori	27	245-9.
(avec bâtisse dessus érigée)		(with building thereon erected)
Sydney O. Spinner (avec bâtisse dessus érigée)	29	224, 225. (with building thereon erected)
André Claude Joyal	31	546.
J. Albert Gauthier Ltée	38	637P.
Une partie du lot six cent trente-sept (P. 637) subdivision du lot originaire trente-huit (38) cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet en la municipalité de la cité de Montréal-Nord. De figure rectangulaire. Borné vers le nord-ouest par partie du lot 38-1563, vers le nord-est par les lots 38-1538 à 38-1555, vers le sud-est par partie du lot 38-698 (rue Forest) et vers le sud-ouest par partie dudit lot 38-637, mesurant cinq cent vingt-trois pieds (523′) de largeur par une profondeur de six pieds (6′) et contenant une superficie de trois mille cent trente-huit pieds carrés, mesure anglaise (3.138 p.c. m.a.).		Part of lot six hundred and thirty-seven (P. 637) subdivision of original lot thirty-eight (38) cadastre of the official parish of Sault-au-Récollet in the municipality of the city of Montreal-North. Of rectangular figure. Bounded towards the northwest by part of lot 38-1563, towards the northeast by lots 38-1538 to 38-1555, towards the southeast by part of lot 38-698 (Forest Street) and towards the southwest by part of said lot 38-637. Measuring five hundred and twenty-three feet (523′) in width by a depth of six (6′) feet and containing an area of three thousand one hundred and thirty-eight square feet, English measure. (3,138 s.q. E.m.).
Dame Marthe Beaulieu (épouse séparée de biens de wife separate as to property of Pierre Rodrigue) (avec bâtisse dessus érigée)	63	254. (with building thereon erected)
Chapire Inc. (avec bâtisses dessus érigées)	63	255, 256. (with buildings thereon erected)
Robert Houle (avec bâtisse dessus érigée)	69	P. (with building thereon erected)
Une partie du lot soixante-neuf (P. 69) cadastre de de la paroisse du Sault-au-Récollet en la municipalité de la cité de Montréal-Nord, mesurant cette partie, vingt-huit pieds et quatre-vingt-quatre centièmes de pied dans une de ses lignes sud-est, soixante-trois pieds et sept dixièmes de pied dans son autre ligne sud-est, cent douze pieds dans sa ligne ouest, cent un pieds dans sa ligne nord-est; et borné comme suit: vers le sud-est par une partie non subdivisée du lot numéro soixante-neuf, expropriée par la cité de Montréal-Nord pour l'élargissement du boulevard Gouin et par le boulevard Gouin Est, vers l'ouest par la partie du lot numéro soixante-quatorze ci-après décrite, vers le nord-ouest par la Rivière des Prairies, et vers le nord-est par une autre partie non subdivisée du lot soixante-neuf et d'une superficie de quatre mille huit cent trente-sept pieds carrés et soixante-neuf centièmes, mesure anglaise (4,837.69 p.c. m.a.).		Part of original lot sixty-nine (P. 69) cadastre of the parish of Sault-au-Récollet in the municipality of the city of Montreal-North. Bounded towards the southeast by part of said lot 69 (Gouin Blvd) towards the west by part of original lot 94, towards the northwest by the Des Prairies River, and towards the northeast by an other part of said original lot 69. Measuring twenty-eight feet and eighty-four hundredths of a foot (28.84′) in one of its southeast line, sixty-three feet and seven tenths (63.7′) in its other southeast line, one hundred and twelve (112′) feet in its west line, forty-five (45′) feet in its northwest line, and one hundred and one feet (101′) in its northeast line, and containing an area of four thousand, eight hundred and thirty-seven square feet and sixty-nine hundredths, English measure. (4,837.69 s.f. E.m.).

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastre Cadastral	Subdivisions
Robert Houle (avec bâtisse dessus érigée)	74	P. (with building thereon erected)

Une partie du lot soixante-quatorze (P. 74) cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet en la municipalité de la cité de Montréal-Nord, mesurant quatre pieds et trois dixièmes de pied dans sa ligne sud-est, soixante-dix-sept pieds dans sa ligne sud-ouest, vingt-cinq pieds et six centièmes de pied dans sa ligne nord-ouest et cent douze pieds dans sa ligne est, et bornée comme suit: vers le sud-est par une partie non subdivisée dudit lot numéro 74 expropriée par la cité de Montréal-Nord, pour l'élargissement du boulevard Gouin, vers le sud-ouest par une autre partie non subdivisée dudit lot numéro 74, vers l'ouest par une partie non subdivisée du lot numéro 75, vers le nord-ouest par la Rivière des Prairies et vers l'est par la partie non subdivisée dudit lot numéro 69 ci-dessus décrite.

Part of original lot seventy-four (P. 74) cadastre of the parish of Sault-au-Récollet in the municipality of the city of Montreal-North. Bounded towards the southeast by part of said original lot 74, towards the west by part of original lot 75, towards the northwest by the Des Prairies River and towards the east by part of original lot 69. Measuring four feet and three tenths of a foot (4.3′) in its southeast line, seventy-seven (77′) feet in its scuthwest line, twenty-five feet and six tenths of a foot (25.6′) in its west line, forty-one (41′) feet in its northwest line and one hundred and twelve (112′) feet in its east line, and containing an area of two thousand four hundred and sixty-two square feet and sixty-three hundredths, English measure, (2,462.63 s.f. E.m.).

Robert Houle (avec bâtisse dessus érigée)	75	P. (with building thereon erected)

Une partie du lot soixante-quinze (P. 75) du cadastre officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet en la municipalité de la cité de Montréal-Nord et mesurant vingt-deux pieds dans sa ligne sud-ouest, douze pieds dans sa ligne nord-ouest et vingt-cinq pieds et six centièmes de pied dans sa ligne est et bornée comme suit: vers le sud-ouest par une autre partie non subdivisée dudit lot 75, vers le nord-ouest par la Rivière des Prairies, et vers l'est par la partie non subdivisée dudit lot 74 ci-dessus décrite et d'une superficie de cent vingt-cinq pieds carrés, mesure anglaise (125 p.c. m.a.).

Part of original lot seventy-five (P. 75) of the official cadastre of the parish of Sault-au-Récollet in the municipality of the city of Montreal-North. Bounded towards the southwest by another part of said original lot 75, towards the northwest by the Rivière des Prairies and towards the east by a part of original lot 74. Measuring twelve (12′) feet in its northwest line and twenty-five feet and six tenths of a foot (25.6′) in its east line and containing an area of one hundred and twenty-five square feet, English measure, (125 s.f. E.m.).

Pasquale Cardone (avec bâtisse dessus érigée)	76	550P. (with building thereon erected)

Une partie du lot cinq cent cinquante (P. 550) subdivision du lot originaire soixante-seize (76) cadastre officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet en la municipalité de la cité de Montréal-Nord. De figure restangulaire. Borné vers le nord-est par partie du lot 76-573 (avenue Paris) vers le sud-est par le lot 76-551, vers le sud-ouest par partie du lot 77-612, et vers le nord-ouest par partie dudit lot 76-550. Mesurant douze pieds et cinq dixièmes de pied (12.5′) de largeur par une profondeur de trente-neuf pieds et cinq dixièmes de pied (39.5′) et contenant une superficie de quatre cent quatre-vingt-treize pieds carrés et soixante-quinze centièmes, mesure anglaise (493.75 p.c. m.a.).

Part of lot five hundred and fifty (P. 550) subdivision of original lot seventy-six (76) of the official cadastre of the parish of Sault-au-Récollet in the municipality of the city of Montreal-North. Of rectangular form. Bounded towards the northeast by part of lot 76-573 (Paris Avenue), towards the southeast by lot 76-551, towards the southwest by part of lot 77-612, and towards the northwest by part of lot 76-550. Measuring twelve feet and five tenths of a foot (12.5′) in widh by a depth of thirty-nine feet and five tenths of a foot (39.5′) and containing an area of four hundred and ninety three square feet and seventy-five hundredths, English measure, (493.75 s.f. E.m.).

Pasquale Cardone (avec bâtisse dessus érigée)	76	551. (with building thereon erected)
	77	611.
	77	612P.

Une partie du lot six cent douze (P. 612) subdivision du lot originaire soixante-dix-sept (77) du cadastre officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet en la municipalité de la cité de Montréal-Nord. De figure rectangulaire. Borné vers le nord-est par partie du lot 76-550, vers le sud-est par le lot 77-611, vers le sud-ouest par partie du lot 77-566 et vers le nord-ouest par partie dudit lot 77-612. Mesurant douze pieds et cinq dixièmes de pied (12.5′) de largeur par une profondeur de quarante pieds et cinq dixièmes de pied (40.5′) et contenant une superficie de cinq cent six pieds carrés et vingt-cinq centièmes, mesure anglaise. (506.25 p.c. m.a.).

Part of lot six hundred and twelve (P. 612) subdivision of original lot seventy-seven (77) of the official cadastre of the parish of Sault-au-Récollet in the municipality of the city of Montreal-North. Of rectangular form. Bounded towards the northeast by part of lot 76-550, towards the southeast by lot 77-611, towards the southewst by part of lot 77-566 and towards the northwest by part of said lot 77-612. Measuring twelve feet and five tenths of a foot (12.5′) in width by a depth of forty feet and five tenths of a foot (40.5′) and containing an area of five hundred and six square feet and twenty-five hundredths, English measure, (506.25 s.f. E.m.).

Jean-Paul Émond (avec bâtisse dessus érigée)	85	540. (with building thereon erected)
	85	541P.

Une partie du lot cinq cent quarante et un (P. 541) subdivision du lot originaire quatre-vingt-cinq (85) cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet en la municipalité de la cité de Montréal-Nord. De figure trapézoïdale. Borné vers le nord-est par partie du lot 85-561 (avenue Laurentides) vers le sud-est par partie dudit lot 85-541, vers le sud-ouest par partie du lot 86-405 et vers le nord-ouest par le lot 85-540. Mesurant douze pieds et cinq dixièmes de pied (12.5′) de largeur par une profondeur de quatre-vingt-quatre pieds (84′) dans sa ligne nord-ouest et quatre-vingt-quatre pieds et un dixième de pied (84.1′) dans sa ligne sud-est et contenant une superficie de mille cinquante pieds carrés et six dixièmes, mesure anglaise (1,050.6 p.c. m.a.).

Part of lot five hundred and forty-one (P. 541) subdivision of original lot eighty-five (85) cadastre of the parish of Sault-au-Récollet in the municipality of the city of Montreal-North. Of trapezoidal form. Bounded towards the northeast by part of lot 85-561 (Laurentides Ave.), towards the southeast by part of said lot 85-541, towards the southwest by part of lot 86-405 and towards the northwest by the lot 85-540. Measuring twelve feet and five tenths of a foot (12.5′) in width by a depth of eighty-four (84′) feet in its northwest line and eighty-four feet and one tenth (84.1′) in its southeast line and containing an area of one thousand and fifty square feet and six tenths, English measure, (1,050.6 s.f. E.m.).

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastre Cadastral	Subdivisions
Jean-Paul Émond (avec bâtisse dessus érigée)	85	541P., 542. (with building thereon erected)

Une partie du lot cinq cent quarante et un (P. 541) subdivision du lot originaire quatre-vingt-cinq (85) cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet en la municipalité de la cité de Montréal-Nord. De figure trapézoïdale. Borné vers le nord-est par partie du lot 85-561 (Avenue Laurentides) vers le sud-est par le lot 85-542, vers le sud-ouest par partie des lots 86-406 et 86-405 et vers le nord-ouest par partie dudit lot 85-541. Mesurant douze pieds et cinq dixièmes de pied (12.5′) de largeur par une profondeur de quatre-vingt-quatre pieds et un dixième de pied (84.1′) dans sa ligne nord-ouest et quatre-vingt-quatre pieds et deux dixièmes de pied (84.2′) dans sa ligne sud-est et contenant une superficie de mille cinquante et un pieds carrés et neuf dixièmes, mesure anglaise (1,051.9 p.c. m.a.).

Part of lot five hundred and forty-one (P. 541) subdivision of original lot eighty-five (85) cadastre of the parish of Sault-au-Récollet in the municipality of the city of Montreal North. Of trapezoidal form. Bounded towards the northeast by part of lot 85-561 (Laurentides Ave.) towards the southeast by lot 85-542, towards the southwest by part of lots 86-406 and 86-405 and towards the northwest by part of lot 85-541. Measuring twelve feet and five tenths of a foot (12.5′) in width by a depth of eighty-four feet and one tenth of a foot (84.1′) in its northwest line and eighty-four feet and two tenths of a foot (84.2′) in its southeast line and containing an area of one thousand and fifty-one square feet and nine tenths, English measure. (1,051.9 s.f. E.m.).

Réal & Irène Lacroix	97	566, 567, 568.
René Lacroix (avec bâtisse dessus érigée)	97	598P. à-to 601P. (with building thereon erected)

Une partie du lot cinq cent quatre-vingt-dix-huit (P. 598) subdivision du lot origmaire quatre-vingt-dix-sept (97) cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet en la municipalité de la cité de Montréal-Nord. Borné vers le sud-ouest par partie dudit lot 97-598 (Boulevard St-Michel) vers le nord-ouest par partie du lot 97-597, vers le nord-est par partie du lot 97-587 (ruelle) et vers le sud-est par partie du lot 97-599. De figure trapézoïdale. Mesurant vingt-cinq pieds (25′) de largeur par une profondeur de cent vingt-huit pieds et soixante-cinq centièmes de pied (128.65′) dans sa limite nord-ouest et cent vingt-quatre pieds et quatre-vingt-huit centièmes de pied (124.88′) dans sa limite sud-est et contenant une superficie de trois mille cent soixante-neuf pieds carrés, mesure anglaise (3,169 p.c. m.a.).

Part of lot five hundred and ninety-eight (P. 598) subdivision of original lot ninety-seven (97) cadastre of the parish of Sault-au-Récollet in the municipality of the city of Montreal-North. Of trapezoidal figure. Bounded towards the southwest by part of said lot 97-598 (St. Michel Blvd) towards the northwest by part of lot 97-597, towards the northeast by part of lot 97-587 (lane) and towards the southeast by part of lot 97-599. Measuring twenty-five (25′) feet in width by a depth of one hundred and twenty-eight feet and sixty-five hundredths of a foot (128.65′) in its northwest line, and one hundred and twenty-four feet and eighty-eight hundredths (124.88′) in its southeast line and containing an area of three thousand one hundred and sixty-nine square feet, English measure. (3,169 s.f. E.m.).

Une partie du lot cinq cent quatre-vingt-dix-neuf (P. 599) subdivision du lot originaire quatre-vingt-dix-sept (97) cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet en la municipalité de la cité de Montréal-Nord. Borné vers le sud-ouest par partie dudit lot 97-599 (Boul. St-Michel) vers le nord-ouest par partie du lot 97-598, vers le nord-est par partie du lot 97-587 (ruelle) et vers le sud-est par partie du lot 97-600. De figure trapézoïdale. Mesurant vingt-cinq pieds (25′) de largeur par une profondeur de cent vingt-quatre pieds et quatre-vingt-huit centièmes de pied (124.88′) dans sa limite nord-ouest et cent vingt et un pieds et un centième de pied (121.01′) dans sa limite sud-est et contenant une superficie de trois mille soixante-treize pieds carrés, mesure anglaise (3,073 p.c. m.a.).

Part of lot five hundred and ninety-nine (P. 599) subdivision of original lot ninety-seven (97) cadastre of the parish of Sault-au-Récollet in the municipality of the city of Montreal-North. Bounded towards southwest by part of said lot 97-599 (Boul. St. Michel) towards the northwest by part of lot 97-598, towards the northeast by part of lot 97-587 (lane) and towards the southeast by part of lot 97-600. Of trapezoidal figure. Measuring twenty-five feet (25′) in width by a depth of one hundred and twenty-four feet and eighty-eight hundredths of a foot (124.88′) in its northwest line and one hundred and twenty-one feet and one hundredth of a foot (121.01′) in its southeast line and containing an area of three thousand seventy-three square feet, English measure. (3,073 s.f. E.m.).

Une partie du lot six cents (P. 600) subdivision du lot originaire quatre-vingt-dix-sept (97) cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet en la municipalité de la cité de Montréal-Nord. Borné vers le sud-ouest par partie dudit lot 97-600 (Boul. St-Michel) vers le nord-ouest par partie du lot 97-599, vers le nord-est par partie du lot 97-587 (ruelle) et vers le sud-est par partie du lot 97-601. De figure trapézoïdale. Mesurant vingt-cinq pieds (25′) de largeur par une profondeur de cent vingt et un pieds et un centième de pied (121.01′) dans sa limite nord-ouest et cent dix-sept pieds et quatorze centièmes de pied (117.14′) dans sa limite sud-est et contenant une superficie de deux mille neuf cent soixante-seize pieds carrés, mesure anglaise (2,976 p.c. m.a.).

Part of lot six hundred (P. 600) subdivision of original lot ninety-seven (97) cadastre of the parish of Sault-au-Récollet in the municipality of the city of Montreal-North. Bounded towards the southwest by part of said lot 97-600 (St. Michel Blvd), towards the northwest by part of lot 97-599, towards the northeast by part of lot 97-587 (lane) and towards the southeast by part of lot 97-601. Of trapezoidal figure. Measuring twenty-five (25′) feet in width by a depth of one hundred and twenty-one feet and one hundredth of a foot (121.01′) in its northwest line and one hundred and seventeen feet and fourteen hundredths of a foot (117.14′) in its southeast line and containing an area of two thousand nine hundred and seventy-six square feet, English measure. (2,976 s.f. E.m.).

Une partie du lot six cent un (P. 601) subdivision du lot originaire quatre-vingt-dix-sept (97) cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet en la municipalité de la cité de Montréal-Nord. Borné vers le sud-ouest par partie dudit lot 97-601 (Boul. St-Michel) vers le nord-ouest par partie du lot 97-600, vers le nord-est par partie du lot 97-587 (ruelle) et vers le sud-est par partie du lot 97-602. De figure trapézoïdale. Mesurant vingt-cinq pieds (25′) de largeur par une profondeur de cent dix-sept pieds et quatorze centièmes de pied (117.14′) dans sa limite nord-ouest et cent treize pieds et vingt-sept centièmes de pied (113.27′) dans sa limite sud-est et contenant une superficie de deux mille huit cent soixante-dix-neuf pieds carrés, mesure anglaise. (2,879 p.c. m.a.).

Part of lot six hundred and one (P. 601) subdivision of original lot ninety-seven (97) cadastre of the parish of Sault-au-Récollet in the municipality of the city of Montreal-North. Bounded towards the southwest by part of said lot 97-601 (St. Michel Blvd), towards the northwest by part of lot 97-600, towards the northeast by part of lot 97-587 (lane) and towards the southeast by part of lot 97-602. Of trapezoidal figure. Measuring twenty-five feet (25′) in width by a depth of one hundred and seventeen feet and fourteen hundredths of a foot (117.14′) in its northwest line and one hundred thirteen feet and twenty-seven hundredths of a foot (113.27′) in its southeast line and containing an area of two thousand eight hundred and seventy-nine square feet, English measure. (2,879 s.f. E.m.).

Émile Asselin (avec bâtisse dessus érigée)	115	49-1, 49-2, 48-1-1, 48-1-2. (with building thereon erected)

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastre Cadastral	Subdivisions
Émile Asselin	115	53-1.
	115	151 à-to 155.
Chapire Inc.	121	27.

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet et situés dans la cité de Montréal-Nord.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives ou occultes, attachées ausdits immeubles.

Donné en la cité de Montréal-Nord, ce 25e jour du mois de septembre 1968.

Le secrétaire-trésorier,
26242-40-2-o RENÉ BERGERON, C.A.

The above immovables are all in the plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet and situated in the city of Montreal-North.

The said sale will be made with all active and passive servitudes apparent or occult, attached to the said properties.

Given at the city of Montreal-North, this 25th day of the month of September, 1968.

RENÉ BERGERON, C.A.,
26242-40-2-o *Secretary-Treasurer.*

Ville de Senneterre

Veuillez prendre note que dans la description des immeubles à être vendus, les mots « Maison seulement » dans la version française et « House Only » dans la version anglaise s'appliquent seulement à la fiche 6-28 de M. Hervé Fortin.

L'avis en question a été publié dans la *Gazette* du 21 septembre 1968 à la page 5000 et dans celle du 28 septembre 1968 à la page 5177. Ceci dans le but d'éviter toute confusion à ce sujet.

26083-38-2-o-x

Town of Senneterre

Notice is hereby given that in the description of the immovables to be sold, "Maison seulement" in the French version and "House Only" in the English version only apply to card 6-28 belonging to Mr. Hervé Fortin.

The notice in question was published in the *Gazette* of September 21, 1968, on page 5000 and in the one of September 28, 1968, on page 5177. This is in order to avoid any confusion on this subject.

26083-38-2-o-x

Chartes — demandes d'abandon de

Charters — Application for Surrender of

La Compagnie Forestière du Saguenay

Prenez avis que « La Compagnie Forestière du Saguenay » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Chicoutimi, le 23 septembre 1968.

Le procureur de la compagnie,
26197-o ME MAURIL TREMBLAY.

La Compagnie Forestière du Saguenay

Take notice that "La Compagnie Forestière du Saguenay" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Chicoutimi, September 23, 1968.

ME MAURIL TREMBLAY,
26197 *Attorney for the Company.*

Gravel & Gravel ltée

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Gravel & Gravel ltée », une compagnie constituée en vertu des dispositions de la Loi des compagnies et ayant son bureau chef en la cité de Chicoutimi-Nord, district de Chicoutimi, s'adressera au ministre des institutions financières compagnies et coopératives afin de demander la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Donné à Chicoutimi-Nord, ce 20e jour de septembre 1968.

Les procureurs de la compagnie,
FORTIN, TREMBLAY,
26199-o BÉGIN & GAUTHIER.

Gravel & Gravel ltée

Notice is hereby given that "Gravel & Gravel ltée", a corporation incorporated under the Companies Act and having is head office in the city of Chicoutimi-Nord, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provision of the Companies Act.

Given at Chicoutimi-Nord, this 20th day of September 1968.

FORTIN, TREMBLAY,
BÉGIN & GAUTHIER,
26199-o *Attorneys for the Company.*

Davis Realty & Investment Corporation

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Davis Realty & Investment Corporation », constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, en date du 8 septembre 1956, demandera la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, le 25 septembre 1968.

Le secrétaire,
26230 EDWARD DAVIS.

Davis Realty & Investment Corporation

Notice is hereby given that "Davis Realty & Investment Corporation", incorporated by letters patent of the Province of Québec dated September 8, 1956 will make application for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, September 25, 1968.

EDWARD DAVIS,
26230-o *Secretary.*

G. Cusson Automobile ltée

Avis est, par les présentes, donné que « G. Cusson Automobile ltée », compagnie constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies et ayant son siège social à Delson, comté de Laprairie, province de Québec, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 6 septembre 1968.

Le secrétaire,
26198-o RAYMOND BISSON.

Charter Oak Stables Inc.

Prenez avis que la compagnie « Charter Oak Stables Inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Sherbrooke, ce 12 septembre 1968.

Les procureurs de la compagnie,
NADEAU, STEINMAN, NADEAU & DUBÉ.
26227-o

Club Kinsmen Auteuil inc.

Prenez avis que « Club Kinsmen Auteuil inc. », club social, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 28 août 1968.

Le procureur de la compagnie,
26228-o ME JEAN-MARC RICHER, *notaire.*

Le Club Kinsmen Ste-Rose inc.

Prenez avis que « Le Club Kinsmen Ste-Rose inc. », club social, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,
26229-o ME JEAN-MARC RICHER, *notaire.*

Les Établissements Galvanart ltée

Prenez avis que la compagnie « Les Établissements Galvanart ltée », demandera, au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,
26231-o GÉRARD DUFRESNE, *notaire.*

Opus Realty Co.

Avis est donné que « Opus Realty Co. », une corporation ayant son siège social en les ville et district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Les procureurs,
26248 GARVIS, BORENSTEIN & BRODER.

Rich Meat & Delicatessen Ltd.

« Rich Meat & Delicatessen Ltd. », donne avis par la présente qu'en vertu de la Loi des Compagnies, elle fera application au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce 25e jour de septembre, 1968.

La secrétaire,
26250-o MME ROSEMARIE RICH.

G. Cusson Automobile ltée

Notice is hereby given that "G. Cusson Automobile ltée", a company incorporated under Part one of the Companies Act, and having its head office at Delson, county of Laprairie, Province of Québec, will apply to the Minister of Finance Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter.

Montreal, September 6, 1968.

RAYMOND BISSON,
26198-o *Secretary.*

Charter Oak Stables Inc.

Notice is hereby given that "Charter Oak Stables Inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave its charter.

Sherbrooke, September 12, 1968.

NADEAU, STEINMAN, NADEAU & DUBÉ,
Attorneys for the company.
26227

Club Kinsmen Auteuil inc.

Take notice that "Club Kinsmen Auteuil inc.", social club, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, August 28, 1968.

ME JEAN-MARC RICHER, *Notary,*
26228 *Attorney for the company.*

Le Club Kinsmen Ste-Rose inc.

Notice is hereby given that "Le Club Kinsmen Ste-Rose inc.", a social club, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

ME JEAN-MARC RICHER, *Notary,*
26229 *Attorney for the company.*

Les Établissements Galvanart ltée

Take notice that the Company "Les Établissements Galvanart ltée", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for permission to surrender its charter.

GÉRARD DUFRESNE, *Notary,*
26231-o *Attorney for the company.*

Opus Realty Co.

Notice is hereby given that "Opus Realty Co.", a corporation having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

GARVIS, BORENSTEIN & BRODER,
26248-o *Attorneys.*

Rich Meat & Delicatessen Ltd.

"Rich Meat & Delicatessen Ltd.", hereby gives notice under the Companies Act that it will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, this 25th day of September, 1968.

MRS. ROSEMARIE RICH,
26250-o *Secretary.*

Atchison Davis Hardware Limited

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Atchison Davis Hardware Limited », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la cité de Val d'Or, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir l'autorisation d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Val d'Or, ce 23e jour d'août 1968.

Le procureur de la compagnie,
26245 ARMAND GILBERT, *notaire.*

Atchison Davis Hardware Limited

Notice is hereby given that "Atchison Davis Hardware Limited", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Val d'Or, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the companies Act.

Dated at Val d'Or, this 23rd day of August, 1968.

ARMAND GILBERT, *Notary,*
26245-o *Attorney for the Company.*

La Centrale Audio-Visuelle inc.

Prenez avis que la compagnie « La Centrale Audio-Visuelle inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce 30e jour de septembre 1968.

Le secrétaire,
26246-o AURÈLE DAOUST.

La Centrale Audio-Visuelle inc.

Notice is hereby given that "La Centrale Audio-Visuelle inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, this 30th day of September 1968.

AURÈLE DAOUST,
26246-o *Secretary.*

Immeubles Vanda inc.
Vanda Realties Inc.

Prenez avis que la compagnie « Immeubles Vanda inc.— Vanda Realties Inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Le notaire,
26247-o ME DOMENIC MANZO.

Immeubles Vanda inc.
Vanda Realties Inc.

Notice is hereby given that "Immeubles Vanda inc.— Vanda Realties Inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

ME DOMENIC MANZO,
26247 *Notary.*

Les Quilles de Thetford limitée

Prenez avis que la compagnie « Les Quilles de Thetford limitée », compagnie incorporée en vertu de la première partie de la loi des Compagnies et ayant son siège social à Thetford Mines, demandera au ministre des institutions financières compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Thetford Mines, ce 3e jour de septembre 1968.

Les procureurs de la requérante,
26249-o CLOUTIER & LANDRY, *notaires.*

Les Quilles de Thetford Limited

Notice is hereby given that "Les Quilles de Thetford Limited", corporation incorporated under the first part of Companies Act and having its head office in the city of Thetford Mines, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Thetford Mines, this 3st day of September 1968.

CLOUTIER & LANDRY, *Notaries,*
26249-o *Attorneys for the company.*

Standard-Triumph (Québec) Limited

Avis est donné que « Standard-Triumph (Québec) Limited », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Toronto, ce 5e jour de septembre 1968.

(Sceau) *Le vice-président,*
26251 W. R. TUER.

Standard-Triumph (Québec) Limited

Notice is hereby given that "Standard-Triumph (Québec) Limited", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Toronto, this 5th day of September, 1968.

(Seal) W. R. TUER,
26251-o *Vice-President.*

Divers
Compagnies

Atchison Davis Hardware Limited

Avis est donné que la compagnie « Atchison Davis Hardware Limited », a adopté le règlement numéro 6 décrétant la distribution des biens de la compagnie proportionnellement aux actions détenues par chacun des actionnaires.

Le procureur de la compagnie,
ARMAND GILBERT, notaire.

26245-o

Canadian Lady-Canadelle Inc.

Avis est donné que « Canadian Lady-Canadelle Inc. » a changé le nombre de ses administrateurs, de 3 à 5.

Le président,
D. L. NADLER.

26200 435-30

Cancon Holdings Inc.

Avis est donné que, par règlement, la compagnie « Canadian Consolidated Agencies Inc. », a changé son nom en celui de « Cancon Holdings Inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26201-o 10024-59

Compagnie Pharmaceutique Vita ltée

Avis est donné que la « Compagnie Pharmaceutique Vita ltée », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le secrétaire,
JEAN RIVARD.

26202-o 2589-64

Coréame inc.

Avis est donné que, par règlement, la compagnie « Mouvement Éducationnel des Adultes du Québec (Québec) inc. », a changé son nom en celui de « Coréame inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26203-o 4083-65

J. T. Gendron inc.

Avis est donné que la compagnie « J. T. Gendron inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 8.

Le secrétaire,
CLAUDE GENDRON.

26204-o 3230-47

Hôtel Lafayette Montréal inc.

Avis est donné que la compagnie « Hôtel Lafayette Montréal inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
JEAN-CHARLES TREMBLAY.

26205-o 12492-62

McLean Management Ltd.

Avis est donné que « McLean Management Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs, de 6 à 7.

Le trésorier,
JAMES H. YATES.

26207 10714-59

Miscellaneous
Companies

Atchison Davis Hardware Limited

Notice is given that "Atchison Davis Hardware Limited", has adopted by-law number 6 enacting the distribution of the assets of the company proportionately to the number of shares held by each of the shareholders.

ARMAND GILBERT, notaire,
Attorney for the company.

26245

Canadian Lady-Canadelle Inc.

Notice is given that "Canadian Lady-Canadelle Inc." has changed the number of its directors from 3 to 5.

D. L. NADLER,
President.

26200-o 435-30

Cancon Holdings Inc.

Notice is given that, by by-law, the company "Canadian Consolidated Agencies Inc.", has changed its name to that of "Cancon Holdings Inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26201 10024-59

Compagnie Pharmaceutique Vita ltée

Notice is given that the "Compagnie Pharmaceutique Vita ltée", has changed the number of its directors, from 5 to 3.

JEAN RIVARD,
Secretary.

26202 2589-64

Coréame inc.

Notice is given that, by by-law, the company "Mouvement Éducationnel des Adultes du Québec (Québec) inc.", has changed its name to that of "Coréame inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26203 4083-65

J. T. Gendron inc.

Notice is given that "J. T. Gendron inc.", has changed the number of its directors, from 5 to 8.

CLAUDE GENDRON,
Secretary.

26204 3230-67

Hôtel Lafayette Montréal inc.

Notice is hereby given that "Hôtel Lafayette Montréal inc.", has changed the number of its directors, from 3 to 4.

JEAN-CHARLES TREMBLAY,
Secretary.

26205 12492-62

McLean Management Ltd.

Notice is given that "McLean Management Ltd.", has changed the number of its directors from 6 to 7.

JAMES H. YATES,
Treasurer.

26207-o 10714-59

Institution des Sourds de Montréal

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 16 septembre 1968, approuvé les règlements généraux de la corporation « Institution des Sourds de Montréal », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26206-o 5177-66

Institution des Sourds de Montréal

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Compagnies et Cooperatives has, on September 16, 1968, approved the general by-laws of the corporation "Institution des Sourds de Montréal", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26206 5177-66

Meilleur Enterprises Corp.

Avis est donné que, par règlement, la compagnie « Meilleur Building Corp. », a changé son nom en celui de « Meilleur Enterprises Corp. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26208-o 1793-64

Meilleur Enterprises Corp.

Notice is hereby given that, by by-law, the company « Meilleur Building Corp.", has changed its name to that of "Meilleur Enterprises Corp.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26208 1793-64

Mid Chibougamau Mines Ltd. (No Personal Liability)

Avis est donné que « Mid Chibougamau Mines Ltd. » (No Personal Liability) a changé le nombre de ses administrateurs, de 9 à 5.

Le secrétaire,
J. O. SABOURIN.

26209 11044-56

Mid Chibougamau Mines Ltd. (No Personal Liability)

Notice is given that "Mid Chibougamau Mines Ltd." (No Personal Liability) has changed the number of its directors from 9 to 5.

J. O. SABOURIN,
Secretary.

26209-o 11044-56

Saguenay Furniture Company Meubles Saguenay ltée

Avis est donné que, par règlement, « Saguenay Furniture Company », a changé son nom en celui de « Saguenay Furniture Company — Meubles Saguenay ltée ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26210-o 2232-30

Saguenay Furniture Company Meubles Saguenay ltée

Notice is hereby given that by by-law "Saguenay Furniture Company", has changed its name into that of "Saguenay Furniture Company — Meubles Saguenay ltée".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions. Companies and Cooperatives.

26210 2232-30

Source Vive ltée

Avis est donné que, par règlement, « La Compagnie d'Eau Vive ltée », a changé son nom en celui de « Source Vive ltée ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26211-o 2825-68

Source Vive ltée

Notice is hereby given, by by-law, that "La Compagnie d'Eau Vive ltée", has changed its name into that of "Source Vive ltée".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26211 2825-68

Wise Bros. Limited

Avis est donné que « Wise Bros. Limited », a changé le nombre de ses administrateurs, de 3 à 4.

Le secrétaire,
RALPH WISE.

26212 3592-49

Wise Bros. Limited

Notice is given that "Wise Bros. Limited", has changed the number of its directors from 3 to 4.

RALPH WISE,
Secretary.

26212-o 3592-49

Friends of Yeshiva and Mesivta Torah Vodaath

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 30 août 1968, approuvé les règlements généraux de la corporation « Friends of Yeshiva and Mesivta Torah Vodaath », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26233-o 3256-68

Friends of Yeshiva and Mesivta Torah Vodaath

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, on August 30, 1968, approved the general by-laws of "Friends of Yeshiva and Mesivta Torah Vodaath", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26233 3256-68

Brind'Amour & Fils inc.

Avis est donné que la compagnie « Brind'-Amour & Fils inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 5.

Le secrétaire,
S. I. BECK.

26232-o 5553-48

Prima Film inc.

Avis est donné que la compagnie « Prima Film inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 10 à 15.

Le secrétaire,
LUC LARIVÉE.

26234-o 3878-63

Travel Center of Westmount Inc.

Avis est donné que « Travel Center of Westmount Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs, de 3 à 5.

Le secrétaire-trésorier,
LISA HOTOP.

26235 5255-67

Brind'Amour & Fils inc.

Notice is hereby given that "Brind'Amour & Fils inc.", has changed the number of its administrators from 4 to 5.

S. I. BECK,
Secretary.

26232 5553-48

Prima Film inc.

Notice is given that "Prima Film inc.", has changed the number of its directors, from 10 to 15.

LUC LARIVÉE,
Secretary.

26234 3878-63

Travel Center of Westmount Inc.

Notice is given that "Travel Center of Westmount Inc.", has changed the number of its directors from to 3 to 5.

LISA HOTOP,
Secretary-Treasurer.

26235-o 5255-67

Avis divers

Artin Demircioglu

Prenez avis que Artin Demircioglu, son épouse, Sona Demircioglu, son fils, Ari Demircioglu, ont adressé une requête au secrétaire de la province de Québec, afin de modifier leur nom, comme suit: Arto Demirjian, Sona Demirjian, Ari Demirjian.

Les procureurs des requérants,
26225-40-2-o DEMERS & DAUTH, notaires.

La Fabrique de la desserte de Saint-Nil de Matane

Je soussigné, Louis Levesque, archevêque catholique romain de Saint-Germain de Rimouski, déclare qu'en vertu des pouvoirs qui me sont conférés par l'article 11 de la Loi des Fabriques, je constitue en corporation pour la desserte de Saint-Nil La Fabrique de la desserte de Saint-Nil de Matane.

Signé à Rimouski, ce 17e jour de juillet 1968.

L'archevêque catholique romain
de Saint-Germain de Rimouski,
† LOUIS LEVESQUE.
Le chancelier,
PAUL MICHAUD, PTRE.

26194-o 20-68

Paroisse Saint-René-Goupil de Matane

Avis est donné conformément à l'article 2 de la Loi des Fabriques (13-14 Eliz. II, chap. 76) que Son Excellence Monseigneur Louis Levesque, archevêque catholique romain de Saint-Germain de Rimouski, a, par un décret en date du 17 juillet 1968, érigé une nouvelle paroisse dans l'archidiocèse de Rimouski sous le nom de Saint-René-Goupil de Matane et déterminé que les personnes de religion catholique romaine domiciliées dans le territoire de la nouvelle paroisse lui appartiendront à titre de paroissiens.

L'archevêque catholique romain
de Rimouski,
† LOUIS LEVESQUE.

26195-o 21-68

Miscellaneous Notices

Artin Demircioglu

Take notice that Artin Demircioglu, his wife, Sona Demircioglu, his son, Ari Demircioglu, have requested the Secretary of the province of Québec to modify their names as follows: Arto Demirjian, Sona Demirjian, Ari Demirjian.

DEMERS & DAUTH, notaries,
26225-40-2-o *Attorneys for petitioners.*

The Fabrique of the Chapelry of Saint-Nil de Matane

I the undersigned, Louis Levesque, Roman Catholic Archbishop of Saint-Germain de Rimouski, declare that by virtue of the powers vested in me by section 11 of the Fabrique Act, I constitute as a corporation for the chapelry of Saint-Nil The Fabrique of the chapelry of Saint-Nil de Matane.

Signed at Rimouski, this 17th day of July, 1968.

† LOUIS LEVESQUE,
Roman Catholic Archbishop
of Saint-Germain de Rimouski.
PAUL MICHAUD, PRIEST,
Chancelor.

26194 20-68

Parish of Saint-René-Goupil de Matane

Notice is given pursuant to section 2 of the Fabrique Act (13-14 Eliz. II, chap. 76), that His Excellency the Most Reverend Louis Levesque, Roman Catholic Archbishop of Saint-Germain de Rimouski, by a decree dated July 17, 1968, has erected a new parish in the archdiocese of Rimouski under the name of Saint-René-Goupil de Matane and determined that the people of the Roman Catholic religion domiciled within the territory of the new parish belong thereto as parishioners.

† LOUIS LEVESQUE,
Roman Catholic Archbishop
of Rimouski.

26195 21-68

Cité de Longueuil

Mise en application d'un programme de rénovation

Conformément aux articles 33 et 34 de la Loi de la Société d'Habitation du Québec (15-16 Elizabeth II, chapitre 55), avis public est, par les présentes, donné que le conseil municipal de la cité de Longueuil, a adopté lors d'une assemblée régulière tenue au lieu ordinaire des séances du conseil, le 18 septembre 1968, un programme de rénovation concernant le territoire délimité: au nord, par la route 3; à l'est, par l'avenue St-Sylvestre; au sud, l'arrière des lots ayant front sur le côté sud de la rue St-Charles; et à l'ouest, l'avenue Joliette, incluant la jonction de la rue St-Charles avec le boulevard Taschereau;

Les principaux travaux à exécuter consistent:

L'acquisition de cent (100) bâtiments et terrains et leurs déblaiements;

Une nouvelle grille de rue comprenant la fermeture d'une partie des avenues Victoria, Montarville, Guilbault et les rues intérieures des Terrasses Excel et Bourdeau ainsi que l'ouverture du boulevard Marie-Victorin;

La rénovation complète des services publics de rues conservées et en particulier l'élargissement de la rue St-Charles;

L'installation souterraine de nouveaux services électriques et téléphoniques;

L'aménagement d'un parc-école et la construction d'une école élémentaire;

L'aménagement d'un parc et jeux d'enfants;

Les nouvelles réglementations et modifications aux règlements existants adoptées en vertu de ce programme sont les suivantes:

1° Amendement au règlement No 977 concernant les entrées électriques, lesquelles devront être de type souterrain et localisées suivant les plans d'aménagement des services électriques prévus pour la zone;

2° Introduction d'un « Code du Logement » établissant des normes relatives à l'occupation et à l'entretien des immeubles résidentiels, situés dans la zone de rénovation urbaine, mais qui ne seront pas acquis selon le plan de réaménagement adopté.

Les intéressés pourront consulter les documents constituant ce programme au bureau du greffier, 100 ouest, St-Charles, à Longueuil, aux heures normales d'ouverture des bureaux.

De plus, les intéressés pourront se procurer au même endroit une ou des copies du programme de rénovation au prix unitaire de $25.

Enfin, les intéressés peuvent s'objecter par écrit au programme de rénovation auprès de la Société d'Habitation du Québec, 1995 Boul. Charest Ouest, Ste-Foy, Québec 10, et ce, jusqu'au 11e jour de novembre 1968.

Donné à Longueuil, ce 20e jour de septembre 1968.

Le greffier,
RÉAL BÉLANGER.

26196-o

City of Longueuil

The application of a program of the renewal

According to the articles 33 and 34 of the Québec Housing Corporation (15-16 Elizabeth II, chapter 55), public notice is hereby, given that Municipal Council of the city of Longueuil, has adopted at a regular meeting, held at the usual place of the sittings, on September 18, 1968, a program for the renewal concerning the territory bounded by: on the north side, by route No. 3; on the east side, by St. Sylvestre Ave; on the south side, by the rear of lots facing the south side of St. Charles St., and on the west side, Joliette Ave, including the junction of St. Charles St., with Taschereau Blvd.

The principal works to execute are:

The acquisition of a hundred (100) buildings and lands and their clearing;

A new street gate including the closing of a part of Victoria, Montarville, Guilbault Aves and the inland streets of Excel and Bourdeau Terraces and the opening of Marie-Victorin Blvd;

The complete renewal of streets public services kept and especially the widening of St. Charles St.;

The underground installation of new electrical and telephonic services;

The arrangement of a school-park and the construction of an elementary school;

The arrangement of a park and playground;

The new regulations and modifications to the by-laws now in force by virtue of this program are:

1. Amendments to by-law No. 977 concerning electoral services which shall be of underground plan of electrical services provided for the zone;

2. Introduction of a "Dwelling Code" establishing the rules concerning the occupancy and the maintenance of residential buildings, situated in the urban renewal zone which are not purchased according to the arrangement plan adopted;

Those interested may consult the documents establishing this program at the City Clerk office, 100 St. Charles, St., West, Longueuil, during the normal business hours.

Furthermore, those interested may obtain at the same place, one or several copies of said renewal program for $25 piece;

Finally, those interested may present their objection to the renewal program in writing at the Québec Housing Corporation, 1995 Charest Blvd, West, Ste. Foy, Québec 10, till the 11th day of November, 1968.

Given at Longueuil, this 20th day of September, 1968.

RÉAL BÉLANGER,
City Clerk.

26196-o

La Commission des Écoles Catholiques de la Cité de Jacques-Cartier (Comté de Chambly-Taillon)

Avis de rachat paritel

Émission de $1,158,000 d'obligations à 6% portant la date du 1er décembre 1959 et échéant le 1er décembre 1969 (faite en vertu de deux résolutions, soit une du 10 juin 1958 et une autre du 8 septembre 1959).

The Catholic School Commission of the City of Jacques-Cartier (County of Chambly-Taillon)

Notice of Partial Redemption

Issue of $1,158,000 of bonds à 6% bearing date December 1, 1959, and maturing on December 1, 1969 (under the authority of two resolutions, one of June 10, 1958, and the other of September 8, 1959).

Avis public est par les présentes donné que la Commission des Écoles Catholiques de la Cité de Jacques-Cartier, comté de Chambly-Taillon, rachètera par anticipation, au pair, le 1er décembre 1968, les $104,000 d'obligations suivantes de l'émission ci-haut indiquée, et ce en vertu de la clause de rachat insérée aux résolutions d'emprunt et reproduite sur lesdites obligations:

40 x $500 numéros:

D-011, D-012, D-013, D-016, D-018, D-020, D-041, D-042, D-066, D-094, D-098,
D-102, D-103, D-127, D-132, D-137, D-142, D-150, D-151, D-153, D-166, D-171,
D-174, D-175, D-176, D-177, D-179, D-181, D-183, D-206, D-223, D-231, D-234,
D-242, D-244, D-247, D-272, D-282, D-287, D-376.

84 x $1,000 numéros:

M-064, M-076, M-087, M-092, M-105, M-108, M-113, M-124, M-133, M-137, M-143,
M-159, M-226, M-229, M-240, M-241, M-244, M-246, M-250, M-259, M-261, M-267,
M-277, M-286, M-287, M-302, M-303, M-316, M-327, M-334, M-337, M-344, M-352,
M-354, M-357, M-361, M-362, M-372, M-378, M-382, M-397, M-421, M-427, M-436,
M-444, M-446, M-492, M-501, M-506, M-511, M-533, M-552, M-558, M-572, M-589,
M-596, M-597, M-607, M-608, M-612, M-626, M-652, M-659, M-665, M-671, M-674,
M-684, M-706, M-710, M-716, M-722, M-835, M-842, M-857, M-881, M-883, M-884,
M-902, M-922, M-923, M-938, M-941, M-943, M-945.

Lesdites obligations deviendront dues et payables, et elles seront payables et rachetées, principal et intérêt, à la date ci-dessus mentionnée, en monnaie légale du Canada, avec les intérêts courus jusqu'au 1er décembre 1968, sur présentation et remise d'icelles, avec tous les coupons échéants après le 1er décembre 1968 y attachés, à toute succursale dans la province de Québec, et au bureau principal à Toronto, de la Banque Provinciale du Canada, au choix du détenteur. Les obligations enregistrées quant au principal doivent être accompagnées de tous les documents requis pour le transfert.

Lesdites obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1er décembre 1968.

Donné à Jacques-Cartier, comté de Chambly-Taillon, ce 28 août 1968.

Le secrétaire-trésorier,
MAURICE Y. LAPLANTE.
26258-o

Public notice is hereby given that the Catholic School Commission of the City of Jacques-Cartier, county of Chambly-Taillon, will redeem by anticipation, at par, on December 1, 1968, the following $104,000 of bonds of the abovementioned issue, in accordance with the redemption clause appended to the loan resolutions and reproduced on the said bonds:

40 x $500 numbers:

D-011, D-012, D-013, D-016, D-018, D-020, D-041, D-042, D-066, D-094, D-098,
D-102, D-103, D-127, D-132, D-137, D-142, D-150, D-151, D-153, D-166, D-171,
D-174, D-175, D-176, D-177, D-179, D-181, D-183, D-206, D-223, D-231, D-234,
D-242, D-244, D-247, D-272, D-282, D-287, D-376.

84 x $1,000 numbers:

M-064, M-076, M-087, M-092, M-105, M-108, M-113, M-124, M-133, M-137, M-143,
M-159, M-226, M-229, M-240, M-241, M-244, M-246, M-250, M-259, M-261, M-267,
M-277, M-286, M-287, M-302, M-303, M-316, M-327, M-334, M-337, M-344, M-352,
M-354, M-357, M-361, M-362, M-372, M-378, M-382, M-397, M-421, M-427, M-436,
M-444, M-446, M-492, M-501, M-506, M-511, M-533, M-552, M-558, M-572, M-589,
M-596, M-597, M-607, M-608, M-612, M-626, M-652, M-659, M-665, M-671, M-674,
M-684, M-706, M-710, M-716, M-722, M-835, M-842, M-857, M-881, M-883, M-884,
M-902, M-922, M-923, M-938, M-941, M-943, M-945.

The said bonds will become due and payable, and they shall be paid and redeemed, principal and interest, on the abovementioned date, in legal currency of Canada, with the interest accrued on December 1, 1968, on presentation and remittance of same, with all the coupons maturing after December 1, 1968 attached thereto, at all branches in the province of Québec, and at the head office in Toronto, of the Provincial Bank of Canada, at the holder's choice. Bonds registered as to principal should be accompanied by all instruments requisite for transfer.

The said bonds will cease to bear interest from and after December 1, 1968.

Dated at Jacques-Cartier, county of Chambly-Taillon, August 28, 1968.

MAURICE Y. LAPLANTE,
Secretary-Treasurer.
26258

Changement de nom — Loi du

Chrysanthe Marceau

Avis est donné que Chrysanthe Marceau a demandé au lieutenant-gouverneur en conseil de changer son prénom de Chrysanthe en celui de Claude, et que comme effet de cette demande le nom de Chrysanthe Marceau domicilié à Honfleur, dans le comté de Bellechasse, district de Québec, province de Québec, soit changé pour celui de Claude Marceau.

Québec, le 24 septembre 1968.

Les procureurs du requérant,
LAFLAMME, DESJARDINS & BEAUSOLEIL.
26226-40-2-o

Alojzije Krkovic

Avis est donné par la présente que Alojzije Krkovic du 220, de la rue Olivier, Westmont, Qué., fera la demande au lieutenant-gouverneur en conseil pour changer son nom en Alex Kovic, et que ce changement sera aussi applicable à son épouse, Nada Jovic, à son fils Antony et à sa fille Nadja, de la même adresse.

Montréal, le 19e jour de septembre 1968.

Les procureurs du requérant,
RUSKO & GREGORY.
26170-39-2-o

Change of name — Act

Chrysanthe Marceau

Notice is hereby given that Chrysanthe Marceau has applied to the Lieutenant-Governor in council to change his first name Chrysanthe into that of Claude, and that pursuant to said application the name of Chrysanthe Marceau domiciled at Honfleur, in the county of Bellechasse, district of Québec, province of Québec, be changed to that of Claude Marceau.

Québec, September 24, 1968.

LAFLAMME, DESJARDINS & BEAUSOLEIL,
Attorneys for the applicant.
26226-40-2

Alojzije Krkovic

Take notice that Alojzije Krkovic of 220 Olivier Street, Westmount, Qué., will apply to the Lieutenant-Governor in Council for a change of his name to Alex Kovic, and that the said change will affect his wife, Nada Jovic, his son Antony and his daughter Nadja, of the same address.

Montreal, this 19th day of September, 1968.

RUSKO & GREGORY,
Attorneys for Applicant.
26170-39-2-o

Bernard Clatz

Avis est donné que Bernard Clatz, exécutif, résidant à 45 Maple Circle, Dollard des Ormeaux, Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour un décret, lui permettant de changer son nom en celui de Bernard Clarke, et ledit changement concernant également son épouse née Jean Ruth Pasher et son fils mineur Edward Alexander Clatz, tous domiciliés à la même adresse.

Montréal, le 10 septembre 1968.

Les procureurs du requérant,

26006-38-2-o GREENBLATT, GODINSKY & RESIN.

Bernard Clatz

Notice is hereby given that Bernard Clatz, Executive, residing at 45 Maple Circle, in the city of Dollard des Ormeaux, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to Bernard Clarke; such change of name shall also benefit his wife born Jean Ruth Pasher, and his minor son Edward Alexander Clatz, all of the same address.

Montreal, September 10, 1968.

GREENBLATT, GODINSKY & RESIN,

26006-38-2-o *Attorneys for the Petitioner.*

Alexander Zender Klotz

Avis est donné que Alexander Zender Klotz, résidant à 4690, rue Carlton, ville de Montréal, Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour un décret, lui permettant de changer son nom en celui de Alexander Zender Clarke, et ledit changement concernant également son épouse née Pearl Cohen et son fils mineur, Murray Irwin Clatz, tous domiciliés à la même adresse.

Montréal, le 10 septembre 1968.

Les procureurs du requérant,

26007-38-2-o GREENBLATT, GODINSKY & RESIN.

Alexander Zender Klotz

Notice is hereby given that Alexander Zender Klotz, Executive, residing at 4690 Carlton Street in the city of Montreal, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to Alexander Zender Clarke; such change of name shall also benefit his wife, born Pearl Cohen, and his minor son Murray Irwin Clatz, all of the same address.

Montreal, September 10, 1968.

GREENBLATT, GODINSKY & RESIN,

26007-38-2-o *Attorneys for Applicant.*

Leo Leony Lajzerowicz

Avis est par la présente donné que M. Leo Leony Lajzerowicz, célibataire, domicilié à 24 Place Dubois dans la ville de Dollard, Des Ormeaux, district de Montréal, province de Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un décret changeant son nom en celui de Leo Leony Lazare.

26112-39-2-o

Leo Leony Lajzerowicz

Notice is hereby given that Leo Leony Lajzerowicz, bachelor, residing at 24 Place Dubois in the city of Dollard Des Ormeaux, district of Montreal, Province of Québec, will apply to the Lieutenant Governor in Council for an Order changing his name to Leo Leony Lazare.

26112-39-2-o

Nikola Turkovic

Avis est donné que Nikola Turkovic, de 45, rue Jean Talon, ville de Repentigny, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, afin d'obtenir le changement de son nom en celui de Nicholas Davorin Turcot, et que ledit changement devra aussi concerner son épouse, Pauline Roy et sa fille Christine, de la même adresse.

Montréal, ce 9e jour de septembre 1968.

Les procureurs du requérant,

26171-39-2 RUSKO & GREGORY.

Nikola Turkovic

Take notice that Nikola Turkovic, of 45 Jean Talon Street, town of Repentigny, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for a change of his name to Nicholas Davorin Turcot, and that the said change will affect his wife, Pauline Roy, and his daughter, Christine, of the same address.

Montreal, this 9th day of September, 1968.

RUSKO & GREGORY,

26171-39-2-o *Attorneys for Applicant.*

Abraham Rubin

Avis est donné que Abraham Rubin, résidant à 410, rue Bertrand, cité de St-Laurent, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir l'adoption d'un décret changeant son nom en celui de Abraham Jimmy Rubin, ledit nom devant servir à toutes fins légales. 26261-40-2-o

Abraham Rubin

Notice is hereby given that Abraham Rubin, residing at 410 Bertrand St., city of St. Laurent, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in council for the adoption of an order changing his name to that of Abraham Jimmy Rubin, the said name to serve for all legal purposes. 26261-40-2-o

Mania Simpson

Avis est donné que Mania Simpson, secrétaire, de la cité et du district de Montréal, demeurant à 4865 rue Plamondon, a fait application au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, et/ou le secrétariat de la province de Québec, en vertu de la Loi de changement de nom, pour obtenir la permission de changer son nom de famille en celui de Dansky.

Les procureurs du demandeur,

ORENSTEIN, RUBY

26244-40-2-o & MICHELIN.

Mania Simpson

Take notice that Mania Simpson, secretary, of the city and district of Montreal, therein residing at 4865 Plamondon Avenue, has made application to the Lieutenant-Governor in Council of Québec, and/or the Provincial Secretary of Québec, in virtue of the change of name Act, whereby her surname might be changed to Dansky.

ORENSTEIN, RUBY & MICHELIN,

26244-40-2-o *Attorneys for Applicant.*

Commission Municipale de Québec

Cité de Laflèche

Avis est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, à sa séance en date du 1er octobre 1968, a adopté la résolution suivante:

« Il est résolu que, conformément aux dispositions de l'article 52 de la Loi de la Commission municipale (S.R.Q. 1964, c. 170), la corporation de la cité de Laflèche, comté de Chambly, ne soit plus, à compter du 11 novembre 1968, considérée comme étant en défaut au sens de la section V de ladite loi.

Québec, le 1er octobre 1968.

Le secrétaire,
ROGER DESAULNIERS.

26262-o

Québec Municipal Commission

City of Laflèche

Notice is hereby given that the Québec Municipal Commission has adopted the following resolution at its sitting of October 1st, 1968:

"Resolved that in accordance with the provisions of section 52 of the Municipal Commission Act (R.S.Q. 1964, c. 170), from and after November 11, 1968, the Corporation of the city of Laflèche, county of Chambly, shall no longer be considered in default within the meaning of division V of the said act.

Québec, October 1st, 1968.

ROGER DESAULNIERS,
Secretary.

26262-o

Liquidation — Avis de

Caisse Populaire de Val St-Gilles

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des membres de la « Caisse Populaire de Val St-Gilles », tenue à Val St-Gilles, le 22 juin 1968, il a été résolu que les affaires de ladite caisse soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, en vertu de la Loi des caisses d'épargne et de crédit et de la Loi de la liquidation des compagnies, et que M. Germain Vezeau a été nommé liquidateur.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26263-o 18-65

Verger Maska inc. Maska Orchard Inc.

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie « Verger Maska inc.— Maska Orchard Inc. », tenue à Montréal, le 6 septembre 1968, il a été résolu que les affaires de ladite compagnie soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, et ce, en vertu de la Loi de la liquidation des compapagnies, et que M. A. R. Faggiolo, C.A., a été nommé liquidateur.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

26252-o 14680-58

Winding up Notices

Caisse Populaire de Val St-Gilles

Notice is hereby given that at a special general meeting of the members of "Caisse Populaire de Val St-Gilles", held at Val St-Gilles, on June 22, 1968, a resolution was passed that the affairs of the said union be wound-up, and that they be dissolved, pursuant to the savings and Credit Unions Act and the Winding-Up Act, and that Mr. Germain Vezeau was appointed liquidator.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26263 18-65

Verger Maska inc. Maska Orchard Inc.

Notice is hereby given that, at a special general meeting of the shareholders of the company "Verger Maska inc.— Maska Orchard Inc.", held in Montreal, on September 6, 1968, it has been resolved that the affairs of the said company be wound up and that it be dissolved, and such, pursuant to the Companies Winding-up Act, and that Mr. A. R. Faggiolo, C.A., has been appointed liquidator.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

26252 14680-58

Syndicats professionnels

Association des Travailleurs de Papier Ouvré inc. F.C.A.I.

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Travailleurs de Papier Ouvré inc. F.C.A.I. », a été autorisée par le secrétaire de la province le 3 septembre 1968.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à 760, boulevard Crémazie ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 5 septembre 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

26221-o 58-68

Professional Syndicates

Association des Travailleurs de Papier Ouvré inc. F.C.A.I.

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des Travailleurs de Papier Ouvré inc. F.C.A.I.", has been authorized by the Provincial Secretary on September 3, 1968.

The head office of the said professional syndicate is situated at 760 Crémazie Blvd. West, Montreal, judicial district of Montreal.

Québec, September 5, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

26221 58-68

L'Association des Professeurs de l'Amiante
(*Loi des syndicats professionnels*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 2 août 1966, autorisé le changement de nom de « Syndicat National Catholique des Professeurs Laïcs de Thetford Mines, inc. », dont la constitution, sous le nom originaire de l'« Association Catholique des Institutrices Rurales du District No 45 inc. », a été autorisée le 13 avril 1944, et dont le siège social est situé à Thetford Mines, en celui de «L'Association des Professeurs de l'Amiante», et ce, en vertu de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Québec, le 25 avril 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

26222-o 734-44

L'Association des Professeurs de l'Amiante
(*Professional Syndicates Act*)

Notice is hereby given that the Secretary of the Province has authorized, on August 2, 1966, the change of name of "Syndicat National Catholique des Professeurs Laïcs de Thetford Mines, inc.", whose incorporation was authorized on April 13, 1944, under the original name of "Association Catholique des Institutrices Rurales du District No 45 inc.", and whose head office is situated at Thetford Mines, into that of "L'Association des Professeurs de l'Amiante", and such, pursuant to the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, chapter 146.

Québec, April 25, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

26222 734-44

Régie des Marchés Agricoles du Québec

Plan conjoint des producteurs de lait nature de la région de Sainte-Thérèse

Prenez avis que lors de la réunion du 18 septembre 1968, la Régie a adopté la décision No 719 suivante:

Vu la section XII du plan conjoint des producteurs de lait nature de la région de Sainte-Thérèse, publié dans la *Gazette officielle de Québec* le 6 juin 1964, stipulant que la contribution ou perception spéciale prévues pour l'administration et l'application de ce plan est de « deux cents et demi (0.025) le cent (100) livres de lait vendu aux acheteurs de lait par les producteurs qui ne sont pas membres du Syndicat (des producteurs de lait de la région de Sainte-Thérèse) et de deux cents (0.02) le cent (100) livres de lait vendu aux acheteurs par les producteurs qui sont membres du Syndicat », ces derniers versant déjà une cotisation d'au moins un demi cent (0.005) le cent (100) livres de lait;

Vu qu'il y a lieu de modifier le plan conjoint précité sans que soit requis le référendum visé au sixième alinéa de l'article 26 de la Loi des marchés agricoles, pour rendre applicable au producteur qui est membre du Syndicat chargé de l'application de ce plan, le montant des contributions ou perceptions spéciales susmentionnées exigible d'un producteur qui ne l'est pas;

Vu les dispositions de l'article 15 de la Loi modifiant la Loi des marchés agricoles, 17 Elizabeth II, Bill 47, sanctionné le 5 juillet 1968;

En conséquence, la Régie des marchés agricoles du Québec modifie, par la présente, la section XII du plan conjoint des producteurs de lait nature de la région de Sainte-Thérèse, en remplaçant les 2ième et 3ième alinéas par le suivant:

« Le montant de cette contribution est déterminé par le Syndicat au moyen d'une résolution qui doit être approuvée par la Régie avant d'entrer en vigueur. Jusqu'à ce qu'elle soit modifiée par une telle résolution, la contribution est de deux cents et demi (0.025) le cent (100) livres de lait livré à une fabrique. »

Montréal, ce 18 septembre 1968.

Régie des marchés agricoles du Québec.
Par le secrétaire-intérimaire,
ROCH MORIN.

26260-o

Quebec Agricultural Marketing Board

Joint Plan of the Sainte-Thérèse Region Raw Milk Producers

Take notice that at a meeting on September 18, 1968, the Board adopted the following decision number 719:

Whereas section XII of the Sainte-Thérèse Region Raw Milk Producers, published in the *Québec Official Gazette* on June 6, 1964, which stipulates that the contribution or special perception providing for the administration and carrying out of said plan is of "two and one half cents ($0.025) per hundred (100) pounds of milk sold to buyers by producers who are not members of the Syndicate (of the Sainte-Thérèse Region Raw Milk Producers) and of two cents ($0.02) per hundred (100) pounds of milk sold to buyers by producers who are members of the Syndicate", the latter already paying a fee of at least one half cent ($0.005) per one hundred (100) pounds of milk;

Whereas it is expedient that the aforesaid joint plan and agreement be amended, without the necessity of the referendum mentioned in the sixth paragraph of section 26 of the Agricultural Marketing Act, to render applicable to producers who are members of the Syndicate entrusted with the carrying out of said plan, the amount of the abovementioned contributions or special perceptions required of a producer who is not a member of the Syndicate;

Whereas the provisions of section 15 of the Act to amend the Agricultural Marketing Act, 17 Elizabeth II, Bill 47, assented to on July 5, 1968;

Therefore, the Québec Agricultural Marketing Board hereby amends section XII of the joint plan of the Sainte-Thérèse Region Raw Milk Producers by replacing the second and third paragraphs by the following:

"The amount of said contribution is determined by the Syndicate by means of a resolution which must be approved by the Board before becoming effective. Until it is amended by such a resolution, the contribution is of two and one half cents ($0.025) per one hundred (100) pounds of milk delivered to a plant."

Montreal, September 18, 1968.

Québec Agricultural Marketing Board.
Per: ROCH MORIN,
Acting Secretary.

26260

Plan conjoint des producteurs de lait nature de la région de Thetford-Mines

Prenez avis que lors de la réunion du 18 septembre 1968, la Régie a adopté la décision No 720 suivante:

Vu la section XII du plan conjoint des producteurs de lait nature de la région de Thetford-Mines, publié dans la *Gazette officielle de Québec* le 7 août 1965, stipulant que la contribution ou perception spéciale prévue pour l'administration et l'application de ce plan est de « deux cents et demi (0.025) le cent (100) livres de lait vendu aux acheteurs par les producteurs qui ne sont pas membres du Syndicat (des producteurs de lait de Thetford-Mines) et de deux cents (0.02) le cent (100) livres de lait vendu aux acheteurs par les producteurs qui sont membres du Syndicat », ces derniers versant déjà une cotisation d'au moins un demi cent (0.005) le cent (100) livres de lait;

Vu qu'il y a lieu de modifier le plan conjoint précité sans que soit requis le référendum visé au sixième alinéa de l'article 26 de la Loi des marchés agricoles, pour rendre applicable au producteur qui est membre du Syndicat chargé de l'application de ce plan, le montant des contributions ou perceptions spéciales susmentionnées exigible d'un producteur qui ne l'est pas;

Vu les dispositions de l'article 15 de la Loi modifiant la Loi des marchés agricoles, 17 Elizabeth II, Bill 47, sanctionné le 5 juillet 1968;

En conséquence, la Régie des marchés agricoles du Québec modifie, par la présente, la section XII du plan conjoint des producteurs de lait nature de la région de Thetford-Mines, en remplaçant le 2ième alinéa par le suivant:

« Le montant de cette contribution est déterminé par le Syndicat au moyen d'une résolution qui doit être approuvée par la Régie avant d'entrer en vigueur. Jusqu'à ce qu'elle soit modifiée par une telle résolution, la contribution est de deux cents et demi (0.025) le cent (100) livres de lait livré à une fabrique. »

Montréal, ce 18 septembre 1968.

Régie des Marchés Agricoles du Québec.

Par le secrétaire-intérimaire,

26260-o ROCH MORIN.

Plan conjoint des producteurs de lait nature du comté de Portneuf

Prenez avis que lors de la réunion de 18 septembre 1968, la Régie a adopté la décision No 721 suivante:

Vu la section XII du plan conjoint des producteurs de lait nature du comté de Portneuf, publié dans la *Gazette officielle de Québec* le 24 octobre 1964, telle que modifiée par une résolution du Syndicat des producteurs de lait nature du comté de Portneuf approuvée par la Régie et publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 8 avril 1967, stipulant que la contribution ou perception spéciale prévue pour l'administration et l'application de ce plan est de « trois cents et demi (0.035) le cent (100) livres de lait vendu aux acheteurs par les producteurs qui ne sont pas membres du Syndicat et de trois cents (0.03) le cent (100) livres de lait vendu aux acheteurs par les producteurs qui sont membres du Syndicat », ces derniers versant déjà une cotisation d'au moins un demi cent (0.005) le cent (100) livres de lait;

Joint Plan of raw milk producers of the Thetford-Mines region

Take notice that at the meeting of September 18, 1968, the Board adopted following Decision No. 720:

In view of section XII of the joint plan of raw milk producers of the Thetford-Mines region, published in the *Québec Official Gazette* on August 7, 1965, stipulating that the contribution or special collection provided for the administration and application of this plan is of "two cents and one half (0.025) per one hundred (100) pounds of milk sold to the purchasers by producers who are not members of the (Milk Producers Syndicate of Thetford-Mines) and of two cents (0.02) per one hundred (100) pounds of milk sold to the purchasers by producers who are members of the Syndicate", the latter already paying a contribution of at least one-half cent (0.005) per one hundred (100) pounds of milk;

In view of the expediency to amend the aforesaid joint plan without the use of the referendum provided for in the sixth paragraph of section 26 of the Agricultural Marketing Act, to render applicable to the producer who is a member of the Syndicate charged with the application of this plan, the amount of the contributions or special collections afore-mentioned exigible from a producer who is not;

In view of the provisions of section 15 of the Act amending the Agricultural Marketing Act, 17 Elizabeth II, Bill 47, sanctioned July 5, 1968;

Therefore, the Québec Agricultural Marketing Board amends, by the presents, section XII of the joint plan of raw milk producers of the Thetford-Mines Region, by replacing the 2nd paragraph by the following:

"The amount of this contributions is determined by the Syndicate through a resolution which must be approved by the Board before coming into force. Until it is amended by such a resolution, the contribution is of two cents and one-half (0.025) per one hundred (100) pounds of milk delivered to a plant."

Montreal, September 18, 1968.

Québec Agricultural Marketing Board.

Per: ROCH MORIN,

26260 *Interim Secretary.*

The Portneuf county whole milk producer's joint plan

Take notice that at the meeting held on September 18, 1968, the Board adopted the following decision No. 721:

In view of section XII of the Portneuf county whole milk producers' joint plan, published in the *Québec Official Gazette* on October 24, 1964, as amended by a resolution of the Raw milk producer's syndicate of the county of Portneuf, approved by the Board and published in the *Québec Official Gazette* on April 8, 1967, which stipulates that the contribution or special collection provided for the administration and carrying out of the said plan is "three and one-half cents (0.035) per hundred (100) pounds of milk sold to buyers by producers who are not members of the Syndicat and three cents (0.03) per hundred (100) pounds of milk sold to buyers by producers who are members of the Syndicat", the latter already paying a fee of at least one-half cent (0.005) per hundred (100) pounds of milk;

Vu qu'il y a lieu de modifier le plan conjoint précité sans que soit requis le référendum visé au sixième alinéa de l'article 26 de la Loi des marchés agricoles, pour rendre applicable au producteur qui est membre du Syndicat chargé de l'application de ce plan, le montant des contributions ou perceptions spéciales susmentionnées exigible d'un producteur qui ne l'est pas;

Vu les dispositions de l'article 15 de la Loi modifiant la Loi des marchés agricoles, 17 Elizabeth II, bill 47, sanctionné le 5 juillet 1968;

En conséquence, la Régie des marchés agricoles du Québec modifie, par la présente, la section XII du plan conjoint des producteurs de lait nature du comté de Portneuf, en remplaçant le 2e alinéa par le suivant:

« Le montant de cette contribution est déterminé par le Syndicat au moyen d'une résolution qui doit être approuvée par la Régie avant d'entrer en vigueur. Jusqu'à ce qu'elle soit modifiée par une telle résolution, la contribution est de trois cents et demi (0.035) le cent (100) livres de lait livré à une fabrique. »

Montréal, ce 18 septembre 1968.

Régie des marchés agricoles du Québec.

Par le secrétaire-intérimaire,

26260-o ROCH MORIN.

Whereas it is expedient that the aforementioned joint plan be amended without the necessity of holding the referendum mentioned in the sixth paragraph of section 26 of the Agricultural Marketing Act, in order to render applicable to the producer who is a member of the Syndicate encharged with the carrying out of this plan, the amount of the aforementioned special contributions or collections required of a producer who is not a member thereof;

In view of the provisions of section 15 of the Act to amend the Agricultural Marketing Act, 17 Elizabeth II, Bill 47, assented to on July 5, 1968;

Therefore, the Québec Agricultural Marketing Board hereby amends section XII of the Portneuf county whole milk producers' joint plan, by replacing the 2nd paragraph by the following:

"The amount of said contribution is determined by the Syndicate by means of a resolution which must be approved by the Board before it becomes effective. Until it is approved by such a resolution, the contribution is three and one-half cents 0.035) per hundred (100) pounds of milk delivered to a plant."

Montreal, September 18, 1968.

Québec Agricultural Marketing Board.

Per: ROCH MORIN,

26260 *Acting Secretary.*

Plan conjoint des producteurs de lait de Québec-Sud

Prenez avis que lors de la réunion du 18 septembre 1968, la Régie a adopté la décision No 722 suivante:

Vu la section XII du plan conjoint des producteurs de lait de Québec-Sud, publié dans la *Gazette officielle de Québec* le 17 avril 1965, stipulant que la contribution ou perception spéciale prévue pour l'administration et l'application de ce plan est de « deux cents et demi (0.025) le cent (100) livres de lait vendu aux acheteurs par les producteurs qui ne sont pas membres du Syndicat (des producteurs de lait de Québec-Sud) et de deux cents (0.02) le cent (100) livres de lait vendu aux acheteurs par les producteurs qui sont membres du Syndicat », ces derniers versant déjà une cotisation d'au moins un demi cent (0.005) le cent (100) livres de lait;

Vu les conventions homologuées par la Régie et présentement en vigueur entre le Syndicat des producteurs de lait de Québec-Sud et les marchands de lait visés par le plan conjoint précité, représentés pour les fins de l'entente par l'Association des industriels laitiers de la province de Québec Inc., prévoyant » . . . un prélèvement de deux cents et demi (0.025) par cent (100) livres de lait vendu par les producteurs qui ne sont pas membres du Syndicat, et de deux cents (0.02) du cent (100) livres de lait vendu par les producteurs qui sont membres du Syndicat »;

Vu qu'il y a lieu de modifier le plan conjoint et les conventions précités, sans que soit requis le référendum visé au sixième alinéa de l'article 26 de la Loi des marchés agricoles, pour rendre applicable au producteur qui est membre du syndicat chargé de l'application de ce plan, le montant des contributions ou perceptions spéciales susmentionnées exigible d'un producteur qui ne l'est pas;

Joint plan of Québec-South Milk Producers

Take notice that at a meeting on September 18, 1968, the Board adopted the following decision Number 722:

In view of section XII of the Joint Plan of Québec-South Milk Producers, published in the *Québec Official Gazette* on April 17, 1965, which stipulates that the contribution or special perception providing for the administration and the carrying out of said plan is of "two and one half cents ($0.025) per hundred (100) pounds of milk sold to buyers by producers who are not members of the Syndicate (Québec-South milk producers) and of two cents ($0.02) per hundred (100) pounds of milk sold to buyers by producers who are members of the Syndicate", the latter already paying a fee of at least one half cent ($0.005) per hundred (100) pounds of milk;

In view of the conventions homologated by the Board and now in force between the Syndicate of the Québec-South Milk Producers and the milk merchants concerned by the aforesaid joint plan, represented for the purpose of this agreement by "L'Association des industriels laitiers de la province de Québec Inc.", making provisions for " . . . the withholding of two and one-half cents ($0.025) per hundred (100) pounds of milk sold by producers who are not members of the Syndicate and two cents ($0.02) per hundred (100) pounds of milk sold by producers who are members of the Syndicate";

Whereas it is expedient that the aforementioned joint plan and agreements be amended, without the necessity of the referendum mentioned in the sixth paragraph of section 26 of the Agricultural Marketing Act, to render applicable to producers who are members of the Syndicate entrusted with the carrying out of said plan, the amount of the abovementioned contributions or special perceptions required of a producer who is not a member of the Syndicate;

Vu les dispositions de l'article 15 de la Loi modifiant la Loi des marchés agricoles, 17 Elizabeth II, Bill 47, sanctionné le 5 juillet 1968;

En conséquence, la Régie des marchés agricoles du Québec, modifie, par la présente:

1° la section XII du plan conjoint des producteurs de lait de Québec-Sud, en remplaçant le 2ième alinéa par le suivant:

« Le montant de cette contribution est déterminé par le Syndicat au moyen d'une résolution qui doit être approuvée par la Régie avant d'entrer en vigueur. Jusqu'à ce qu'elle soit modifiée par une telle résolution, la contribution est de deux cents et demi (0.025) le cent (100) livres de lait livré à une fabrique. »;

2° les conventions intervenues le 30 mai 1968 entre le Syndicat des producteurs de lait de Québec-Sud et l'association des industriels laitiers de la Province de Québec Inc., accréditée pour représenter, aux fins d'entente avec les producteurs, les marchands de lait visés par le plan conjoint précité, en remplaçant le 1er alinéa du paragraphe « A » de l'article 24 par le suivant:

« Aux fins de défrayer les dépenses administratives normales occasionnées par le plan conjoint, les laiteries retiendront à même les sommes payables aux producteurs-fournisseurs, pour le lait livré aux laiteries un prélèvement de deux cents et demi (0.025) par cent (100) livres de lait ».

Montréal, ce 18 septembre 1968.

Régie des marchés agricoles du Québec.
Par le secrétaire-intérimaire,
ROCH MORIN.

26260-o

In view of the provisions of section 15 of the Act to amend the Agricultural Marketing Act, 17 Elizabeth II, Bill 47, assented to on July 5, 1968;

Therefore, the Québec Agricultural Marketing Board hereby amends:

1. Section XII of the joint plan of the Québec-South Milk Producers, by replacing the 2nd paragraph by the following:

"The amount of said contribution is determined by the Syndicate by means of a resolution which must be approved by the Board before becoming effective. Until it is amended by such a resolution, the contribution is of two and one half cents ($0.025) per one hundred (100) pounds of milk delivered to a plant.";

2. The agreement made on May 30, 1968 between the Syndicate of the Québec-South Milk Producers and "L'Association des industriels laitiers de la province de Québec Inc.", accredited to represent for the purpose of the agreement with producers, the milk merchants mentioned in the aforesaid joint plan, by replacing the first sentence of paragraph "A" of section 24 by the following:

"In order to meet the normal administrative expenses brought about by the joint plan, the dairies shall withhold from the sums payable to producers-suppliers of milk delivered to the dairies, a levy of two and one half cents ($0.025) per one hundred (100) pounds of milk".

Montreal, September 18, 1968.

Québec Agricultural Marketing Board.
Per: ROCH MORIN,
Acting Secretary.

26260

Soumissions

Ville de Coaticook
Comté de Stanstead

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Romuald Dumont, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 150, rue Child, case postale 250, Coaticook, comté de Stanstead, P.Q. jusqu'à 7.30 heures du soir, mercredi, le 23 octobre 1968, pour l'achat de $70,000 d'obligations de la ville de Coaticook, comté de Stanstead, datées du 1er novembre 1968 et remboursables par séries du 1er novembre 1969 au 1er novembre 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Règlements nos: 657 — $63,000 — voirie; 658 — $7,000 — aqueduc, égouts.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1968.

Tableau d'amortissement — $70,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1969	$2,500
1er novembre 1970	2,500
1er novembre 1971	3,000
1er novembre 1972	3,000
1er novembre 1973	3,000
1er novembre 1974	3,500

Tenders

Town of Coaticook
County of Stanstead

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Romuald Dumont, Secretary-Treasurer, Town Hall, 150 Child Street, Post Office Box 250, Coaticook, county of Stanstead, P.Q., until 7:30 o'clock, p.m., Wednesday, October 23, 1968, for the purchase of an issue of $70,000 of bonds for the town of Coaticook, county of Stanstead, dated from November 1, 1968 and redeemable serially from November 1, 1969 to November 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½% payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several entire annual amortizations, such as shown on the table of redemption in the present notice.

By-law Nos: 657 — $63,000 — roads; 658 — $7,000 — aqueduct, sewers.

For adjudication only, interest shall be calculated as from November 1, 1968.

Table of redemption — $70,000 — 20 years

Year	*Capital*
November 1, 1969	$2,500
November 1, 1970	2,500
November 1, 1971	3,000
November 1, 1972	3,000
November 1, 1973	3,000
November 1, 1974	3,500

1er novembre 1975	$ 3,500
1er novembre 1976	3,000
1er novembre 1977	3,000
1er novembre 1978	3,000
1er novembre 1979	3,000
1er novembre 1980	3,500
1er novembre 1981	3,500
1er novembre 1982	4,000
1er novembre 1983	4,000
1er novembre 1984	4,000
1er novembre 1985	4,000
1er novembre 1986	4,000
1er novembre 1987	5,000
1er novembre 1988	5,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $5,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Coaticook.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à $5,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $5,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er novembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mercredi, le 23 octobre 1968, à 7.30 heures du soir, Hôtel de ville, 150, rue Child, case postale 250, Coaticook, comté de Stanstead, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Coaticook, (Comté de Stanstead), ce 24 septembre 1968.

Le secrétaire-trésorier,
ROMUALD DUMONT.

Hôtel de ville, 150, rue Child,
Case postale 250, Coaticook,
Comté de Stanstead, P.Q.,
Téléphone: 849-2721, code 819. 26239-o

November 1, 1975	$ 3,500
November 1, 1976	3,000
November 1, 1977	3,000
November 1, 1978	3,000
November 1, 1979	3,000
November 1, 1980	3,500
November 1, 1981	3,500
November 1, 1982	4,000
November 1, 1983	4,000
November 1, 1984	4,000
November 1, 1985	4,000
November 1, 1986	4,000
November 1, 1987	5,000
November 1, 1988	5,000

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders shall be received and considered for 10-year serial bonds with the balance being partly for 10-year short-term and partly for 20-year fixed-term bonds, provided, however, that this latter amount be for an amount not less than $5,000, and, if higher than this latter amount, this part must include only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the table of maturities appearing in this notice, and starting at the last years of maturity. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Coaticook.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Québec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as 20-year fixed-term bonds, for an amount equal to $5,000. However, if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $5,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on November 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, October 23, 1968, at 7:30 o'clock p.m., at the Town Hall, 150 Child Street, Post Office Box 250, Coaticook, county of Stanstead, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Coaticook, (County of Stanstead), September 24, 1968.

ROMUALD DUMONT,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 150 Child Street,
Post Office Box 250, town of Coaticook,
County of Stanstead, P.Q.,
Telephone: 849-2721, code 819. 26239

Ville de St-Eustache
Comté de Deux-Montagnes

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Henri Hémond, greffier, Hôtel de Ville, 235, rue Saint-Eustache, Saint-Eustache, comté de Deux-Montagnes, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 21 octobre 1968, pour l'achat de $435,000 d'obligations de la ville de Saint-Eustache, comté de Deux-Montagnes, datées du 1er novembre 1968 et remboursables par séries du 1er novembre 1969 au 1er novembre 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Règlement No 550 — $435,000 — usine de filtration.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1968.

Tableau d'amortissement — $435,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1969	$ 2,000
1er novembre 1970	2,000
1er novembre 1971	3,000
1er novembre 1972	3,000
1er novembre 1973	3,000
1er novembre 1974	3,000
1er novembre 1975	3,000
1er novembre 1976	3,000
1er novembre 1977	4,000
1er novembre 1978	4,000
1er novembre 1979	4,000
1er novembre 1980	4,000
1er novembre 1981	5,000
1er novembre 1982	6,000
1er novembre 1983	6,000
1er novembre 1984	6,000
1er novembre 1985	7,000
1er novembre 1986	7,000
1er novembre 1987	7,000
1er novembre 1988	353,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas un montant inférieur à $31,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er novembre 1988 au montant de $353,000 comprend un solde de $345,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Town of St-Eustache
County of Two-Mountains

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Henri Hémond, Town Clerk, Town Hall, 235 Saint-Eustache Street, Saint-Eustache, county of Two-Mountains, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Monday, October 21, 1968, for the purchase of an issue of $435,000 of bonds for the town of Saint-Eustache, county of Two-Mountains, dated November 1, 1968, and redeemable serially from November 1, 1969 to November 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or more entire annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

By-law No. 550 — $435,000 — filtration plant.

For adjudication only, interest shall be calculated as from November 1, 1968.

Table of redemption — $435,000 — 20 years

Year	*Capital*
November 1, 1969	$ 2,000
November 1, 1970	2,000
November 1, 1971	3,000
November 1, 1972	3,000
November 1, 1973	3,000
November 1, 1974	3,000
November 1, 1975	3,000
November 1, 1976	3,000
November 1, 1977	4,000
November 1, 1978	4,000
November 1, 1979	4,000
November 1, 1980	4,000
November 1, 1981	5,000
November 1, 1982	6,000
November 1, 1983	6,000
November 1, 1984	6,000
November 1, 1985	7,000
November 1, 1986	7,000
November 1, 1987	7,000
November 1, 1988	353,000

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for ten-year short-term or fifteen-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for ten-year serial bonds, with the balance being partly for ten-year short-term and partly for twenty-year fixed-term bonds, provided, however, that this latter part be for an amount not less than $31,000, and, if higher than this latter amount, this part must include only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice, and starting at the last years of maturities of the renewable part hereinafter mentioned. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the case of the exception st pulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The November 1, 1988 maturity, in the amount of $353,000, comprises a balance of $345,000, renewable for an additional twenty-year period, and maturing as follows:

Année	*Capital*
1er novembre 1989	$ 8,000
1er novembre 1990	9,000
1er novembre 1991	9,000
1er novembre 1992	11,000
1er novembre 1993	11,000
1er novembre 1994	12,000
1er novembre 1995	13,000
1er novembre 1996	13,000
1er novembre 1997	14,000
1er novembre 1998	15,000
1er novembre 1999	17,000
1er novembre 2000	18,000
1er novembre 2001	19,000
1er novembre 2002	20,000
1er novembre 2003	22,000
1er novembre 2004	23,000
1er novembre 2005	25,000
1er novembre 2006	27,000
1er novembre 2007	28,000
1er novembre 2008	31,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Saint-Eustache.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $353,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $353,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er novembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, lundi, le 21 octobre 1968, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 235, rue Saint-Eustache, Saint-Eustache, comté de Deux-Montagnes, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Eustache, (Comté de Deux-Montagnes), ce 25 septembre 1968.

Le greffier,
HENRI HÉMOND.

Hôtel de Ville, 235, rue Saint-Eustache,
Saint-Eustache,
Comté de Deux-Montagnes, P.Q.
Téléphone: 473-4668, code 514. 26268-o

Year	*Capital*
November 1, 1989	$ 8,000
November 1, 1990	9,000
November 1, 1991	9,000
November 1, 1992	11,000
November 1, 1993	11,000
November 1, 1994	12,000
November 1, 1995	13,000
November 1, 1996	13,000
November 1, 1997	14,000
November 1, 1998	15,000
November 1, 1999	17,000
November 1, 2000	18,000
November 1, 2001	19,000
November 1, 2002	20,000
November 1, 2003	22,000
November 1, 2004	23,000
November 1, 2005	25,000
November 1, 2006	27,000
November 1, 2007	28,000
November 1, 2008	31,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Saint-Eustache.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for twenty-year fixed-term, for an amount equal to or less than $353,000. However, if they are issued partly for twenty-year fixed-term for an amount greater than $353,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on November 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tenders.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, October 21, 1968, at 8:00 o'clock p.m., in the town Hall, 235 Saint-Eustache Street, Saint-Eustache, county of Two-Mountains, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Eustache, (County of Two-Mountains), September 25, 1968.

HENRI HÉMOND,
Town Clerk.

Town Hall, 235 Saint-Eustache Street,
Saint-Eustache,
County of Two-Mountains, P.Q.
Telephone: 473-4668, code 514. 26268

La Commission scolaire régionale Chauveau
Comté de Chauveau

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Roger Pleau, secrétaire-trésorier, École Secondaire St-Joseph, 158, boul. des Étudiants, C. P. 99, Loretteville, comté de Chauveau, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 22 octobre 1968, pour l'achat de $98,000 d'obligations de la commission scolaire régionale Chauveau, comté de Chauveau, datées du 1er novembre 1968 et

The Regional School Board of Chauveau
County of Chauveau

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Roger Pleau, Secretary-Treasurer, St-Joseph Secondary School, 158 des Étudiants Boulevard, P. O. Box 99, Loretteville, county of Chauveau, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, October 22, 1968, for the purchase of an issue of $98,000 of bonds for the Regional School Board of Chauveau, county of Chauveau, dated November 1, 1968, and

remboursables par séries du 1er novembre 1969 au 1er novembre 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Résolution datée du 9 janvier 1968 — $98,000 — achat de terrains.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1968.

Tableau d'amortissement — $98,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1969	$2,000
1er novembre 1970	2,500
1er novembre 1971	2,500
1er novembre 1972	3,000
1er novembre 1973	3,000
1er novembre 1974	3,000
1er novembre 1975	3,500
1er novembre 1976	3,500
1er novembre 1977	4,000
1er novembre 1978	4,500
1er novembre 1979	4,500
1er novembre 1980	5,000
1er novembre 1981	5,500
1er novembre 1982	6,000
1er novembre 1983	6,500
1er novembre 1984	6,500
1er novembre 1985	7,000
1er novembre 1986	8,000
1er novembre 1987	8,500
1er novembre 1988	9,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 22 octobre 1968, à 8 heures du soir, École Secondaire St-Joseph, 158, boul. des Étudiants, C. P. 99, Loretteville, comté de Chauveau, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Loretteville, (Comté de Chauveau).

Le secrétaire-trésorier,
ROGER PLEAU.

École Secondaire St-Joseph,
158, boul. des Étudiants, C. P. 99,
Loretteville, (Chauveau), P.Q.
Téléphone: 842-1961, code 418. 26265-o

redeemable serially from November 1, 1969 to November 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, such as shown on the table of redemption in the present notice.

Resolution dated January 9, 1968 — $98,000 — purchasing of land.

For adjudication only, interest shall be calculated as from November 1, 1968.

Table of redemption — $98,000 — 20 years

Year	*Capital*
November 1, 1969	$2,000
November 1, 1970	2,500
November 1, 1971	2,500
November 1, 1972	3,000
November 1, 1973	3,000
November 1, 1974	3,000
November 1, 1975	3,500
November 1, 1976	3,500
November 1, 1977	4,000
November 1, 1978	4,500
November 1, 1979	4,500
November 1, 1980	5,000
November 1, 1981	5,500
November 1, 1982	6,000
November 1, 1983	6,500
November 1, 1984	6,500
November 1, 1985	7,000
November 1, 1986	8,000
November 1, 1987	8,500
November 1, 1988	9,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Québec.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified chaque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, October 22, 1968, at 8:00 o'clock p.m., at St-Joseph Secondary School, 158 des Étudiants Boulevard, P. O. Box 99, Loretteville, county of Chauveau, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Loretteville, (County of Chauveau).

ROGER PLEAU,
Secretary-Treasurer.

St-Joseph Secondary School,
158 des Étudiants Boulevard, P. O. Box 99,
Loretteville, (Chauveau), P.Q.
Telephone: 842-1961, code 418. 26265

Village de Charlemagne
Comté de L'Assomption

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J. Camille Hachey, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures de l'après-midi, Bureau de la corporation, 26, rue Sacré-Coeur, Charlemagne, comté de L'Assomption, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, Centre Récréatif, 87, rue Sacré-Coeur, Charlemagne, comté de L'Assomption, P.Q., mardi, le 22 octobre 1968, pour l'achat de $200,000 d'obligations du village de Charlemagne, comté de L'Assomption, datées du 1er novembre 1968 et remboursables par séries du 1er novembre 1969 au 1er novembre 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Règlements Nos 104 — $122,000 — aqueduc et égouts; 105-A — $78,000 — aqueduc et égouts.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1968.

Tableau d'amortissement — $200,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1969	$ 7,000
1er novembre 1970	7,000
1er novembre 1971	7,000
1er novembre 1972	8,000
1er novembre 1973	9,000
1er novembre 1974	9,000
1er novembre 1975	9,000
1er novembre 1976	9,000
1er novembre 1977	9,000
1er novembre 1978	9,000
1er novembre 1979	10,000
1er novembre 1980	10,000
1er novembre 1981	10,000
1er novembre 1982	11,000
1er novembre 1983	12,000
1er novembre 1984	12,000
1er novembre 1985	13,000
1er novembre 1986	13,000
1er novembre 1987	13,000
1er novembre 1988	13,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $13,000 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

Village of Charlemagne
County of L'Assomption

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, J. Camille Hachey, Secretary-Treasurer, until 5:00 o'clock in the afternoon, Office of the corporation, 26 Sacré-Coeur Street, Charlemagne, county of L'Assomption, Québec, and afterwards until 8:00 o'clock in the evening, at Centre Récréatif, 87 Sacré-Coeur Street, Charlemagne, county of L'Assomption, Québec, Tuesday, October 22, 1968, for the purchase of an issue of $200,000 of bonds of the village of Charlemagne, county of L'Assomption, dated November 1, 1968 and redeemable serially from November 1, 1969 to November 1, 1988 inclusively, with interest at a rate of not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate should cover one or several entire annual amortizations, as shown in the tables of redemption of this notice.

By-laws numbers 104 — $122,000 — aqueduct and sewers; 105-A — $78,000 — aqueduct and sewers.

For adjudication only, interest shall be calculated as from November 1, 1968.

Table of redemption — $200,000 — 20 years

Year	*Capital*
November 1, 1969	$ 7,000
November 1, 1970	7,000
November 1, 1971	7,000
November 1, 1972	8,000
November 1, 1973	9,000
November 1, 1974	9,000
November 1, 1975	9,000
November 1, 1976	9,000
November 1, 1977	9,000
November 1, 1978	9,000
November 1, 1979	10,000
November 1, 1980	10,000
November 1, 1981	10,000
November 1, 1982	11,000
November 1, 1983	12,000
November 1, 1984	12,000
November 1, 1985	13,000
November 1, 1986	13,000
November 1, 1987	13,000
November 1, 1988	13,000

Moreover, tenders may be sent and they shall be considered for ten-year short-term or fifteen-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for ten-year serial bonds with the balance being partly ten-year short-term and partly twenty-year fixed-term bonds, provided, however, that the latter part be for an amount of not less than $13,000, and if greater than the latter amount, said part should include one or several entire annual amortizations only, taking into account the maturity table appearing in this notice, beginning with the last years of maturity. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only and they shall include one of the terms only, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Repentigny.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à $13,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $13,000 les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er novembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mardi, le 22 octobre 1968, à 8 heures du soir, Centre Récréatif, 87, rue Sacré-Coeur, Charlemagne, comté de L'Assomption, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Charlemagne, (Comté de L'Assomption), ce 26 septembre 1968.

Le secrétaire-trésorier,
J. CAMILLE HACHEY.

26, rue Sacré-Coeur,
Charlemagne, (L'Assomption), P.Q.
Téléphone: 581-2540, code 514. 26264-o

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Repentigny.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation when issued serially or serially and as twenty-year fixed-term bonds, for an amount equal to $13,000. However, should they be issued partly as twenty-year fixed-term bonds for an amount greater than $13,000, the bonds so issued shall be redeemable by anticipation, at par, on November 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds at the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, October 22, 1968, at 8:00 o'clock in the evening, at Centre Récréatif, 87 Sacré-Coeur Street, Charlemagne, county of L'Assomption, Québec.

The council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Charlemagne, (County of L'Assomption), September 26, 1968.

J. CAMILLE HACHEY,
Secretary-Treasurer.

26 Sacré-Coeur Street,
Charlemagne, (L'Assomption), P.Q.
Telephone: 581-2540, code 514. 26264

Cité de Rivière-du-Loup
Comté de Rivière-du-Loup

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Raoul Savard, greffier, Hôtel de ville, 181, rue Lafontaine, case postale 37, Rivière-du-Loup, comté de Rivière-du-Loup, P.Q., jusqu'à 9 heures du soir, mardi, le 22 octobre 1968, pour l'achat de $414,000 d'obligations de la cité de Rivière-du-Loup, comté de Rivière-du-Loup, datées du 1er novembre 1968 et remboursables par séries du 1er novembre 1969 au 1er novembre 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Règlements Nos: 542 — $50,000 — aqueduc, égouts; 555 — $132,000 — voirie, éclairage; 561 — $154,000 — aqueduc, égouts; 569 — $78,000 — voirie.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1968.

Tableau d'amortissement — $414,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1969	$ 10,000
1er novembre 1970	11,000
1er novembre 1971	12,000
1er novembre 1972	13,000
1er novembre 1973	13,000
1er novembre 1974	14,000

City of Rivière-du-Loup
County of Rivière-du-Loup

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Raoul Savard, City Clerk, City Hall, 181 Lafontaine St., Post Office Box 37, Rivière-du-Loup, county of Rivière-du-Loup, P.Q., until 9:00 o'clock p.m., Tuesday, October 22, 1968, for the purchase of an issue of $414,000 of bonds for the city of Rivière-du-Loup, county of Rivière-du-Loup, dated November 1, 1968, and redeemable serially from November 1, 1969 to November 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the entire issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or more entire annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

By-laws Nos: 542 — $50,000 — aqueduct, sewers; 555 — $132,000 — roads, lighting; 561 — $154,000 — aqueduct, sewers; 569 — $78,000 — roads.

For adjudication only, interest shall be calculated as from November 1, 1968.

Table of redemption — $414,000 — 20 years

Year	*Capital*
November 1, 1969	$10,000
November 1, 1970	11,000
November 1, 1971	12,000
November 1, 1972	13,000
November 1, 1973	13,000
November 1, 1974	14,000

1er novembre 1975	$ 16,000
1er novembre 1976	17,000
1er novembre 1977	18,000
1er novembre 1978	18,000
1er novembre 1979	20,000
1er novembre 1980	21,000
1er novembre 1981	23,000
1er novembre 1982	24,000
1er novembre 1983	26,000
1er novembre 1984	27,000
1er novembre 1985	30,000
1er novembre 1986	31,000
1er novembre 1987	34,000
1er novembre 1988	36,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $36,000 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Rivière-du-Loup.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à $36,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $36,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er novembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mardi, le 22 octobre 1968, à 9 heures du soir, Hôtel de ville, 181, rue Lafontaine, case postale 37, Rivière-du-Loup, comté de Rivière-du-Loup, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Rivière-du-Loup, (Comté de Rivière-du-Loup), ce 25 septembre 1968.

Le greffier,
RAOUL SAVARD.

Hôtel de ville, 181, rue Lafontaine,
Case postale 37, Rivière-du-Loup,
Comté de Rivière-du-Loup, P.Q.
Téléphone: 862-6303, code 418. 26240-o

November 1, 1975	$ 16,000
November 1, 1976	17,000
November 1, 1977	18,000
November 1, 1978	18,000
November 1, 1979	20,000
November 1, 1980	21,000
November 1, 1981	23,000
November 1, 1982	24,000
November 1, 1983	26,000
November 1, 1984	27,000
November 1, 1985	30,000
November 1, 1986	31,000
November 1, 1987	34,000
November 1, 1988	36,000

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for ten-year short-term or fifteen-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for ten-year serial bonds, with the balance being partly for ten-year short-term and partly for twenty-year fixed-term bonds, provided, however, that this latter part be for an amount not less than $36,000, and, if higher than this latter amount, this part shall include only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the table of maturities appearing in this notice, and starting at the last years of maturities. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall include only one of the terms, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Rivière-du-Loup.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for twenty-year fixed-term for an amount equal to $36,000. However, if they are issued partly for twenty-year fixed-term for an amount greater than $36,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on November 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender shall be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan, and shall specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, October 22, 1968, at 9:00 o'clock p.m., City Hall, 181 Lafontaine St., Post Office Box 37, Rivière-du-Loup, county of Rivière-du-Loup, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Rivière-du-Loup, (County of Rivière-du-Loup), September 25, 1968.

RAOUL SAVARD,
City Clerk.

City Hall, 181 Lafontaine St.,
Post Office Box 37, Rivière-du-Loup,
County of Rivière-du-Loup, P.Q.
Telephone: 862-6303, code 418. 26240

Ville Vanier
Comté de St-Sauveur

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Roger Gauvin, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 313, avenue Bélanger, Vanier, comté de St-Sauveur, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 21 octobre 1968, pour l'achat de $363,000 d'obligations de la ville de Vanier, comté de Saint-Sauveur, datées du 1er novembre 1968 et remboursables par séries du 1er novembre 1969 au 1er novembre 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Règlements nos: 487 — $48,000 — aqueduc, égouts; 495 — $315,000 — aqueduc, égouts, voirie.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1968.

Tableau d'amortissement — $363,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1969	$ 8,000
1er novembre 1970	9,000
1er novembre 1971	9,000
1er novembre 1972	10,000
1er novembre 1973	11,000
1er novembre 1974	11,000
1er novembre 1975	12,000
1er novembre 1976	13,000
1er novembre 1977	15,000
1er novembre 1978	16,000
1er novembre 1979	17,000
1er novembre 1980	19,000
1er novembre 1981	20,000
1er novembre 1982	22,000
1er novembre 1983	23,000
1er novembre 1984	26,000
1er novembre 1985	27,000
1er novembre 1986	29,000
1er novembre 1987	32,000
1er novembre 1988	34,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $34,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Vanier.

Town of Vanier
County of St-Sauveur

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Roger Gauvin, Secretary-Treasurer, Town Hall, 313 Bélanger Avenue, Vanier, county of St-Sauveur, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Monday, October 21, 1968, for the purchase of an issue of $363,000 of bonds for the town of Vanier, county of Saint-Sauveur, dated November 1, 1968, and redeemable serially from November 1, 1969 to November 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, such as shown on the table of redemption in the present notice.

By-law Nos: 487 — $48,000 — aqueduct, sewers; 495 — $315,000 — aqueduct, sewers, roads.

For adjudication only, interest shall be calculated as from November 1, 1968.

Table of redemption — $363,000 — 20 years

Year	*Capital*
November 1, 1969	$ 8,000
November 1, 1970	9,000
November 1, 1971	9,000
November 1, 1972	10,000
November 1, 1973	11,000
November 1, 1974	11,000
November 1, 1975	12,000
November 1, 1976	13,000
November 1, 1977	15,000
November 1, 1978	16,000
November 1, 1979	17,000
November 1, 1980	19,000
November 1, 1981	20,000
November 1, 1982	22,000
November 1, 1983	23,000
November 1, 1984	26,000
November 1, 1985	27,000
November 1, 1986	29,000
November 1, 1987	32,000
November 1, 1988	34,000

Moreover, tenders may be sent and they shall be considered for 10-year or 15-year serial short-term bonds. Also, tenders shall be received and considered for 10-year serial bonds, with the balance being partly for 10-year short-term and partly for 20-year fixed-term bonds, provided, however, that this latter part be for an amount not less than $34,000, and if higher than this latter amount, this part must include only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the table of maturities appearing in this notice, and starting at the last years of maturity. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall include only one of the terms, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and interest accrued, if any, by certified cheque payable at par at Vanier.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à $34,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $34,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er novembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, lundi, le 21 octobre 1968, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 313, avenue Bélanger, Vanier, comté de Saint-Sauveur, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Vanier, (Comté de Saint-Sauveur), ce 26 septembre 1968.

Le secrétaire-trésorier,
ROGER GAUVIN.

Hôtel de ville,
313, avenue Bélanger, Vanier,
(Comté de Saint-Sauveur), P.Q.,
Téléphone: 681-6217, code 418. 26270-o

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as 20-year fixed-term bonds, for an amount equal to $34,000. However, if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount higher than $34,000, the bonds so issued shall be redeemable ay anticipation, at par, on November 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, October 21, 1968, at 8:00 o'clock, p.m., at the Town Hall, 313 Bélanger Avenue, Vanier, county of Saint-Sauveur, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Vanier, (County of Saint-Sauveur), September 26, 1968.

ROGER GAUVIN,
Secretary-Treasurer.

Town Hall,
313 Bélanger Avenue, Vanier,
(County of Saint-Sauveur), P.Q.,
Telephone: 681-6217, code 418. 26270

Cité de Hull

Comté de Hull

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Roland Stevens, greffier, Hôtel de ville, Case postale 667, Hull, comté de Hull, P.Q., jusqu'à 3 heures de l'après-midi, lundi le 21 octobre 1968, pour l'achat de $1,577,000 d'obligations de la cité de Hull, comté de Hull, datées du 1er novembre 1968 et remboursables par séries du 1er novembre 1969 au 1er novembre 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Règlements nos: 661 — $91,000 — renouvellement; 669 — $304,000 — renouvellement; 675 — $187,000 — renouvellement; 970 — $218,000 — construction d'un foyer pour personnes âgées; 971 — $26,000 — aqueduc, égouts, voirie; 972 — $12,000 — aqueduc et égouts; 985 — $17,000 — aqueduc et égouts; 1003 — $543,000 — aqueduc, égouts, voirie; 1005 — $64,000 — achat de machineries; 1007 — $115,000 — éclairage et voirie.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1968.

City of Hull

County of Hull

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Roland Stevens, City Clerk, Town Hall, Post Office Box 667, Hull, county of Hull, Québec, until 3:00 o'clock in the afternoon, Monday, October 21, 1968, for the purchase of $1,577,000 of bonds of the city of Hull, county of Hull, dated November 1, 1968 and redeemable serially from November 1, 1969 to November 1, 1988 inclusively, with interest at a rate of not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate should cover one or several complete annual amortizations, as shown in the tables of redemption of the present notice.

By-laws numbers 661 — $91,000 — renewal; 669 — $304,000 — renewal; 675 — $187,000 — renewal; 970 — $218,000 — building of a nursing home for the aged; 971 — $26,000 — aqueduct, sewers, roads; 972 — $12,000 — aqueduct and sewers; 985 — $17,000 — aqueduct and sewers; 1003 — $543,000 — aqueduct, sewers, roads; 1005 — $64,000 — purchase of machinery; 1007 — $115,000 — lighting and roads.

For adjudication only, interest shall be calculated as from November 1, 1968.

Tableau d'amortissement — $1,577,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1969	$ 41,000
1er novembre 1970	44,000
1er novembre 1971	46,000
1er novembre 1972	49,000
1er novembre 1973	52,000
1er novembre 1974	55,000
1er novembre 1975	58,000
1er novembre 1976	62,000
1er novembre 1977	65,000
1er novembre 1978	70,000
1er novembre 1979	53,000
1er novembre 1980	56,000
1er novembre 1981	59,000
1er novembre 1982	63,000
1er novembre 1983	66,000
1er novembre 1984	71,000
1er novembre 1985	75,000
1er novembre 1986	79,000
1er novembre 1987	84,000
1er novembre 1988	429,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $45,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er novembre 1988 au montant de $429,000 comprend un solde de $339,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er novembre 1989	$24,000
1er novembre 1990	26,000
1er novembre 1991	28,000
1er novembre 1992	29,000
1er novembre 1993	33,000
1er novembre 1994	35,000
1er novembre 1995	37,000
1er novembre 1996	40,000
1er novembre 1997	42,000
1er novembre 1998	45,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Hull.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureaux principaux de ladite banque à Toronto et à Ottawa, Ont.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $429,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un

Table of redemption — $1,577,000 — 20 years

Year	*Capital*
November 1, 1969	$ 41,000
November 1, 1970	44,000
November 1, 1971	46,000
November 1, 1972	49,000
November 1, 1973	52,000
November 1, 1974	55,000
November 1, 1975	58,000
November 1, 1976	62,000
November 1, 1977	65,000
November 1, 1978	70,000
November 1, 1979	53,000
November 1, 1980	56,000
November 1, 1981	59,000
November 1, 1982	63,000
November 1, 1983	66,000
November 1, 1984	71,000
November 1, 1985	75,000
November 1, 1986	79,000
November 1, 1987	84,000
November 1, 1988	429,000

Moreover, tenders may be sent and they shall be considered for ten-year short-term or fifteen-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for ten-year serial bonds with the balance being partly ten-year short-term and partly twenty-year fixed-term bonds, provided, however, that the latter part be for an amount not less than $45,000, and if greater than the latter amount, said part should include one or several entire annual amortizations only, taking into account the tables of maturity appearing in this notice, beginning with the last years of maturity of the renewable part hereinafter mentioned. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall include only one of the terms, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The maturity of November 1, 1988 in the amount of $429,000 comprises a balance of $339,000 renewable for an additional ten-year period and maturing as follows:

Year	*Capital*
November 1, 1989	$24,000
November 1, 1990	26,000
November 1, 1991	28,000
November 1, 1992	29,000
November 1, 1993	33,000
November 1, 1994	35,000
November 1, 1995	37,000
November 1, 1996	40,000
November 1, 1997	42,000
November 1, 1998	45,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Hull.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Québec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure, as well as at the head offices of the said bank at Toronto and at Ottawa, Ontario.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation when issued serially, or serially and twenty-year fixed-term bonds, for an amount equal to or less than $429,000. However, should they be issued partly as twenty-year fixed-term

montant supérieur à $429,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er novembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions sersnt ouvertes lundi, le 21 octobre 1968, à 3 heures de l'après-midi, à une séance du comité exécutif de la cité de Hull et elles seront prises en considération à une séance du conseil qui sera tenue le même jour, à 8 heures du soir, à l'Hôtel de ville, Case postale 667, Hull, comté de Hull, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Hull, (Comté de Hull), ce 26 septembre 1968.

Le greffier,
ROLAND STEVENS.

Hôtel de ville, Case postale 667,
Hull, (Hull), P.Q.
Téléphone: 777-2781, code 819. 26266-o

bonds for an amount greater than $429,000, the bonds so issued shall be redeemable by anticipation, at par, on November 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturitis of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds at the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened on Monday, October 21, 1968, at 3:00 o'clock in the afternoon, at a meeting of the city of Hull executive committee and they shall be considered at a meeting of the council to be held the same day, at 8:00 o'clock in the evening, at the Town Hall, Post Office Box 667, Hull, county of Hull, Québec.

The council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Hull, (County of Hull), September 26, 1968.

ROLAND STEVENS,
City Clerk.

Town Hall, Post Office Box 667,
Hull, (Hull), P.Q.
Telephone: 777-2781, code 819. 26266

Cité de Saint-Jean
Comté de Saint-Jean

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par la soussignée Charlotte Morais, greffier, Hôtel de Ville, 188, rue Jacques-Cartier, St-Jean, comté de St-Jean, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 23 octobre 1968, pour l'achat de $480,000 d'obligations de la cité de St-Jean, comté de St-Jean, datées du 1er novembre 1968 et remboursables par séries du 1er novembre 1969 au 1er novembre 1985 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Règlements nos: 557 — $34,000 — renouvellement; 742 — $282,000 — aqueduc et égouts; 752 — $164,000 — éclairage et voirie.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1968.

Tableau d'amortissement — $480,000 — 17 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1969	$20,000
1er novembre 1970	21,000
1er novembre 1971	22,000
1er novembre 1972	23,000
1er novembre 1973	24,000
1er novembre 1974	26,000
1er novembre 1975	27,000
1er novembre 1976	30,000
1er novembre 1977	30,000
1er novembre 1978	33,000
1er novembre 1979	30,000
1er novembre 1980	31,000
1er novembre 1981	34,000
1er novembre 1982	36,000
1er novembre 1983	38,000
1er novembre 1984	40,000
1er novembre 1985	15,000

City of Saint-Jean
County of Saint-Jean

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Charlotte Morais, City Clerk, Town Hall, 188 Jacques-Cartier street, Saint-Jean, county of Saint-Jean, Québec until 8:00 o'clock, p.m., Wednesday, October 23, 1968, for the purchase of an issue of $480,000 of bonds of the City of Saint-Jean, county of Saint-Jean, dated November 1, 1968 and redeemable serially from November 1, 1969 to November 1, 1985 inclusively, with interest at a rate of not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate should cover one or several entire annual amortizations, as shown in the table of redemption of this notice.

By-laws numbers 557 — $34,000 — renewal; 742 — $282,000 — aqueduct and sewers; 752 — $164,000 — lighting and roads.

For adjudication only, interest shall be calculated as from November 1, 1968.

Table of redemption — $480,000 — 17 years

Year	*Capital*
November 1, 1969	$20,000
November 1, 1970	21,000
November 1, 1971	22,000
November 1, 1972	23,000
November 1, 1973	24,000
November 1, 1974	26,000
November 1, 1975	27,000
November 1, 1976	30,000
November 1, 1977	30,000
November 1, 1978	33,000
November 1, 1979	30,000
November 1, 1980	31,000
November 1, 1981	34,000
November 1, 1982	36,000
November 1, 1983	38,000
November 1, 1984	40,000
November 1, 1985	15,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 17 ans pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $15,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Jean.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 17 ans, pour un montant égal à $15,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 17 ans pour un montant supérieur à $15,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er novembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mercredi, le 23 octobre 1968, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 188, rue Jacques-Cartier, St-Jean, comté de St-Jean, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Jean, (Comté de Saint-Jean), ce 2 octobre 1968.

Le greffier,
MLLE CHARLOTTE MORAIS.

Hôtel de Ville, 188, rue Jacques-Cartier,
Saint-Jean, (Saint-Jean), P.Q.
Téléphone: 347-5351, code 514. 26269-o

Moreover, tenders may be sent and they shall be considered for ten-year short-term bonds. Also, tenders will be received and considered for ten-year serial bonds with the balance being ten-year short-term bonds for one part, and seventeen-year fixed-term bonds for the other part, provided, however, that the latter part be for an amount of not less than $15,000, and if greater than the latter amount, said part should include one or several entire annual amortizations only, taking into account the maturity table appearing in this notice, and beginning with the last years of maturity. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only and they shall include one of the terms only, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Saint-Jean.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation when issued serially, or serially and as seventeen-year fixed-term bonds, for an amount equal to $15,000. However, should they be issued partly as seventeen-year fixed-term bonds for an amount greater than $15,000, the bonds so issued shall be redeemable by anticipation, at par, on November 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds at the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held Wednesday, October 23, 1968, at 8:00 o'clock in the evening, Town Hall, 188 Jacques-Cartier street, Saint-Jean, county of Saint-Jean, Québec.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Jean, (County of Saint-Jean), October 2, 1968.

MISS CHARLOTTE MORAIS,
City Clerk.

Town Hall, 188, Jacques-Cartier Street,
Saint-Jean, (Saint-Jean), P.Q.
Telephone: 347-5351, code 514. 26269

Cité de Chicoutimi-Nord
Comté de Dubuc

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean-Guy Boucher, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 2589, rue Roussel, Chicoutimi-Nord, comté de Dubuc, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 23 octobre 1968, pour l'achat de $444,000 d'obligations de la cité de Chicoutimi-Nord, comté de Dubuc, datées du 1er novembre 1968 et remboursables par séries du 1er novembre 1969 au 1er novembre 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6—%, ni supérieur à 7½%, payable semi-

City of Chicoutimi-Nord
County of Dubuc

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Jean-Guy Boucher, secretary-treasurer, Town Hall, 2589 Roussel Street, Chicoutimi-Nord, county of Dubuc, Québec, until 8:00 o'clock in the evening, Wednesday, October 23, 1968, for the purchase of an issue of $444,000 of bonds of the city of Chicoutimi-Nord, county of Dubuc, dated November 1, 1968 and redeemable serially from November 1, 1969 to November 1, 1988 inclusively, with interest at a rate of not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on May 1st

annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Règlements Nos: 267 — $190,000 — aqueduc, égouts, voirie; 268 — $135,000 — aqueduc, égouts; 272 — $44,000 — aqueduc, égouts, voirie; 286 — $75,000 — fonds de roulement.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1968.

Tableau d'amortissement — $444,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1969	$ 12,000
1er novembre 1970	12,000
1er novembre 1971	14,000
1er novembre 1972	16,000
1er novembre 1973	16,000
1er novembre 1974	18,000
1er novembre 1975	18,000
1er novembre 1976	21,000
1er novembre 1977	21,000
1er novembre 1978	22,000
1er novembre 1979	24,000
1er novembre 1980	25,000
1er novembre 1981	27,000
1er novembre 1982	30,000
1er novembre 1983	32,000
1er novembre 1984	25,000
1er novembre 1985	26,000
1er novembre 1986	27,000
1er novembre 1987	28,000
1er novembre 1988	30,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $30,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie ne devra comprendre qu'un ou des amortissement annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéance apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéance. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Chicoutimi-Nord.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Les dites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à $30,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $30,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er novembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéance de l'émission apparaissant dans le présent avis.

and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate should cover one or several complete annual amortizations, as shown in the table of redemption of this notice.

By-laws numbers 267 — $190,000 — aqueduct, sewers, roads; 268 — $135,000 — aqueduct, sewers; 272 — $44,000 — aqueduct, sewers, roads; 286 — $75,000 — working capital.

For adjudication only, interest will be calculated as from November 1, 1968.

Table of redemption — $444,000 — 20 years

Year	*Capital*
November 1, 1969	$ 12,000
November 1, 1970	12,000
November 1, 1971	14,000
November 1, 1972	16,000
November 1, 1973	16,000
November 1, 1974	18,000
November 1, 1975	18,000
November 1, 1976	21,000
November 1, 1977	21,000
November 1, 1978	22,000
November 1, 1979	24,000
November 1, 1980	25,000
November 1, 1981	27,000
November 1, 1982	30,000
November 1, 1983	32,000
November 1, 1984	25,000
November 1, 1985	26,000
November 1, 1986	27,000
November 1, 1987	28,000
November 1, 1988	30,000

Moreover, tenders may be sent and they shall be considered for ten-year short-term or fifteen-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for ten-year serial bonds with the balance being ten-year short-term bonds for one part and twenty-year fixed-term bonds for the other part, provided however that the latter part be for an amount of not less than $30,000, and if greater than the latter amount, said part should include one or several complete annual amortizations only, taking into account the maturity table appearing in this notice, beginning with the last years of maturity. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall include one of the terms only, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Chicoutimi-Nord.

Capital and interests are payable at all branches in the Province of Québec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation when issued serially, or serially and as twenty-year fixed-term bonds, for an amount equal to $30,000. However, should they be issued partly as twenty-year fixed-term bonds for an amount greater than $30,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on November 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue, appearing in this notice.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mercredi, le 23 octobre 1968, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 2589, rue Roussel, Chicoutimi-Nord, comté de Dubuc, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Chicoutimi-Nord, (Comté de Dubuc), ce 24 septembre 1968.

Le secrétaire-trésorier,
JEAN-GUY BOUCHER.

Hôtel de ville, 2589, rue Roussel,
Chicoutimi-Nord, Comté de Dubuc, P.Q.
Téléphone: 543-0237, code 418. 26223-o

Ville de Nicolet
Comté de Nicolet

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées «Soumissions pour obligations» seront reçues par le soussigné Georges Biron, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Place 21 Mars, case postale 670, Nicolet, comté de Nicolet, P.Q., jusqu'à 8.15 heures du soir, lundi, le 21 octobre 1968, pour l'achat de $475,500 d'obligations de la ville de Nicolet, comté de Nicolet, datées du 1er novembre 1968 et remboursables par séries du 1er novembre 1969 au 1er novembre 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Règlements Nos: 259 tel que modifié — $395,500 — usine de filtration; 270 — $80,000 — construction d'un barrage.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1968.

Tableau d'amortissement — $475,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1969	$ 4,500
1er novembre 1970	5,000
1er novembre 1971	5,000
1er novembre 1972	6,000
1er novembre 1973	6,000
1er novembre 1974	6,000
1er novembre 1975	7,000
1er novembre 1976	8,000
1er novembre 1977	9,000
1er novembre 1978	10,000
1er novembre 1979	10,000
1er novembre 1980	10,000
1er novembre 1981	11,000
1er novembre 1982	12,000
1er novembre 1983	12,000
1er novembre 1984	13,000
1er novembre 1985	15,000
1er novembre 1986	15,000
1er novembre 1987	17,000
1er novembre 1988	294,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds at the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, October 23, 1968, at 8:00 o'clock in the evening, at the Town Hall, 2589 Roussel Street, Chicoutimi-Nord, county of Dubuc, Québec.

The council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Chicoutimi-Nord, (County of Dubuc), September 24, 1968.

JEAN-GUY BOUCHER,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 2589 Roussel Street,
Chicoutimi-Nord, County of Dubuc, P.Q.
Telephone: 543-0237, code 418. 26223

Town of Nicolet
County of Nicolet

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds", will be received by the undersigned, Georges Biron, Secretary-Treasurer, Town Hall, Place 21 Mars, Post Office Box 670, Nicolet, county of Nicolet, P.Q., until 8:15 o'clock p.m., Monday, October 21, 1968, for the purchase of an issue of $475,500 of bonds for the town of Nicolet, county of Nicolet, dated November 1, 1968, and redeemable serially from November 1, 1969 to November 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or more entire annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

By-laws Nos. 259 — as amended — $395,500 — filtration plant; 270 — $80,000 — construction of a dam.

For adjudication only, interest shall be calculated as from November 1, 1968.

Table of redemption — $475,500 — 20 years

Year	*Capital*
November 1, 1969	$ 4,500
November 1, 1970	5,000
November 1, 1971	5,000
November 1, 1972	6,000
November 1, 1973	6,000
November 1, 1974	6,000
November 1, 1975	7,000
November 1, 1976	8,000
November 1, 1977	9,000
November 1, 1978	10,000
November 1, 1979	10,000
November 1, 1980	10,000
November 1, 1981	11,000
November 1, 1982	12,000
November 1, 1983	12,000
November 1, 1984	13,000
November 1, 1985	15,000
November 1, 1986	15,000
November 1, 1987	17,000
November 1, 1988	294,000

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for ten-year short-term or fifteen-year short-term serial bonds. Also, tenders will be

ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $38,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er novembre 1988 au montant de $294,000 comprend un solde de $276,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er novembre 1989	$19,000
1er novembre 1990	21,000
1er novembre 1991	23,000
1er novembre 1992	24,000
1er novembre 1993	26,000
1er novembre 1994	28,000
1er novembre 1995	30,000
1er novembre 1996	32,000
1er novembre 1997	35,000
1er novembre 1998	38,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Nicolet.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $294,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $294,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er novembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 21 octobre 1968, à 8.15 heures du soir, Hôtel de Ville, Place 21 Mars, C.P. 670, Nicolet, comté de Nicolet, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Nicolet, (Comté de Nicolet), ce 1er octobre 1968.

Le secrétaire-trésorier,
GEORGES BIRON.

Hôtel de Ville, Place 21 Mars,
Case postale 670, Nicolet, (Nicolet), P.Q.
Téléphone: 293-4401, code 819. 26267-o

received and considered for ten-year serial bonds, with the balance being partly for ten-year short-term and partly for twenty-year fixed-term bonds, provided, however, that this latter part is for an amount not less than $38,000, and, if higher than this latter amount, this part shall include only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice, and starting at the last years of maturities of the renewable part hereinafter mentioned. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The November 1, 1988 maturity, in the amount of $294,000 comprises a balance of $276,000, renewable for an additional ten-year period, and maturing as follows:

Year	*Capital*
November 1, 1989	$19,000
November 1, 1990	21,000
November 1, 1991	23,000
November 1, 1992	24,000
November 1, 1993	26,000
November 1, 1994	28,000
November 1, 1995	30,000
November 1, 1996	32,000
November 1, 1997	35,000
November 1, 1998	38,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Nicolet.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for twenty-year fixed-term for an amount equal to or less than $294,000. However, if they are issued partly for twenty-year fixed-term for an amount greater than $294,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on November 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, October 21, 1968, at 8:15 o'clock p.m., in the Town Hall, Place 21 Mars, Post Office Box 670, Nicolet, county of Nicolet, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Nicolet, (County of Nicolet), October 1, 1968.

GEORGES BIRON,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, Place 21 Mars,
Post Office Box 670, Nicolet, (Nicolet), P.Q.
Telephone: 293-4401, code 819. 26267

Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives
Assurances

Gibraltar Insurance Company

Avis d'émission de permis et de certificat d'enregistrement

Avis est donné, par les présentes, que « Gibraltar Insurance Company », enregistrée sous le numéro 711, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 1479, qui l'autorise à compter du 14 février 1968, à effectuer dans la province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants, mais par voie de réassurance seulement: Incendie et accesoirement, agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéronef, défectuosité d'extincteurs automatiques, explosion limitée ou inhérente, tremblement de terre; Accident; Automobile; Bris de glace; Dommages à la propriété; Grêle; Intempéries; Responsabilité civile; Responsabilité de l'employeur; Transport intérieur; Vol; Et en outre de ces genres: Navigation intérieure et océanique. Ce permis est limité à la réassurance des affaires de « La Société d'Assurance des Caisses Populaires.

Le siège social de la compagnie est situé à 76 ouest, avenue St-Clair, Toronto, province d'Ontario.

La compagnie a nommé monsieur Jean-Paul Roy, C.A., 45 ouest, route Trans-Canada, Lévis, son procureur dans la province.

Donné au bureau du Service des assurances, ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 18 septembre 1968.

Pour le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province,
Le surintendant des assurances,
26243-40-2-o ROGER-A. CAMARAIRE.

Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives
Insurance

Gibraltar Insurance Company

Notice of Issue of License and Certificate of Registration

Notice is hereby given that "Gibraltar Insurance Company", registered under number 711, has obtained the license and certificate of registry number 1479, authorizing it, as from the 14th of February 1968, to undertake in the province contracts of insurance of the following classes, but by way of reinsurance only: Fire, and supplementary thereto, civil commotion, earthquake, falling aircraft, impact by vehicles, limited or inherent explosion, sprinkler leakage; Accident; Automobile; Employers' liability; Hail; Inland transportation; Plate glass; Property damage; Public liability; Theft; Weather; And in addition to these classes: Inland and ocean marine. This license is limited to the business of reinsurance of "La Société d'Assurance des Caisses Populaires".

The head office of the company is situated at 76, St. Clair Avenue West, Toronto, province of Ontario.

The company has appointed Mr. Jean-Paul Roy, C.A., 45, Trans-Canada Road, Lévis, attorney in the province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions Companies and Cooperatives, the September 18, 1968.

For the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
26243-40-2 *Superintendent of Insurance.*

Vente — Loi de faillite

Canada, province de Québec, district de Québec, dans la Cour Supérieure, (en matière de faillite), No 9112-F, dans l'affaire de la faillite de: Anicet Bouchard, journalier, Forestville, comté de Saguenay, débiteur, et Grégoire Bellavance, C.R., syndic,

Avis de vente

Avis est par les présentes donné que SAMEDI, le NEUVIÈME jour de NOVEMBRE, 1968, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public au domicile du débiteur, à Forestville, comté Saguenay, l'immeuble ci-après décrit, savoir:

« Un terrain de forme régulière et rectangulaire mesurant trente-sept pieds et demie (37½) de front par cent pieds (100) de profondeur, mesure anglaise, étant et composant partie du lot numéro sept (P.-7) rang dix (10), au cadastre officiel pour le canton Laval, et borné comme suit: à l'est à Léon Lavoie, à l'ouest à la propriété de Luma Bouchard et Lionel Savard ou représentants, au sud à une rue, au nord à Laurent Savard; avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Ledit immeuble sera offert en vente et adjugé au plus haut et dernier enchérisseur à charge des rentes qui peuvent exister, ainsi que sujet aux servitudes actives et passives.

Sale — Bankruptcy Act

Canada, Province of Québec, district of Québec, Superior Court: No. 9112-F; in the matter of the bankruptcy of: Anicet Bouchard, labourer, Forestville, county of Saguenay, debtor, and Grégoire Bellavance, C.S., trustee,

Notice of sale

Notice is hereby given that SATURDAY, the NINTH day of NOVEMBER, 1968, at TEN o'clock, a.m., will be sold by public auction at the home of the debtor, in Forestville, county of Saguenay, the immovable hereafter described, to wit:

"A piece of land of a regular and rectangular form measuring thirty-seven feet and one-half (37½) in front by one hundred feet (100) in depth, English measure, being and composed part of lot number seven (P. 7) range ten (10), on the official cadastre for the township of Laval, and bounded as follows: on the east by Léon Lavoie, on the west by the property of Luma Bouchard and Lionel Savard or representatives, on the south by a street, on the north by Laurent Savard; with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies."

The said immovable will be sold and allocated to the highest and last bidder in charge of the rent which may exist, as well as subject to servitudes, active and passive.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au bureau du syndic soussigné.

Cette vente est faite conformément à l'article 55 de la Loi de Faillite et des articles du Code de Procédure Civile pouvant s'y appliquer.

Cette vente équivant à la vente faite par le Shérif.

Conditions de vente: Argent comptant.

Québec, ce 5e jour d'octobre, 1968.

Le syndic,
GRÉGOIRE BELLAVANCE.

71, rue St-Pierre, Québec. 26259-o

The deeds and certificates may be examined at any time by applying to the office of the undersigned trustee.

This sale his made in conformity with section 55 of the Bankruptcy Act and the sections of the Code of Civil Procedure applicable thereto.

This sale is equivalent to a sale made by the Sheriff.

Conditions of the sale: Cash.

Québec, October 5, 1968.

GRÉGOIRE BELLAVANCE,
Trustee.

71 St. Pierre Street, Québec. 26259

Syndicat professionnel

L'Association Nationale des Camionneurs Artisans Indépendants inc.
The National Association of Independent Artisans Truckers Inc.

Avis est donné que « L'Association Nationale des Camionneurs Artisans Indépendants inc.— The National Association of Independent Artisans Truckers Inc. », a changé son siège social de Montréal, au numéro 8325, boulevard Henri-Bourassa, Charlesbourg.

Le secrétaire,
ROLAND PAGEAU.

26271-o 1073-66

Professional Syndicate

L'Association Nationale des Camionneurs Artisans Indépendants Inc.
The National Association of Independent Artisans Truckers Inc.

Notice is hereby given that "L'Association Nationale des Camionneurs Artisans Indépendants inc.— The National Association of Independent Artisans Truckers Inc.", has changed its head office from Montreal to number 8325 Henri-Bourassa Boulevard, Charlesbourg.

ROLAND PAGEAU,
Secretary.

26271 1073-66

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District d'Arthabaska

Cour Provinciale, No 363. { DAME LUCIENNE LAMONTAGNE, commis et ménagère, épouse de Conrad Lamontagne, domiciliée et résidente avec ce dernier à Kingsey-Falls, district facultatif de Drummond et d'Arthabaska, demanderesse, *vs* RENÊ HÉBERT, faisant autrefois affaires sous le nom de « St-Albert Sportswear » à St-Albert, et maintenant résidant sur la rue Hinse, ville de Warwick, district d'Arthabaska, défendeur.

« Un terrain bâti, situé en la ville de Warwick, rue Hinse, connu et désigné au cadastre officiel revisé du Canton de Warwick, comme étant la subdivision onze du numéro originaire quarante-six (46-11).

Avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes, ou occultes, attachées audit immeuble. »

Pour être vendu au Bureau d'enregistrement, de la division d'Arthabaska, 33 rue Laurier en la ville d'Arthabaska, VENDREDI, le HUITIÈME jour de NOVEMBRE 1968, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
LÉO FAUCHER.

Bureau du shérif,
26 septembre 1968. 26253-o

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Arthabaska

Provincial Court, No. 363. { DAME LUCIENNE LAMONTAGNE, clerk and housewife, wife of Conrad Lamontagne, domiciled and residing with the latter at Kingsey-Falls, facultative district of Drummond and Arthabaska, plaintiff, *vs* RENÉ HÉBERT, formerly carrying on business under the name of "St-Albert Sportswear" in St-Albert, and now residing on Hinse St., town of Warwick, district of Arthabaska, defendant.

"A lot of land with a building, situated in the town of Warwick, Hinse St., known and designated in the official revised cadastre of the township of Warwick as being subdivision eleven of original lot number forty-six (46-11).

With all the buildings constructed thereon, circumstances and dependencies, and with all their active and passive servitudes, apparent or unapparent attached to the said immovable."

To be sold in the Registry Office of the division of Arthabaska, 33 Laurier St., in the town of Arthabaska, FRIDAY, the EIGHTH day of NOVEMBER, 1968, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

LÉO FAUCHER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
September 26, 1968. 26253

BEAUCE

Canada — Province de Québec
District de Beauce

Cour Provinciale, No 3139. } GARAGE COOP BEAUCEVILLE, société régie par la Loi des syndicats coopératifs ayant son siège social à Beauceville, Beauce, demandeur, *vs* SÉVÈRE QUIRION, St-Gédéon, Frontenac, défendeur.

Pour être vendu l'immeuble ci-après décrit:

« Un emplacement au village de St-Gédéon, comté de Frontenac, ayant une largeur de 35 pieds sur une profondeur de 100 pieds plus ou moins, mesures anglaises, étant partie du lot numéro 24 C, rang 8, canton Marlow, du cadastre officiel pour la paroisse de St-Gédéon, borné en front au nord au chemin public ou route conduisant au rang 7, au sud aux représentants de M. Charles-Auguste Moreau, à l'est aux représentants de Roland Pelchat et à l'ouest au terrain appartenant à Urbain Moreau, avec toutes bâtisses. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Frontenac, à Lac-Mégantic, comté de Frontenac, le CINQUIÈME jour de NOVEMBRE 1968, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le député-shérif,
ADALBERT LESSARD.

Bureau du Shérif,
Ville Saint-Joseph de Beauce, le 20 septembre 1968.
26241-o

BEAUCE

Canada — Province of Québec
District of Beauce

Provincial Court, No. 3139. } GARAGE COOP BEAUCEVILLE, association governed by the Cooperative Syndicates Act, having its head office in Beauceville, Beauce, plaintiff, *vs* SÉVÈRE QUIRION, St-Gédéon, Frontenac, defendant.

The immovable hereinafter described to be sold:

"An emplacement in the village of St-Gédéon, county of Frontenac, measuring 35 feet in width by a depth of 100 feet, more or less, English measure, being part of lot number 24 C, Range 8, township of Marlow, in the official cadastre for the parish of St-Gédéon, bounded in front, on the north, by the public road or the highway leading to Range 7, on the south by the representatives or Mr. Charles-Auguste Moreau, on the east by the representatives of Roland Pelchat, and on the west by the land belonging to Urbain Moreau, with all buildings."

To be sold in the Registry Office of the division of Frontenac, at Lac Mégantic, county of Frontenac, on the FIFTH day of NOVEMBER, 1968, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ADALBERT LESSARD,
Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,
Town of Saint-Joseph de Beauce, September 20, 1968.
26241

BEAUHARNOIS

De Bonis et de Terris
District de Beauharnois

Cour Supérieure, No 749 015. } OGLORE BALTHAZAR, veuve non remariée de feu Médéric Lécuyer, de son vivant, menuisier de la ville de Châteauguay Centre, district de Beauharnois, elle-même des cité et district de Montréal, demanderesse, *contre* ROLAND LÉCUYER, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de la succession de feu Médéric Lécuyer, de son vivant, menuisier de la ville de Châteauguay Centre, district de Beauharnois, lui-même des cité et district de Montréal, défendeur, a obtenu devant la Cour Supérieure du district de Montréal, jugement déclarant l'immeuble suivant savoir:

« Un emplacement ayant front sur le chemin Haute Rivière, à Châteauguay Village, P.Q., connu et désigné comme étant le lot numéro un de la subdivision du lot originaire numéro deux cent vingt-quatre (224-1) et des lots numéros un et deux de la subdivision du lot originaire numéro deux cent vingt-cinq (225-1 et 2) tous des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Joachim de Châteauguay; ledit lot 224-1 mesurant soixante-quatorze pieds et neuf dixièmes de pied (74.9′) de largeur par cent soixante-treize pieds et soixante-dix-huit centièmes de pieds (173.78′) de profondeur, et le lot 225-1 mesurant quinze pieds et neuf dixièmes de pied (15.9′) dans sa ligne sud, soixante-quatorze pieds et neuf dixièmes de pied (74.9′) dans sa ligne ouest et cent trois pieds (103.0′) dans sa ligne nord, et le lot 225-2 mesurant dix-huit pieds et neuf dixièmes de pied (18.9′) dans sa ligne ouest et quinze pieds et neuf dixièmes de pied (15.9′) dans sa ligne nord, le tout mesure anglaise et plus ou moins.

BEAUHARNOIS

De Bonis et de Terris
District of Beauharnois

Superior Court, No. 749 015. } OGLORE BALTHAZAR, unremarried widow of late Médéric Lécuyer, in his lifetime joiner of the town of Châteauguay Centre, district of Beauharnois, herself of the city and district of Montreal, plaintiff, *against* ROLAND LÉCUYER, in his quality of testamentory executor to the estate of late Médéric Lécuyer, in his lifetime joiner of the town of Châteauguay Centre, district of Beauharnois, himself of the city and district of Montreal, has obtained before the Superior Court of the district of Montreal, judgment declaring the following immovable, to wit:

"An emplacement having front on the chemin Haute Rivière, in Châteauguay Village, P.Q., known and designated as being lot number one of the subdivision of original lot number two hundred and twenty-four (224-1) and lots numbers one and two of the subdivision of the original lot number two hundred and twenty-five (225-1 and 2) all on the official plan and book of reference for the parish of St-Joachim de Châteauguay; the said lot 224-1 measuring seventy-four feet and nine tenths of a foot (74.9′) in width by one hundred and seventy-three and seventy-eight hundredths of a foot (173.78′) in depth, and the lot 225-1 measuring fifteen feet and nine tenths of a foot (15.9′) in its south line, seventy-four feet and nine tenths of a foot (74.9′) in its west line and one hundred and three feet (103.0′) in its north line and the lot 225-2 measuring eighteen feet and nine tenths of a foot (18.9′) in its west line and fifteen feet and nine tenths of a foot (15.9′) in its north line, the whole English measure and more or less.

Avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

Avec deux (2) maisons dessus construites et garage, circonstances et dépendances, sans exception ni réserve que la part du présent vendeur, numéro civiques 28 et 32 chemin Haute Rivière, Châteauguay Centre ».

Sujet à un droit d'habitation à vie en faveur de la demanderesse, présentement âgée de 65 ans, dans le logement portant le no civique 28 rue Haute Rivière, au rez-de-chaussée, susdit immeuble.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Châteauguay, à Ste-Martine, district de Beauharnois, MERCREDI, le SIXIÈME jour de NOVEMBRE 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
ERNEST LEBLANC.

Salaberry de Valleyfield, le 23 septembre 1968.
26254-o

With all the servitudes active and passive, apparent or unapparent attached to the said immovable.

With two (2) houses thereon erected and garage, circumstances and dependencies, without exception or reserve on the part of the present vendor, civic Nos. 28 and 32 chemin Haute Rivière, Châteauguay Centre".

Subject to a perpetual right of habitation in favor of the plaintiff, presently sixty-five years old, in the appartment bearing civic No. 28, Haute Rivière Street, on the ground floor of the aforesaid immovable.

To be sold at the Registry Office for the Châteauguay Division, in Ste-Martine, district of Beauharnois, WEDNESDAY, the SIXTH day of NOVEMBER, 1968, at TEN o'clock in the forenoon.

ERNEST LEBLANC,
Sheriff.

Salaberry de Valleyfield, September 23, 1968.
26254

IBERVILLE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Provinciale — District D'Iberville

Saint-Jean, à savoir: No 3971. GUY NORMAND, demandeur, *vs* JEAN-PAUL HARBEC, defendeur.

«Un terrain situé à 415 rue Lévis, de forme rectangulaire, borné en front vers le sud par la rue St-Henri, vers l'ouest par le lot 63-450, vers le nord par le lot 63-428 vers l'est par le lot 63-359 rue Notre-Dame, ainsi que les bâtisses y érigées de la même adresse. Ce terrain porte le numéro de lot 630-449. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de St-Jean, en la ville de St-Jean, le SEPTIÈME jour de NOVEMBRE 1968, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du Shérif, CLAUDE AUDET.
Saint-Jean, P.Q., ce 26 septembre 1968.
26255-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Provinciale — District d'Iberville

Saint-Jean, à savoir: No 4049. TRAHAN & FRÈRE INC., demandeur, *vs* ANDRÉ BOUCHER, défendeur.

« 1. Le coin sud-ouest du lot numéro quatre cent douze du cadastre officiel de la paroisse de St-Athanase, contenant quatre-vingt-dix pieds de largeur, le long du chemin public, sur cent cinquante pieds de profondeur, mesures anglaises, bornée au sud par ladite route, à l'est par l'immeuble ci-après décrit, au nord par le résidu dudit lot et à l'ouest par partie du lot numéro quatre cent treize dudit cadastre; avec maison y érigée;

2. Partie dudit lot quatre cent douze, contenant quatre-vingt-dix pieds de largeur sur cent cinquante pieds de profondeur, mesures anglaises, bornée au sud par ledit chemin, à l'ouest par l'immeuble susdécrit, au nord et à l'est par le résidu dudit lot; avec garage y érigé;

Sauf à distraire desdits immeubles les parties vendues à Sa Majesté par acte enregistré à Iberville sous le No 73831. »

IBERVILLE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Provincial Court — District of Iberville

Saint-Jean, to wit: No. 3971. GUY NORMAND, plaintiff, *vs* JEAN-PAUL HARBEC, defendant.

"A lot of land situated at 415 Lévis St., of rectangular shape, bounded in front, on the south, by St-Henri St., on the west by lot 63-450, on the north by lot 63-428 and on the east by lot 63-359, Notre-Dame St., as well as the buildings erected thereon, bearing the same address. This lot of land bears lot number 630-449."

To be sold in the registry office of the county of St-Jean, in the town of St-Jean, on the SEVENTH day of NOVEMBER, 1968, at TWO o'clock in the afternoon.

CLAUDE AUDET,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Saint-Jean, P.Q., September 26, 1968.
26255

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Provincial Court — District of Iberville

Saint-Jean, to wit: No. 4049. TRAHAN & FRÈRE INC., plaintiff, *vs* ANDRÉ BOUCHER, defendant.

"1. The southwest angle of lot number four hundred and twelve on the official cadastre for the parish of Saint-Athanase, having ninety feet in width, along the public highway, by one hundred and fifty feet in depth, English measure, bounded on the south by the said highway, on the east by the immovable hereafter described, on the north by the residue of the said lot and on the west by part of lot number four hundred and thirteen of the said cadastre; with house thereon erected;

2. Part of the said lot four hundred and twelve, having ninety feet in width by one hundred and fifty feet in depth, English measure, bounded on the south by the said highway, on the west by the immovable hereabove described, on the north and on the east by the residue of the said lot; with garage thereon erected;

Save to withdraw from the said immovables, the parts sold to Her Majesty by deed registered at Iberville under number 73831."

Pour être vendu, en bloc, au bureau d'enregistrement du comté d'Iberville, en la ville d'Iberville, le CINQUIÈME jour de NOVEMBRE 1968, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
CLAUDE AUDET.

Bureau du shérif,
Saint-Jean, P.Q., ce 26 septembre 1968. 26256-o

To be sold "en bloc", at the registry office for the county of Iberville, in the town of Iberville, on the FIFTH day of NOVEMBER, 1968, at TWO o'clock in the afternoon.

CLAUDE AUDET,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Saint-Jean, Québec, September 26, 1968. 26256

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 751 497. ARTHUR LANDRY & CLAUDE RENAUD, demandeurs, *vs* SILVER LAND HOLDINGS LTD., défenderesse,

« Une terre située en la paroisse Ste-Jeanne de l'île Perrot, comté de Vaudreuil, faisant partie du lot numéro deux cent quarante-quatre (P. 244), aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse, et décrite comme suit: En partant d'un point situé sur la ligne de division entre les lots originaires Nos. 243 et 244, à deux cents pieds au sud-ouest du chemin public, et de là en suivant ladite ligne de division, une distance de mille quatre pieds et soixante-dix centièmes (1004.70′) jusqu'à un angle; de là neuf cent soixante-et-quinze pieds et six centièmes (975.06′) jusqu'à un autre angle; de là deux mille cinq cent cinquante-cinq pieds et soixante-dix centièmes (255.70′) jusqu'au lot No 245; de là en suivant la ligne de division entre les lots originaires nos 244 et 245, une distance de cinq cent quatre-vingt-sept pieds et quatre-vingts centièmes (587.80′) jusqu'au lot no 246; de là en suivant la ligne de division entre les lots originaires Nos 244 et 246, une distance de trois mille cinq cent cinquante-trois pieds et quinze centièmes (3553.15′); de là, en tournant dans une direction nord-ouest, une distance de deux cent soixante-seize pieds et trente centièmes (276.30′) jusqu'à un point; de ce point en suivant une clôture dans une direction nord-est, une distance de sept cent quarante-quatre pieds et quatre-vingt-cinq centièmes (744.85′) jusqu'à un point; et de là en suivant dans une direction nord-ouest, une parallèle à 200 pieds du chemin public, une distance de trois cent vingt-sept pieds et soixante-dix centièmes (327.70′) jusqu'au point de départ. Cette distance de 200 pieds étant mesurée parallèlement à la ligne de division entre les lots Nos 243 et 244, tous du cadastre susdit.

Cette partie du lot No 244 ainsi délimitée a une surface de 62.498 arpents.

L'acte de vente du 9 mars 1959 (Pièce P-1) comprend aussi une partie dudit lot no 244 mesurant 20 pieds de largeur par une profondeur de 200 pieds, formant 4,000 pieds carrés, mesure anglaise, équivalant à 0.108 arpent, formant un total de 62.606 arpents. Ce passage longe la ligne de division entre les lots nos 243 et 244 et est situé à partir du chemin public et entre ledit lot numéro 243 et la partie réservée par Arthur Daoust dans l'acte de vente en date du 21 juillet 1953, exécuté devant le notaire soussigné et enregistré à Vaudreuil No 72379.

À distraire cependant un terrain ayant une superficie de trois arpents appartenant à Vaclav Chochol, aux termes de l'acte de vente consenti à ce dernier, enregistré à Vaudreuil No 83544, ledit terrain ayant été décrit comme suit:

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit : No. 751 497. ARTHUR LANDRY & CLAUDE RENAUD, plaintiffs, *vs* SILVER LAND HOLDINGS LTD., defendant.

"A land situated in the parish of Ste-Jeanne de l'Ile Perrot, county of Vaudreuil, forming part of lot number two hundred and forty-four (Pt. 244) on official plan and book of reference for the said parish, and described as follows: Starting from a point situated on the division line between original lots Nos. 243 and 244, at two hundred feet southwest of the public road, and thence, following the said division line, a distance of one thousand and four feet and seventy hundredths (1004.70′) up to an angle; thence, nine hundred and seventy-five feet and six tenths (975.06′) as far as an other angle; thence, two thousand and five hundred fifty-five feet and seventy hundredths (255.70′) as far as lot No. 245; thence, following the division line between original lots Nos. 244 and 245, a distance of five hundred and eighty-seven feet and eighty hundredths (587.80′) as far as lot No. 246; thence, following the division line between original lots Nos. 244 and 246, a distance three thousand five hundred and fifty-three feet and fifteen hundredths (3553.15′); thence, turning in a northwest direction, a distance of two hundred and seventy-six feet and thirty hundredths (276.30′) up to a point; from this point following a fence in a northeast direction, a distance of seven hundred and forty-four feet and eighty-five hundredths (744.85′) up to a point; and thence, following in a northwest direction, a parallel at two hundred feet of the public road, a distance of three hundred and twenty-seven feet and seventy hundredths (327.70′) up to the starting point. This distance of 200 feet being measured in a parallel direction of the division line between lots Nos. 243 and 244, all of the aforesaid cadastre.

This part of lot No. 244 so delimited has a superficial area of 62,498 arpents.

The deed of sale of March 9, 1959 (Piece P-1) also includes a part of said lot No. 244 measuring 20 feet in width by a depth of 200 feet, forming 4,000 square feet, English measure equivalent to 0.108 arpent, forming a total of 62.606 arpents. This passage follows the division line between lots Nos. 243 and 244 and is situated on and from the public road and between the said lot No. 243 and the part reserved by Arthur Daoust in the deed of sale dated July 21, 1953, executed before the undersigned notary and registered at Vaudreuil No. 72379.

To withdraw nevertheless a lot of land belonging to Vaclaw Chochol, by the terms of the deed of sale consented to the latter, registered at Vaudreuil No. 83544, the said lot of land having been described as follows:

« Un morceau de terrain situé dans la paroisse de Ste-Jeanne de l'Ile Perrot, comté de Vaudreuil, étant une partie du lot originaire numéro deux cent quarante-quatre (ptie 244) aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse, mesurant deux cent soixante-seize pieds et trois dixièmes d'un pied de largeur sur la profondeur nécessaire pour former une superficie de trois arpents, mesure anglaise et borné comme suit: En front par une autre partie dudit lot appartenant à M. Weiss, d'un côté par une partie du lot No 246 appartenant à David Madore, en arrière et de l'autre côté, par d'autres parties dudit lot No 244 appartenant aux vendeurs, sans bâtisse; le morceau de terrain présentement vendu devant être pris à 944.85 pieds du chemin public.

Ainsi que le tout subsiste présentement avec tous ses droits, membres et dépendances y appartenant, sans exception ou réserve d'aucune sorte de la part des vendeurs, et de plus avec un droit de passage sur le chemin privé présentement existant sur ledit lot pour aller au chemin public, ledit droit de passage devant être transféré sur une rue projetée que les vendeurs établiront prochainement. »

Devant en outre être déduit dudit emplacement, une partie du lot numéro deux cent quarante-quatre (ptie 244) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Jeanne-de-l'Ile-Perrot, division d'enregistrement de Vaudreuil, borné vers le nord-est, le sud-est et le sud-ouest, par d'autres parties dudit lot numéro deux cent quarante-quatre, vers le nord-ouest par le lot numéro deux cent quarante-trois, et mesurant trois cent vingt-sept pieds et sept dixièmes d'un pied dans sa ligne nord-est, cinq cent cinquante-quatre pieds et quatre-vingt-sept centièmes d'un pied dans sa ligne sud-est, trois cent cinq pieds et cinquante et un centièmes d'un pied dans sa ligne sud-ouest, et six cent vingt-deux pieds et trente-quatre centièmes d'un pied dans sa ligne nord-ouest, et contenant une superficie totale de cent quatre-vingt-quatre mille trois pieds carrés, mesure anglaise, étant l'équivalent de cinq arpents.

Ledit emplacement est démontré par un liséré rouge et indiqué par les lettres A,B,C,D sur le plan préparé par W. E. Lauriault, arpenteur géomètre du Québec, en date du septième jour de mars mille neuf cent soixante et un.

Ainsi que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble, et notamment avec droit de passage en faveur de l'emplacement de J. Arthur Daoust, situé au sud-est du chemin public et faisant partie dudit lot numéro 244, ce passage mesurant vingt pieds de largeur par deux cents pieds de profondeur et situé au nord-ouest dudit emplacement de J. Arthur Daoust et adjacent, lequel passage est situé au sud-est du chemin public, pour communiquer au chemin public. »

Pour être vendu au Bureau d'Enregistrement du comté de Vaudreuil, à Vaudreuil, le HUITIÈME jour du mois de NOVEMBRE 1968, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, le 27 septembre 1968. 26257-o

"A piece of land situated in the parish of Ste-Jeanne de l'Ile Perrot, county of Vaudreuil, being a part of the original lot number two hundred and forty-four (Pt. 244) on the official plan and book of reference of said parish, measuring two hundred seventy-six feet and three tenths of a foot in width by the necessary depth to form an area of three arpents, English measure and bounded as follows: in front by another part of said lot belonging to Mr. Weiss, on one side by part of lot No. 246 belonging to David Madore, in rear and on the other side by other parts of said lot No. 244 belonging to the vendors, without building; the piece of land presently sold to be taken at 944.85 feet from the public road.

As the whole now is with all its rights, members and appurtenances thereunto belonging, without exception or reserve of any kind from the part of the vendors, and moreover with a right of passage on the private road presently existing on said lot to go to the public road, said right of passage to be transferred on an intended street that the vendors will establish in a near future."

To be further deducted from the said emplacement, part of lot number two hundred and forty-four (Pt. 244) on the official plan and book of reference of the parish of Ste-Jeanne-de-l'Ile-Perrot, registration division of Vaudreuil, bounded towards the northeast, the southeast, and the southwest, by other parts of said lot number two hundred and forty-four, towards the northwest by lot number two hundred and forty-three, and measuring three hundred and twenty-seven feet and seven-tenths of a foot in the northeast line, five hundred and fifty-four feet and eighty-seven one-hundredths of a foot in its southeast line, three hundred and five feet and fifty-one hundredths of a foot in its southwest line, and six hundred and twenty-two feet and thirty-four one-hundredths of a foot in its northwest line, and containing a total superficial area of one hundred and eighty-four thousand and three square feet, English measure, being the equivalent of five arpents.

The said emplacement is shown edged in red, and indicated by the letters A, B, C, D, on the plan prepared by W. E. Lauriault, Québec land surveyor, dated the seventh day of March, one thousand nine hundred and sixty-one.

As the whole now subsists with all the servitudes active and passive, apparent or unapparent attached to the said immovable, and particularly with right of passage in favor of the emplacement of J. Arthur Daoust, situated on the southeast of the public road and forming part of said lot No. 244, this passage measuring twenty feet in width by two hundred feet in depth and situated on the northwest of said emplacement of J. Arthur Daoust and adjacent to, which passage is situated on the southeast of the public road, in order to communicate with the public road."

To be sold at the registry office of the county of Vaudreuil, at Vaudreuil, the EIGHTH day of the month of NOVEMBER, 1968, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, September 27, 1968. 26257

Vente d'effets non-réclamés

Messageries Canadien Pacifique

Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le 1er jour de novembre 1967, et non réclamés aux bureaux des Messageries Canadien Pacifique, à divers endroits de la province de Québec, seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Frank Waddington, encanteur, 128 est, rue King, Toronto, Ontario, à onze heures du matin, le 7ième jour de novembre 1968, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Québec, Qué., le 23 septembre 1968.

La Cie des Messageries Canadien Pacifique.
Le surintendant général,
E. M. THRASHER.

26127-39-6-o

Sale of Unclaimed Baggage

Canadian Pacific Express Company

Notice is hereby given that all goods received previous to the 1st day of November, 1967, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Express Company, at different points in the Province of Québec, will be sold at public auction to the highest bidder by Frank Waddington, Auctioneer, at 128 King Street East, Toronto, Ontario, at 11:00 o'clock in the forenoon, on the 7th day of November, 1968, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Québec, Qué., September 23, 1968.

Canadian Pacific Express Company.
E. M. THRASHER,
General Superintendent.

26127-39-6-o

INDEX No 40

ARRÊTÉS en Conseil — ***ORDERS in Council***

3011 — Automobile, Shawinigan 5263
3012 — Automobile, Trois-Rivières 5263
3013 — Coiffeurs pour dames, Montréal 5264
3013 — Hairdressers, (Ladies') Montreal 5264
3014 — Imprimerie, Québec 5263
3014 — Printing, Québec 5263
3016 — Arts graphiques, Québec 5262
3016 — Graphic Arts, Québec 5262
3022 — Employés d'institutions religieuses, d'enseignement et de fabriques paroissiales, région de Saint-Hyacinthe 5246
3022 — Employees of Religious Institutions, Schools and Church Councils in the St. Hyacinthe region 5246
3024 — Coiffeurs pour hommes et dames, Victoriaville 5261
3024 — Hairdressers (Men's and Ladies'), Victoriaville 5261
3025 — Lignes de distribution d'énergie électrique dans la province 5256
3025 — Electric Power Distribution Lines in Québec 5256
3026 — Lignes de transport d'énergie électrique, province 5252
3026 — Electric Power Transmission Lines in Québec 5252
3027 — Construction (Électriciens) Montréal 5243
3027 — Construction (Electricians) Montreal 5243

AVIS divers — ***MISCELLANEOUS Notices***

Fabrique de la desserte de Saint-Nil de Matane (La) (*Const.*) 5288
Fabrique of the Chapelry of Saint-Nil de Matane (The) (*Inc.*) 5288
Jacques-Cartier, c.s.c.-c.s.c. (*Rachat d'obligations-Redemption of Bonds*) 5289
Longueuil, cité-city (*Programme de rénovation-Program of renewal*) 5989
Parish of Saint-René-Coupil de Matane (*Erection*) 5288
Paroisse Saint-René-Goupil de Matane (*Érection*) 5288

CHANGEMENT DE NOM — Loi du — ***CHANGE OF NAME — Act***

Clatz, Bernard (*Dem. – Appl.*) 5191
Demircioglu, Artin (*Dem.-Appl.*) 5288
Marceau, Chrysanthe (*Dem.-Appl.*) 5290
Klotz, Alexander Zender (*Dem. – Appl.*) 5191
Krkovic, Alojzije (*Dem.– Appl.*) 5290
Lajzerowicz Leo Leony (*Dem.– Appl.*) 5291
Rubin, Abraham (*Dem.-Appl.*) 5291
Simpson, Mania (*Dem.-Appl.*) 5291
Turkovic, Nikola (*Dem.– Appl.*) 5291

COMMISSION municipale de Québec — ***QUÉBEC municipal commission***

Laflèche, cité-city (*Plus en défaut-No longer in default*) 5292

Chartes — demandes d'abandon de — ***Charters — Application for Surrender of***

Atchison Davis Hardware Limited 5285
Centrale Audio-Visuelle inc. (La) 5285
Charter Oak Stables Inc. 5284
Club Kinsmen Auteuil inc. 5284
Club Kinsmen Ste-Rose inc. (Le) 5284
Compagnie Forestière du Saguenay (La) 5283
Cusson (G.) Automobile ltée 5284
Davis Realty & Investment Corporation 5283
Établissements Galvanart ltée (Les) ... 5284
Gravel & Gravel ltée 5283
Immeubles Vanda Inc. 5285
Opus Realty Co. 5284
Quilles de Thetford limitée (Les) 5285
Rich Meat & Delicatessen Ltd. 5284
Standard-Triumph (Québec) Limited 5285
Vanda Realties Inc. 5285

Dissoutes *Dissolved*

Abercorn Traders Ltd. 5273
Adelena Holding Corporation 5273
Allclair Ltd. 5273
Allcan Bureau of Investigation Inc. 5273
Birch Lake Enterprises Limited 5273
Canadian Shoe Pattern Co. Ltd. 5274
Champlain Hardware Supplies Ltd. 5274
Club Social des Employés de la St-Regis 5274
Consolidated Packaging Limited 5374
Dell'Elce Inc. (T.) 5274
Dorzade Corporation Ltd. 5275
Entreprises Jefro ltée (Les) 5275
Garage Fortin & Cie (Matane) limitée 5275
Gardale Corp. 5275
Grundy Investments Ltd. 5275
Ligue des Citoyens d'Ayersville inc. 5276
Ordre des Infirmières Victoria (Rouyn-Noranda) Succursale (L') 5275
Saffor Enterprises Inc. 5276
Sam Starke Inc. 5276
Transaction St-Laurent inc. (Les) 5276
Travel Toge Inc. 5276
Victorian Order of Nurses (Rouyn-Noranda) Branch 5276
Video System Inc. 5276

Divers *Miscellaneous*

Atchison Davis Hardware Limited (*Dist. Actif-Assets*) 5286
Brind'Amour & Fils inc. (*Dir.*) 5288
Canadian Lady-Canadelle Inc. (*Dir.*) 5286
Cancon Holdings Inc. (*Nom-Name ch.*) 5286
Compagnie Pharmaceutique Vita ltée (*Dir.*) 5286
Coréame inc. (*Nom-Name ch.*) 5286
Friends of Yashiva and Mesivta Torah Vodaath (*Règl.-By-laws*) 5287
Gendron (J. T.) inc. (*Dir.*) 5286
Hôtel Lafayette Montréal inc. (*Dir.*) 5286
Institution des Sourds de Montréal (*Règl.-By-laws*) 5287
McLean Management Ltd. (*Dir.*) 5286
Meilleur Enterprises Corp. (*Nom-Name ch.*) 5287
Meubles Saguenay ltée (*Nom changé*) 5287
Mid Chibougamau Mines Ltd. (*Dir.*) 5287
Prima Film inc. (*Dir.*) 5288
Saguenay Furniture Company (*Name ch.*) 5287
Source Vive ltée (*Nom-Name ch.*) 5287
Travel Center of Westmount Inc. (*Dir.*) 5288
Wise Bros. Limited (*Dir.*) 5287

Lettres patent *Letters Patent*

Ace Store Fixtures Ltd. 5206
Agri réfrigération inc. 5206
À La Capucine Antiquités, inc. 5207
Ameublement M. Malo & fils inc. 5207
Arnold Angers & Associates Ltd. 5207
Association des Représentants Professionnels du Meuble du Québec (L') 5208
Au Chapon d'Or inc. 5208
Baillie (R. A.) Dental Laboratory Inc. 5209
Beaulieu & Tessier inc. 5209
Bellevue Glass & Aluminum Co. Ltd. 5209
Berphil inc. 5210
Bessette automobile inc. 5210
Béton Godin ltée (Le) 5210
Bimar inc. 5211
Blais (Gérard) & associés inc. 5211
Blouin & Labranche inc. 5211
Bombardier (Théophile) inc. 5212
Bouchard (Gérard A.) ltée 5212
Boutique Lilly Ltd. 5212
Camping & Sports Modernes inc. 5213
Centre des Arts Communicatifs inc. 5213
Champagnat Home of Iberville Inc. 5231
Christian Pavilion (1968) Inc. 5227
Ci-Com Inc. 5213
Clairoux (Gilles) inc. 5214
Club de Voile Deux-Montagnes inc. 5214
Communication Arts Centre Inc. 5213
Contact Chair Ltd. 5214
Coq auto inc. (Le) 5215
Delauro inc. 5215
Desnor construction inc. 5215
Deternet (R. S.) inc. 5215
Domaines Monaco inc. 5216
Domec Ltd. 5216
Dufresne (Fernand) inc. 5216
Enseignes Ruel & frères inc. 5217
Entreprises de Rénovation Chagnon ltée (Les) 5217
Fillion Leasing Inc. 5218
Fillion location inc. 5218
Formi-Prix inc. 5218
Franco-World Trading Inc. 5218
Garage Taillon & fils inc. 5219
Geoffrion Incorporated 5219
Geoffrion incorporée 5219
Granby Blasting Ltd. 5219
Gravier tamisé Valmont inc. 5220
Habitat Laurentides inc. 5220
Hawaiian Pools Ltd. 5227
Hébert (Hector) inc. 5220
Hôtel Windsor de Rivière-du-Loup limitée 5221
Immeubles D. L. inc. (Les) 5221
Immeubles R. Girard inc. (Les) 5221
Importations Roger Pier ltée 5222
Jo – Jo Distributors Inc. 5222
Laboratoire de Technique des Eaux inc. 5537
Lanctôt (P. H.) & fils transport ltée 5222
Laredo inc. 5223
Librairie Mille-Isles inc. 5223
Line (G. W.) ltée 5223
Loisirs de Piedmont inc. (Les) 5224
Longueuil Plastering Inc. 5224
Mac Donald Rambler Ltd. 5224
M. G. B. Investments Inc. 5228
Magasin Goodman inc. 5225
Magesco inc. 5225
Maschal Investments Ltd. 5228
Modern Jazz Agency Inc. 5225
Monaco Estates Inc. 5216
Montpetit & frère limitée 5226
Murphy (Fernand) construction inc. 5226
Nancine Ladies Wear Ltd. 5226
Pavillon Chrétien (1968) inc. 5227
Pier (Roger) Imports Ltd. 5222
Piscines d'Hawaii ltée 5227
Pizza Gerry inc. 5227
Place d'Escompte Jan inc. 5228
Placements Maschal ltée (Les) 5228
Placements M. G. B. inc. 5228
Plâtrier de St-Georges inc. (La) 5229
Plaza Sports Den Inc. 5229
Poupard (André) inc. 5229
President Health Studios Ltd. 5230
Pro-Na inc. 5230
Québec Professional Furniture Representatives Association 5208
Quincaillerie St-Camille inc. 5231
Résidence Champagnat d'Iberville inc. 5231
Rochevert Inc. 5231
Rosemont photo inc. 5232
S & L auto limitée 5232
Ste-Anne Cafeteria Ltd. 5232
So-Bel Construction Inc. 5233
Société des Initiatives Domiciliaires 5233

Lettres patentes (*suite*) — ***Letters Patent*** (*continued*)

Société Zoologique de la Mauricie inc. (La) ... 5233
Spécialités de l'Habit inc. (Les) ... 5234
Station Buisson inc. ... 5234
Station-Service Manseau inc. ... 5234
Stratton Inc. ... 5235
Studio Aristocrate inc. ... 5235
Studio Aristocrat Inc. ... 5235
Studios de santé President ltée (Les) ... 5230
Trans Canada Air Photo Inc. ... 5235
Trudeau (Yves) limitée ... 5236
U. I. A. Corp. ... 5236
Wagner (M. L.) Realties Inc. ... 5236
Water Technology Laboratory Inc. ... 5237
Wester's Camps Ltd. ... 5237
Wildav inc. ... 5237
Young (John G.) (1968) Ltd. ... 5238
Youville Stables Construction Ltd. ... 5238
555 Restaurant Inc. ... 5238

Lettres patentes supplémentaires — ***Supplementary Letters Patent***

Barrie Memorial Hospital (The) ... 5239
Colonial Sportswear Ltd. ... 5239
De Francesco (Joseph) Inc. ... 5239
Dupuis (Léopold) inc. ... 5239
Economy 5-10-15¢ to $1.00 Stores, Limited ... 5239
Entreprises Heljean inc. ... 5240
Forest (Ubald) & Fils ltée ... 5240
Formec inc. ... 5240
Gagnon (Charles-E.) ltée ... 5240
Heljean Enterprises Inc. ... 5240
Hefferman (Gérald J.) Inc. ... 5241
Hôtel Trahan incorporée ... 5241
Laurentide Chemicals Co. Inc. ... 5241
Marigot Investments Limited ... 5241
Multipak Ltd. ... 5241
Multipak ltée ... 5241
Plow & Watters Holdings Ltd. ... 5242
Poirier, Bessette Compagnie, limitée ... 5242
Société Chimique Laurentide inc. ... 5241
Standard Wiping Products Co. Ltd. 5242
Turcotte Lumber Val D'Or Limited ... 5243

Sièges sociaux — ***Head Offices***

Anel inc. ... 5277
Association des Tireurs au Pistolet du Québec (L') ... 5278
Caveben limitée ... 5277
Constructec Inc. ... 5278
École de sexologie de Montréal inc. ... 5278
Importation Roger Pier ltée ... 5277
Marlu Limited ... 5276
Matériaux de l'Outaouais inc. ... 5277
Moléba Auto-Neige ltée ... 5278
Pier (Roger) Imports Ltd. ... 5277
Québec Handgunners Association ... 5278
Société Technique d'Aménagement Régional inc. (La) ... 5277
Westpark Country Club (1968) Ltd. ... 5278

LIQUIDATION avis de — ***WINDING up Notices***

Caisse populaire de Val St-Gilles ... 5292
Maska Orchard Inc. ... 5292
Verger Maska inc ... 5292

MINISTÈRES — ***DEPARTMENT***

Institutions financières, compagnies et coopératives — ***Financial Institutions, Companies and Cooperatives***

Assurance: — *Insurance:*

Gibraltar Insurance Company (*Permis-License*) ... 5312

Travail — ***Labour***

Industrie ou métiers de: — *Industry or Trades of:*

Automobile, Drummond (*Prél.-Levy*) ... 5269
Automobile, Joliette (*Prél.-Levy*) ... 5267
Boîte de carton, province (*Prél.*) ... 5271
Coiffeurs, Nord-Ouest du Québec (*Prél.*) 5264
Hairdressers, North Western Québec (*Levy*) ... 5264
Métal en feuille, province (*Prél.*) ... 5266
Paper Box, Province (Levy) ... 5271
Sheet Metal, Province (*Levy*) ... 5266

RÉGIE des marchés agricoles du Québec — ***QUÉBEC Agricultural Marketing Board***

Milk producers, Québec-South (*Joint Plan*) ... 5295
Producteurs de lait, Québec-Sud (*Plan conjoint*) ... 5295
Producteurs de lait nature, comté de Portneuf (*Plan conjoint*) ... 5294
Producteurs de lait nature, Ste-Thérèse (*Plan conjoint*) ... 5293
Producteurs de lait nature, Thetford-Mines (*Plan conjoint*) ... 5294
Raw Milk Producers, county of Portneuf (*Joint Plan*) ... 5294
Raw Milk Producers, Ste-Thérèse (*Joint Plan*) ... 5293
Raw Milk Producers, Thetford-Mines (*Joint Plan*) ... 5294

SOUMISSIONS — ***TENDERS***

Charlemagne, village ... 5301
Chauveau, c.s.r.-r.s.b. ... 5299
Chicoutimi-Nord, cité-city ... 5308
Coaticook, ville-town ... 5296
Hull, cité-city ... 5305
Nicolet, ville-town ... 5310
Rivière-du-Loup, cité-city ... 5302
St-Eustache, ville-town ... 5298
St-Jean, cité-city ... 5307
Vanier, ville-town ... 5304

SYNDICATS Professionnels — ***SYNDICATES Professional***

Association Nationale des Camionneurs Artisans Indépendants inc. (L') ... 5313
Association des Professeurs de l'Amiante (L') (*Nom-Name ch.*) ... 5293
Association des Travailleurs de Papier Ouvré inc. F. C. A. I. (*Const-Inc.*) ... 5292
National Association of Independant Artisans Truckers Inc. (The) ... 5313

VENTES — ***SALES***

Effets non-réclamés — ***Unclaimed Baggage***

Canadian Pacific Express Company ... 5118
Messageries Canadien Pacifique ... 5118

Loi de faillite — ***Bankruptcy Act***

Bouchard, Aniceet ... 5312

SHÉRIFS — ***SHERIFFS***

Arthabaska — ***Arthabaska***

Lamontagne *vs* Hébert ... 5313

Beauce — ***Beauce***

Garage Co-op Beauceville *vs* Quirion ... 5314

Beauharnois — ***Beauharnois***

Balthazar *vs* Lécuyer ... 5314

Iberville — ***Iberville***

Normand *vs* Harbec ... 5315
Trahan & Frères inc. *vs* Boucher ... 5315

Montréal — ***Montreal***

Landry *et al vs* Silver Land Holdings Ltd. ... 5316

Taxes — ***Taxes***

Montréal-Nord-North, cité-city ... 5279
Senneterre, ville-town (*Correction*) ... 5283